Univ. of
Toronto
Library

BINDING LIST NOV 1 1922

Mon commandement en Orient

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

247m

Maurice P.E.

GÉNÉRAL SARRAIL

Mon commandement en Orient

(1916-1918)

158618.
26. 1. 21.

PARIS
ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR
26, RUE RACINE, 26

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous les pays.

Droits de traduction et de reproduction réservés
pour tous les pays.
Copyright 1920,
by Ernest Flammarion.

Jusqu'en 1917, la conspiration du silence s'est faite autour de notre armée d'Orient : aucun communiqué journalier, par intermittence quelques simples nouvelles. Par contre, une série d'inexactitudes ou d'inventions pouvaient être colportées sur les travaux, les opérations et, j'ajouterai, les succès de ceux que j'avais l'honneur de commander, et petit à petit, semblaient devoir devenir la vérité historique.

Dès mon retour en France, de janvier à avril 1918, j'ai mis en ordre les notes que j'avais écrites au jour le jour sur ces débuts ignorés de nos efforts en Macédoine et en Serbie. Bien des événements se sont passés depuis. Je livre néanmoins à la publicité le travail tel que je l'ai établi. Vu les événements de 1918, je pourrais peut-être y ajouter ces deux réflexions :

Le plan qui a amené l'effondrement de la Bulgarie en 1918, date-t-il du printemps, de l'été 1918 ou du printemps 1917? Pour répondre, il suffira de consulter certains télégrammes que j'ai envoyés dès la prise de Monastir et au début de 1917.

Quant à l'importance du front d'Orient, à la possibilité d'y produire un craquement qui permettrait d'ar-

river à un dénouement, n'ai-je pas télégraphié — malheureusement en vain — dès avril 1916 : « L'offensive, dans la force même du terme, est uniquement réalisable sur le front balkanique. »

Janvier 1920.

PRÉLIMINAIRES

LA GENÈSE D'UNE ARMÉE

Le 22 juillet 1915, vers vingt heures, je recevais à Sainte-Menehould, quartier général de la 3e armée, un télégramme chiffré : « Général Humbert est nommé au commandement de la 3e armée, en remplacement du général Sarrail dont le gouvernement a décidé l'affectation à un autre poste et qui devra se présenter au ministre le 23 à quinze heures ». Le 23, vers cinq heures, je gagnais Paris en automobile. J'allais tout d'abord voir le ministre de l'Intérieur (M. Malvy) que je connaissais à peine, mais qui m'avait téléphoné de passer à son cabinet. Il m'annonçait que je devais succéder au général Gouraud à la tête du corps expéditionnaire d'Orient, aux Dardanelles. J'étais par suite fixé sur les décisions du gouvernement, quand à quinze heures, au ministère de la Guerre, je fus reçu par M. Millerand, ministre de la Guerre, en présence de M. Viviani, président du Conseil.

L'entrevue fut pénible. Commandant d'armée, je refusais le commandement du corps d'armée qui m'était offert et j'exprimais simplement l'intention

de me retirer à Montauban, en attendant ma mise à la retraite d'office. M. Millerand me donna finalement ordre de rejoindre le soir même cette ville où j'attendrais sa décision, et me laissa seul avec M. Viviani. Ce dernier essaya de pallier les procédés de son collaborateur.

Je fus autorisé à rester quarante-huit heures à Paris. De son côté, le garde des sceaux, M. Briand, mis au courant de l'entrevue, trouva une formule pour concilier les désirs du gouvernement avec ma dignité personnelle.

« J'accepterais le commandement offert s'il était augmenté et je n'en prendrais possession que lorsque cette augmentation aurait été réalisée. »

*
* *

Quelques jours après, à Montauban, je recevais télégraphiquement l'ordre de me présenter le 3 août à quatorze heures trente au cabinet personnel de M. Millerand, et le ministre de la Guerre me demandait d'exposer mes désidérata. Je les réduisis à trois :

1° Il serait constitué une armée qui prendrait le nom d'armée d'Orient.

2° Je ne voulais pas être, comme avaient été les généraux d'Amade et Gouraud, sous les ordres des généraux anglais.

3° Je ne partirais qu'avec les divisions de renfort.

Les deux derniers points soulevaient de sérieuses difficultés. Les Affaires étrangères seules pouvaient, affirmait le ministre, traiter de l'indépendance du commandement; il y avait une convention; le fait pouvait être exact; mais, à mon avis, les effectifs changeant, rien n'empêchait une nouvelle convention. Quant au départ avec les renforts il y avait pour moi une nécessité absolue; pas un fusil, pas un canon ne m'aurait été envoyé, si j'avais rallié seul

l'Orient; j'ajouterai que le désir de me voir disparaître du front français et de France perçait dans une phrase échappée au ministre : « Si vous vous imaginez que je vais vous laisser à Paris jusqu'au 15 septembre! » D'ailleurs, pour brusquer la solution, deux jours après (5 août), M. Millerand m'informait officiellement que j'étais nommé au commandement de l'armée d'Orient; il ne me parlait pas, bien entendu, de mes rapports d'indépendance ou de subordination avec les Anglais; par contre, il était forcé de me déclarer que je ne rejoindrais pas les Dardanelles si le corps expéditionnaire n'était pas augmenté, à moins — ajoutait-il — que le général Bailloud, commandant provisoirement, ne meure. Je ne relevai pas cette assertion en contradiction flagrante avec le modus vivendi trouvé par le garde des sceaux et que le gouvernement, je le savais, avait fait sien. M. Millerand en me quittant me donnait d'ailleurs une directive : « Ne pas fréquenter les parlementaires ». Au point de vue militaire, il m'invitait à lui faire connaître mon avis sur ce que devait être notre action en Orient avec une armée. Il apparaissait nettement que le ministre n'avait pas vu les conséquences de la mesure qu'il avait tolérée ou encouragée, lorsque j'avais été relevé de mon commandement de la 3e armée et qu'il essayait de trouver un terrain pour tout remettre en état. En attendant, j'étais invité à suggérer une opération militaire en Orient, d'ailleurs sans documents, sans personnel (pour m'aider, je ne disposais que du lieutenant de réserve Bouet, qui m'avait suivi).

Je remis un mémoire succinct. (Voir annexes, note n° 1.) J'y demandais de renoncer à rester dans la presqu'île de Gallipoli, j'envisageais une expédition sur les côtes de l'Asie Mineure, soit en longeant la côte, soit en partant du golfe d'Adramiti, ce qui aurait permis de marcher sur Brousse ou de prendre

a revers les Turcs défendant la rive asiatique des Dardanelles ; je marquais une préférence pour des opérations plus au sud, vers Smyrne ou mieux Alexandrette afin de pratiquer la politique des gages ; je concluais enfin en disant qu'une action vers Salonique paraissait devoir donner les résultats les plus appréciables.

Il fallait se décider ; M. Millerand trouvait, paraît-il, que le mémoire n'était pas suffisamment militaire : il avait peut-être raison ; mais fixer le théâtre où doit agir un général et le but qu'il doit atteindre est œuvre de gouvernement ; le ministre de la Guerre n'avait pu me dire ce qui devait être fait ; il avait bien fallu suppléer à cette carence.

Quoi qu'il en soit, le mémoire était envoyé au général Joffre et le président du Conseil me convoquait pour me dire qu'il ne pouvait être envisagé qu'une opération à Gaba-Tépé, à Boulaïr ou sur la côte asiatique des Dardanelles. Il m'invitait à rentrer en loge pour fournir à ce sujet un second mémoire. Je concluais dans ce nouveau travail à l'impossibilité d'une opération sur Gaba-Tépé et j'estimais que l'opération sur Boulaïr était dangereuse et susceptible d'un véritable rendement, tandis qu'un débarquement sur la côte d'Asie devait réussir sans trop d'aléas, mais ne donnerait pas un résultat considérable.

Une nouvelle réunion avec le ministre de la Guerre (25 août) ne me fixait pas sur ce qui avait été décidé ; par contre j'y traitais la question du personnel à mettre enfin à ma disposition. M. Millerand me fit connaître sa manière de voir sur deux de mes anciens collaborateurs brevetés de la 3e armée que je connaissais de longue date et que je réclamais ; ils ne m'ont jamais rejoint ; tous deux furent tués peu après à la tête, l'un de son régiment, l'autre de son bataillon, dans le secteur « sévère » de leurs affectations voulues par le G. Q. G.

*
* *

Mon second mémoire fut envoyé au colonel Alexandre, ancien officier d'ordonnance du général Joffre, devenu par suite, et pour cause, chef de la section de la défense nationale au G. Q. G. Alexandre répondit en rédigeant un mémoire ne visant que l'action en Asie Mineure et concluant à la nécessité de onze divisions actives, plus deux territoriales. C'était la surenchère pour arriver à un rejet pur et simple. D'autre part j'apprenais que, deux fois, au conseil des ministres, le ministre de la Guerre avait soulevé la question de mon envoi immédiat aux Dardanelles et que deux fois le garde des sceaux avait dû intervenir pour rappeler les promesses qui m'avaient été faites.

Pour gagner du temps sans solution, il y avait encore un procédé: ouvrir une conférence. Elle eut lieu le 2 septembre. Le ministre de la Marine, son chef d'état-major, et celui de la Guerre y assistaient. Le transport de quatre divisions fut envisagé. Le chef d'état-major de la Marine déclarait que c'était là le maximum que la Marine pouvait transporter et entretenir. Le ministre de la Marine M. Augagneur sentait cependant que l'heure des tergiversations était passée. A la suite de la conférence, il donnait des ordres pour que son département pût être prêt le plus tôt possible.

A un autre point de vue, M. Millerand, à la fin de la séance, m'invitait à aller en inspection aux Dardanelles. C'était la continuation de la même idée : mon éloignement à tout prix ; je déclinais nettement l'offre, voulant rester pour arriver à quelque chose ; le ministre de la Guerre voulait que je partisse pour arriver à ne rien faire. Le combat d'usure persistait.

J'en avais déjà connu les phases suivantes : deux corps d'armée avaient été demandés au général Joffre,

et l'état-major travaillait à la mise sur pied d'une armée composée de ces deux corps, plus celui des Dardanelles. Le 30 août avait été envisagée la possibilité de retirer les deux corps, mais seulement vers le 24 septembre, après l'offensive qui devait se dérouler en Champagne.

Lord Kitchener, de son côté, voulait bien, affirmait-on, prendre en France deux divisions du maréchal French et les diriger sur les Dardanelles. Mais le général Joffre, pour gagner du temps, avait fait connaître que ce n'était pas deux corps d'armée mais quatre divisions qu'il serait possible peut-être de prélever sur le front français. D'autre part le colonel Alexandre avait envoyé un deuxième mémoire sur la question. Finalement, pour essayer de tout régler avait lieu, le 11 septembre, une conférence à Calais. (M. Millerand, Lord Kitchener, général Joffre, maréchal French, général Sarrail.)

Le général Joffre exposait qu'il ne devait être fait aucun prélèvement sur ses armées. Le transport de quatre divisions finissait cependant par être discuté, mais le maréchal French refusait de procéder avant la fin de l'offensive en Artois et en Champagne, dont la date avait été reculée, au relèvement par des forces venues d'Angleterre des deux divisions britanniques qui auraient dû être envoyées de France en Orient pour relever les deux divisions françaises des Dardanelles.

Lord Kitchener refusait de son côté de mettre des Anglais sous les ordres des Français, attendu, disait-il, que les Britanniques étaient aux Dardanelles plus nombreux que les Français, et qu'ils avaient pour eux l'expérience coloniale et militaire! Il admettait cependant de soumettre à son gouvernement une formule tendant à l'indépendance du commandement français, mais avec liaison permanente de coordination.

Il refusait enfin de mettre sous les ordres du général français l'amiral français qui dépendait uniquement de l'amiral anglais.

A la fin de la conférence, il m'engageait à aller prendre langue avec le général Hamilton qui commandait aux Dardanelles.

J'avais facilement compris sous quelle suggestion cette proposition avait été faite. Je déclinai donc cette proposition. Lord Kitchener n'insista pas; il avait, je crois, compris les motifs de mon refus.

Au fond, la conférence semblait n'avoir pas fait beaucoup avancer la question. Quant aux conclusions, je les ai toujours ignorées; en effet le procès-verbal, transmis sans doute au ministère de la Guerre, ne me fut jamais envoyé.

Il y a plus. Le président du Conseil me questionnait sur la conférence de Calais dont il ignorait, me disait-il, le résultat; je le mettais au courant, mais, quoique me recevant comme toujours très bien, il ne pouvait oublier le leit motiv : il m'invitait à aller aux Dardanelles, ne fût-ce que quelques jours; le but poursuivi était trop visible; je n'accédais pas au désir exprimé.

*
* *

Le lendemain, 13 septembre, à l'issue du conseil des ministres, il m'était envoyé une lettre. Le moment, y était-il écrit, paraissait venu de donner mon avis sur les opérations à envisager aux Dardanelles que je pouvais d'ailleurs visiter pour me documenter, si je le jugeais utile.

J'avais déjà fourni deux mémoires sur la question; j'en rédigeai un troisième visant uniquement les opérations sur la côte d'Asie, que j'envoyai le 21 septembre.

Entre temps M. Malvy me faisait inviter par le président du Conseil de préfecture de la Seine à rallier

les Dardanelles; le ministre d'État, M. Guesde, me suggérait la même conduite. J'apprenais également qu'il avait été question de me confier à nouveau une armée en France, et que le général Joffre n'avait pas voulu donner une suite favorable à cette proposition gouvernementale.

Mais les événements se précipitaient.

Le 25 septembre, M. Aulard, professeur à la Sorbonne, m'annonçait que le conseil des ministres avait décidé l'envoi d'une des deux divisions des Dardanelles à Salonique. Le 28 une autre personnalité m'informait que l'armée d'Orient irait à Salonique et non sur la côte d'Asie. Je finissais par avoir la confirmation officielle de cette décision. En outre le ministre de la Guerre, suivant ses habitudes, me prescrivait de lui fournir un mémoire sur la question. (Voir annexes, n° 473, au sujet de l'intervention française dans les Balkans.)

Je demande alors que les Dardanelles restent aux seuls Anglais, que l'armée d'Orient soit à trois ou quatre corps d'armée, que les Russes envoient au moins des G. V. C. (garde de voies de communications).

Comme réponse, je reçois la notification officielle de l'envoi en Orient d'une brigade mixte, et le ministre ajoute : « Vous partirez avec elle. » Je suis informé qu'une conférence a eu lieu à Calais, et le ministre de la Marine, M. Augagneur, veut bien me dire qu'il a été décidé d'envoyer une nouvelle brigade mixte et que cette unité sera suivie par deux divisions de cavalerie et une division d'infanterie. Le ministre de la Guerre, qui me reçoit le 6 octobre, m'annonce seulement l'envoi d'une brigade mixte et d'une division de cavalerie.

Pour essayer d'avoir une orientation autre que celle purement négative du ministre de la Guerre, j'avais demandé une audience à M. Delcassé, ministre

des Affaires étrangères ; il m'avait reçu le 5 ; le président de la République, dont j'avais également sollicité une audience, avait bien voulu le 6 m'entretenir quelques instants : ma mission n'avait été précisée ni par l'un ni par l'autre. Pouvait-elle d'ailleurs l'être?

D'autre part, le 5, M. Victor Basch, professeur à la Sorbonne, venait me proposer, « sous inspiration gouvernementale », disait-il, de permuter avec le général Galliéni, gouverneur de Paris.

M. Blum, chef de cabinet du ministre des Travaux publics, m'entretenait également le 5 d'une permutation avec le général Franchet d'Esperey, commandant la 5e armée.

M. Bénazet, député, chargé d'une mission officielle en Orient, me demandait, vu la démission du ministère grec, de ne pas me jeter dans le guêpier oriental, et de réclamer en présence de ce fait nouveau de nouvelles directives au gouvernement.

M. Clémenceau, un des rares parlementaires que, sur des instances renouvelées, j'avais cru ne pas pouvoir ne pas aller voir, me conseillait enfin de refuser de partir.

Je repoussais toutes ces suggestions. Je ne voulais pas qu'il pût être dit que je me dérobais à la tâche la plus ingrate.

Nombreux étaient en effet ceux qui auraient voulu que je fisse des objections, pour se débarrasser définitivement de moi sous ce prétexte.

Le 6 octobre, je quittais donc Paris, et le 7 j'embarquais ; je n'avais pour ainsi dire pas de troupes ; je n'avais pas d'intendant, celui que j'avais demandé m'ayant été refusé ; chose plus grave, je n'avais encore aucune directive.

Mais G. Q. G. et ministre de la Guerre étaient arrivés à un résultat : j'étais jeté hors de France.

* *

MON COMMANDEMENT EN ORIENT

PREMIÈRE PARTIE

CAMPAGNE DE SERBIE

CHAPITRE PREMIER

En avant.

(14 octobre-23 novembre 1915.)

Il a été dit qu'aucune orientation suivie n'avait existé dans les opérations balkaniques. Examinons les directives données, les faits survenus : Sofia, Constantinople ont-ils été jamais les buts réels, assignés ou poursuivis ?

Le général Bailloud, commandant la division des Dardanelles venue à Salonique, recevait une première directive datée du 3 octobre (voir télégramme aux annexes) qui peut se résumer ainsi : « Les Français opérant en Serbie seront concentrés à Nisch ». Ne devions-nous être qu'un simple appoint à la disposition du G. Q. G. serbe ?

Cette directive durait d'ailleurs peu. Je la laisserai donc de côté.

Je n'insisterai pas davantage sur les télégrammes aux modalités diverses qui se succédaient : « *Provisoirement n'entrez pas en Serbie* » (7 octobre). « *Vous pouvez aller dans région Stroumitza* » (8 octobre). « *Ne franchissez pas la frontière* » (10 octobre). (Voir les trois télégrammes aux annexes.)

Les opérations militaires sont souvent, surtout dans les débuts, dominés par les événements diplomatiques. Il n'y a donc là rien de trop anormal.

Mais le général Bailloud n'avait pas ses troupes prêtes. (Le 22 octobre par exemple le 175e n'était pas encore transportable, le 23 une seule de ses batteries de montagne pouvait marcher, et encore grâce à des prélèvements sur d'autres unités que j'avais été forcé de prescrire.) Au lieu de gagner du temps en arguant de la situation encore inorganique de sa division, il offrait *proprio motu* un détachement. Le télégramme suivant le prouve surabondamment : « *L'utilisation des forces françaises suggérée par votre télégramme n'est pas jugée présentement nécessaire par capitaine serbe. Je prends néanmoins dispositions nécessaires pour être en mesure de répondre au premier appel du Q. G. serbe auquel je fais savoir que je puis porter au besoin un régiment infanterie, une batterie artillerie dans région Stroumitza.* »

C'était le capitaine serbe Marinkovitch, détaché à Salonique, officier que d'ailleurs j'ai hautement apprécié depuis, qui couvrait le concept du petit paquet à jeter au feu, l'éternelle directive de nos expéditions coloniales d'antan. A Salonique le général Bailloud faisait ou voulait faire ce qu'il avait vu faire ou fait lui-même à Madagascar, en Chine et ailleurs.

Quoi qu'il en soit, lorsque le 12 octobre je débarquais en Orient je trouvais, comme troupes, la division française Bailloud et la 10e division britannique,

venue elle aussi des Dardanelles ; comme orientation, la directive suivante du 10 octobre : « *Attendez pour agir de nouvelles instructions.* »

***

J'estimai que, puisque j'étais arrivé, il fallait au plus tôt montrer que nous venions pour faire quelque chose.

Je profitai d'une demande serbe pour solliciter du gouvernement français la faculté de revenir sur l'orientation négative donnée : « *Gouvernement serbe demande envoi immédiat d'un régiment pour garder voie ferrée de Guevguéli à Demir-Kapou. 176e sera prêt à partir demain 13 à midi si autorisation franchir frontière serbe est donnée par vous* » (7/3 du 12 octobre).

Ma demande d'intervention en Serbie se croisait d'ailleurs avec un télégramme ministériel qui me donnait à la date du 12 octobre une nouvelle directive : « *Couvrir la voie ferrée entre Serbie et Salonique* ». (Voir in extenso le télégramme 6039 9/11 aux annexes).

Ma solution, approuvée *a posteriori* par le ministre le 15 octobre, était simple ; elle allait consister à relever les forces serbes dans le sud de la Macédoine (de Guevguéli à Stroumitza) puis plus au nord suivant l'arrivée de mes renforts. (114e et 113e brigades formant la 57e division.)

***

Les Serbes, sous les ordres du lieutenant-colonel Dimitriévitch, avaient de Demir-Kapou à la frontière grecque un détachement de 7 bataillons répartis en trois groupements. Je décidai de relever tout de

suite les éléments les plus rapprochés de la frontière grecque.

Le 14 octobre le 176e partait donc pour la Serbie ; en même temps parvenait la nouvelle d'un engagement vers Stroumitza-station. Le 176e arrivait cependant assez à temps pour que ses mitrailleuses pussent entrer en action près de la gare ; finalement, les attaques bulgares échouaient.

J'avais toutefois arrêté à Guevguéli une compagnie de ce régiment pour parer à toute éventualité ; c'était en outre un élément pour constituer une sorte de tête de pont en Serbie destinée à couvrir le chemin de fer Guevguéli-Salonique. Ne fallait-il pas songer à un acte malveillant de la part des Grecs qui déjà laissaient deviner leur jeu ?

Le 16 octobre un bataillon du 2e R. M. A. (Régiment de marche d'Afrique), partait pour la Serbie ; il était suivi le 17 par un second du même régiment, le 18 par le 1er R. M. A.

Mais tandis que progressivement je m'engageais ainsi, les Serbes ne cessaient de m'actionner.

Suivant le flot des événements, leurs concepts changeaient. C'était une sorte de Kriegspiel dans lequel étaient recherchées toutes les réserves existantes, et d'après lequel petites et grosses unités auraient dû être transportées et engagées au hasard des événements et des nécessités du moment.

Le 14 octobre le maréchal Putnik me télégraphiait : « *La situation militaire demande que les troupes françaises soient le plus tôt possible à Nisch* » ; comme je le disais dans mon compte rendu du 14 octobre no 18/3 : « *Il n'est pas possible d'aller à Nisch avec forces dont je dispose sans se lancer dans une aventure.* »

Je désirais que le capitaine Marinkovitch à Salonique, comme le colonel Fournié notre attaché militaire en Serbie, fussent complètement fixés sur ce qui pouvait être fait.

Le capitaine Marinkovitch, dès mon arrivée, avait insisté pour que j'envoyasse simplement les troupes françaises aux points que demanderait son G. Q. G. Officier ayant étudié en France, savant, animé d'un patriotisme ardent, il était dans son rôle. Le mien consistait au contraire à faire nettement comprendre à tous que la France ne venait pas pour répondre à tous les besoins locaux, mais qu'elle devait avoir un secteur où elle opérerait sous sa responsabilité, et seulement d'après la possibilité de ses forces et de son programme. Au capitaine Marinkovitch j'indiquais donc que mes effectifs ne permettaient pas une action éloignée, que mes conceptions militaires ne pouvaient se prêter à des opérations, locales et sans lien, que mes instructions s'opposaient d'ailleurs à toute entreprise inopérante.

Au colonel Fournier, je télégraphiais dès le 16 pour être d'accord avec le G. Q. G. serbe sur la manière dont j'envisageais la possibilité de notre action ; et le lendemain à la réception d'un télégramme ministériel complétant les directives données précédemment par la création d'un secteur spécial pour les Français, je l'invitais à prévenir le G. Q. G. de cette sorte d'avenant.

Le télégramme suivant que m'envoyait le colonel Fournier me prouvait que nous étions complètement d'accord. « *Je vous prie de vouloir bien donner les ordres à vos troupes débarquées du côté de Stroumitza pour remplacer immédiatement les troupes serbes de ce côté. Les troupes serbes seront retirées vers le Nord pour être employées dans la direction où les Bulgares poussent avec la plus grande force.* »

Le détachement serbe aurait-il pu être libéré plus tôt ? La réponse ne peut être que négative, si on considère que le 15 seulement les directives du gouvernement ont été reçues, que d'ailleurs militairement parlant la division Bailloud était à l'état inor-

ganique, que le 16 seulement la 114e brigade finissait d'arriver.

Il n'est pas moins incontestable que le 16 octobre j'avais reçu une demande serbe pour aller occuper Velez où s'amoncelait un orage. C'était l'éternelle riposte tantôt à droite tantôt à gauche.

Il est également sûr que le 17 le général Popovitch, commandant d'Uskub, me réclamait des renforts et m'envoyait à cet effet lady Paget, femme du consul britannique.

Il est enfin indéniable que le ministre de la Guerre serbe insistait également pour que nous allions à Uskub et terminait son télégramme par ces mots : « *Autrement il sera trop tard et la catastrophe inévitable* ». Ces désirs étaient compréhensibles, mais il était nécessaire pour les forces françaises de ne pas aller à des échecs de détail.

D'ailleurs, pour bien prouver aux Serbes que je ne voulais pas les abandonner, je n'hésitai pas à commencer à jeter la 114e brigade en flèche, jusqu'à Krivolak.

La position était hasardée, à plus de 60 kilomètres de la frontière grecque, à 145 kilomètres de Salonique, en avant du défilé de Demir-Kapou, que je ne pouvais même que faiblement tenir par un seul bataillon. Les événements ne m'ont pas donné tort.

***

Le 19 octobre, deux bataillons de la 114e brigade étaient donc transportés à Krivolak ; le 20, deux nouveaux bataillons les rejoignaient : le général Popovitch apprenant à Uskub que nous remontions jusqu'à Krivolak s'appuyait sur la destruction, dans la dernière guerre balkanique, du pont situé près de cette localité pour demander notre installation plus au Nord à Velez, dont les Serbes organisaient la dé-

fense et où se portait le détachement Dimitriévitch libéré par nos troupes dans la zone Stroumitza. Je télégraphiais au général commandant la 114e brigade de rester à Krivolak (20 octobre).

Faut-il mentionner un nouvel appel pressant fait le 21 pour aller jusqu'à Uskub ? La pointe sur Krivolak était audacieuse ; j'avais refusé de pousser jusqu'à Velez ; à plus forte raison il était impossible d'aller jusqu'à Uskub.

Ce même jour les deux derniers bataillons de la 114e brigade étaient au reste amenés à Krivolak et le général Bailloud recevait le dernier bataillon du 2e R. M. A., ce qui lui donnait 9 bataillons en Serbie (176e 1er et 2e R. M. A.).

Mais au moment où je lui envoyais l'ordre de nettoyer toute la région pour permettre de manœuvrer, si nécessaire, du côté de Strumitza bulgare, je recevais de sa part un télégramme angoissé : « *Nous sommes très violemment attaqués sur front de Gradec jusqu'à Tatarli inclus. Nous nous maintenons, mais toutes réserves engagées. Demande envoi immédiat 175e, artillerie, et munitions* ». De sa propre autorité le général Bailloud arrêtait le train de ravitaillement de la 114e brigade, qui se trouvait à Krivolak, se réservait les munitions destinées à cette unité, ajournait le départ des escadrons rassemblés à Guevguéli qui devaient rejoindre Krivolak.

Mon compte rendu du soir esquissait simplement la situation : « *Hier engagement vers Rabrovo sur route de Stroumitza. Village finalement entre nos mains. 9 tués ; 35 blessés. Aujourd'hui général Bailloud vient de me télégraphier qu'il est attaqué sur tout son front. G. Q. G. serbe signale que situation générale est des plus critiques, et me redemande action offensive direction Uskub, ce qui est impossible avec mes effectifs et l'attaque précitée.* » (65/3 du 22.) Le général Bailloud continuait à être affolé ; à minuit je recevais un télé-

gramme me disant : « *Situation très sérieuse : vives attaques bulgares continuellement après-midi et non encore enrayées. Attaques de nuit sont très probables. Aucune réserve disponible. 372e mis à ma disposition par général Quais, mais heure arrivée inconnue.* »

Après le ravitaillement et les munitions de la 114e brigade (Quais) le 372e qui venait d'être seulement envoyé la veille en avant allait donc rétrograder. Le 23, à 6 heures du matin, j'étais cependant avisé : « *L'effort de l'ennemi particulièrement pressant à notre gauche céda à la nuit.* »

Les officiers de liaison et ceux qui revenaient de Guevgueli me donnaient nettement la conviction qu'il n'y avait eu que surprise, et par suite désarroi, peut-être même manque de commandement. J'envoyais par suite le télégramme suivant : « *Remettez immédiatement ordre dans vos unités. 372e ne sera pas engagé et restera en réserve à Stroumitza. Vous invite à coordonner action de vos troupes et à garder votre sang-froid. Vous envoie un bataillon 175e par Doiran vers Causli pour couvrir votre droite.* » (74/3 du 23 octobre).

J'envoyais en outre un second bataillon du 175e directement à Stroumitza où se trouvait le général Bailloud et poussais sur Demir-Kapou, pour renforcer le bataillon qui y était, le premier bataillon disponible de la 113e brigade (Clermont-Tonnerre) nouvellement arrivée.

Au moment même où ces événements se passaient, je recevais une nouvelle directive pour les opérations (télégramme 6334 du 23 octobre).

***

C'était la troisième depuis mon arrivée à Salonique. Au lieu d'assurer simplement la sécurité de la voie ferrée, il fallait : « *Au Nord se lier avec les Serbes qui*

étaient vers Uskub, Velès, au Sud ne pas perdre contact avec Salonique. »

La phrase suivante était à retenir : « *Maintenez-vous par tous les moyens en relations constantes avec l'E.-M. serbe afin de vous permettre de prendre toutes mesures qui seraient de nature à faciliter cette opération, sans compromettre les forces placées sous votre commandement, c'est-à-dire en assurant la possession de la base de Salonique et les communications avec cette base.* »

Y avait-il possibilité d'une opération vers Vélès, Uskub ? Non. Avec les forces dont je disposais, j'étais déjà très en l'air. Il n'y avait qu'une dépêche ministérielle de plus.

On ne peut faire quelque chose avec rien.

Je répondais néanmoins par un exposé de la situation et j'exprimais l'avis qu'il y avait simplement lieu d'attirer du monde sur nous par une opération vers Stroumitza-bulgare ; j'ajoutais toutefois qu'il fallait pour cette opération attendre la 122e division qui m'était annoncée. (Voir annexes, télégramme *in-extenso*).

*
* *

Le calme s'était rétabli dans notre secteur de Serbie. Mais pour le renforcer la question de l'envoi des troupes britanniques se posait dans toute son acuité. Dès le 16 octobre j'avais terminé ainsi mon compte rendu journalier 30/3 :

« *D'après renseignements d'origine sérieuse Anglais auraient intention passer hiver à Salonique et ne s'engager que si frontière grecque était violée.* »

J'avais été surpris par ce renseignement émanant d'une source certaine ; je croyais que l'accord sur les opérations balkaniques était fait entre les gouvernements français et britannique.

Les événements postérieurs devaient me prouver mon erreur ; mais je suis heureux de constater que,

quatre jours après mon arrivée, j'avais déjà vu clair dans la situation et que je l'avais signalée.

Le général Mahon, qui commandait la 10e division britannique, ne voulait cependant pas assister l'arme au pied à nos engagements en Serbie. Il préparait « *une colonne d'une brigade mixte, dont le départ et la direction ne sont pas encore fixés.* » (Compte rendu 42/3 du 18 octobre.) Par contre, le lendemain, je terminais mon compte rendu en ces termes : « *Gouvernement britannique a télégraphié qu'il interdisait à division anglaise de bouger de Salonique avant nouvelles instructions.* »

Ne fallait-il compter que sur nos contingents ?

Il me semblait par suite opportun de protester contre la constitution des forces destinées à l'armée ; un télégramme ministériel m'avait annoncé l'envoi de trois brigades d'infanterie et d'une division de cavalerie. Sans vouloir encore insister sur la question des effectifs, j'adressai un télégramme montrant qu'en Macédoine, véritable région montagneuse, il était impossible d'utiliser une division de cavalerie (les tacticiens du G. Q. G. ignoraient sciemment ou non ce qu'était la Macédoine) et je demandai son remplacement par une division d'infanterie ; j'ajoutai pour le même motif que le 75 devait être remplacé par du canon de montagne dans une forte proportion et qu'il était indispensable de doter d'équipages mulets les divers éléments de l'armée.

Combien de temps allait-il falloir pour arriver à ce résultat ?

Le général Mahon, de son côté, attendait les instructions qui lui avaient été annoncées et demandait « *à son gouvernement d'envoyer une brigade à notre extrême droite à Doiran* » (compte rendu 61/3 du 21 octobre).

Le 24, dans mon compte rendu 87/3, je précisais la conduite de nos alliés. « *Général anglais me fait con-*

naître qu'il enverra, après-demain 26, détachements à Doiran qui est en Grèce, mais que son gouvernement lui a défendu de franchir frontière serbe. »

Le général Mahon, qui commandait les forces britanniques, jugeant la situation au point de vue exclusivement militaire, voulait me soutenir. Londres refusait.

La France s'était engagée à Salonique. L'Angleterre y était allée pour que nous n'y fussions pas seuls, mais elle ne voulait rien y faire, et il y avait eu cependant — c'est au moins présumable — des promesses faites aux Serbes. En France l'accord n'existait d'ailleurs pas sur la conduite à tenir. Il suffit de lire la lettre du 22 octobre du ministre de la Marine (voir annexe) ; tout commentaire en affaiblirait la portée. Le G. Q. G. annihilait le gouvernement.

Athènes veillait d'autre part comme l'indique mon compte rendu 103/3 du 25 octobre. « *Grecs devant faire, paraît-il, grosse concentration vers Doiran, ont refusé Anglais permission s'installer à gare Doiran près frontière serbe ; gouvernement anglais ayant refusé autorisation franchir cette frontière, Anglais ne peuvent que rester Salonique. J'estime qu'il serait urgent qu'ils pussent entrer en Serbie ; général anglais partage opinion et me demande insister à ce sujet.* »

Le général Mahon avec qui j'étais en relation quotidienne n'avait pas craint de manifester son opinion. Pour un homme de son caractère, le fait prouvait plus que toute autre considération l'utilité d'une action commune. Le général Mahon, qui ne parlait pour ainsi dire pas le français, avait en effet, avec la conception de l'inévitable que lui avaient donnée ses campagnes passées, jugé comme moi. Sans avoir cherché à nous persuader mutuellement, nous étions arrivés au même concept.

Ce jour-là comme plus tard, froidement, méthodiquement, parce que l'intérêt général l'exigeait, parce

que le devoir militaire le poussait, il était venu m'apporter spontanément, sans réserve, son concours.'

J'ai eu pendant la campagne de nombreux collaborateurs français ; j'aurais souhaité que tous aient le sentiment de camaraderie, de devoir, et les connaissances militaires qu'avait le général Mahon.

***

L'immixtion hellénique contre le déclanchement de la 10e division britannique avait-elle été connue à Paris ?

Je l'ignore. Toutefois un télégramme 19 M/3 du 25 octobre me demandait des renseignements détaillés sur l'armée grecque et contenait en outre cette phrase : « *Je vous recommande une fois de plus de prendre toutes dispositions pour être certain que vos communications avec Salonique ne seront jamais compromises.* »

Le gouvernement semblait : ou ne pas être sûr des Grecs, ou craindre que je ne m'enfonce encore plus avant en Serbie. J'avais cependant déjà prouvé que les appels des Serbes me laissaient insensible, et par suite de mes instructions, et par suite surtout de ma compréhension de la situation militaire que l'on m'avait imposée en ne me donnant qu'une poussière d'armée.

***

Après une série de télégrammes le général Mahon finissait par être autorisé à entrer en Serbie (compte rendu du 27 octobre). Je donnai par suite au général Bailloud, dont la division avait pris le numéro 156, les ordres nécessaires pour qu'il cédât aux Anglais la zone de 2e ligne derrière notre droite.

Le général Mahon voulait avec raison pousser seulement peu à peu ses troupes en première ligne,

lorsqu'elles seraient bien en point. « *Anglais enverront deux bataillons demain relever deux des nôtres de 2e ligne au nord de Doiran. Grecs ayant refusé la ligne ferrrée Doiran, ils passeront par Guevguéli* » (Compte rendu journalier du 28 octobre).

Le 31 octobre une brigade britannique (4 bataillons) nous appuyait en deuxième ligne; mais j'étais forcé d'intervenir pour la faire installer; le général Bailloud n'étant plus attaqué avait repris son assiette normale; en d'autres termes, il voulait se mêler de tout et gênait par suite les Anglais.

Le 1er novembre il recevait donc sous le n° 131/3 le télégramme suivant : « *Plus les Anglais iront de l'avant, mieux ça ira. Par suite ils iront à Tatarli et Calkali comme il était convenu avec eux. Rien ne vous empêche de passer par ces localités qui seront définitivement tenues par eux et par suite nous libéreront du monde pour l'attaque* ».

Je connaissais depuis longtemps le général Bailloud de réputation et les fonctions de directeur de l'infanterie que j'avais occupées au Ministère pendant plus de quatre ans m'avaient parfois mis en rapport avec lui. Je n'avais eu qu'à me louer de ce chef que les Italiens auraient appelé : « Un galant homme. » Il m'avait évidemment vu arriver à Salonique sans enthousiasme, étant donnés nos âges respectifs, son ancienneté de services et le commandement provisoire du corps des Dardanelles qu'il exerçait.

Lors de ma désignation pour l'Orient, à un télégramme de courtoisie que je lui avais envoyé pour lui dire que j'étais heureux de travailler à nouveau avec lui, il m'avait simplement répondu :

« *Bonne traversée* ».

Dès mon débarquement, je m'étais aperçu qu'il était aimé de la troupe, en excellents termes avec nos alliés, mais que son commandement était inexistant. Sa division, en pleine désorganisation, avait dû

être reconstituée comme personnel, chevaux, bagages.

Envoyé en Serbie, ayant à peu près perdu la tête lorsqu'il s'était vu attaqué, il avait vraisemblablement compris ou senti que le combat en rase campagne, en plaine, ou en montagne, sans coude à coude, n'était pas celui qu'il avait connu jusqu'alors, et il avait été désorienté. Plus tard, lors du repli de Serbie, les mêmes faits, pour les mêmes causes, se reproduiront. Primesautier, actif, brillant et insinuant comme lorsqu'il était lieutenant d'état-major, ayant beaucoup voyagé et occupé de hautes situations, le général Bailloud pouvait et devait plaire dans un salon allié, ne pas se trouver déplacé au milieu de soldats qui le regardaient avec étonnement sur un grand cheval couvert d'un long filet paremouches, et qui souriaient en le voyant changer perpétuellement de tenue, se promener avec un arsenal d'impedimenta et brandir un fouet chasse-moustiques; mais en 1915 il ne pouvait plus exercer, sans appréhension pour son chef, un commandement effectif.

***

Malgré ces incidents le plan d'opérations que j'avais exposé n'était pas perdu de vue. Il était fonction de l'arrivée de la 122e division. Les premiers éléments de cette unité débarquaient le 1er novembre. Le soir même, dans le compte rendu, j'indiquais par suite : « *La 122e division débarquant et les Anglais ayant poussé une brigade au nord de Doiran et devant la renforcer dans quelques jours par nouvelle brigade, il me paraît possible de remonter le moral des Serbes qui fléchit de plus en plus. J'envisage un coup de poing sur la frontière bulgare à Kosturino qui couvre Stroumitza* ».

J'ajoutais, les Serbes ayant reculé depuis que j'avais envoyé mon plan, « *et l'envoi d'une division*

sur les derrières des Bulgares, s'ils attaquent Prilep. »

Ces deux actions allaient se développer parallèlement. Le 3 novembre « *à l'est de Rabrovo nous avons enlevé villages de Memisli et de Kajali malgré défense bulgare, avons commencé mouvement enveloppant sur crête frontière pour prendre cote 850; Bulgares ont montré grande activité artillerie et ont bombardé violemment vers Valandovo* ». (Compte rendu du 4.)

Le combat se continuait le 4. Le 5 nous encerclions Ormanli. Le 6, notre action sur la cote 850, entravée par le temps, avait été suspendue; les Bulgares en avaient immédiatement profité pour essayer de nous entourer, au lieu d'être eux-mêmes enveloppés. Devant ce mouvement, le général commandant la 156e division avait cru devoir arrêter toute opération sur cette aile, transformer les deux bataillons marchant à l'attaque en flanc défensif, et finalement tenter par sa gauche ce qu'il essayait par sa droite, en d'autres termes substituer une attaque devant Valandovo à celle sur Ormanli.

La fatigue, le mauvais temps, allaient malheureusement arrêter encore nos efforts sur ce point.

*
* *

Du côté de la Cerna, au contraire, notre action se développait. Le 29 octobre, je recevais de Monastir le télégramme suivant : « *Priez le général Sarrail nous envoyer d'urgence un détachement à Vélez, 2 batteries de campagne et une batterie de montagne, autrement nous serons forcés de reculer.* »

Il était impossible de détacher ainsi 3 batteries françaises sous les ordres des Serbes à 30 kilomètres en avant de notre front, comme j'en rendais compte le soir.

Ne pouvant avoir de renforts avec mon autorisation, le général serbe de Monastir communiquait sa

situation au général Leblois, commandant la 57e division à Krivolak, et l'appelait à son secours. Ce dernier avait un régiment à Kavadar; imbu de l'esprit de camaraderie de combat dans la belle acception du mot, il lui répondait qu'il l'appuierait et me rendait compte. Je télégraphiai immédiatement : « *Défense absolue de franchir la Cerna sauf par patrouilles; ne jamais répondre à une demande général serbe. Je ne veux et ne peux engager aucune force pour soutenir Serbes en retraite de Velez sur Prilep.* » (118/3 du 20 octobre.)

Il ne fallait pas mettre le doigt dans l'engrenage où seraient passées toutes mes forces. La lutte allait en effet s'engager non à Prilep, mais vers le col de Babuna.

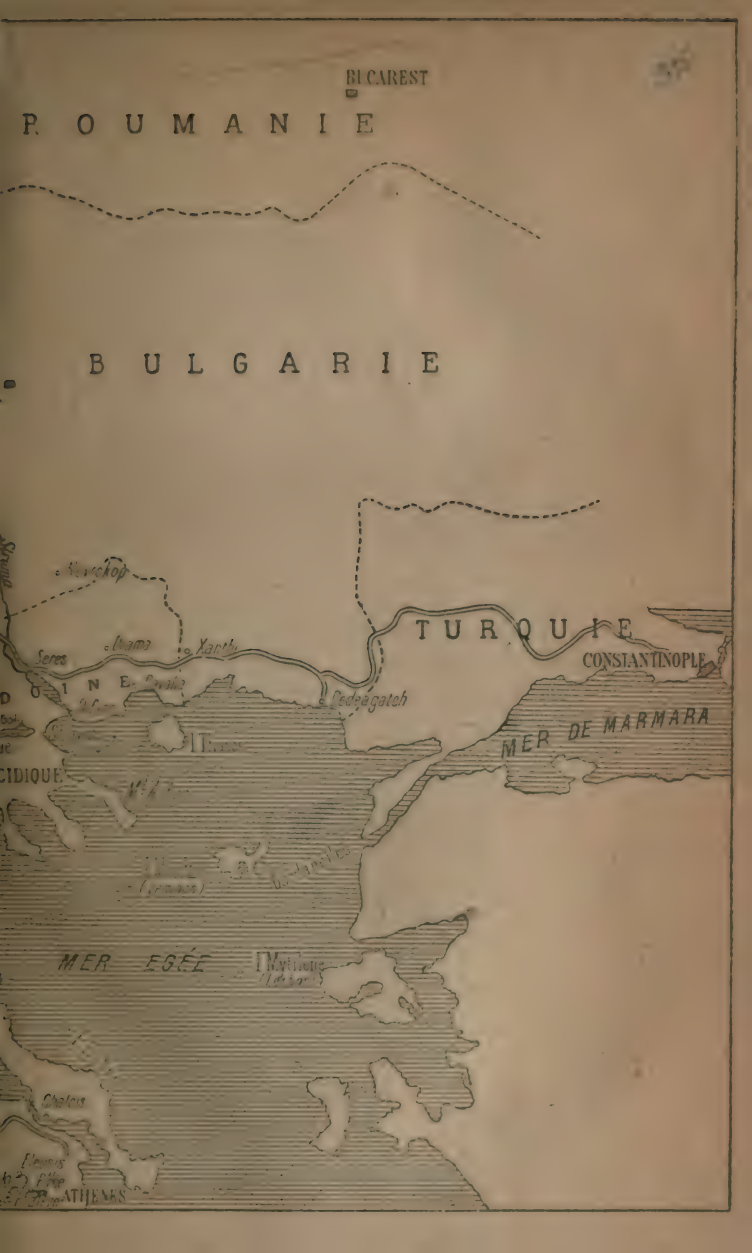
Tandis que de notre côté nous repoussions, le 30 octobre et le 3 novembre, une attaque que les Bulgares tentaient sur les hauteurs de la rive gauche du Vardar, encerclant Krivolak, les Serbes tenaient toujours Babuna, et d'après mes renseignements, les Bulgares n'étaient pas très nombreux de ce côté; il fallait saisir l'occasion aux cheveux, essayer de mettre hors de cause ces éléments le plus tôt possible, même s'il était nécessaire de mélanger les unités de la 57e, au lieu d'attendre l'arrivée progressive de la 122e division.

Le 30 octobre je donnais donc l'ordre à la 57e « *de mettre la main sur les ponts de la Cerna, pour permettre éventuellement à la 122e de déboucher* » (extrait du compte rendu journalier).

Le 4, la 243e brigade de la 122e était transportée à Krivolak pour intervenir le plus tôt possible.

Ce même jour, le ministère Zaïmis étant tombé la veille, je jugeai utile d'informer immédiatement le ministre de France à Athènes de notre progression, de la résistance des Serbes à Babuna et j'ajoutai, afin qu'il en prévînt le roi Constantin s'il le croyait

AUTRICHE
SERBIE
MONTÉNÉGRO
ALBANIE
MER ADRIATIQUE
ITALIE
Tarente
MER IONIENNE
ÉPIRE
PINDE
THESSALIE
GRÈCE
PÉLOPONÈSE
Nisch
Prizrend
Uskub
Monastir
Florina
Janina
Prevesa
Valona
Berat
Elbassan
Pogradec


BUCAREST
ROUMANIE
BULGARIE
TURQUIE
CONSTANTINOPLE
Serres
Xanthi
Pedegatch
MER DE MARMARA
MER EGÉE
ATHENES

utile, que j'allais profiter de cette résistance pour intervenir et essayer de les dégager. (154/3 du 5 novembre.)

Sans doute, par l'intermédiaire des Grecs, les Allemands allaient être informés de mes intentions et nous opposer plus de monde. Qu'importait? Avant tout il fallait dégager les Serbes.

Notre action dans les Balkans semblait d'ailleurs, au moins théoriquement, devoir se développer. J'avais reçu en effet, le 4, un télégramme du *nouveau* ministre de la Guerre, le général Galliéni, donnant une *nouvelle* orientation.

C'était la 4e depuis le début des opérations, soit un mois. Elle consistait essentiellement dans le concept suivant : « *Opérez vers Velès avec les Français; les Anglais vont avoir 5 divisions au lieu d'une et relèveront les Français dans la zone qu'ils occupent en Serbie* ».

Or les Anglais n'étaient pas arrivés. Il fallait attendre le 15 décembre au plus tôt pour, avec la 156e division relevée par les Anglais, essayer de marcher sur Velès; j'avais par contre la 122e disponible; une diversion sur l'ennemi qui menaçait Prilep pouvait être tentée avec elle.

Toute la question se résumait par suite à actionner les Anglais pour qu'ils nous relèvent dans le sud de la Macédoine, et à continuer notre pression sur la Cerna.

Des ordres étaient donc donnés à la 57e division pour tenter une marche sur le flanc des Bulgares qui attaquaient devant Prilep. Le terrain était horriblement difficile; le général commandant la 57e division en ayant rendu compte, comme j'estimais qu'il fallait coûte que coûte agir de ce côté, le télégramme suivant lui était envoyé : « *Si action de flanc paraît impossible, commencez à agir sur les derrières. En tout cas faire quelque chose; ne pas mélanger vos troupes avec les Serbes.* (154/3 du 5 novembre.)

Le 6 je rendais ainsi compte : « *Devant Krivolak, Bulgares ont renouvelé violentes attaques toute la journée hier et ont été toujours repoussés. Ils continuent à bombarder environs de la gare par plusieurs batteries. Avons établi une tête de pont vers Gradsko, rive gauche Cerna, et devant Vozarci; occupons Debrista et Kamendol* » Le 9: « *Nous avons enlevé Merzen* ».

Entre temps, je m'étais rendu à Krivolak. J'avais nettement dit au général Leblois, de la 57e division, déjà au courant de la situation, et au général de Lardemelle commandant la 122e division qui arrivait et avait été immédiatement lancée en avant, ce que je demandais à chacune de ces divisions.

Ma lettre du 7 novembre n° 469/3 résume d'ailleurs à cette date le problème militaire qu'il me fallait résoudre (voir annexe). Je la complétais peu après en profitant de l'arrivée du nouveau ministre de la Guerre, général Galliéni, pour le mettre franchement au courant du possible et de l'avenir (voir annexe n° 474/3).

Les opérations ne chômaient du reste pas.

Le 9, Kranisca et Scolkovo étaient enlevés. Le 10, une contre-attaque sur ces points était repoussée, et Cestevo tombait entre nos mains. Je répondais ainsi au télégramme qui me demandait mes intentions dans diverses hypothèses : « *J'ai entrepris depuis deux jours préliminaires attaques hauteurs rive gauche Cerna pour dégager Prilep et forcer Bulgares à reculer. J'ai intention de pousser sur Velès avec 122e division, mais si je me heurte à trop de résistance ou si Serbes ne poussent pas sur Uskub, j'arrêterai mouvement. Armée serbe devrait se retirer en attaquant Uskub, menaçant Kummanovo, débordant par Prizrend; en tout état de cause, elle pourrait avoir nouvelle ligne de communication par Prilep et Monastir. Ma marche sur Velès doit faciliter cette opération. Si offensive ennemie était dirigée sur moi, j'estime qu'il ne jau-*

drait pas abandonner la zone Négotin-Krivolak, mais pour avoir une ligne éventuelle de ravitaillement en cas d'interruption voie ferrée ou repli, il y aurait lieu de pousser le plus tôt possible forces à Monastir et Prilep ». (141 11/2 du 10 novembre.).

Le 12, toute notre tête de pont de la Cerna était attaquée. Les Bulgares échouaient. Nous progressions en même temps légèrement vers Kosturino.

*
* *

Mais étaient-ce les exposés de la situation que j'avais fait successivement, étaient-ce les échecs serbes, ce jour-là, je recevais de France un télégramme des plus pessimistes qui me demandait de conserver coûte que coûte ma ligne de communication, de fortifier Salonique, d'envisager les moyens d'évacuer la Serbie avec possibilité d'exécution immédiate.

J'arrêtai toute offensive, et je répondis : « n° 189/3. *En réponse à votre télégramme n° 9291, je crois devoir vous rendre compte que tout recul de nos troupes de Serbie en Grèce serait interprété immédiatement comme une déroute et provoquerait peut-être déclanchement officiel de la Grèce contre nous. D'autre part, il est absolument impossible, sans s'exposer à une rupture, dangereuse en ce moment, de fortifier zone vers Salonique, étant donné que ville est tenue par une division grecque, environs ont des détachements des 2e et 5e corps grecs et batteries du front de mer occupées. Quant à garder ma ligne de communication de Guevgueli à Salonique, la chose ne peut être, puisque Grèce interdit tout mouvement par voie de terre. Si vous désirez néanmoins que j'essaye, il me paraît nécessaire de me mettre d'accord avec les Anglais et d'attendre l'arrivée d'au moins deux divisions dont l'une irait à Doiran pour protéger chemin de fer contre forces grecques concentrées au nord de Salonique, et l'autre, conservée ici,*

pourrait avec les dépôts que j'ai, le régiment de zouaves que je conserve, repousser par la force la demande de cesser nos travaux ou les attaques qui ne manqueraient pas d'être dirigées contre nous. La coopération des canons de la flotte serait à envisager pour bombarder la ville même. Quant aux divisions engagées en Serbie, deux pourraient se replier sur Monastir, l'autre tout d'abord sur Guevguéli. Elles feraient tête aux Bulgares et attendraient les Serbes qui pourraient nous joindre par Albanie. Mais, je le répète, il faut envisager une action générale contre les Grecs, et que les Anglais occupent Monastir le plus tôt possible pour dégager la route de Prilep à Krivolak. En tout état de cause, j'arrête toute offensive. Il ne peut vous échapper que, seul, le maintien dans notre région actuelle, pourrait permettre aux Serbes de se retirer en haute Macédoine. »

Je recevais cependant le lendemain 13, un nouveau télégramme, rapportant explicitement les ordres formels d'évacuation donnés, et me permettant d'agir au mieux des circonstances.

« *Comme suite à mon télégramme n° 6991 9/11 du 11 novembre, j'ai attiré votre attention d'une part sur les efforts, qu'il y aurait lieu de faire pour recueillir armée serbe, d'autre part sur les précautions que vous deviez prendre en raison de l'attitude des Grecs, mais il est bien entendu que vous trouvant sur place vous êtes le meilleur juge de la situation et des mesures à prendre. Je compte donc sur votre expérience éprouvée pour prendre les décisions qu'exigeront les circonstances.* »

Le 14, un nouveau télégramme donnait encore plus de latitude; une action offensive ou défensive pourrait être envisagée. Faut-il cependant ajouter que, le 17, j'avais encore une demande de renseignements sur la possibilité d'évacuer la zone Cerna Krivolak?

D'autre part, le 19, j'obtenais une réponse nette aux demandes réitérées de renfort que les circonstances me forçaient de faire journellement dans mes

comptes rendus. J'apprenais officiellement que « *je n'aurais pas un homme de renfort, qu'avec ce que j'avais je devais ne pas oublier les Serbes et envisager l'évacuation de la Serbie.* »

Il est inutile d'insister sur les réflexions qu'entraînait ce document; le nouveau gouvernement faisait simplement siennes les vieilles décisions de M. Millerand. Il réclamait encore un plan, et posait pour directives de ce plan des données complètement en antinomie : « *Faute de disponibilités, vous ne devez aucunement compter avant longtemps sur la mise à votre disposition de forces nouvelles, hormis celles dont arrivée vous a été annoncée par mon télégramme 16613 I/II du 23/10. Vos dépêches ou rapports reviennent à plusieurs reprises sur chiffres quatre corps d'armée comme nécessaires à votre action, mais jamais gouvernement n'a consenti ni même mis en discussion constitution de votre armée sur cette base. Ceci étant bien entendu, adaptez vos plans aux effectifs dont vous disposez et dans cadre général que je vous ai indiqué. Je tiens à être très précisément fixé, notamment sur conditions dans lesquelles vous avez prévu et organisé votre repli éventuel sur Salonique et comment si possible ce mouvement pourrait s'effectuer en maintenant votre liaison avec les éléments serbes qui combattent à votre gauche.* »

Le 22, des précisions m'étaient encore envoyées à ce sujet : « *Mon télégramme du 18/11 vous a fait connaître que vous ne devez pas compter sur l'envoi d'unités nouvelles portant à quatre corps d'armée l'effectif de vos troupes. C'est après un examen attentif de la situation sur le front français que le gouvernement a considéré qu'aucune disponibilité ne lui permettait d'augmenter les effectifs placés sous vos ordres. D'ailleurs le complément des quatre corps d'armée que vous avez demandés n'aurait pu être expédié dans des conditions telles que vous puissiez le recevoir en temps utile.* »

Et trois divisions anglaises partaient ou étaient parties de Marseille pour venir ici et ne pas être engagées!

Le 21, j'avais été actionné en sens inverse. « *Armée Serbe prononce mouvement offensif vers l'Skub. Vous êtes en place, et c'est à vous à apprécier aide que vous devez donner pour lui faciliter ce mouvement offensif. Mais, ce point bien établi, il est entendu que vous avez toute liberté pour apprécier vous-même moment où sécurité de vos troupes vous paraîtrait rendre nécessaire repli sur Salonique. Vous avez toute initiative pour exécuter ce mouvement sous votre responsabilité.* »

En un mot, suivant la succession des événements diplomatiques, les menaces des Grecs qui semblaient vouloir m'assiéger dans Salonique, et surtout les échecs serbes, les télégrammes gouvernementaux se succédaient; après avoir été invité à rentrer en Grèce, j'étais laissé libre de rester en Serbie ou de me replier quand les circonstances l'exigeraient, le tout sous ma responsabilité.

*
* *

Que se passait-il, pour que je pusse prendre une détermination? J'avais, le 19, expliqué à M. Denys Cochin venu à Salonique, comment je comprenais la situation.

Rester sur place tant que la percée serbe n'aurait pas été arrêtée. Si elle réussissait, agir de concert avec la Serbie sur le front que nous tenions. Si elle échouait, se replier, le plus rapidement possible pour éviter d'être accroché. Former à cet effet une série de têtes de pont, les dernières à Guévgueli et à Doiran. Passer sur le ventre de l'armée grecque si elle ne voulait pas nous livrer passage pour revenir à Salonique. Négocier à Athènes ce passage, en nous laissant la voie ferrée et une zone latérale suffisante.

Arrivé à Salonique, quitter si possible la Grèce rapidement. Nous n'avions pas à y rester pour faire une politique de fourberie ou de dupes.

Je suivis ce plan.

Les Bulgares ayant tourné les défenses du col de Babuna au nord de Prilep, les Serbes devaient se retirer sur cette ville. « *Ai donné par suite ordre à nos troupes sur rive gauche Cerna de se concentrer sur Vozarci.* » (Extrait du compte rendu 198/3 du 13.)

Je ne pouvais songer à tendre la main à ceux que les circonstances forçaient à reculer.

Le lendemain 14, contrairement aux instructions reçues la veille, arrivait l'autorisation d'occuper Monastir; mais j'avais l'impression que les Anglais ne voulaient plus y aller. Ils questionnèrent Moudros à ce sujet. La réponse ne pouvait être que négative; et je n'avais aucune disponibilité pour les suppléer.

Le 14 également, je refusais au commandant serbe de Monastir un envoi de canons et mitrailleuses sans personnel à prélever sur nos troupes. Mon compte rendu du 14 se terminait par cette phrase : « *Je fais étudier repli de Serbie comme vous l'aviez prescrit, mais ne changerai rien à mes intentions de rester sur place, que lorsque je serai fixé sur attitude des Grecs après intervention diplomatique annoncée* » (202/5 du 15 novembre).

Le 16 mon compte rendu donnait à peu près la même note : « *Après trois jours de combat sur rive gauche Cerna, les Bulgares ont eu un échec certain; nous aurions perdu 4 à 500 hommes et eux 3 à 4.000. Il n'en est pas moins vrai que, vu le recul serbe, leur marche sur Monastir est maintenant possible. Je ne puis marcher sur Prilep pour essayer d'intervenir sur leurs derrières, étant déjà très en l'air et devant des forces ennemies très supérieures; je n'ai pas de réserves à porter sur Monastir pour essayer d'enrayer toute progression de ce côté : je suis donc forcé d'attendre, en me*

fortifiant sur place, l'arrivée de nouveaux renforts qui seuls permettraient d'agir. » (212/3 du 16 novembre.)

Le 17 novembre, dans un long entretien avec lord Kitchener, j'appris ce qui m'avait toujours été caché ; le général Joffre avait déclaré qu'il ne me donnerait pas un homme de plus que ceux que j'avais ; il avait persuadé les ministères français et anglais que 150.000 hommes suffiraient pour les Balkans. Les Anglais devaient fournir cinq divisions, nous trois. Si j'avais été consulté à ce sujet, j'aurais pu citer un fait qui se passe de commentaires ; pour arriver à pousser les Anglais en première ligne, j'avais dû lancer la phrase suivante : « *Je demande à reprendre trois bataillons et un groupe ; je suis sûr que douze bataillons anglais et huit batteries anglaises feront bien ce que faisaient ces trois bataillons français et ces trois batteries françaises.* »

Quoi qu'il en soit, le résumé de notre entretien fut immédiatement envoyé à Paris (voir copie aux annexes).

Le soir lord Kitchener m'envoya la copie des télégrammes qu'il avait de son côté envoyés à Londres : les idées étaient les mêmes, sauf sur un point : il avait télégraphié que je lui avais dit qu'il y aurait lieu de proposer aux Grecs de laisser Salonique entre les mains des alliés. Je lui avais fait connaître que j'estimais que nous devions rester à Salonique mais non que Salonique restât à nous. La politique des conquêtes — surtout en eau trouble — n'a jamais eu mon approbation.

Le 19, les Bulgares attaquaient sur Merzen.

Le 20, une action s'était déroulée sur la gauche de la tête de pont de Vozarci, où le 58e chasseurs avait battu en retraite après avoir eu une vingtaine d'hommes hors de combat ; le 148e, vers le centre de la tête de pont, avait également été attaqué, et un de

ces bataillons avait cédé une tranchée avec une centaine d'hommes hors de combat.

En présence de ces faits, le général commandant la 122e division avait donné ordre de repasser la Cerna à toute sa division; le mouvement s'exécutait sans à-coup sous la protection même du 148e, c'est-à-dire du régiment le plus éprouvé. Le repli avait été terminé le 21 au matin, et c'était par un télégramme du général commandant la 57e division me demandant mes ordres pour la destruction des ponts de la Cerna que j'étais avisé. Devant le fait accompli je ne pouvais que donner l'ordre de détruire les ponts, et je me contentais d'ajouter : « *Je suis étonné de votre repli.* »

Le général commandant la 122e division avait senti la faute commise et, avant d'exécuter l'ordre qu'il recevait de faire sauter le pont de Vozarci, télégraphiait qu'il était capable de le défendre. Il m'envoyait en même temps un rapport essayant de se disculper en fardant plus ou moins la vérité ; malheureusement pour lui, il y avait le télégramme qu'il avait envoyé, déclarant que la matinée du 20 était calme ; il y avait les journalistes qui visitaient pour la première fois le front et avaient dépassé le pont de Vozarci ; il y avait enfin les pertes minimes subies et les faits eux-mêmes. Je lui notifiai par suite trente jours d'arrêts de rigueur. « *A la suite d'un combat ayant entraîné la mise hors de combat de 120 hommes environ, a, dans un moment d'affolement, fait évacuer toutes les positions formant tête de pont dont la garde avait été confiée à l'honneur de sa division.* »

Cet incident regrettable était pour moi terminé.

Le général de Lardemelle cependant ne le crut pas. Il fit protestations sur protestations et se montra franchement indiscipliné. J'avais toujours été et j'étais encore complètement hostile à relever un officier général qui n'avait pas réussi. J'aurais sans

hésitation conservé celui que les circonstances, les relations ou toutes autres causes avaient poussé à un grade à mon avis cependant beaucoup trop lourd pour lui en 1915. Je ne pouvais par contre tolérer l'insuffisance doublée de l'indiscipline.

Le général Gérôme, le plus ancien brigadier de la division, prit le commandement de la 122e division aux lieu et place de M. de Lardemelle.

*
* *

Le 23 novembre j'avais dû répondre à un télégramme dans lequel il était affirmé que j'avais demandé aux Anglais de me dégager sur le Vardar, et qu'il ne leur avait pas été possible d'aller à Monastir, vu cette demande et les effectifs britanniques disponibles.

« *Général Mahon a fait connaître Londres que je ne lui avais pas demandé de troupes pour Vardar, mais que j'avais insisté pour faire passer Anglais de deuxième en première ligne. La situation des Anglais toujours en arrière est en effet la risée des Grecs, et leur passage en avant me permettra d'avoir quatre bataillons en réserve secteur ou de division* (267/3 du 23 novembre).

Enfin, ce même jour, un télégramme ministériel annonçait un succès serbe à Leskowats, mais la situation presque désespérée des Serbes sur les autres fronts ; il assurait que la Grèce était complètement revenue à des sentiments qui pouvaient nous enlever toute crainte pour les derrières de notre armée ; il m'invitait par suite à examiner s'il y avait possibilité d'opérer offensivement ou non. Ce n'est pas tous les jours qu'il est possible, d'après les fluctuations des renseignements reçus, de changer ses plans et ses dispositions, dans n'importe quel pays et à plus forte raison dans une région aussi particulière que la Serbie.

Le ministre m'avait fait connaître que je n'avais pas à espérer de renforts. Les Serbes étaient presque hors de cause. Il n'y avait donc plus qu'à regarder vers Salonique, quitter cette Serbie où tant de choses auraient dû être faites, si on avait voulu et si on avait réfléchi à temps, au lieu de se payer de mots, de redouter la Grèce, d'attendre et de ne rien faire en se basant soit sur des impossibilités maritimes, soit sur des contingences diplomatiques, en se couvrant tantôt par la rue Royale, tantôt par Chantilly.

Je donnai l'ordre du repli.

CHAPITRE II

Le repli de Serbie.

(24 novembre 1915-19 décembre 1915.)

Le 24 novembre, le repli allait commencer. Un dernier télégramme me rappelait encore sa nécessité : « *Je vous confirme de nouveau mes télégrammes 7363 et 7443 des 20 et 22 novembre qui vous laissent toute latitude et toute initiative pour repli de vos forces vers Salonique quand vous le jugerez opportun.* »

Dès le 25, devant les difficultés de l'opération envisagée, les incertitudes d'un lendemain, j'avais résumé mes intentions : « *Mouvement repli doit être exécuté avec la plus grande célérité, mais aussi avec méthode et calme, de manière à n'abandonner aucun matériel ni à causer désordre.* (284/3.)

Le général Leblois, qui commandait la 57e division et que je chargeais tout d'abord d'assurer le repli de sa division et de la 122e, sut se conformer à cette directive. Quant aux Serbes, jusqu'au 27 novembre ils tenaient vers Prilep; le 4 décembre, ils abandonnaient Monastir.

Le consul général de Serbie à Salonique me portait d'ailleurs dès le 26 novembre le télégramme suivant:

« *Vu situation difficile dans laquelle se trouve armée serbe, due à la pression austro-allemande et des Bulgares ainsi qu'à l'inaction des alliés et manque de vivres, armes, munitions, nos troupes se replient sur Adriatique avec intention de s'y réorganiser, et en attendant de meilleures conditions de reprendre de nouveau l'action ensemble avec les alliés.* »

Ce que l'armée d'Orient avait tenté, dispense de croire que l'allusion à « l'inaction » pouvait la viser, mais la décision de retraite serbe prouvait que j'avais attendu l'extrême limite pour penser à mon repli de Serbie.

Pendant que nos mouvements s'exécutaient, les Anglais devaient recevoir les renforts prévus : 22e-26e-27e-28e divisions. Le 5 décembre, il leur manquait 11 bataillons, et la majeure partie de leur artillerie. Le lendemain, j'étais averti que les bateaux sur rade ne seraient pas débarqués.

Le 8, le général Munro qui commandait en chef les forces britanniques des Dardanelles et de Salonique m'informait que son gouvernement avait décidé l'évacuation de Salonique.

Le 13 décembre, les débarquements étaient cependant repris, et, à la fin de notre repli, je pouvais rendre compte que toute l'infanterie des cinq divisions britanniques était à Salonique; il manquait encore une partie de l'artillerie.

Il n'en est pas moins vrai que ce retrait annoncé des troupes britanniques avait pendant quelque temps fortement émotionné, arrière comme avant.

*
* *

En France également la question devait avoir été traitée, mais je ne pouvais en avoir que les échos lointains; le général Joffre m'avait simplement télé-

graphié que le gouvernement français avait décidé de rester à Salonique.

Depuis le 2 décembre, en effet, je n'étais plus sous les ordres directs du ministre. Un décret avait confié au général Joffre le commandement en chef sur le front français comme sur le front d'Orient.

Il y avait là sans doute un procédé pour le forcer à renoncer aux préventions qu'il avait contre les Dardanelles et Salonique puisque, indirectement, il devenait responsable de ce qui pouvait s'y passer par sa faute. Mais il y avait également là un moyen légal pour entraver encore plus l'œuvre poursuivie en Orient. Personne n'y manqua au G. Q. G.

Tandis que j'aurais dû uniquement songer au repli que j'avais ordonné, j'étais en effet forcé de répondre à une série de demandes qui me prouvaient que le G. Q. G. ignorait tout des conditions dans lesquelles j'étais :

Ordre de commencer des fortifications, d'enlever les culasses des canons de Kara-Borum — et les Grecs? — Ordre d'expulser les suspects, — Salonique est-elle ville neutre ou française? — Ordre de rendre compte des négociations ouvertes à Salonique avec l'état-major grec. Et le colonel grec chef de la mission, pour gagner du temps, demandait des instructions à Athènes, et par suite ne répondait pas.

Je passe sur la suggestion de transporter mon Q. G. hors de Salonique, sans qu'on se rendit compte des difficultés de communications télégraphiques, tant que le grec régnerait en Macédoine ; sur l'invitation de me montrer conciliant avec Athènes, tandis que le ministre de France à Athènes me conseillait la fermeté ; sur une demande de possibilité d'évacuation de Salonique, etc... etc. Les comptes rendus journaliers, négligeant presque les multiples incidents qui se succédaient, s'appesantissaient surtout sur le repli.

Il se résume ainsi :

Le 24 novembre, Brusnica est occupé pour amorcer, sur la rive gauche du Vardar, la tête de pont sous la protection de laquelle les 57e et 122e divisions vont se replier sur Demir-Kapou. Une attaque de nuit sur ce point est repoussée. Le 1er décembre, tout le matériel est évacué de Krivolak. J'active le repli des troupes « *rendu difficile par température et chemins invraisemblables* ». Le thermomètre descendait à — 15°. Le 2 décembre, Karasouli et Gumendjé sont occupés pour préparer des pistes et en même temps jalonner par des points d'appui la ligne de repli. Le 3, les Bulgares nous tâtent sur nos ailes, à Kosturino, au kilomètre 113, ainsi que sur la Cerna où ils tentent deux passages de vive force : partout ils sont repoussés. Ils ne peuvent s'apercevoir du commencement de notre repli; il s'effectue ainsi :

A l'est du Vardar, dans la tête de pont de Krivolak la 114e brigade de la 57e division forme une arrière-garde, tandis que l'autre brigade de la 57e, la 113e, va s'installer à Demir-Kapou, pour faire une nouvelle tête de pont. A l'ouest du Vardar, la 8e brigade de la 122e division garde le contact sur la tête de pont de Krivolak, tandis que la 243e brigade de la même division va jusqu'à Gradec pour organiser une troisième tête de pont.

Pendant la nuit du 3 au 4, les deux arrière-gardes sans accrochages se replient au sud de la tête de pont de Demir-Kapou. Toute la région Cerna-Krivolak-Brusnica est évacuée, et, à l'aube, la gare de Krivolak est détruite; la 113e brigade, avec 9 batteries tient à cheval sur le Vardar la tête de pont de Demir-Kapou. Le 5, le régiment qui est à la gauche de ce dispositif est attaqué; il résiste. Les Bulgares tentent également, le 6, une pression vers Dubjani; ils ne réussissent pas. Pendant la nuit du 6, la 57e division évacue la tête de pont de Demir-Kapou; le tunnel de ce nom, le pont du kilomètre 113 sont détruits. La

243e brigade de la 122e reste alors au contact vers Gradec ; l'autre brigade fait face à l'ouest de Mirovca à Petrovo où a lieu un vif engagement. Sous leur protection, la 57e division se concentre vers Stroumitza. Le 7, les Bulgares essaient de pousser vers Ormanli, Kosturino, Gradec : ils ne prennent qu'un piton aux Anglais vers Ormanli.

Le 8, des actions se développent sur tout le front ; il est clair que les Bulgares cherchent à nous encercler. La question de l'évacuation totale de la Serbie de Gradec à la frontière grecque se pose une dernière fois.

Si, dans l'avenir, une offensive vers la Bulgarie ou vers la Serbie était à envisager, il fallait réfléchir sur l'opportunité des destructions ; il y a plus : la manière même de défendre les avancés de Salonique devait être envisagée. J'avais exposé le problème (voir annexe) ; il ne m'avait pas été répondu.

Je décidai donc l'évacuation de la tête de pont de Gradec et de Stroumitza-station. Pendant la nuit, elle avait lieu sans combat, tandis que le pont du Vardar sautait. Le 9, la 8e brigade de la 122e formait notre gauche sur la Petroska, la 156e division notre centre, sur la rive sud de la Bojimia, la droite était tenue par les Anglais, de Dedeli à Doiran. La 243e brigade de la 122e et la 57e division s'étendaient en 2e ligne de Negorci à Cerniste.

Le 10 décembre, les Anglais n'étaient pas attaqués ; notre gauche tenait ; au centre la 156e avait un léger recul vers Balince ; la 243e brigade de la 122e vers Negorci parait à un mouvement enveloppant à Gurincet.

Je ne puis taire que, ce jour-là, arrivaient à Salonique les ambulances alpines que j'avais réclamées à cor et à cris : elles étaient faites pour la guerre de mouvement en montagne ; elles débarquaient pour la guerre de siège à Salonique.

Dans la nuit du 10 au 11, un dernier repli nous amenait sans combat sur la ligne Kara-Oglular, Cerniste, Furka, Smokvica. Sur tout le front, dans la journée du 11, les Bulgares faisaient des attaques. Ils ne progressaient pas. Le 12, un brouillard épais s'abattait sur toute la région où nous étions. Le repli prescrit pour la nuit s'effectuait par suite en plein jour : la fatigue des troupes était ainsi amoindrie, et les difficultés d'évacuation diminuées. Il ne restait plus en Serbie qu'un régiment de la 156e division qui s'était disloquée en trois tronçons, son chef, le général Bailloud, n'ayant nullement commandé, et la 243e brigade de la 122e qui tenait une dernière tête de pont à Guevguéli ; derrière elle à Smol, en Grèce, se trouvait l'autre brigade de la 122e.

Dans ces conditions je donnai des ordres pour réunir à nouveau la 156e derrière la 122e, tandis que la 57e restait au sud de Doiran et couvrait les 4 brigades anglaises, venues en Serbie, puis repliées en Grèce et dont deux s'embarquaient ce jour-là en chemin de fer pour Salonique.

Le 13, je pouvais signaler dans mon compte rendu que la 156e avait laissé un canon et 14 caissons embourbés, mais que, sauf cet incident regrettable, tout le repli s'était passé normalement, et que, par un dernier bond, toutes les troupes franco-britanniques, étaient rentrées en Grèce.

La tenaille dans laquelle les Bulgares auraient voulu nous prendre s'était fermée dans le vide.

Nous étions sortis de la Serbie.

Le 14, derrière la brigade de la 122e restée en arrière à Smol en Grèce s'échelonnait le reste de la 122e et toute la 156e ; derrière la 57e au sud de Doiran s'échelonnait également jusqu'à Kukus, 2 brigades anglaises.

J'aurais voulu que ma cavalerie reprît le contact en s'élevant à l'est du lac de Doiran par Pataros ; les

troupes grecques de cette région s'opposèrent au passage de nos chasseurs d'Afrique.

Le 15, la 122e et la 156e devaient continuer leur marche vers Salonique, couvertes à Karasouli par un régiment et un groupe de la 122e. La 57e se repliait au sud de Kilindir, couverte par la brigade de cavalerie vers Kilindir.

Malgré le temps qui devenait épouvantable, le mouvement se continuait les jours suivants. Tous les Britanniques envoyés en Serbie avaient, le 18, rallié Salonique ; le 19, je pouvais mettre dans mon compte rendu : « *J'occupe actuellement avec mes trois divisions la zone que je dois fortifier de Karaoglu à Daudli ; deux détachements mixtes à Karasouli et Kukus, avec antennes à Gumendjé et Kilindir, couvrent nos positions.* »

L'ensemble de ces mouvements s'était développé tel que je l'avais fixé le 23 novembre et le 3 décembre. Seule la 156e division n'avait exécuté qu'en partie mes instructions, en se scindant en trois tronçons, mais elle avait été vite ramentée. Nos pertes étaient relativement légères; un millier d'hommes hors de combat.

L'ennemi n'avait jamais pu entraver notre liberté d'action; toutes ses tentatives pour nous gagner de vitesse, déborder nos deux ailes, couper notre ligne de communication sur Doiran et Guevgueli, avaient avorté.

La campagne de Serbie était sans doute terminée : nous n'avions pas eu un échec, je dirai plus : tout le matériel, y compris celui des Serbes, avait été ramené sur Salonique; quant à nos troupes elles étaient intactes, et dans d'excellentes conditions morales.

Mais qu'étaient devenus les rêves vers Sofia? sur Constantinople? Où sont les rêves d'antan?

CHAPITRE III

Intrigues et politique grecques en l'an 1915.

Les comptes rendus journaliers signalaient les faits les plus saillants de nos rapports avec les Grecs, mais il est indispensable de les condenser pour esquisser quelles étaient nos relations et d'avoir à ce sujet une vue d'ensemble, si l'on veut se rendre compte des difficultés sans cesse renaissantes, qui rendaient précaires la sécurité et la marche même de nos opérations militaires.

Au moment de notre arrivée, Vénizelos avait été renvoyé par le roi, bien que les élections lui eussent donné une majorité incontestable : il fallait marcher dans l'orbite allemande. La politique du nouveau président du Conseil, M. Zaïmis, se résumait officiellement en deux mots : neutralité bienveillante. Mais, en sous-main, le mot d'ordre inspiré ou donné, non peut-être par Zaïmis mais par ses sous-verges, était de faire tout pour nous entraver en conservant la plus grande courtoisie.

Le général Moschopoulos, qui commandait le

3e corps d'armée grec à Salonique, était l'homme voulu pour la situation. Les guerres balkaniques lui avaient donné une certaine réputation militaire ; il affichait des sentiments ententistes ; il était en outre profondément dévoué au roi, tout en ne négligeant pas de flirter avec les vénizelistes. Par contre, ses sous-ordres étaient nettement germanophiles. Parmi eux, émergeait le directeur de l'arrière, le colonel Messala, qui sous les apparences de la courtoisie la plus raffinée, ne poursuivait qu'un but : nous tendre des embûches et retarder tous nos mouvements.

Les Grecs étaient évidemment maîtres du télégraphe. Quand il y avait une dépêche importante, nos télégrammes restaient quatre à cinq heures, avant d'être expédiés.

Lors de notre repli de Serbie, ils se relayaient dans les bureaux, pour que du soir au matin tous les fils fussent occupés par leurs conversations.

Sous le prétexte sans cesse évoqué de la souveraineté grecque, c'était Messala qui nous avait défendu l'installation de la télégraphie sans fil : je tournais la difficulté au bout de quelques jours en installant en plein camp, notre télégraphie sans fil ; il y eut une protestation. Je passai outre, ne voulant pas que mes télégrammes restassent en souffrance. J'avais été forcé de demander l'autorisation d'établir des fils supplémentaires militaires sur les poteaux helléniques, pour me relier avec les contingents opérant en Serbie ; lors de notre repli, il y avait une foule de dérivations faites par les Grecs pour écouter et rendre compte à Athènes.

Pouvant disposer d'appareils Hughe, je donnai ordre d'en établir un à Karasouli : le secret de la correspondance serait ainsi gardé : il fallait quatre ou cinq heures de pourparlers avec un officier grec — et le repli s'exécutait — pour que l'autorisation de placer cet appareil fût accordée. A peine était-il en

Prilep
Lac d'Ohrida
Ohrida
Pogradec
MONASTIR
Lac Prespa
Lac Malik
Opari
Koritza
Mala Reka
Malka Nidze
Kastoria

Strumitza
Belès
Doiran
Demir-Hissar
Serès
Kukus (Kilkich)
Deve Kran
Lac Tahinos
Lac Langaza
Besik Golu
SALONIQUE
Golfe d'Orfano
Kara-Borum
Golfe de Salonique
Strouma
Kruša Balkan
Butkova Golu
Rupel
Krusero
Brod
Nevrokop

fonction, que les hughistes s'apercevaient qu'un Hughe grec était interposé et cherchait le synchronisme.

A Salonique même, c'était Messala qui avait fixé les emplacements à occuper par nos troupes ; il nous avait relégués à Zeitenlik, c'est-à-dire sur des terrains réputés fiévreux, et sous le canon du régiment d'artillerie grecque caserné non loin. Se basant sur les nécessités de la mobilisation, puis de la concentration, c'était encore Messala qui faisait interdire à tout habitant de louer chambre, bureau, magasin ; les contrevenants étaient poursuivis ; plus tard, devant mon insistance et mes comptes rendus au ministre de France à Athènes, l'interdiction était levée ; mais il y avait lieu, me faisait-on connaître, de faire une répartition équitable des locaux, entre Grecs et Français : on gagnait ainsi du temps.

Nous avions besoin de voitures pour les transports du port au camp, ainsi que pour nos installations ; les gens, qui avaient traité avec nous, étaient aussitôt réquisitionnés par les Grecs. Nous voulions avoir les quelques denrées qui se trouvaient à Salonique, notamment le foin ; des sentinelles grecques étaient mises dans les magasins, et nous ne pouvions sans conflit prendre livraison des marchandises même lorsqu'elles avaient été payées.

Les détachements grecs qui arrivaient étaient, comme par hasard, campés dans les endroits où il nous fallait passer pour dégager le port. Tout autour de Salonique, il y avait des postes grecs qui, à 5 ou 6 kilomètres, empêchaient toute circulation française ou anglaise.

J'avais besoin d'établissements hospitaliers ; il existait un très bel hôpital hellénique, où il y avait juste 5 malades ; il m'était refusé.

La police grecque, renforcée, passait le plus clair de son temps à surveiller les alliés ; j'apprenais que

200 Allemands, ou jeunes gens ayant fait leurs études en Allemagne, y avaient été incorporés.

Je désirais qu'à Athènes la presse sût ce que les alliés faisaient : mes communiqués étaient refusés ou classés par la censure hellénique.

Quand des officiers allemands étaient signalés à Salonique, qui allait les attendre, les piloter? Toujours le colonel Massala!

Sur les voies ferrées, chez les Grecs, même ligne de conduite. Le charbon et le matériel de chemin de fer étaient envoyés de Salonique à Drama, pour les soustraire à nos besoins. Les ordres étaient donnés directement par M. Politis, directeur des chemins de fer, sans prévenir la direction française de la compagnie. En décembre, 1.000 tonnes de charbon étaient ainsi expédiées; 150 wagons à vide les suivaient : direction Serrès et au delà; ordre avait été donné de conserver tous ces wagons. Tout le matériel serbe était concentré à Florina, hors de notre portée. Pendant notre repli de Serbie, il nous fallait surtout des trucs; les rames étaient formées presque exclusivement de wagons fermés. Les wagons chargés étaient par principe intercalés entre une série de wagons vides, pour quintupler le temps de manœuvre dans chaque station. Il en résultait que pour aller de Guevgueli à Salonique, pour couvrir 80 kilomètres environ, on mettait dix ou douze heures.

A Salonique même, on demandait pour les besoins du port 80 wagons par exemple; il en était fourni 10, parfois moins. Au moment où nous nous repliions de Krivolak, comme par hasard, un déraillement obstruait la voie; pas de blessés, pas de morts, mais la circulation était interrompue; l'ennemi aurait pu nous accrocher. Quand nous rentrions en Grèce, au même endroit que dans la dernière guerre balkanique, un nouveau déraillement se produisait; comme pour le premier, aucune victime, mais la ligne deve-

nait inutilisable et l'aurait été longtemps si je n'avais pas envoyé mes sapeurs de chemin de fer. J'avais besoin de mulets ou de petits chevaux de bât pour progresser en Serbie, mes divisions n'ayant aucun équipage muletier, malgré toutes mes protestations. Je m'étais entendu avec le général Moschopoulos pour lui échanger 1.500 petits chevaux grecs bâtés contre 500 chevaux de trait que j'avais achetés aux Anglais. Au dernier moment, lorsque je comptais sur cet échange, le général se dérobait sous prétexte de nécessité de mobilisation.

A Salonique il était mené grand bruit sur une lettre personnelle que le roi aurait écrite au président de la République, sur la participation de la Grèce à la guerre; lettre qui serait restée sans réponse. Je rendais compte à Paris, dans mon télégramme journalier (23 octobre). Il m'était répondu quelques jours après qu'il n'y avait là qu'une fable.

Il semble inutile de poursuivre cette longue et pénible énumération; et ces embûches journalières ne pouvaient que croître lorsqu'au commencement de novembre 1915 Skouloudis remplaçait Zaïmis à la présidence du Conseil. Il était d'ailleurs démasqué peu après son arrivée aux affaires. Voulant aller trop vite, il commettait la lourde faute de se découvrir : notre ministre à Athènes, M. Guillemin, parlait de notre rentrée éventuelle de Serbie en Grèce; M. Skouloudis ne craignit pas d'affirmer que nous serions traités suivant les règlements du droit international; c'est-à-dire, désarmés. Lentement, en effet, la concentration de l'armée grecque s'était effectuée en Macédoine. Salonique était le siège du 3e corps d'armée, le 1er et le 5e nous environnaient déjà à droite et à gauche.

La grande pensée grecque semblait consister à évacuer la frontière, si l'ennemi se présentait, et à nous laisser une sorte de champ clos entre le Vardar

et le méridien de Kukus, par exemple, pour vider notre différend avec les Bulgares : les Grecs, qui avaient été violés à Salonique par les Franco-Anglais, admettaient d'être violés plus au Nord par les Allemands, disaient d'aucuns, et en tout cas auraient voulu sans intervenir assister à la bataille. Trois côtés auraient donc été tenus par les Grecs officiellement neutres (hostiles officieusement), un côté par les Bulgares. Notre situation à Salonique n'était-elle pas un peu précaire?

Un autre cheval de bataille pour les Grecs consistait à soulever le problème de Monastir. Le recul serbe, avec direction ultime Monastir, exacerbait toutes les imaginations.

Le 29 octobre, je signalais indirectement le fait, dans le compte rendu : « *Préfet serbe à Kavadar m'a posé la question suivante : comment se comporteront les troupes françaises en cas d'hostilité de la part de la Grèce contre la Serbie? Je n'ai pas répondu.* »

Sans insister, j'estimais nécessaire du prévenir dans mon compte rendu du 1er novembre : Grecs « *ont envoyé division de Kosani du 3e corps à Florina. Officiers de cette division prétendent qu'ils doivent aller à Monastir. Le fait est possible, soit par suite d'une entente gréco-serbe, soit parce que Grecs profiteraient de la situation serbe pour faire conquête sans rien risquer.* »

Le 3 novembre, à la suite d'une conversation avec le général Moschopoulos, qui avait essayé de me sonder sur les inconvénients que pourrait avoir pour mes opérations futures l'expulsion des troupes serbes de Monastir, je jugeais qu'il n'était pas inutile de jeter un dernier cri, pour situer la question : « *Certains prétendent qu'Allemagne a donné Grèce permission d'aller à Monastir, se substituant ainsi pour le présent et l'avenir à Bulgares.* »

La veille, le ministre de France à Athènes avait eu son attention appelée sur ce point : « *Bruit per-*

siste occupation de Monastir par Grecs, bien que ce fait rendrait très difficile toute possibilité entente gréco-bulgare. » 10 ss/2 du 2 novembre.

Il n'avait jamais été ni dans mes intentions ni dans mon rôle de traiter les questions d'ordre strictement diplomatique. Mais il m'avait semblé impossible de passer sous silence ce qui pouvait se tramer chez les Grecs, afin qu'à Paris, on ne pût pas m'accuser de ne pas savoir dans quelle ambiance j'allais opérer, et que d'autre part, le ministre de France, compétent à Athènes, pût savoir et agir, s'il y avait lieu, en conséquence.

Qu'il me soit permis d'ajouter que, plus tard, les tractations à Berlin de Theotokis (dépêche du 15 décembre 1915) m'ont donné raison, et que j'avais agi dans l'intérêt de l'Entente, en signalant ce fait : j'avais fait de la prose sans le savoir !

*
* *

Devant cet ensemble de faits, Paris, mis au courant par Athènes, finissait par envisager l'envoi d'une escadre au Pirée (12 novembre) en faisant précéder cette démonstration navale de la remise d'un ultimatum.

L'imbroglio n'en continuait pas moins. Dans mon compte rendu du 14, j'exposais le fait suivant : « *Hier à Gumendje première station grecque, commissaire gare grec a refusé passage sur Salonique à 40 prisonniers bulgares. Ils ont toutefois été autorisés à revenir Guevguéli. Général 3e corps, informé, avait donné toute latitude pour que évacuation similaire soit désormais possible. Les prisonniers seraient convoyés et embarqués pendant la nuit. Sur ordre ministre prétextant pourparlers à ce sujet, il vient de retirer cette autorisation.* »

La crainte de l'arrivée d'une escadre, l'annonce de

la venue de lord Kitchener, apportant avec lui l'inconnu, la visite d'un grécophile avéré, M. Denys Cochin, semblaient un instant adoucir un peu les angles. D'ailleurs, à côté de l'ultimatum menaçant, qu'avions-nous toléré? Je cite :

Le 19 novembre, je recevais la lettre ci-dessous, du général commandant le 3e corps grec :

« *J'ai l'honneur de vous faire parvenir copie de la communication faite à Athènes par le gouvernement hellénique à S. E. le ministre Denys Cochin. La réception officielle qui aura lieu en votre honneur, dans la ville de Salonique, sera de caractère purement hellénique. Les autorités militaires françaises ne pourront organiser une réception officielle, que lors de votre visite au camp français. Par conséquent Votre Excellence sera reçue à Salonique par les autorités helléniques et l'ordre sera assuré par les autorités militaires helléniques. Il est bien entendu que le consul de France participera à la réception officielle en qualité de représentant du gouvernement français. Les autorités militaires françaises peuvent, si elles le désirent, assister à la réception, mais sans caractère officiel. J'ai l'honneur, mon général, de vous faire connaître que S. E. Denys Cochin accepta ces propositions du gouvernement hellénique, et m'empresse de vous faire savoir que M. le ministre, qui a quitté Athènes, arrive dans notre ville demain samedi vers 8 heures du matin.* »

Les négociations avec les Grecs se poursuivaient cependant par l'intermédiaire de notre ministre, M. Guillemin. Mais à force de vouloir être aimable, tout en discutant, il advenait que la note remise à la Grèce le 20 novembre, n'avait pas de solution quinze jours après.

Dans ces conditions, M. Guillemin décidait, dans un but d'apaisement, de faire traiter à Salonique une série de questions militaires locales. Il faisait donc envoyer, par le gouvernement grec, le lieutenant-

colonel d'état major Pallis et le commandant Staico, gendre du général Dousmanis, chef d'état major général de l'armée hellénique, un germanophile avéré. Il était certain que Pallis, vu son grade, ne pouvait rien trancher; c'était donc la continuation de discussions byzantines.

Je prévenais par suite M. Guillemin que j'avais l'intention de rompre toute discussion si je n'avais pas satisfaction sur les batteries grecques qui entouraient la rade, et que les Britanniques voulaient ou désarmer ou occuper; c'était un point sur lequel la marine et les Anglais insistaient tout particulièrement. J'essayais de faire venir à la conférence le général Moschopoulos; vu sa situation, la Grèce aurait pu ainsi être forcée de s'engager; le général refusait par une lettre dilatoire (voir aux annexes).

Le colonel Pallis usait et abusait des mêmes procédés. Il suffit pour s'en rendre compte de parcourir les procès-verbaux des séances des 9, 10, 11 décembre (aux annexes).

Au fond, il aurait fallu mettre la Grèce en présence de faits accomplis. On causait.

Brusquant les choses au point de vue défensif, qui pour notre sécurité devenait capital, j'avais donné ordre de commencer l'organisation du camp retranché. Je recevais immédiatement la lettre ci-dessous :

Le général Moschopoulos commandant le corps d'armée de Salonique, au général Sarrail, commandant en chef de l'armée d'Orient.

Le général Moschopoulos apprend qu'en prévision de la retraite sur territoire grec des troupes alliées opérant en Serbie, les autorités militaires anglaises et françaises ont entrepris autour de la place de Salonique et sur d'autres points en Macédoine grecque des travaux de défense dont l'exécution vient d'être commencée. Sans attendre les ordres que son gouvernement voudra lui donner à ce sujet, le général Moschopoulos croit de son

devoir de protester dès à présent contre des actes constituant une violation flagrante du territoire et de la neutralité du royaume. Une protestation identique est adressée au général Monroe. »

Conclusion : En Serbie, nous nous étions repliés ; à Athènes, on voulait nous empêcher de défendre même Salonique.

DEUXIÈME PARTIE

LA DÉFENSE DE SALONIQUE

CHAPITRE IV

Le camp retranché de Salonique.

(20 décembre 1915-10 mars 1916.)

La dernière orientation donnée à l'armée d'Orient se résumait ainsi :

« Se réunir à Salonique et s'y fortifier. »

La première partie du programme était terminée ; Anglais et Français entouraient Salonique. Restait à remplir la deuxième partie : s'y fortifier.

Pendant plusieurs mois, l'activité de tous fut concentrée dans cette organisation du camp retranché de Salonique.

Primitivement le camp s'appuyait à l'Est à la mer, vers le golfe d'Orfano ; une brigade anglaise tenait entre la mer et le lac Besikgolu, deux autres brigades anglaises étaient chargées de la défense entre ce lac et le lac Langaza ; douze autres brigades anglaises, en première ligne ou en réserve, couvraient directement Salonique.

Malgré tous mes efforts les lignes britanniques n'étaient qu'à une dizaine de kilomètres de Salonique, du côté de la route Salonique-Sérès ; c'était trop rapproché ; une artillerie lourde ennemie, puissante, aurait mis la ville et la rade en fâcheuse situation ; pour y parer, dès que je pus disposer d'une réserve française, je décidai de la jeter éventuellement vers Langaza, pour prendre l'air nécessaire. Les trois divisions françaises, 57e (à cheval sur le Galliko) 156e et 122e, tenaient la partie orientale du camp retranché, jusqu'au Vardar.

La marine n'ayant pu, par suite de la constitution même du lit du Vardar, intervenir dans la défense de Salonique avec ses bateaux, même les plus légers, quelques chaloupes, avec mitrailleuses, tirant seulement 50 à 60 centimètres, furent achetées et organisées pour croiser dans les méandres du fleuve ; le Vardar fut en outre saigné et dérivé en partie.

Malgré tout, le point faible du camp retranché était vers le Vardar, que longeait le chemin de fer venant de Serbie, et qui par suite pouvait amener le matériel de siège. En outre les hauteurs de la rive droite du Vardar permettaient à l'ennemi un déploiement d'artillerie qui aurait pris de flanc nos positions perpendiculaires au fleuve ; pour contrebattre ces deux inconvénients, une sorte d'avancée perpendiculaire au Vardar fut établie sur sa rive droite, maitrisant en même temps le chemin de fer de Monastir et prenant en flanc les emplacements éventuels de l'artillerie ennemie sur la rive droite, permettant enfin de manœuvrer sur cette rive.

L'organisation même variait dans la partie britannique et dans la partie française.

Chez les Anglais, qui étaient évidemment libres du choix des fortifications à employer, il y avait surtout de longues lignes avec une série de points d'appui.

Chez les Français, en principe, pas de lignes con-

tinues mais des ouvrages de sections, pelotons, compagnies, se flanquant réciproquement, appuyés en arrière par d'autres ouvrages analogues formant soutien et battant les intervalles entre les ouvrages de première ligne. En arrière de cet ensemble, une deuxième ligne.

Dès le 10 janvier 1916, le camp retranché présentait une véritable solidité, comme le montre la dépêche 558/3 aux annexes. Il semble inutile d'ailleurs d'insister sur sa valeur, l'ennemi ne l'ayant jamais attaqué. Comme il n'esquissa aucune tentative pour s'avancer, d'aucuns ne manqueront pas de prétendre qu'il y avait une entente quelconque ou une série de tractations avec les Grecs à ce sujet. Il y a là une erreur.

Les Bulgares n'ont pas poussé en Grèce parce que le temps était mauvais, surtout en Serbie, parce qu'ils ne disposaient d'aucune route, pas plus en Serbie qu'en Grèce ; parce que la voie ferrée avait été mise hors d'usage en plusieurs points (tunnel de Demir-Kapou, pont de Stroumitza, etc...) en un mot parce qu'ils ne pouvaient pas se ravitailler. D'autre part, lors de notre repli, n'avaient-ils pas reçu quelques rudes leçons ?

*
* *

Pendant ces trois mois de travail incessant, bien des incidents et parfois de véritables événements compliquèrent la tâche de chacun.

Tout d'abord, le général de Castelnau vint en inspection. C'était la main-mise du G. Q. G. sur l'armée d'Orient. Le général, en partant, m'envoya un de ses officiers avec une note, dans laquelle il traitait une série de questions plus que secondaires, telles que les détails de fortification à adopter — nous ne faisions que d'arriver, — l'emplacement de mon quartier général — il n'ignorait pas cependant mes rapports avec les

Grecs — mais dans laquelle, en réalité, il voulait me lier pieds et poings à des directives données *ex cathedra* sur la manière d'organiser et défendre la place et le camp retranché, d'articuler mes réserves, de surveiller l'ennemi, etc... (Voir annexes.)

J'estimai qu'il méconnaissait mes droits ; je rendis compte au général Gallieni, ministre de la Guerre, par une lettre personnelle en date du 26/12 1915 :

Monsieur le Ministre,

La lettre que vous m'avez adressée, les ordres télégraphiques que vous avez bien voulu me donner lors de mon repli de Serbie, me permettent, — je le crois du moins — de vous faire parvenir ci-joint copie des ordres que je viens de recevoir sur la façon dont je dois défendre Salonique. Je ne discute pas. Toute initiative m'est interdite ; toute responsabilité me sera cependant laissée. Et l'ennemi est à 48 heures de marche. Je désirerais par suite qu'une décision soit prise, même, si celle que vous croirez devoir me notifier, prouvait à tous que je n'ai plus votre confiance.

Veuillez m'excuser, monsieur le Ministre, de vous soumettre ce cas, mais il dépasse de beaucoup ma personne, et, est à mon avis des plus graves au point de vue général. Veuillez croire aux nouvelles assurances de mon respect et de mon dévouement.

SARRAIL.

Nulle réponse ne me fut donnée.

Par contre, le général Leblois, commandant la 57e division, ne fut pas relevé de son commandement comme le voulait le général de Castelnau. Le général Leblois était un homme à l'esprit largement ouvert, aux connaissances scientifiques et littéraires certaines ; il avait très bien commandé lors du repli de Serbie ; il ne pouvait rien lui être reproché.

Je n'eus d'ailleurs qu'à me louer de la courtoisie du délégué du G. Q. G., et je me permis même de sourire, lorsqu'un jour à sa table, dans un dîner officiel, il m'invitait à prendre des coutumes orientales, en formant des bandes d'irréguliers, ou en employant tout autre moyen pour faire assassiner le roi de Grèce. Je n'ai jamais admiré Ravaillac.

Il n'est pas moins vrai qu'en Grèce, nombreux étaient ceux qui savaient exactement ce que cachait ce voyage : le G. Q. G. veillait ; nouvelle vestale, il entretenait jusqu'en Orient le feu de ses haines.

Je citerai à ce sujet le télégramme du 28/12 de notre ministre à Athènes :

J'adresse au département le télégramme suivant :

« Je suis avisé qu'à l'occasion du voyage du général de Castelnau on préparait ici et sans doute aussi à Salonique une campagne de presse contre le général Sarrail.

Déjà certaines feuilles annoncent que le chef d'état-major général aurait critiqué les opérations militaires du commandant en chef de l'armée d'Orient, ainsi que ses dispositions pour la défense de Salonique.

Je crois qu'il y aurait intérêt à couper court à ces attaques mensongères en faisant publier par l'agence Havas un communiqué qu'elle transmettrait à l'agence d'Athènes et où il serait déclaré au contraire que le général de Castelnau, très satisfait de ce qu'il a constaté sur place, a donné son approbation aux opérations militaires effectuées, notamment aux conditions dans lesquelles a eu lieu le repli de nos troupes avec tout leur matériel et leurs approvisionnements, ainsi qu'aux mesures défensives de Salonique. »

*
* *

Peu après, le 30 décembre se produisit un fait de première importance. Les avions ennemis pour la

première fois faisaient acte de belligérant en lançant des bombes sur Salonique.

J'estimai qu'il était impossible de laisser à Salonique les consuls allemands, autrichiens, turcs et bulgares, puisqu'ils appartenaient à des nations qui nous attaquaient dans la ville où ils savaient que nous étions.

J'avais refusé récemment au général Monroë l'autorisation d'arrêter ces consuls. Il y avait pour moi une question de droit international. Aucun fait nouveau ne s'était encore passé à Salonique pour motiver un changement dans la conduite adoptée depuis notre débarquement. Néanmoins, comme arrêter un consul est toujours chose grave, afin de mettre le gouvernement grec comme le gouvernement français devant un fait accompli, et pour écarter toutes demandes d'explications, je brusquai la situation; en plein jour, les arrestations s'effectuaient, et à la nuit les intéressés étaient embarqués.

Le gouvernement était mis au courant par les télégrammes suivants : « *Aviatiks ont bombardé Salonique; projectiles ont tué un pâtre aux portes de la ville, sont tombés près d'une compagnie grecque qui manœuvrait et à 50 mètres général Zimbrakakis. Devant cette agression, j'ai donné ordre d'arrêter immédiatement consuls ennemis. Opération s'est faite sans incident avec détachement franco-britannique; 20 Autrichiens, 17 Turcs, 12 Bulgares, 5 Allemands ont été arrêtés à 16 heures dans les quatre consulats et embarqués immédiatement.* » [30 décembre 1915, 18 heures.]

Télégramme n° 516/3.

« *Je viens de recevoir chef état-major 3e corps grec et commandant gendarmerie Macédoine venus pour me demander ce qui s'était passé avec consuls tout en arguant de souveraineté grecque. Ai répondu que devant agression inqualifiable d'aujourd'hui, j'avais voulu traiter en belligérants les agresseurs et que par arresta-*

tions j'avais mis Grecs devant un fait accompli qui simplifierait leur tâche. Interlocuteurs ont compris et souri. Commandant gendarmerie m'a demandé si je n'opposerais pas force à libération consuls ou occupation de consulats par Grecs. Ai répondu que question ne pouvait même plus se poser, consuls étant embarqués déjà. Entretien a d'ailleurs été très cordial.

Il y a actuellement 53 hommes et 6 femmes arrêtés et embarqués. Outre consul Bulgarie, secrétaire ministère Affaires étrangères de Sofia a été arrêté. La bombe qui a tué le pâtre que je vous ai signalé avait été lancée sur escadron de cavalerie grecque qui manœuvrait sous ordre de prince André. »

Télégramme n° 696/2 du 31/12, 18 heures.

« *Calme complet à Salonique depuis arrestation consuls. Ai visité consulat gardé par gendarmes français et écossais. Consulat autrichien était déménagé; consulat bulgare avait partie mobilier en caisse. Consulat turc était dans situation normale comme consulat allemand. Viens de recevoir protestation écrite préfet Salonique se basant sur violation du droit de souveraineté de l'Etat hellénique et réservant les droits du gouvernement, quant aux suites. Il m'a dit que c'était pour dire que Paris ou La Haye pourraient être saisis. Enfin il m'a demandé à occuper les consulats, lui ai répondu qu'il y avait là une question à élucider diplomatiquement. J'ajoute qu'après avoir vu le consul général Russie, doyen corps consulaire, le consul des Etats-Unis a été chargé de la protection des nationaux turcs, bulgares, allemands et autrichiens. D'ailleurs il est nécessaire de ne pas se presser pour avoir une solution au sujet des locaux, attendu que je fais procéder à tri des papiers saisis. Des documents déjà lus appartenant à consulat Autriche, il résulte qu'un service d'espionnage largement rémunéré fonctionnait régulièrement, et que certains renseignements étaient envoyés à commandant étapes Constantinople. D'autre part, le 28, il était*

annoncé que le directeur des chemins de fer allait quitter Salonique pour Karaferia. Le 22, le préfet de Salonique déclarait : le gouvernement hellénique ne sachant ni si, ni quand le départ des quatre consuls serait inévitable ne peut prendre l'engagement de les en avertir à l'avance. Le 26, le consul faisait remarquer dans une note que le préfet ne répondait de rien, et que cependant le gouvernement avait promis sa protection. Dès le 20, il écrivait à Vienne que l'opinion tournait contre la coalition en faveur Entente. »

* * *

La question angoissante était celle des effectifs ; le G. Q. G. ne voulait rien savoir pour envoyer des éléments en plus des trois divisions et du régiment de zouaves que j'avais.

Dans un télégramme se trouvait cette déclaration : « *J'estime que forces d'infanterie dont vous disposez, bien outillé en artillerie lourde, et solidement retranché, suffiront pour assurer défense des positions naturellement fortes que vous occupez* ». Je ne pouvais souscrire de gaîté de cœur à cette assertion ne reposant que sur une simple affirmation.

Sans revenir à mon « *leit motiv* » : quatre corps, je réclamais au moins deux nouvelles divisions. Le général Mahon de son côté trouvait insuffisantes les cinq divisions dont il disposait : il en demandait une de plus. Je saisis le G. Q. G. de cette proposition et j'insistai pour l'envoi parallèle de deux divisions françaises. (Voir annexes, n° 911/2.)

Ce télégramme était parti quand je recevais une dépêche officieuse de Paris m'engageant à ne rien demander. Il était trop tard. Je ne répondis même pas. Pouvais-je, d'ailleurs, faire litière de la sécurité même de l'armée d'Orient pour unique raison de politique intérieure française? Je demandais à cor et

à cris des renforts, et il m'était répondu : « *Intérêt que si Jogal* (1) *vous demande si vous êtes en mesure soutenir attaque, répondiez affirmativement.* »

Dans ma dépêche du 17 janvier (voir aux annexes) je maintenais mes demandes. Le G. Q. G. me faisait d'ailleurs connaître officiellement à la date même du 17/1 (n° 696/M) qu'il n'y avait à espérer aucun renfort et maintenait lui aussi son appréciation. « *Les mesures prises vont porter à 100.000 hommes environ l'effectif français à votre disposition dans la région de Salonique. J'estime que ces forces sont suffisantes pour accomplir la mission qui vous incombe; et je vous prie de considérer cette décision comme définitive. Si modification ultérieure dans les situations vous paraissait nécessiter envoi de renforts, vous auriez à motiver expressément demande formulée* ».

La question d'augmentation de mes effectifs se trouvait ainsi enterrée. Il y a plus : pour bien me faire comprendre que mon titre de général en chef n'avait aucune valeur, le télégramme se terminait ainsi : « *Je vous rappelle que vous ne devez correspondre avec le gouvernement que par mon intermédiaire* ».

Il y avait enfin dans ce télégramme un alinéa où j'étais accusé de semer la panique parce que j'aurais envisagé une retraite en Chalcidique. (Voir aux annexes ce télégramme in extenso.) A ce passage venimeux je répondis immédiatement sous le n° 596/3 : « *Je n'ai jamais envisagé retraite en Chalcidique. Reconnaissances faites dans cette région correspondant à installation éventuelle des Serbes que vous m'avez prescrit d'étudier* ». J'ajoutai la phrase suivante, allusion discrète à la différence qui existait dans mes conceptions de positions de deuxième

(1) Jogal : Joffre, Galliéni ou en d'autres termes G. Q. G. et ministère.

ligne, et celles si chères à ceux qui nous avaient fait évacuer une partie de la France en 1914 : « *Je n'ai jamais envisagé retraite même sur la deuxième ligne de défense que j'organise. J'ai toujours dit et redit en France qu'il fallait tenir coûte que coûte sur la première ligne. Je n'ai pas changé ma manière de voir en Orient.* »

A la fin de ce mois de janvier, j'étais d'ailleurs consulté pour savoir si je voulais immédiatement la division Brulard qui représentait tout le contingent français encore aux Dardanelles. Cette unité avait une forte proportion de Sénégalais.

Je répondis simplement que les Sénégalais ne pouvaient supporter le climat lors même qu'ils seraient en réserve dans la Chalcidique, et que la pneumonie enlèverait plus de la moitié de l'effectif. L'affaire était cependant jugée, attendu que l'amiral Gaucher me prévenait que le ministre de la Marine avait donné ordre de transporter la division précitée, et trois batteries étaient même déjà arrivées de Moudros à Salonique.

Le général Brulard me réclamait ces trois batteries, le G. Q. G. ayant fait connaître, télégraphiait-il, que ce transport était le résultat d'une erreur de la marine. Aucun contre-ordre n'arrivait cependant, ce qui n'empêchait pas le 7/2 l'amiral de me prévenir que, conformément aux ordres formels du G. Q. G., le général Brulard refusait d'embarquer sa division. En même temps je recevais avis officiel que le général Brulard était mis sous mes ordres. Ne pourrait-on pas prononcer à ce sujet un seul mot : « incohérence? »

Quelques jours après, à la suite d'un rappel à l'ordre et pour sa division et pour des créoles que *proprio motu* il voulait laisser à Mytilène, le général Brulard envoyait sa division (éléments blancs) à Salonique. Il disparaissait d'ailleurs peu après sur le

front français, et le général Gérôme, qui avait fort bien conduit la 122e division lors du repli de Serbie, prenait le commandement de la 17e division coloniale formée avec une brigade venue de France (1er et 3e régiments d'infanterie coloniale) et les débris des coloniaux ayant fait les Dardanelles (54-56e régiments d'infanterie coloniale). J'employai cette division à créer une seconde position derrière les Anglais, vers la Chalcidique.

***

Je n'insisterai pas sur la première incursion d'un zeppelin (1er février), sur ma riposte : bombardement de Petrik, qui me faisait donner l'ordre de ne plus essayer de bombardements sur une localité où pouvaient se trouver des Serbes et des Grecs. Conception étrange, surtout si l'on songeait à ce qui se passait sur le front occidental.

Je ne m'appesantirai pas sur une nouvelle calomnie émanant soit du quai d'Orsay, soit du G. Q. G. J'étais engagé à ne pas traiter de la paix avec les Bulgares. Je répondis immédiatement que jamais je ne m'en étais occupé. J'aurais pu tout rejeter sur les Anglais dont le chef d'état-major, mort depuis sur le front français, était un bulgarophile enragé et ne cessait de faire des tractations avec nos ennemis. Je préférai ne rien dire.

De même lorsque les Anglais m'actionnèrent pour lancer aux Bulgares des proclamations écrites en style échevelé, dans lesquelles le tsar Ferdinand était attaqué avec la dernière virulence, je refusai d'entrer dans cette voie. Je me contentai d'un moyen terme; envoi d'un officier au mont Athos, au couvent bulgare, pour tâter le pouls. Les moines répondirent en m'adressant un icône avec un appel à la Bulgarie libre et amie de la France et de la Russie.

Je décidai de faire reproduire ce document pour l'envoyer en Bulgarie par des intermédiaires, notamment par des lazaristes. (Mars 1916.)

***

Sur le front même, l'ennemi ne bougeait pas, bien que l'arrivée d'éléments allemands me fût parfois signalée. Dès que mes positions auraient été bien assises, j'étais décidé à faire comme Mahomet avec la montagne, en d'autres termes, puisque les Bulgares n'étaient pas venus jusqu'à Salonique, d'aller jusqu'à eux. Mais avant que ce projet fût même ébauché, je reçus dès le 28/1 un télégramme impératif, me prescrivant de faire croire que j'allais prendre l'offensive. Pour brouiller les cartes, le 31/1, je poussais donc le 4e chasseurs d'Afrique à Kalinova avec antennes jusqu'à la frontière.

Allais-je continuer à prendre de l'air vers Doiran? pouvaient se demander les Bulgares. D'autre part le 10/2, le 1er chasseurs d'Afrique passait sur la rive droite du Vardar, s'avançant jusqu'à l'antique capitale d'Alexandre. Y avait-il là le germe d'une idée offensive le long de la voie ferrée de Monastir? pouvaient également se dire nos adversaires. J'avais créé la menace. Je cherchais avec le général Mahon les moyens de l'intensifier; je n'osais pas lui dire de la changer en coup de sonde. Le G. Q. G. m'avait en effet averti que la transformation de toutes les troupes britanniques en éléments pouvant faire mouvement (soit les cinq divisions au lieu d'une seule) était l'objet de l'attention de lord Kitchener. Or le général Mahon avait été averti qu'il n'y avait rien à espérer à ce sujet. Qui était trompé? Lui ou moi?

Le problème était donc le suivant : que faire avec

une division britannique mobile, et quatre divisions rivées au camp retranché; avec trois divisions françaises étayées par une quatrième en voie d'organisation?

Quelle que pût être la réponse, il y avait toujours un fait : le camp retranché de Salonique existait.

CHAPITRE V

La sortie du camp retranché.

(10 mars 1916-10 juin 1916.)

En France, les Allemands s'acharnaient autour de Verdun. L'armée d'Orient recevait par suite une nouvelle directive : au lieu de la défensive, l'offensive.

Je devais par suite, conformément à l'ordre reçu dans les premiers jours de mars, envisager une action agressive. Il s'agissait de participer à une offensive générale du front russe et italien, qui aurait pour but d'empêcher le transport de troupes ennemies sur le front français et d'attirer au contraire sur les théâtres orientaux le maximum de forces ennemies.

En d'autres termes il fallait fixer l'adversaire pour qu'il ne pût retirer du monde, ce qui soulageait ainsi indirectement le front français.

J'allai trouver le général Mahon, pour déterminer dans quelle mesure l'armée britannique pourrait coopérer à cette offensive.

Le général Mahon ignorait tout de ce projet.

Emanait-il uniquement de notre G. Q. G.? Etait-ce un piège qui m'était tendu? Etait-ce simplement un

geste de folie de militaires ne sachant plus où donner de la tête et appelant au secours ?

Le général Mahon télégraphiait donc à Londres, pour être orienté. Voici la réponse qu'il reçut : « *Je ne peux pas comprendre pourquoi le général Sarrail a reçu un tel ordre. J'ai quitté le général Joffre samedi matin après avoir discuté la situation et il n'a pas parlé d'une telle idée. Lorsque les Alliés se sont retirés du nord de la Grèce, l'année dernière, les deux gouvernements furent d'accord pour les garder à Salonique pour la défense de cette ville; et dans une conférence le 6 décembre, les généraux commandant les forces alliées expéditionnaires devaient être maintenus dans la région de Salonique. Ces dispositions furent ratifiées plus tard par les deux gouvernements. Dans ces conditions aucune action offensive ne peut avoir lieu sans que les deux gouvernements soient d'accord; et alors si le général Sarrail vous demande de passer à l'offensive il faut communiquer avec moi et attendre mes ordres.* »

J'avais deviné. Chantilly ne changeait pas. Le G. Q. G. gouvernait aux lieu et place du gouvernement.

Au reste, dès le 7 mars, j'envoyais par télégramme les grandes lignes d'une action offensive et je confirmais ces propositions par une longue lettre. (Télégramme et lettre du 7 mars, aux annexes.)

Pour une offensive je demandais 21 divisions : 6 serbes, 5 anglaises, 4 françaises, qui existaient comme personnel, mais n'étaient pas complètement outillées pour la guerre de montagne, et 6 divisions de renfort (anglaises, italiennes, ou russes.) S'il fallait attaquer avant l'arrivée des Serbes et la réception du matériel pour une guerre de montagne, je préconisais une offensive démonstrative, avec deux divisions britanniques et quatre françaises, consistant dans des reconnaissances et des coups de mains, après une concentration le long de la frontière et vers

la Struma. Cette dernière solution était admise ; mes propositions pour bluffer simplement l'ennemi étaient approuvées par télégramme du 20 mars ; toutefois pour bien me rendre responsable de ce qui pouvait advenir, en sortant des lignes du camp retranché, il m'était recommandé la prudence, vu les forces adverses.

Par contre je recevais une lettre, datée il est vrai du 10/3, m'indiquant nettement que les circonstances pouvaient amener à me prescrire d'attaquer à fond sans renfort et m'avertissant en outre qu'aucune nouvelle division anglaise ne pouvait être espérée.

Au fond, avec les éléments tels qu'ils étaient à Salonique je devais m'attendre à pouvoir être actionné pour tenter quelque chose et aller au-devant même d'un échec.

***

Cette nouvelle directive, l'entrée probable en ligne des Turcs à côté des Bulgares qui m'était annoncée, le refus de m'envoyer d'autres divisions qui m'était notifié me forçaient le 7 avril à compléter mes propositions offensives faites le 7 mars. J'indiquais que le synchronisme des attaques ne devait pas être recherché sur les divers théâtres d'opération, et que par suite j'avais déjà sans ordre amorcé mon offensive démonstrative ; je terminais en portant plus haut la question et en émettant carrément l'affirmation que « *l'offensive dans la force même du mot est uniquement réalisable sur le théâtre balkanique.* » (Voir in extenso aux annexes, lettre 849/3.)

Le 20 avril le G. Q. G. m'envoyait une réponse où rien n'était précisé, rien changé, où les renseignements sur les forces en présence étaient absolument erronés et où pour réfuter ma demande de ne pas attendre les chaleurs pour s'engager, il y avait cette phrase fatidique : « « *Deuxième guerre balkanique a*

débuté 28 juin et troupes européennes dans le passé et le présent ont entrepris en été expéditions coloniales, sous climats plus meurtriers sans avoir moyens qui sont dès maintenant à la disposition de l'armée d'Orient. »
(Voir in extenso télégramme aux annexes.)

***

Toutes les troupes qui devaient participer à cette offensive, avaient été poussées méthodiquement en avant, et chaque avance vers la frontière avait entraîné la construction de pistes et de routes. Le contact avec l'ennemi avait été pris et les escarmouches, surtout avec les Allemands, alternaient avec les canonnades qui s'intensifiaient sur certains points.

Sans vouloir insister sur ce déploiement, il n'est cependant pas inutile d'en donner une idée générale.

Le 13/3, une brigade de la 122e quitte le camp retranché, direction Amatovo, Smol. Le 21/3, une brigade de la 156e va à Avret-Hissar, en soutien sur le flanc droit de la brigade de la 122e. Le 30/3, une brigade de la 57e division est jetée vers Gramatna à droite de la cavalerie française et de la cavalerie anglaise, qui en entier escadronne avec pour centre Kukus. Dès le 31/3, nouveau bond en avant : la brigade de la 156e est sur le front Dragomir, Kirec, la brigade de la 57e occupe Janès, Gramatna, Alexia.

Conformément aux idées exposées dans ma note du 7/4, je continuais cette poussée vers la frontière jusqu'à mise en ligne complète des forces que je pouvais engager. Tandis que deux de nos régiments de cavalerie opéraient l'un vers Vodena, l'autre vers Livadi, le 17/4, une brigade anglaise relevait les éléments de la 57e division à Janès, le 28/4, la 17e division coloniale quittait la Chalcidique; le 1er 5 deux nouvelles brigades anglaises étaient avancées dans la zone Kukus, le 6/5, sauf trois bataillons français qui

étaient encore dans le camp retranché, le restant des 122e, 156e et 57e divisions rejoignaient les brigades au contact.

Le 27/5 ces trois derniers bataillons français étaient à leur tour remplacés par des Indo-Chinois et des Malgaches, et toute la 22e division anglaise entrait en ligne.

Le 28/5 la 17e division coloniale sur la route de Sérès avait des antennes au pont de la Struma, et dès le 10/5 une brigade de la 57e division dans le Krusa-Balkan s'installait à Dova-Tépé. En même temps pour arrêter la contre-bande à Florina, laissant tous dans l'incertitude de mes plans, je n'hésitai pas à lancer le 2/5 un bataillon de zouaves à la gare de Florina et les deux autres bataillons du 2e bis de zouaves s'avançaient au nord-est de Vodena, le 9/5.

*
* *

Tandis que s'exécutait cette marche à la frontière, avec les contacts et l'activité offensive qu'elle entrainait fatalement, l'armée serbe se constituait.

Le 1er janvier le roi Pierre de Serbie était arrivé à Salonique. Les Grecs, dont le félonisme à l'égard des Serbes n'était pas douteux, étaient fort émus. Les Serbes se réunissaient peu après à Corfou, où se trouvait une mission française de réorganisation, commandée par le général Pierron de Monlésir. Il me semble inutile de m'appesantir sur ce rouage qu'actionnait directement le G. Q. G. et dont l'existence permettait surtout de caser et de faire avancer sans risque une série d'officiers. Depuis la guerre on s'est ingénié ainsi à créer quantité de missions, commissions, délégations dont l'existence permet surtout que les responsabilités ne puissent jamais être établies et sert constamment à tout enchevêtrer, à tout embrouiller.

L'arrivée des Serbes de Corfou à Salonique, grâce à cette mission, grâce aux intrigues des Grecs qui ne voulaient pas leur laisser le passage sur leur territoire, subissait une foule de fluctuations. Je laisse de coté les ordres et contre-ordres qui me sont envoyés, la venue d'un membre de la mission avec un chiffre spécial. Je crois cependant impossible de jeter aux oubliettes le sans-gêne du chef de la mission, qui me forçait à écrire en France la lettre ci-dessous :

« *J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 2 avril au sujet de la liaison avec l'armée serbe.*

Je détacherai à chaque quartier général d'armée un officier, comme vous me l'avez indiqué. Quant aux trois officiers qui doivent faire la liaison avec le G. Q. G. serbe, le général de Mondésir m'a fait connaître qu'il avait demandé ces désignations. Je laisse de côté la valeur même de ces officiers que je connais d'ailleurs personnellement, mais je trouve extraordinaire que M. le général de Mondésir se soit permis de faire des propositions pour mon propre état-major sans demander mon assentiment, et sans même me prévenir. Je vous serais obligé si vous vouliez bien le prier de s'occuper à l'avenir de sa mission et non de mon commandement. »

Finalement, en avril, les transports avec les Serbes se succédaient et le 1er juin je télégraphiais en tête de mon compte rendu : « *Le débarquement des Serbes peut être considéré comme terminé : 118,000 hommes; reste à recevoir leur matériel et surtout l'artillerie.* »

Entre temps, sous l'inspiration de la mission vraisemblablement, je recevais un télégramme des Affaires étrangères m'accusant de m'être entendu avec le prince régent de Serbie pour un plan de campagne — et avec les Bulgares pour un rapprochement (voir aux annexes télégramme du 10 avril et mes réponses

des 11 et 12). Je démentis immédiatement ces âneries, qui me montraient que l'ennemi du dedans ne désarmait pas et que tout était prétexte pour essayer de ruiner ce qui était cependant si difficile à édifier en Orient.

Peu après, les paroles d'un officier de mon état-major, malade à Corfou, étaient également travesties ; pour couper court à ce genre de manœuvre, je rappelais l'officier qui n'avait jamais été envoyé en mission et qui ne pouvait être critiqué parce qu'il s'était fait avant la guerre une spécialité des questions balkaniques, qu'il connaissait admirablement.

Les Serbes s'organisaient cependant en Chalcidique ; en vain les Grecs essayaient de leur susciter des ennuis, en réquisitionnant par exemple tout le foin de la Chalcidique, où je les avait campés ; en vain, certains cherchaient-ils à soulever des incidents à Salonique ; je prévenais les Serbes qu'à Salonique ils n'étaient pas chez eux, que les Grecs les recevraient à coups de fusil s'ils voulaient s'implanter dans les casernes helléniques. Je remontais enfin le moral de ceux qui ne craignaient pas de m'annoncer que les Serbes avaient la nostalgie du pays et que par suite il fallait les laisser en Chalcidique à ne rien faire pour qu'ils ne désertent pas.

*
* *

Avant que cette armée serbe ne fût sortie des limbes, j'avais d'ailleurs reçu un télégramme très net qui remplaçait par suite les directives confuses et précédentes, et spécifiait qu'avec les troupes dont je disposais, il me fallait passer à l'offensive. « *Armée d'Orient attaquera toutes forces réunies au moment que je jugerai opportun.* » Signé Joffre. (Voir annexes, télégramme 9137 du 30 avril.) Je répondis en envoyant le plan demandé (923/3 du 3 mai) sans faire allusion

à la phrase de tête du télégramme précité 9137 : « *Ne doit pas être communiqué au commandement anglais.* » Le G. Q. G. a toujours eu des manières spéciales de comprendre les alliances.

Au reçu de mon télégramme 923/3 il trouvait que je n'avais pas changé mon fusil d'épaule et que je reproduisais mon plan de mars bien que je n'eusse que quinze divisions au lieu des vingt et une que j'avais alors demandées pour agir. Le 7 mai (voir le n° 946/3 aux annexes), je répondis que j'avais diminué l'amplitude de mes mouvements relativement au front, désaxé vers l'Est le centre de gravité des Serbes, mais que les conditions générales où j'évoluais imposaient au fond un dispositif général identique à celui que j'avais dès mars préconisé. Le G. Q. G. avait voulu me faire dire que j'avais assez de troupes pour la mission qu'il m'imposait ; le piège était vraiment trop apparent.

*
* *

Quelque temps après, j'étais douloureusement surpris, par deux actes du gouvernement britannique.

L'amiral de Robeck qui commandait à Moudros et par suite à Salonique, recevait un commandement dans la mer du Nord. J'ai toujours eu d'excellents rapports avec la Marine britannique à Salonique, mais plus que tout autre de ses amiraux, l'amiral de Robeck m'avait donné l'impression d'un vrai marin et j'ajouterai que par sa largeur de vues il tranchait nettement sur ses compatriotes.

Le général Mahon, avec qui j'avais vécu les durs jours du repli de Serbie, était disgracié et désigné pour un commandement en Egypte. Il était trop francophile, trop ententiste dans le beau sens du mot ; il n'avait pas voulu se défaire de son chef d'état-

major qui marchait sans cesse contre lui. Il avait été brutalement frappé.

Chantilly avait fait de bons élèves à Londres. (Je ne dis pas que Chantilly avait demandé à Londres cette relève, comme il m'a été assuré.)

Le général Mahon était remplacé par le général Milne, ami personnel du général Robertson, et par suite opposé à tout ce qui touchait à l'expédition de Salonique. Dès nos premiers contacts, je trouvais un parfait gentleman, mais je sentais pourquoi il avait été mis à la tête des contingents britanniques. Il me déclarait qu'il ne pouvait bouger une unité sans en référer à Londres; je lui expliquais quel était le plan d'opérations que j'avais envoyé en France; il me faisait objection sur objection : il n'avait pas de troupes d'étapes, pas d'artillerie lourde, il ne disposait que de quelques pièces de montagne, etc... Je passais outre et continuai à tout disposer pour l'offensive qui m'était demandée.

Les Serbes n'étaient pas sous mes ordres. J'amorçais cependant leur départ en envoyant dans le pâté montagneux de la rive droite du Vardar avec 120 irréguliers le chef de partisans Babounik qui nous avait rendu des services en Serbie; pour arrêter toute liaison entre Athènes et l'ennemi, je dirigeais un ancien chef d'irréguliers à belle réputation, Popovich, avec 1.800 volontaires vers mon extrême gauche à l'effet de couper toute communication entre Florina et le Lac de Presba. J'essayais également de faire quelque chose avec les contingents slaves du Monténégro et des bouches du Cattaro, qui n'avaient pas voulu servir sous les Serbes et que j'avais acceptés. Je les envoyais vers Osin en pleine montagne, face à Huma. Depuis leur arrivée, ce bataillon avait bien donné; mais le roi de Monténégro, ou plutôt un de ses partisans sans mandat officiel, menait parmi ces soldats intrigues sur intrigues,

voulait les payer, cherchait à faire intervenir le Consul de Russie; je l'expulsai de Salonique; j'avais consenti à leur laisser arborer la cocarde monténégrine; les Serbes se trouvaient froissés de cette latitude : ils revendiquaient la Bosnie et la Dalmatie, et le port de la cocarde précitée reconnaissait, explicitement, disaient-ils, que ces aspirations n'étaient pas appuyées par l'Entente.

Je dus d'ailleurs peu après, pour indiscipline, désarmer ces contingents qui voulaient changer de nom, aller sur un terrain de leur choix, etc... Serbes et Monténégrins étaient ainsi mis d'accord.

*
* *

Un mouvement ennemi qui m'était signalé vers la Struma (zone Vetrina) m'amenait à porter une brigade de la 17e division coloniale le long de la Struma au nord de Kopriva, pour parer à toute éventualité.

Ce déplacement comme l'ensemble des mouvements prescrits pouvait être considéré comme répondant à la préparation de l'offensive qui m'avait été demandée. Je fus averti que tout allait être cependant remis en discussion comme l'indique le télégramme suivant, du S. R. d'Athènes. « *Le gouvernement anglais d'accord sur ce point avec partie de l'état-major français estime qu'il n'y a pas lieu de faire action offensive dans les Balkans et a donné des instructions au général anglais de Salonique pour qu'il oppose la force d'inertie à toute action de ce genre, évitant toutefois conflit direct avec le général Sarrail.* »

Je répondis que je signalais le fait à Chantilly, mais que je ne ferais pas allusion à l'attitude de l'état-major français; que notre ministre à Athènes devait à mon avis être saisi de l'attitude britannique et des procédés de l'état-major français pour que, s'il

le jugeait utile, le Quai d'Orsay fût averti à toutes fins utiles.

Je n'informais personne d'un incident encore plus discourtois.

Le général Milne faisait célébrer, quelques jours après, un service en l'honneur de lord Kitchener. Le général grec Moschopoulos, le général serbe Boyovitch y assistaient : avaient-ils été invités? Pour moi, à huit heures cinquante, mon officier de liaison était averti qu'il y avait une cérémonie à neuf heures. Le général Milne venait peu après, et pour expliquer la carence d'invitation prétextait un oubli de la part de cet officier, mais il laissait de côté la question heure.

J'aurais pu lui dire la vérité vraie. Mais en réalité, si sa visite n'était pas une excuse, elle prouvait qu'il avait senti l'inconvenance du procédé; c'était suffisant.

CHAPITRE VI

La Grèce de Constantin.

(20 décembre 1915-juin 1916.)

Depuis notre rentrée à Salonique, les Grecs devaient évidemment se montrer plus arrogants ou plus astucieux, pour miner notre influence et plaire au Kaiser. Mes comptes rendus énuméraient les incidents soulevés et solutionnés d'ailleurs sans grand bruit ; il suffit de savoir ce qui doit être voulu et de suivre la même ligne de conduite pour être maître des événements.

Je tenais également Paris au courant de ce que je pouvais savoir de la mentalité de Salonique. Je ne faisais ainsi que répondre à la demande que m'avait faite le ministre de la Guerre dans un télégramme de principe. Il n'était pas moins vrai qu'au quai d'Orsay certains trouvaient que je m'occupais ainsi de ce qui ne me regardait pas ; peut-on faire, cependant, même en temps de guerre, quelque chose de rationnel, si l'on ignore tout de l'ambiance dans laquelle on évolue ?

Il y avait en effet des sujets aigus de conflit, car ils touchaient à la fois à la sécurité de l'armée et à la

souveraineté grecque ; et comme de juste, ils restaient toujours en suspens malgré la conférence Pallis de décembre 1915 et les pourparlers de notre ministre à Athènes.

***

La rupture du pont de Demir-Hissar sur la Struma me tenait au cœur : vu la nature du lit du fleuve, je savais qu'il faudrait deux ou trois mois au moins pour rétablir ce pont et par suite sa mise hors de service s'imposait pour empêcher tout transport d'artillerie lourde ennemie par la Macédoine orientale.

D'autre part je ne voulais pas gêner par une sorte de coup de force les instructions du Quai d'Orsay que cherchait à faire prévaloir M. Guillemin. Je lui demandais donc son avis sur la question. Il en référa à Paris.

Les Affaires étrangères n'admettaient l'opération que si « *le général Sarrail peut répondre d'une part qu'aucun conflit n'aura lieu avec le détachement grec, et me donne l'assurance précise qu'il peut organiser un ravitaillement certain des troupes grecques restées au delà du pont...* » Au fond, c'était un refus poli de me laisser supprimer le pont.

Je ne pouvais que m'incliner, mais je le faisais en mettant les points sur les i comme l'indique mon télégramme n° 662/2 du 29 décembre 1915 : « *Pont Demir-Hissar est gardé par 10 sentinelles et 3 postes de 30, 40 et 50 hommes. Il peut par suite y avoir conflit si j'envoie détachement. Quant au ravitaillement les Grecs peuvent l'assurer par Cavalla, mais il est certain qu'ils publieront que nous les affamons. Ne pouvant par suite répondre qu'il n'y aura pas conflit, ne pouvant donner assurance que Grecs pourront être ravitaillés puisque j'ignore les approvisionnements entretenus à Serrès, Drama et Cavalla, les bateaux qu'ils peu-*

vent avoir pour aller à Cavalla et les ressources qu'ils peuvent faire venir de Bulgarie via Xanthi, je renonce à faire sauter le pont de Demir-Hissar bien que par cette décision l'attaque de Salonique se produira forcément beaucoup plus tôt et sera en outre beaucoup facilitée par l'apport d'artillerie lourde et de munitions. Il semblerait par suite indispensable de laisser état-major grec sous impression que je n'ai pas renoncé à ce projet. »

Cette question de possibilité d'utilisation des chemins de fer reparaissait du reste sous une autre forme. Le G. Q. G., contrairement aux instructions ci-dessus émanant du Quai d'Orsay, m'invitait à prendre une détermination générale au sujet des ponts de chemin de fer. Il m'était difficile d'admettre que pour des détails infimes on me ligotât comme c'était l'habitude et que je fusse laissé libre pour des faits qui pouvaient cependant « *entraîner des aléas militaires et des complications diplomatiques.* »

Je n'hésitai toutefois pas. Il y avait là pour moi une possibilité de sécurité pour le camp retranché de Salonique.

Je répondis nettement que j'envisageais un coup de force sur Demir-Hissar et que pour la ligne de Monastir, il y avait ou à détruire les ponts ou à faire revenir le matériel.

L'opération de Demir-Hissar eut donc lieu le 12 janvier 1916. Le commandant Delaunay, de mon état-major, avec trois compagnies en était chargé. Le général Moschopoulos prévenu par sa couverture m'envoyait un officier pour me demander de laisser un détachement français sur le pont mais de ne pas le détruire. Il était midi. Le pont avait sauté à 9 h. 30.

Comme je l'indiquais dans mon compte rendu journalier du 14, l'opération avait été ainsi conduite : « *Compagnie garde-pont a référé téléphoniquement à général commandant 6e division qui a cherché à gagner*

du temps, a déclaré que j'étais en conférence avec général Mahon et général Moschopoulos, que ce dernier communiquait avec Athènes, etc. En même temps des forces grecques étaient acheminées vers pont pour que devant leur supériorité numérique, mes trois compagnies soient intimidées et forcées de se replier. Commandant Delaunay de mon état-major comprenant situation a brusqué mouvement et a tout fait sauter. » Le général Bairas qui commandait la 6e division hellénique m'avait suivant l'usage envoyé une protestation. Elle fut classée.

Pour mettre d'ailleurs la ligne ferrée complètement hors d'usage pour longtemps, je faisais sauter quatre nouveaux ponts dans la région Kilindir-Hirsova.

Les Grecs soulevaient immédiatement la question ravitaillement de leurs 4e et 5e corps qui cantonnaient à l'est de la Struma. Le 15/1, je répondais en montrant les conditions dans lesquelles ces deux corps se trouvaient à ce sujet, et j'ajoutais que pour le ravitaillement d'un régiment de couverture entre Doiran et Demir-Hissar, j'envoyais une compagnie du train française. Le 31/1, je signalais que les Grecs n'avaient plus besoin de ce concours. L'incident était clos. Mais il avait porté.

En effet, le 16 janvier je devais assister chez un banquier français à un dîner, suivi de soirée, à l'effet de me mettre en relations plus intimes avec le général Moschopoulos et les officiers hellènes. Le général ne vint pas. Par son ordre, aucun officier grec ne parut. Je rendais compte dans mon télégramme journalier.

Le lendemain 17, mon compte rendu était presque uniquement rempli par un incident gréco-britannique. Un peloton de cavalerie hellénique, sabre au clair, avait chargé des soldats anglais qui travaillaient sans armes et en avait blessé trois.

***

Malgré ce conflit les tractations ne cessaient cependant pas entre la Grèce de Constantin et l'Angleterre. L'attaché militaire anglais, Cunningham, était le trait-d'union entre Athènes et Londres. M. Guillemin me mettait au courant d'une combinaison élaborée entre cet officier et le lieutenant-colonel Métaxas, sous-chef de l'état-major général grec, officier de valeur mais beaucoup plus germanophile que le chef d'état-major lui-même, le général Dousmanis. Il s'agissait de grouper toute l'armée grecque à Volo, Ekaterini, Cavalla. Je répondis à notre ministre qu'il n'y avait qu'à rejeter ces propositions.

Questionné par le G. Q. G. sur le même sujet, et sur l'opportunité d'une démobilisation grecque, je ne cachai pas mon sentiment, il n'y avait qu'à ne pas se mêler de ces questions ; il ne fallait être ni dupes ni complices.

« *Concentration grecque à Cavalla, Volo, Ekaterini, laisserait Macédoine grecque à ennemis qui pourraient s'y ravitailler tandis qu'en Macédoine serbe ils n'ont rien. Elle leur permettrait de ne plus craindre des contacts avec certaines troupes grecques, qui désirent combattre Bulgares ; les 4e et 5e corps remplis d'officiers venizelistes sont dans ce cas. Elle laisserait toute liberté de manœuvre à ennemis. Je suis, par suite, d'avis de ne pas nous mêler de cette proposition ou de la rejeter. Au reste, Grecs sont sur le point de se retirer. Ils n'ont qu'à le faire. La situation deviendra la même, mais ils ne pourront pas rejeter sur nous cette retraite et nous ne serons pas liés dans l'avenir en aucune façon.*

En ce qui concerne démobilisation, je vous ai rendu compte que cet acte était envisagé par état-major grec. Il n'y a donc pas également à soulever cette question qui retombera sur roi ; Grecs ne pourront comprendre qu'ils

aient été mobilisés puis démobilisés pour rien. Au point de vue militaire il n'y a aucun intérêt à avoir Grecs mobilisés puisqu'ils ne veulent pas marcher avec nous, et qu'ils n'ont qu'un rêve, les soldats, avoir de la farine et ne pas combattre, les officiers, avoir leur solde et ne pas combattre.

En résumé : pour l'une et l'autre question, il faut que le gouvernement grec en assume l'entière responsabilité, qu'il ne puisse se couvrir par une pression des puissances alliées, l'armée grecque ne devant par « ordre royal » jouer aucun rôle lors de l'invasion par ennemis de la Macédoine grecque. »

Le lendemain, 28/1, dans mon compte rendu journalier j'ajoutais : « *Le général Mahon a donné télégraphiquement avis qu'il y avait lieu de rejeter les pourparlers Metaxas-Cunningham. Le télégramme anglais portait d'ailleurs qu'Alliés s'engageaient si Grecs se retiraient à Cavalla, Volo, Ekaterini, de ne débarquer sur aucun point de la Grèce.* »

Le 8/2, M. Cunningham essayait une nouvelle tentative.

Je rendais compte le soir après en avoir causé avec le général Mahon, « *qu'il avait été au bureau de renseignements anglais, mais ne s'était pas présenté au général, pas plus qu'à moi, et qu'il avait passé tout son temps à l'état-major grec.* »

Le général Mahon devait demander la relève de cet extraordinaire attaché militaire. Faut-il ajouter *a posteriori* que la proposition Metaxas-Cunningham était le projet de Falkenhausen ? (Dépêche interceptée du 4 janvier 1916.) J'avais vu clair dans le jeu grec.

Je ne m'étais pas trompé non plus quand le général Moschopoulos me faisait sonder et avait eu le front de déclarer que les Bulgares reculeraient, que nous n'avions qu'à marcher et que les Grecs nous suivraient, sous réserve toutefois, qu'à côté de nos 150.000 hommes, il arrivât encore 300.000 Français

et 300.000 Anglais. J'avais haussé les épaules! Il n'était pas permis de lancer de pareilles affirmations lorsqu'on portait un uniforme de général.

Le G. Q. G. me télégraphiait entre temps que je n'avais rien à refuser aux demandes des Grecs.

Or, parallèlement à ces directives, l'amiral Gaucher, qui commandait à Salonique, recevait l'ordre du ministre de la Marine de clore définitivement les difficultés au sujet des batteries de Kara-Borum, en occupant lesdites batteries. Le gouvernement cependant aurait, paraît-il, voulu que nous y allions, mais sans en chasser les Grecs.

A une demande d'explication sur ce qui s'était passé, je répondais le 30 janvier par le compte rendu détaillé ci-dessous :

Réponse à 14136.

« *Amiral ayant reçu ordre d'occuper pointe m'a demandé coopération, compagnies débarquement ne pouvant pas être suffisantes ; ai envoyé un bataillon zouaves, deux batteries montagne, deux pelotons cavalerie qui le 27 ont bivouaqué 10 kilomètres sud Salonique. Le 28, tandis que ce détachement se portait par marche nuit sur Kara, deux bataillons français et deux bataillons anglais avec trois batteries à cheval allaient bivouaquer à sortie sud Salonique pour arrêter éventuellement marche troupes grecques allant intérieur de Salonique à Kara-Borum, comme fait s'était passé à Demi-Hissar où brigade grecque alertée avait marché sur pont. Détachement s'est présenté devant les quatre ouvrages de la presqu'île vers neuf heures. Lieutenant-colonel commandant a fait venir commandant place et lui a demandé d'occuper les forts qui entourent complètement pointe. Après série pourparlers, Grecs ont laissé facilement zouaves entrer, mais Anglais, compagnie débarquement ont eu nombreuses difficultés sur petit ouvrage sud. Lieutenant-colonel grec arrivé vers midi a voulu tout remettre en question. A été prévenu que si à*

une heure trente garnison n'avait pas évacué, flotte bombarderait comme il avait été donné ordre : « Sommer le gouverneur d'évacuer, éviter si possible toute effusion de sang, mais occuper la pointe ». Colonel a acquiescé; au reste colonel grec Messala directeur arrière avait téléphoné de Salonique de se soumettre à la force sans opposer de résistance. Vapeur grec « Samos » emporta le soir moitié garnison grecque et le 29 au matin l'autre moitié. Un sous-officier et quatre Grecs restés seuls avec détachement français, compagnies de débarquement françaises et anglaises, détachement marins « Piémonte » et « Askold 3 ».

*
* *

Pour pallier l'acte d'énergie de Kara-Borum, Légation d'Athènes, Quai d'Orsay, et G. Q. G. continuaient à m'envoyer télégrammes sur télégrammes, m'invitant à me montrer conciliant avec les Grecs.

M. Guillemin me demandait enfin d'aller voir le roi de Grèce pour adoucir les frictions. J'y fus autorisé. L'idée de cette entrevue ne datait pas de cette époque; dès le 27 octobre 1915, j'avais déjà télégraphié à ce sujet : « *Bruit m'a été rapporté qu'Allemands auraient fait informer Roi qu'alliés voulaient le recevoir officiellement s'il venait à Salonique. Il semble inutile de vous dire que cette assertion est sans fondement. S'il vient j'ai l'intention de m'inscrire chez lui, comme je l'ai fait pour le prince André et le Diadoque. J'ajouterai toutefois, que je ne verrai aucun inconvénient à être reçu mais en tout état de cause je me conformerai aux désirs que vous pourrez exprimer à ce sujet* ».

Dès mon retour d'Athènes je rendais compte ainsi qu'il suit :

Télégramme 713/3 du 23/2.

« *J'arrive d'Athènes. Entrevue avec le Roi très courtoise. Avons parlé de généralités militaires, puis de*

Salonique, dont il trouve le périmètre trop étendu pour effectif armée grecque lorsque nous lui aurons rendu cette ville. M'a longuement parlé de neutralité. Lui ai dit que jamais il n'y avait eu pression pour l'en faire sortir. Lui ayant montré entre autres preuves qu'aucun plan d'opérations commun n'avait été envisagé, m'a répondu qu'Anglais avaient fait certains pourparlers en ce sens. Ai renouvelé alors affirmation de son droit absolu à ce sujet. Avons parlé de Demir-Hissar et Kara-Burun. Lui ai donné explications détaillées et basées sur nécessités militaires. N'ai pas eu de réponse.

Ai demandé où en était question ponts ligne Monastir. M'a dit de m'entendre avec général Moschopoulos. Ai profité de circonstance pour lui rappeler ou faire connaître série incidents sur télégraphes ou chemins de fer dus, lui ai-je dit, probablement à subalternes trop zélés. Lui ai d'ailleurs assuré que je n'avais jamais voulu blesser le peuple grec et son roi. En partant, ai renouvelé cette assurance pour le passé et l'avenir et l'ai assuré que s'il voulait jamais sortir de neutralité, je serais heureux de venir prendre à Athènes les directives fruits de sa connaissance du pays et de son passé militaire. Lui ai dit enfin que s'il venait à Salonique je serais heureux de lui montrer notre organisation.

A déjeuner, vu colonel Metaxas qui me paraît être cheville ouvrière d'état-major grec et tendances allemandes, général Dousmanis qui a insisté sur reconstruction ligne Guevguéli et sur forces allemandes.

Ai visité Skouloudis qui a protesté contre arrestations suspects à Salonique et aurait voulu que désormais je les signale à Préfet pour renvoi. M'a parlé de bombardement imminent de Salonique. Lui ai répondu qu'artillerie ennemie serait trop loin. A évité de me répondre sur situation future de la Macédoine évacuée par troupes hellènes. M'a paru aussi fourbe qu'aimable.

Ai visité Vénizelos qui espère toujours que Grèce marchera et m'a parlé état armée hellénique qu'il fau-

drait remonter avant de l'utiliser. Chaussures usées. Vivres employés non remplacés. Effectif considérable chevaux morts.

Vu également Zaïmis, franc et courtois.

En résumé ai nettement impression que président du Conseil et état-major étaient, sont et continueront à être pour Allemagne; que Roi veut rester neutre, éviter tout incident avec nous qui pourrait le diminuer ou avoir une répercussion en Grèce et qu'il observera une neutralité bienveillante, malveillante ou réelle ».

J'ajouterai aux appréciations données ce que je ne pouvais mettre dans un télégramme officiel : Zaïmis m'a rappelé un homme d'Etat, c'est-à-dire quelqu'un sachant ce qu'il voulait au point de vue politique, ayant sans doute ses tendances mais les exposant nettement. Je me suis permis de lui dire de ne pas rester plus longtemps dans la coulisse et de prendre les rênes du gouvernement, ce qui serait un bien pour les Grecs et les Alliés. La manière de discuter de M. Skouloudis, aussi cauteleuse que fuyante, m'a produit une impression pénible : c'est le traître du drame du vieux répertoire; il fera dire ce qu'on n'a jamais dit, il jouera de sa vieillesse, il est apte à tout, sauf peut-être à bien faire; il est capable de tout, sauf peut-être de ce qui est la justice et la vérité.

M. Vénizelos est quelqu'un; il est facile de s'en convaincre même si l'on ne partage pas ses idées; il n'ignore pas les points faibles de l'avenir grec et il ne lésine pas pour demander à ce sujet aide et secours; il voit évidemment grand, trop grand peut-être comme l'en accusent certains; mais il sent que sa patrie doit vivre, qu'elle le peut, et il le voudrait. Il est souvent très prudent, trop parfois, car sans doute toute la Grèce libérale et certainement la plus grande Grèce s'incarne en lui; il pourrait, je crois, déclancher un mouvement révolutionnaire, mais il hésite devant l'inorganisation de l'armée hellénique,

du passé dans lequel l'Entente n'a été qu'incohérente, la royauté anti-constitutionnelle, le pays appauvri, divisé et sans ressort.

Le Roi est un violent quand on n'est pas de son avis; dans notre conversation il a cependant été calme; à peine deux fois ai-je vu ses pieds s'agiter autour des barreaux de sa chaise. Il a voulu également deux ou trois fois faire des effets; je les lui ai coupés. Il n'a que l'auréole, l'étoffe et la valeur que peuvent donner, avec un passé militaire un instant heureux, le grade ou plutôt le rang inscrit à la fois dans l'Annuaire et le Gotha.

***

Ce voyage me permit dès mon retour de trancher la question toujours en suspens des ponts de chemins de fer de Monastir. « *Occuperai quatre ponts Vodena avec 50 hommes sur chaque et viaduc Sorovitch avec 100 hommes le 1er mars, Grèce étant à l'Est moi à l'Ouest de chaque ouvrage dont je préparerai la destruction.* (Compte rendu journalier 27/2.)

Rien ne changeait cependant dans l'attitude grecque.

Je crois devoir signaler mon compte rendu du 18 mars : le général Moschopoulos, qui jouait toujours double jeu, voulait m'amener à prendre position en refaisant sien, sous une autre forme, le projet Metaxas-Cunningham; les 4e et 5e corps devaient aller à Drama, Serrès, Cavalla, le 3e en Macédoine occidentale, le 2e à Larissa, le 1er restant vers Athènes. « *Lui ai dit que si l'armée grecque devait s'en aller devant toute marche en avant de l'ennemi, cette concentration m'importait peu.* » Le général Moschopoulos, après avoir à son tour fait revivre ce fameux projet, allait plus loin : il m'offrait de déterminer, vu sa connaissance du pays, le point le plus sen-

sible pour les Bulgares ; il aurait ainsi télégraphié à Athènes, et Berlin aurait été prévenu; je lui laissai faire un cours de géographie macédonienne, et ne lui dis rien de mes projets : à Grec, Grec et demi.

Les tractations Athènes, Sofia, ne faisaient d'ailleurs pour moi aucun doute.

Le 1/4, je rendais compte qu'en Macédoine occidentale, les Grecs avaient reçu l'ordre de livrer leurs forts aux bulgares si ceux-ci se présentaient; et je terminais ainsi : « *Culasses canons sont déjà enlevées.* » J'ajoutais (Télégramme du 5/5.) : « *Grecs ont évacué artillerie de forts frontière Rupel et Dova Tépé : magasin de vivres de Serrès pour 6e division a été repoussé vers Drama.* » En présence de ces renseignements, ne pouvant pas laisser les Bulgares se substituer aux Grecs à Dova Tépé, dans le Krusa-Balkan où j'étais, j'avais fait occuper le 10/5 ce fort, sans incident d'ailleurs.

Restait Rupel ! tout à fait en dehors de notre zone d'action, je ne pouvais songer, avec les faibles effectifs que j'avais, à faire à Rupel ce que j'avais fait à Dova-Tépé.

Soit pour savoir quelles étaient mes intentions à ce sujet, soit pour rejeter sur mon abstention l'occupation de ce point par les Bulgares, des officiers grecs venaient m'entretenir de l'importance militaire de ce fort pour la couverture et la défense de la Macédoine orientale.

Certains savaient que j'avais toujours protesté contre l'évacuation du territoire français après la bataille qui a reçu le nom de Charleroi. Ils ne se rendaient pas compte qu'une évacuation en territoire national ou en territoire neutre, pour ne pas dire ennemi, ne peut et ne doit être envisagée de la même façon.

Dans tout territoire non national Napoléon mettait sa couverture et sa ligne de résistance au mieux

de ses effectifs et de ses projets ; la même conduite s'imposait en Macédoine.

Le 26 mai, les Bulgares d'accord avec les Grecs, (des télégrammes saisis me permettent de l'affirmer), poussaient dans la vallée de la Struma. Je faisais immédiatement dire au général Moschopoulos de faire évacuer toute la zone de Poroj par sa couverture et sa gendarmerie. Je désirais une situation franche : Français d'un côté, Bulgares de l'autre.

Le 27 je télégraphiais : « *Bulgares ont occupé fort Rupel autres positions fortifiées plus au nord et hauteurs entourant pont Demir-Hissar. Aucune attaque vers Poroj.* »

Cet événement et l'accord gréco-bulgare connu à Salonique soulevaient de véritables manifestations le 28 mai. Le 31 l'ancien consul de France venait m'offrir de faire agiter à Athènes la question de changement de ministère.

Je refusai d'entrer dans cette voie.

Dès le 28 j'avais porté la question à Paris. Il devenait tout à fait urgent de proclamer l'état de siège à Salonique.

***

Il y avait longtemps que je cherchais à me soustraire aux fourberies de la politique grecque et à être maître chez moi. Je n'ai jamais aimé vivre au jour le jour et me transformer en roseau soumis à tous les vents.

Le 27/12 je télégraphiais déjà à M. Guillemin : « *A mon avis rien n'est changé depuis que nous sommes rentrés de Serbie. Je n'ai jamais varié dans ma ligne de conduite par rapport aux Grecs. Je crois en effet que même en Orient, il n'y a pas à osciller sans cesse, en usant un jour de la manière forte et le lendemain de la manière douce.* »

En février par exemple, après l'incursion d'un Zeppelin, j'avais été forcé de demander au Préfet de vouloir bien faire éteindre le gaz. Le G. Q. G. sollicité pour que je pusse proclamer l'état de siège m'avait autorisé, sans m'autoriser, et m'avait tout d'abord invité à consulter le ministre de France à Athènes. Celui-ci, devant les ordres de conciliation émanant du Quai d'Orsay, n'avait pu donner un assentiment ferme, et comme pour le pont de Demir-Ilissar, j'avais dû provisoirement enterrer l'affaire. Les besoins réels de l'armée d'Orient étaient sacrifiés, mais le G. Q. G. avait montré encore une fois qu'il se réservait pour l'avenir une chance de plus pour pêcher en eau trouble.

Lorsqu'une opération offensive contre les Germano-Bulgares m'avait été demandée, j'avais réclamé à nouveau l'état de siège, pour ne pas être sur mes derrières à la merci des Grecs. « *Depuis quelque temps, difficultés toutes sortes se multiplient avec Grecs, dont certains, quoique courtois, ne font rien de ce qui est demandé. Je citerai presse non poursuivie par procureur, postes et télégraphes dont contrôle unique est fait sur nous par Grecs, télégraphie sans fil qui brouille nos communications, gendarmerie qui sert de guides à Allemands, leur font signaux lumineux, interviennent brutalement pour empêcher routes à nos troupes ; chemins de fer où 700 employés triés sur le volet font espionnage plus ou moins déguisé; gendarmerie crétoise plutôt ententiste va être dispersée, et dans armée, tout officier qui nous fréquente, est signalé, ordre Dousmanis. A cette situation il n'y a qu'un remède : état de siège. Au moment où mes opérations militaires vont s'activer, où Serbes arrivent et vont être espionnés et traqués par ordre grec, il est indispensable que armée d'Orient ne soit pas en tutelle de tous les fonctionnaires grecs de Salonique, journellement par téléphone, par état-major et ministres intéressés grecs. Je demande*

à proclamer immédiatement état de siège qui nous libérera de cette situation subordonnée fausse et inadmissible. »

A ce télégramme j'avais reçu comme réponse que l'état de siège ne pouvait être établi que lorsque l'Angleterre aurait donné son consentement et que la Grèce aurait été prévenue.

L'Angleterre refusait évidemment son autorisation.

Sans me laisser démonter, je répondis que si on voulait me laisser la latitude de prendre sous ma responsabilité une série de mesures que j'indiquais, je me contentais de cette demi-satisfaction. (Voir aux annexes détail des mesures, télégramme du 4 mai.)

L'avance bulgare sur Rupel finissait par dessiller les yeux. Un télégramme du président du Conseil envoyé le 1er juin par M. Guillemin me laissait libre de proclamer l'état de siège (voir ce télégramme 233 aux annexes). Je devais m'entendre à ce sujet avec le ministre de France à Athènes. M. Guillemin m'avait déjà prié le 31 mai (voir aux annexes n° 232) de ne pas proclamer l'état de siège, mettant en avant M. Vénizelos qui, je l'ai su 24 heures après, avait l'intention de tenter la proclamation d'un gouvernement provisoire à Salonique, dirigé contre les Bulgares mais non contre le roi. Toutefois, en présence du télégramme de M. Briand, M. Guillemin me télégraphiait le 1er juin qu'il irait informer Skouloudis que j'étais forcé d'arrêter certaines mesures que comportait la situation militaire créée par l'avance bulgare. (Voir télégramme aux annexes.)

J'en profitai pour lui annoncer sous le n° 2484/2 (voir aux annexes) que le 3 juin l'état de siège serait proclamé et j'ajoutai « in fine » au sujet du gouvernement provisoire de Vénizelos « *mouvement qu'il ne pouvait m'appartenir d'envisager que si officiellement ou officieusement, des directives m'étaient en-*

voyiez ou en d'autres termes, si explicitement ou tacitement il m'était permis d'agir ou laisser faire. »

***

Cependant les Anglais, que j'avisais de ma décision, refusaient de participer à la mise en état de siège de Salonique, n'ayant pas d'ordres de leur gouvernement. Je répondis simplement au général Milne que je me passerais du concours de la gendarmerie britannique.

Devant cette décision, le général me faisait dire que les gendarmes seraient à ma disposition. Mais à 22 heures, le 2, il venait me demander de reculer la date de la proclamation de l'état de siège, vu la fête du roi de Grèce qui tombait ce jour-là; je refusai, attendu que je ne m'occupais nullement du roi mais simplement de la sécurité de l'armée d'Orient. Il m'offrit alors des troupes; je déclarai que c'était inutile, que ses gendarmes me suffiraient.

Le général Milne, par courtoisie paraît-il, avait demandé d'ailleurs au général Moschopoulos à aller au Te Deum qui devait être chanté le 3 au matin. Le général Moschopoulos, à qui j'avais notifié la proclamation de l'état de siège, donnait l'ordre aux troupes commandées pour la cérémonie de rentrer dans leurs casernes attendu, disait-il dans un télégramme d'ailleurs erroné, qu'il était humiliant de fêter la fête de S. M. le roi sous la force des canons et des mitrailleuses.

Malgré tout, le 3 au soir, l'état de siège restreint que j'envisageais avait été proclamé avec plein succès comme l'exposait mon télégramme 2506/2 (voir aux annexes).

Ainsi que je l'indiquais, le général Moschopoulos avait inutilement tenté de m'arrêter en m'opposant le général Milne; en vain des demandes de rensei-

gnements m'étaient également faites par le général Milne ; en vain le général Moschopoulos essayait le 4 de soustraire la gendarmerie grecque à ma direction : celle-ci me faisait d'ailleurs dire que, si cela devenait nécessaire, elle refuserait de ne pas m'obéir. Le 6, le blocus économique des côtes grecques ayant été proclamé, j'en profitais pour faire remplacer par un officier français, l'officier grec du port.

Le 7 je demandais au général Milne de mettre le contrôle sur la douane grecque ; il me répondait qu'il préférait que ce fussent les Français : j'accédais à son désir, et, sans incident, malgré une compagnie grecque, je prenais la direction et le contrôle des douanes.

Désormais, à Salonique, les Grecs ne régnaient plus en maîtres.

***

Je m'efforçais d'ailleurs de leur procurer ce qui leur manquait, et de favoriser leur commerce ; la commission de ravitaillement que j'avais instituée à cet effet me rendait les services les plus signalés ; et dans un autre ordre d'idées, pour bien montrer tout l'intérêt que j'attachais aux choses grecques je faisais entreprendre des fouilles et recherches archéologiques.

Pour terminer ce trop long exposé des événements grecs dans le premier semestre de 1916, il semble nécessaire d'ajouter que le général Moschopoulos continuait son jeu de bascule ; quand je lui demandais de se séparer de certains collaborateurs trop germanophiles, il répondait simplement par le télégramme suivant envoyé à Athènes et que j'ai eu plus tard entre les mains : « *Il m'a été demandé d'éloigner d'ici, soit pour des raisons de permission soit pour des raisons de service, le colonel Messala et les lieutenants-colonels Grouveli et Boukloki ; pour éviter leur renvoi, j'ai répondu qu'ils n'étaient pas sous mes ordres.* »

En Grèce la parole d'un général n'aurait-elle pas la même valeur qu'en France?

J'essayais d'ailleurs de mettre en lumière ce qu'était la Grèce dans la lettre suivante que j'envoyais à la date du 27 avril au sujet de la propagande à faire en regard de la neutralité grecque. Elle résume la situation à cette époque.

« *J'ai l'honneur de vous fournir, ci-dessous, les renseignements que vous m'avez demandés sous le n° 8791 M au sujet de la propagande à faire dans la zone de l'armée d'Orient.*

1° Il n'existe pas à Salonique, pas plus qu'à Athènes, de préjugé défavorable à la France. Le peuple est pour nous; la plus grande partie de la bourgeoisie également; de l'autre côté il y a le roi qui entraîne tout l'état-major de l'armée et la majorité des officiers. Le roi croit à la force allemande, il est, d'ailleurs, vraisemblablement lié par une convention avec le Kaiser; c'est un Allemand — quoiqu'on puisse dire; l'autocratie de son beau-frère lui plaît; il la copie; état-major, officiers, fonctionnaires suivent; il n'y a donc rien à tenter.

Rien, parce que le roi ne raisonne pas, et ordonne; rien, parce que l'armée ne veut pas se battre, a trouvé dans son roi le protagoniste de la neutralité quand même; rien, parce que les fonctionnaires et le parti gouvernemental croient à l'infaillibilité militaire du vainqueur des dernières guerres balkaniques, et a le besoin inconscient d'avoir un maître qui pense, parle, et agit en son nom.

Il n'existe aucune défaveur sur l'armée française; il n'y a jamais eu à son sujet de notes désagréables. Mais le parti anti-ententiste, tout en lui rendant hommage, ne se cache pas pour exalter l'armée allemande, qu'il ne connaît d'ailleurs pas et à laquelle il prête toutes les qualités de l'inconnu vanté. Des notes, des articles sur les points faibles de l'armée allemande changeraient-ils cette mentalité? Je ne le crois pas. Pour tout Grec,

vraiment royaliste, la force de l'armée allemande est un dogme. Aucun raisonnement, aucune preuve n'abattra ce qui est dogme.

Notre action militaire n'a plus été critiquée depuis notre repli de Serbie; l'organisation de Salonique a produit même une certaine impression; rares commencent à être ceux qui croient encore à une offensive germano-bulgare: il n'y a donc pas à défendre ce qui a été fait, ce qui paraît pouvoir être engagé.

2° Presse. — *La presse qui se publie à Athènes est directement actionnée par le ministre de France; il ne m'appartient pas par suite de pouvoir donner à ce sujet des renseignements circonstanciés. Quant à celle de Salonique elle commence à mettre une sourdine à ses calomnies ou mensonges pour de nombreuses raisons. Deux journaux en langue française* (l'Opinion et l'Indépendant) *sont, depuis avant les hostilités, subventionnés. Deux nouveaux venus en langue française* (la Tribune, la Dépêche de Salonique) *espèrent une subvention et envoient chaque jour un reporter à l'armée chercher les communiqués.* Le Courrier de Salonique *qui se publie également en français et est nettement germanophile m'a récemment envoyé un reçu de 1.000 francs; j'ai conservé le reçu et n'ai pas donné les 1.000 francs; si sa polémique contre nous ne cesse pas, je ferai état du reçu.*

En langue grecque il y a la Makédonia; *M. Vénizelos la subventionne et elle a toujours marché pour nous. Le plus gros tirage des journaux grecs est le* Phos, *très lu dans l'armée grecque; il y a chaque jour des articles contre nous; M. Vénizelos a, paraît-il, donné une mensualité et les attaques commencent à perdre d'intensité.*

Ensuite il y a le Nea Alithia *de la même nuance; à la suite d'une série de fausses nouvelles, j'ai fait occuper pendant huit jours son imprimerie; j'espère que cette suspension* manu militari *lui donnera à réfléchir*

et que l'ardeur de ses convictions s'éteindra peu à peu. J'ai menacé l'organe turc du même traitement (Yeni-Assar), *enfin deux feuilles publiées en judeo-espagnol évoluent plutôt dans la teinte neutre et une troisième a des tendances germano-bulgares; Salonique est en effet une ville juive* (*70 à 80.000 israélites*) *et les juifs préfèrent à la domination grecque n'importe quelle autre domination. Le gouvernement serbe vient de créer un organe; la liaison serbe avait déjà un journal.*

La presse locale est par suite devenue plutôt favorable, mais Athènes a de nombreux correspondants à Salonique, et le télégraphe est entre les mains du gouvernement grec; tout ce qui est défavorable à l'entente, tout ce qui peut être inventé contre elle est immédiatement télégraphié à Athènes. Il est par suite indispensable de prendre le plus tôt possible le contrôle du télégraphe.

3° Il ressort de cet exposé sommaire que l'opinion de Salonique est française, que seul le gouvernement grec et ses séides sont contre nous, parce que le roi le veut ainsi. Il n'y a donc pas à convaincre ceux qui sont déjà convaincus; il n'y a pas à vouloir discuter avec ceux qui n'ont jamais discuté et ne s'inclinent à tort ou à raison que devant la force réelle ou supposée; il faut frapper à la tête, s'attaquer franchement et carrément à l'unique ennemi : le roi. »

CHAPITRE VII

Une comédie athénienne au XX^e^ siècle.

(15 au 22 juin 1916.)

Vu la tournure et l'importance des événements, cette note avait été rédigée à part dès juillet 1916.

Au commencement de juin, une sorte de blocus, les Grecs disaient rétention, avait été établi sur les côtes grecques, par ordre de Paris et Londres, pour peser sur la Grèce et lui montrer qu'elle était à notre merci.

Quelques jours après une note était remise au gouvernement hellénique ; elle visait surtout la démobilisation grecque.

Mais faute d'entente entre Paris et Londres, elle ne posait pas la question sur le terrain même où elle aurait dû être placée : changement de gouvernement au moyen des élections, ou par le rappel de la seule chambre légalement élue.

UNE COMÉDIE ATHÉNIENNE EN 1916

(Fragment d'histoire diplomatique et militaire.)

Depuis de longs mois revenait dans les instructions du Quai d'Orsay, comme dans celles de Chantilly, un leit motiv : « l'alliance avec la Grèce est possible et désirable. »

Que la Grèce foulât aux pieds ses engagements passés avec la Serbie, qu'elle fût sur le point d'être

violée par la Bulgarie, qu'elle se livrât au moins en partie à la coalition germano-bulgare, que M. Romanos son représentant à Paris exposât ou non les raisons d'une irraisonnable conduite, toujours tout se résumait en cette unique et non discutée directive renouvelée de la « Belle Hélène », « Il nous faut la Grèce, nous voulons la Grèce. »

Cependant, en juin advint un orage. Il semble nécessaire de l'étudier. Le simple exposé des faits montrera où une nation forte peut aller, quand ceux qui gouvernent veulent sans vouloir, quand les chefs militaires ordonnent sans vue d'ensemble, sans coordination, quand le pouvoir militaire ignore le pouvoir civil, quand personne n'est à sa place et quand tout finalement est réglé par la vieille divinité hellène « Hasard. »

PROLOGUE

Au commencement du mois de juin, j'étais averti par le ministre de France à Athènes que des troubles s'étaient produits, fomentés par le gouvernement royal. Policiers et soldats avaient arrêté tous gens venant de Phalère à Athènes ; l'armée française avait été tournée en ridicule, au théâtre, dans une pièce à grand spectacle. Les légations britannique et française avaient eu les honneurs d'être entourées par des braillards à la solde germaine, etc.

Ces incidents avaient fait l'objet de comptes rendus, mais quand les oreilles ne veulent pas entendre, la caravane passe.

Enhardi, le gouvernement grec avait voulu impliquer un fonctionnaire de la légation britannique dans une vague affaire d'explosion d'une bombe à la légation de Bulgarie. L'orgueil britannique avait été touché et Sir Francis Elliott représentant de l'Angleterre en Grèce avait fait connaître qu'il appellerait la

flotte anglaise si l'affaire n'était classée. Elle le fut.

M. Guillemin notre représentant à Athènes télégraphiait de son côté à Paris et au commandant de nos forces navales ; il invoquait le précédent de Sir Francis et montrait nettement qu'il fallait changer de politique. Il y avait longtemps que de mon côté j'avais dit et redit qu'il n'y avait en Grèce qu'une manière : « La forte », que j'avais écrit que rien ne serait fait sans que fût mis bas le roi.

ENCORE DANS LE VAGUE

Vendredi 16 juin. — Mon chef d'état-major, appelé au quartier général anglais, était informé de l'arrivée d'un télégramme prescrivant d'envisager la possibilité d'une rupture entre la Grèce et l'Angleterre.

Par expérience, je savais que j'apprendrais non par la France, mais par l'Angleterre, ce qui allait se passer ici. Je n'hésitais donc pas un seul instant.

Je réservais à ma disposition une brigade coloniale qui faisait mouvement de la Struma vers le Galiko : les Anglais nous relevaient, sur la Struma, ne voulant pas s'engager dans des opérations offensives, la politique de leur gouvernement n'étant pas au point de vue balkanique, celle du gouvernement français, comme me l'avait dit le général Milne qui commandait les Britanniques à Salonique.

Le renseignement sur la rupture possible était d'ailleurs important ; je crus devoir le télégraphier en France sous le n° 1060/3.

PRÉLIMINAIRES

Samedi 17 juin. — Les événements s'étant précipités à Athènes, à deux heures un télégramme n° 193 de M. Guillemin m'annonçait le projet d'une démonstration navale, et même d'un débarquement de

troupes alliées (10 à 12.000 hommes). Il me questionnait sur les effectifs que je pouvais mettre à sa disposition, et voulait savoir quand ils seraient prêts. L'affaire était engagée. Notre ministre qui la dirigeait me demandait d'y coopérer et pour établir son plan m'invitait à lui fournir les renseignements indispensables.

Comme il fallait 48 heures pour concentrer les troupes à Salonique, je prenais sur moi de les faire amener immédiatement en cette ville pour parer à toute éventualité, laissant à 5 bataillons français la garde de la zone des 11 bataillons anglais relevés et poussés sur la Struma.

D'autre part je répondais à Athènes par le télégramme suivant [n° 2749/2 14 heures 30 minutes].

« *Au Colonel Braquet, Athènes.*

« *Depuis hier 16, j'ai au Nord Küküs brigade mixte disponible; ce soir elle sera Sarigol; demain 18 elle embarquera pour Salonique dès six heures du matin. Effectif 6 bataillons infanterie coloniale, 6 compagnies mitrailleuses à 4 sections, une compagnie génie, 2 batteries à cheval, 30 gendarmes à pied, 20 à cheval. J'ignore si Anglais fourniront contingent; j'estime qu'ils pourront fournir une brigade comme réserve; mais ils ne doivent avoir aucun moyen de transport maritime. Général Gérôme est désigné pour prendre commandement. Après avoir vu amiral Salaün, il est possible d'embarquer tout ce contingent lundi soir et pendant nuit; bateaux disponibles transporteront toute la brigade de manière à arriver mercredi matin devant Athènes. Vu difficultés débarquement par moyens dont dispose base Salonique, je crois qu'il serait bon de faire débarquer presque tout au Pirée. Débarquement serait possible dans quatre heures. Vu amiral Moreau, qui attend des ordres d'amiral Dartige, qui de Moudros arrive ici demain matin, et croit pouvoir aller Athènes*

avec 5 cuirassés, 2 grands croiseurs et Bruix. Si désirez plus de troupes je pourrai vous fournir en plus un régiment d'infanterie, un cavalerie, 3 batteries montagne, une batterie à cheval, mais ce supplément ne pourrait venir que par deuxième voyage soit dimanche ou samedi. »

Le soir à 20 heures 30 minutes Chantilly rompait le silence et répondait à mon télégramme précité n° 1060/3 du 16 juin. Il me répétait ce qu'avait dit M. Guillemin mais évidemment avec 24 heures de retard, ce qui prouve l'absurdité de la sujétion d'une armée opérant en Orient à un organe militaire de France, prenant lui-même forcément ses informations et ses instructions au ministère de la Guerre qui les tient lui-même d'un ministère civil (Affaires étrangères ou Présidence du Conseil). A la guerre, le facteur : « Temps » est énorme. Plus on multiplie les rouages, plus longues sont les transmissions, plus il y a de chance de jouer les carabiniers d'Offenbach.

D'ailleurs Chantilly, Paris et Londres ne semblaient même pas d'accord sur ce qui pouvait se passer en Grèce comme l'indique nettement le dernier paragraphe de la dépêche précitée : « *Bien que éventualité envisagée par gouvernement anglais et dont général Milne vous a fait part, ne me paraisse pas à redouter, vous pouvez envisager mesures à prendre dans le cas où armée grecque ferait cause commune avec nos ennemis.* »

PREMIER ACTE

Tout s'engage.

Dimanche 18 juin. — M. Guillemin me remerciait [n° 265 reçu 8 heures 30 minutes] pour ma brigade et m'informait qu'il attendait les dernières instructions du gouvernement ; il ajoutait que les Anglais

pourraient sans doute arriver en même temps que les Français.

Je lui répondais :

« *Vu amiral Dartige du Fournet. Sommes même avis, brusquer le mouvement. Ma brigade mixte a force 6.500 hommes ; vivres deux jours sur hommes, deux dans voitures. Un ou deux bataillons britanniques semblent suffisants à mon avis. Il serait indispensable de ne pas les attendre. Marine a besoin de trois jours pour mouiller filets, m'a dit amiral ; semblerait peut-être bon de donner ordre de mouiller de suite pour être prêt à agir le plus tôt possible.* »

Je n'avais pas tort. La marine ergotait. La marine voulait copier l'armée de terre où, lorsqu'il s'agit d'une opération, sur le même terrain, pour une armée, se superposent un général d'armée, un général commandant le groupe d'armée, le général en chef. L'amiral Dartige du Fournet, commandant l'armée navale française à peine arrivé sur rade à Salonique, prenait en effet en main la direction de l'expédition maritime confiée à l'amiral Moreau, commandant la 3e escadre.

Ce nouveau rouage, cette nouvelle volonté, la crainte de perdre un bateau, la hantise du sous-marin (signalé cependant vers les Baléares et dont la venue serait de moins en moins probable en tout brusquant) entraînaient entre le haut commandement de notre marine fort de sa technicité et M. Guillemin fort de ses droits, puisqu'il avait été chargé de tout préparer pour réussir, un échange de télégrammes pendant lequel le temps passait et où aucune mesure d'exécution ne s'amorçait. Je le comprenais à la suite d'une série d'entretiens avec la marine et pour tenter d'arriver à une solution à 21 heures j'adressai un télégramme [n° 2779/2] pour essayer de fixer définitivement une date.

« *Après nouvelle entrevue avec amiral Dartige crois*

devoir insister sur possibilité d'activer mouvement. Amiral estime possible arrivée de flotte au complet et de mes troupes jeudi grand matin. Troupes débarqueront au Pirée. Flotte après être passée à Phalère irait à Salamine où filets seraient tendus. Hydravions avant bombardement par canons qu'amiral voudrait éviter iraient lancer si nécessaire quelques bombes sur palais royal. Général Gérôme reçoit ordre d'attendre vos instructions et agira suivant elles. Me permets insister pour que jeudi soit accepté. »

L'incertitude de date était au reste complète comme l'indique le télégramme suivant du ministre de France reçu à 21 heures 50 :

« *Je vous serai reconnaissant de vous entendre avec la marine pour que les troupes que vous envoyez puissent arriver avec l'escadre mercredi 21 à onze heures du matin à moins d'impossibilité absolue auquel, cas elles devraient suivre l'escadre d'aussi près que possible.* »

J'étais prêt pour mercredi ; c'était l'escadre qui ne l'était pas. Au reste, M. Guillemin ne parlait plus à la marine que de 8.000 hommes à débarquer ; j'en avais 7.500. Albion semblait se retirer...

En résumé, le dimanche 18 tout se résumait en des pourparlers entre la marine et Athènes dus aux deux causes signalées ci-dessus, mais, comme cet imbroglio ne suffisait pas, Chantilly voulait aussi donner sa note. A 22 heures 50, j'étais prévenu que je devais fournir pour aller à Athènes une brigade et le télégramme se terminait par cette phrase lapidaire :

« *Prenez dans secret absolu toutes dispositions nécessaires pour que l'enlèvement de cette brigade puisse se faire le plus rapidement possible, quand l'ordre en sera donné.* »

Il est dimanche onze heures du soir ; les ordres ne peuvent parvenir aux exécutants, aux troupes, avant lundi matin ; le G. Q. G. ignore d'ailleurs où sont les troupes disponibles ; il faut 48 heures, peut-être trois

jours, pour les concentrer à Salonique, plus d'un jour pour les mener à Athènes ; cela nous rejette sans perdre un instant à samedi et cependant l'opération est projetée pour mercredi par celui qui l'a voulue, préparée, dirigée. Elle est possible pour cette date avec ce qui a été déjà fait ; impossible avec les ordres de Chantilly. Il est beau de commander de France, il est bon d'ordonner un transport maritime sans savoir ce que veut et peut la marine locale.

Ce dimanche soir, l'incohérence avait commencé.

SECOND ACTE

Tout s'arrange, puis... s'embrouille.

Lundi 19 juin. — L'immixtion de Chantilly s'accentuait ; à cinq heures du matin je recevais l'ordre de composer la brigade à envoyer, sur le pied suivant : « *Un état-major de brigade, deux régiments d'infanterie, deux groupes d'artillerie de campagne sans section de munitions, un peloton du génie, un escadron de cavalerie* [télégramme 2722/M]. C'était la composition du thème de l'École de guerre. S'il y avait des blessés, comment seraient-ils soignés ? S'il y avait des troubles, des arrestations ? Nous n'allions pas à Athènes faire un thème tactique. Les gendarmes étaient-ils oui ou non nécessaires ? Dans quelle zone les nécessités militaires de la situation et du combat permettaient-elles de prélever ces troupes ? L'auteur responsable du télégramme n'en avait cure ; mais il fallait lui rendre compte et lui faire connaître la date à laquelle tout serait prêt à embarquer à Salonique, peut-être pour ensuite donner des ordres à la marine en France, ce qui accélérerait évidemment le mouvement.

La marine d'ailleurs de son côté s'enfonçait de plus en plus dans les discussions techniques. Un résultat était cependant acquis par ces byzantines dis-

cussions : la date du mercredi 21 était nettement rejetée par l'amiral Dartige se substituant à l'amiral Moreau, le télégramme Guillemin fixant cette date étant arrivé, disait-on, trop tard pour permettre l'action ce jour-là ; la date du 22 était proposée.

J'avais dès la veille télégraphié en ce sens estimant qu'il fallait jeter du lest pour pouvoir faire quelque chose ; toutefois pour bien montrer à Athènes que ce retard n'était pas imputable à mes troupes, je crus bon de télégraphier à Athènes ce qui suit :

« *Mon chef d'état-major me rend compte que d'après un télégramme l'arrivée à Athènes des troupes ne serait que pour jeudi. Les troupes s'embarquent actuellement, seront prêtes demain à neuf heures pour faire route. Elles pourront donc être mercredi matin au Pirée comme le ministre de France me l'a demandé* ».

D'ailleurs devant cette série de télégrammes et malgré les tergiversations qu'ils laissaient entrevoir, le ministre de France prit une décision ferme ; à quinze heures trente il me télégraphiait :

« *Entendu pour jeudi 22* » (n° 267].

Il avisait de même la marine. Une autre solution avait été prise par ailleurs : comment? par qui? pourquoi? je l'ignore ; mais le fait était certain : aucune troupe anglaise ne participerait à l'action éventuelle sur Athènes.

Dans le télégramme [n° 267] précité, M. Guillemin m'annonçait en outre que la note des puissances serait remise à neuf heures du matin et que le roi aurait jusqu'à quatre heures pour y répondre.

J'ignorais et j'ignore encore les usages diplomatiques pour les ultimatums. Je sais seulement qu'il ne faut pas donner à son adversaire une liberté quelconque d'action. Je répondis par suite à cette communication par le télégramme suivant :

« *Je me permets de dire que si le roi veut organiser une résistance il aura le temps de le faire et de faire*

venir renforts s'il dispose de sept heures. Pour éviter action militaire et effusion de sang deux heures au maximum sont largement suffisantes, et même une heure en utilisant, auto, télégraphe, téléphone.»

L'affaire semblait arrangée. On avait compté sans Chantilly. A vingt et une heures quinze arrivait un nouveau télégramme [2754], contenant des données sûrement inconnues d'Athènes; il fixait en effet une date nouvelle pour la remise de la note : vendredi 23 au lieu du jeudi 22, jour arrêté, comme il a été expliqué ci-dessus, à la suite de longs pourparlers par les autorités locales. Il y avait également un plan d'opérations : rupture de ponts et voies ferrées par la flotte à Chalcis et Corinthe. Il y avait, en cas d'échec de la démonstration, toute une série de suggestions.

Grâce à Chantilly tout allait être remis en discussion.

TROISIÈME ACTE

Imbroglio général.

Mardi 20 juin. — Les premières heures de la journée amenaient de nouvelles complications. L'amiral Dartige du Fournet me faisait connaître que s'il acceptait jeudi, il ne pouvait accepter l'heure fixée par le ministre de France et que ce serait onze heures et non neuf heures, l'heure à laquelle le ministre devrait remettre la note.

Un amiral, sans doute commandant une armée navale mais nullement au courant de tous les événements et nullement responsable, simple spectateur *propria voluntate*, jetait ainsi son épée dans la balance.

Ce n'était pas suffisant. Contrairement aux ordres de Chantilly, M. Briand me fait télégraphier par la légation d'Athènes [n° 269 reçu à huit heures trente] :

« *Tenez le général Sarrail au courant pour qu'il*

soupe d'avance aux mesures à prendre dans l'hypothèse de l'action hostile de l'armée grecque, contre les forces alliées de Salonique en conjonction avec une attaque bulgare ».

A la même heure le ministre de France m'adressait copie d'un télégramme qu'il envoyait à l'amiral Dartige du Fournet qui se résumait ainsi : « *Actuellement je ne comprends plus rien* ». M. Guillemin avait raison.

Devant ces atermoiements j'avais d'ailleurs pris sur moi de faire embarquer sans ordre les troupes et pour bien mettre au courant le ministre de France, je télégraphiai.

« *Toutes les troupes sont embarquées, elles pourraient partir et l'opération aurait pu être faite mercredi comme je le désirais. Toutefois il paraît que jeudi a été fixé.*

Mais je viens de recevoir télégramme de Chantilly me disant maintenant que ce ne serait que vendredi. Je vous prie de dire à M. Guillemin qu'il y a intérêt à ne pas laisser troupes sur bateau et qu'il faut action pour jeudi. Me permets également de demander que débarquement ait lieu immédiatement comme je l'ai télégraphié hier. J'insiste au point de vue militaire pour que le roi n'ait qu'une heure pour se soumettre ou se démettre ».

A seize heures trente-cinq, comme pour faire échouer l'opération projetée, Chantilly me prescrivait de remplacer mes deux batteries à cheval par deux groupes montés et d'envoyer un escadron. Je ne répondis pas. A l'impossible nul n'est tenu ; tout était embarqué. D'ailleurs M. Briand lui-même ne m'avait-il pas télégraphié ce jour même de prendre garde à la Grèce? Il n'est pas aisé de tout changer au dernier moment.

Il manquait toutefois quelque chose à ce fatras de contradictions. Le ministre de la Marine comblait cette lacune en télégraphiant à l'amiral :

« *D'accord avec le gouvernement anglais, le gouvernement français a décidé que la note à la Grèce serait remise demain 21. Cette note n'a pas le caractère d'un ultimatum et un délai sera laissé au gouvernement grec pour donner satisfaction aux demandes des Alliés.*

Si satisfaction ne nous est pas donnée au bout de deux jours, notre déclaration sera suivie d'un ultimatum à terme très bref appuyé par la force. Prenez dispositions en conséquence pour être prêt à exécuter dès expiration délai les diverses mesures de coercition prévues y compris le débarquement s'il y a lieu.

Tenez-vous prêt également dans le cas où des complications se produiraient dès la remise de la note à répondre à tout appel du ministre de France. A partir du moment où commenceront les opérations vous avez toute liberté pour l'exécution de ces opérations dont direction marine vous appartient. Toutefois le bombardement d'Athènes ne devra être envisagé en aucun cas ».

Tout le monde avait donné des ordres. Rien ne concordait. Tout était changé. Allait-il falloir reprendre la question *ab ovo?*

QUATRIÈME ACTE

Rien ne va plus.

Mercredi 21 juin. — A une heure, dépêche d'Athènes, service de renseignement. « *Tout est prêt... mais tout sera probablement inutile car ministère démissionne* ».

Le télégramme était officieux. Je me contentais par suite d'enregistrer la nouvelle. Mais la marine veillait; il y avait là une occasion exceptionnelle de gagner encore du temps, de voir venir.

La conclusion ne se faisait pas attendre. Les bateaux chargés de troupes qui voguaient sur Athènes étaient rappelés.

Il fallait parer un coup toujours probable avec la perfidie de *Rupel, Der Zwölfte* (1). A midi dix je lançais par suite un télégramme d'alarme à Athènes.

« *Amiral vient de rappeler à Salonique bateaux partis qui transportaient brigade, sur ordre ministre Marine l'informant que le 21 note serait remise à Athènes donnant au roi quarante-huit heures de réflexion et n'étant pas un ultimatum.* »

M. Guillemin me répondait immédiatement : « *Cette décision est désastreuse, je télégraphie à l'amiral par T. S. F. et j'adresse au département le télégramme suivant :*

(*Vous recevrez informations plus détaillées par un second télégramme plus détaillé qui suivra celui-ci*).

« *Mes collègues ont été comme moi consternés en apprenant à l'instant par un télégramme du général Sarrail que sur l'ordre du ministre de la Marine l'amiral Dartige du Fournet avait renvoyé à Salonique les bateaux transportant nos troupes.*

J'adresse d'accord avec mes collègues le télégramme suivant à l'amiral commandant en chef.

« *Les ministres alliés considèrent la présence des troupes comme indispensable dans le plus bref délai possible. Le roi et le gouvernement sont prévenus que nos forces navales et militaires viennent seulement appuyer nos demandes sans intention hostile et le débarquement pacifique des troupes a été annoncé pour demain matin sans soulever d'objections de la part du roi.*

D'accord avec mes collègues je prends toutes les responsabilités et vous prie de révoquer l'ordre que vous auriez donné paraît-il de renvoyer les troupes à Salonique.

Il faut qu'elles soient ici demain pour éviter de très

(1) Nom donné à Constantin XIe depuis qu'il avait livré le fort de Rupel aux Bulgares.

graves éventualités. » Je communique le présent télégramme au président du Conseil et au général Sarrail.

Nous ne pouvons mes collègues et moi que décliner la responsabilité des événements très graves qui peuvent se produire si nous n'avons pas à notre disposition en temps voulu les troupes nécessaires pour l'exécution du plan d'action primitivement établi avec l'approbation du gouvernement de la République. »

A vingt-quatre heures d'intervalle le gouvernement sur la suggestion londonienne avait tout changé. La marine avait renvoyé les troupes à Salonique. Tous les efforts des derniers jours étaient inutiles

DERNIER ACTE

Un dénoûment imprévu.

Jeudi 22 juin. — A minuit 5, une dépêche de l'attaché militaire résumait la nouvelle situation, le coup de théâtre fait par le roi après la démission du ministère de son cœur Skoulou lis : « *Zaïmis* [1] *a déclaré de la part du roi que la note était acceptée ; les ministres de l'entente ont alors décidé que l'arrivée de l'escadre et des troupes au Pirée n'avait plus de raison d'être. A mon avis le roi vient de rouler l'entente une fois de plus.* »

EPILOGUE

Pourquoi le roi avait-il cédé? Il ignorait les contre-ordres donnés par la marine. Il ne savait pas que Paris et Londres n'avaient pas été toujours d'accord ; il devait simplement avoir fait volte-face pour attendre des jours meilleurs. D'autre part, au moment

(1) Skouloudis avait été remplacé par Zaïmis.

où tout semblait être perdu pour nous, tout s'était arrangé.

A l'heure actuelle jusques à quand cela durera-t-il? A mon avis, il faudra recommencer et bientôt, et plus tôt que d'aucuns le pensent.

Oui tout est fini. Oui, la comédie est terminée. Mais il peut se préparer un drame comme seconde pièce d'une trilogie. Constantin est victorieux; toutefois, il s'apercevra sûrement qu'il ne l'est que par suite du hasard. Les Alliés sont victorieux, eux aussi, puisque les demandes de leur note sont acceptées en principe. Toutefois ils s'apercevront bientôt que le kaiser est toujours empereur à Athènes.

L'Angleterre aspire à un superbe isolement dans le conflit balkanique. La France se rappelle toujours la terre classique hellène, elle répète déjà avec sourdine le vieil air de Joconde « Et l'on revient toujours à ses anciennes amours. »

Et la tempête soufflera à nouveau après le calme. Et les mêmes erreurs, les mêmes critiques, les mêmes défauts d'organisation se répéteront. Si le hasard veut encore une fois nous favoriser, sans doute, la tragédie possible peut encore se transformer en un vulgaire vaudeville. Il ne faut cependant pas toujours tenter le sort. *Caveant consules* (1)!

(1) Cette note avait été rédigée le 10 juillet 1916; les massacres de nos marins à Athènes le 1er décembre suivant ont malheureusement confirmé l'exactitude de mes prévisions.

TROISIÈME PARTIE

LES OPÉRATIONS EN MACÉDOINE

CHAPITRE VIII

Le commandement des armées alliées.

(16 juillet 1916.)

Lors des débuts de l'armée d'Orient, les Anglais, à cette époque-là, nos seuls alliés à Salonique, étaient indépendants.

Situation anormale. Il n'en est pas moins vrai que le général Mahon s'était toujours entendu avec moi et que nous marchions la main dans la main ; c'était la discipline librement consentie ; les opérations militaires ne pouvaient cependant longtemps être ainsi dirigées ; en réalité, lord Kitchener commandait de Londres les contingents britanniques.

Sur la demande de M. Briand, officiellement les Anglais finirent par me reconnaître comme commandant les forces alliées. Le 16 janvier 1916, je reçus ce titre ; je continuais d'ailleurs la même ligne de conduite avec le général Mahon, ne voulant en aucune façon froisser cet excellent camarade et ce collabora-

teur de la première heure. Lord Kitchener ne cessait d'ailleurs pas de son côté de vouloir tout régenter.

La venue des Serbes compliqua encore le problème.

Il y avait en effet à la tête de l'armée, le prince régent de Serbie. Le débarquement s'effectuait, et mes rapports avec les Serbes n'étaient pas réglés. En Orient la mission française du général de Mondésir et en France Chantilly dirigeaient complètement nos nouveaux alliés; cette situation ne pouvait non plus durer.

***

Le 23 juillet, une première dépêche (n° 5655) m'informant que les opérations allaient se développer à partir du 1er août, réglait ainsi qu'il suit par rapport aux Anglais la question du commandement :

« *Les instructions relatives à l'offensive initiale ainsi que les directives générales nécessaires au développement ultérieur des opérations seront établies d'un commun accord entre hauts commandements français et britannique.*

Dans l'exécution de ces instructions le commandant des forces anglaises donnera au commandant des forces françaises l'appui et la coopération proportionnés à l'effectif et à l'équipement des troupes sous ses ordres. Il sera d'ailleurs responsable envers le gouvernement britannique de l'emploi de ses forces.

Le commandant des forces françaises prendra l'avis du commandant anglais pour l'emploi qu'il propose de faire des forces britanniques; sous cette réserve, il aura comme commandant en chef la latitude de fixer les missions, les objectifs à atteindre, les zones d'action et les dates du début de chaque opération. »

Rien n'était encore décidé pour les Serbes, et cependant l'offensive était imminente : seul Chantilly commandait toujours officiellement. Une dépêche

(n° 6319/M du 2 août) tranchait enfin la difficulté de la manière suivante : « *La question du commandement de l'armée serbe est réglée par la formule suivante, acceptée du gouvernement serbe : le général Sarrail, commandant en chef des troupes alliées à Salonique, exercera ce commandement au nom du roi Pierre et des Alliés. En conséquence, vous avez toute latitude pour fixer au commandant de l'armée serbe, les missions, objectifs, zones d'action, dates du début de chaque opération d'ensemble, ainsi que les concours à donner aux unités voisines ou à recevoir d'elles. Le commandant de l'armée serbe conserve le choix des moyens à employer pour remplir la mission que vous lui fixerez. C'est sur cette base que la formule ci-dessus a été arrêtée par les deux gouvernements.* »

Mais le roi Pierre avait abdiqué en faveur du prince Alexandre, et les Serbes le considéraient comme inexistant. Je recevais par suite, le 14/8, un nouveau télégramme 7379/M me donnant le commandement au « *nom du prince régent et des Alliés.* »

Que s'était-il passé? Je l'ignore. Un officier serbe m'avait cependant averti que la première formule m'avait été envoyée après avis du président du Conseil serbe Patchich, mais que le Conseil des ministres n'avait pas été appelé à en délibérer.

Vraisemblablement le G. Q. G. avait voulu *ex cathedra* traiter la question et une fois de plus il s'était trompé.

Le 3 août, je recevais également la formule réglant mes rapports avec la division italienne qui était annoncée. Elle différait peu de celle des Serbes. « *Hauts commandements italien et français se sont mis d'accord sur formule suivante pour régler question du commandement de la division italienne à Salonique. Le commandant en chef français fixera les missions, les objectifs à atteindre, les zones d'action et les dates du début de chaque opération; le commandant de la division ita-*

lienne restant libre des moyens à employer pour l'exécution. »

Quant aux Russes, rien ne me fut jamais envoyé à leur sujet, et ils se considéraient comme de véritables troupes françaises. Il en fut de même des divisions grecques que devait plus tard me fournir le gouvernement provisoire de Salonique.

Il est facile de se rendre compte des difficultés qu'entrainaient ces diverses modalités de commandement. Ajoutez à cela que les Russes n'avaient ni artillerie ni service de l'arrière, que les Italiens n'avaient que de l'artillerie de montagne, et que leurs services administratifs étaient tributaires des nôtres pour certaines denrées, que faute de ressources il n'était pas possible de doter les Serbes même d'un embryon de service de l'arrière, que les Grecs n'avaient rien, que le service des chemins de fer était unique, et devait satisfaire aux besoins de tous les Alliés y compris les Anglais.

Quand on essaya par ordre de Chantilly de mettre sur le pied du front occidental les éléments du front oriental, il n'y eut que heurts et difficultés; tout a d'ailleurs marché malgré ces complications et avec un personnel restreint : il est inutile par amour de l'uniformité de vouloir faire grand, quand il n'y a pas de ressources en personnel, et qu'une superposition de rouages ne peut qu'entrainer dépenses et pertes de forces.

J'irai plus loin, et la pratique a donné raison à ma conception : le commandement des armées alliées n'est qu'un mythe, si son titulaire n'a pas de réserves propres. Il est en effet difficile, pour ne pas dire impossible, — l'expérience me l'a prouvé — de prélever des réserves sur chacune des armées alliées. Quoi qu'on dise, ces réserves ne peuvent être prises que dans le contingent de l'armée auquel appartient le commandant en chef. Or le commandant subor-

donné de ce contingent table toujours sur l'ensemble des forces de sa nation.

Le commandant en chef ne peut donc rationnellement être s'il ne peut faire sentir son influence par des réserves propres et par leur articulation plus ou moins adéquate aux diverses éventualités. Si pour une raison quelconque ces réserves spéciales n'existent pas, il n'y a qu'une solution : un commandant en chef doit en même temps commander l'armée de sa nation, sans état-major interallié, avec un *ad latus* si c'est nécessaire, pour le remplacer tactiquement lorsque le besoin s'en fait sentir à la tête de la portion principale des forces nationales. Hors de là, il n'y a que confusion de pouvoir et erreurs pouvant devenir tragiques.

Je m'arrête ; car il n'y a encore, là, qu'une mesure dictée par la nécessité de vouloir respecter quand même ce qui s'appelle la souveraineté des Etats.

Le seul commandant en chef rationnel est celui qui commande directement à tous les alliés, qui les amalgame suivant les uniques nécessités militaires, tactiques et stratégiques.

CHAPITRE IX

Pour le déclanchement de la Roumanie.

(11 juin 1916-16 août 1916).

Le G. Q. G. m'avait demandé une action. Mais, lorsque tout semblait pouvoir s'organiser à cet effet, le général Milne était venu me trouver ; il m'avait signifié que les forces britanniques ne pouvaient intervenir ; la politique de son gouvernement n'était pas adéquate à la nôtre. (Voir dépêche n° 1026/3 aux annexes.) Il me demandait en outre à grouper ses contingents sur la Struma.

J'avais mélangé les troupes britanniques aux nôtres, non seulement en conséquence d'un principe, mais également par suite des contingences ; les divisions britanniques ne pouvaient rationnellement être sur une aile, comme était la région de la Struma, attendu que cette aile n'avait pas de chemin de fer et que les transports étaient et seront toujours la bête noire des états-majors britanniques ; ces forces devaient de plus être encadrées ; je ne renouvellerai pas, à cet égard, les appréciations que je n'ai jamais partagées, avec lesquelles le G. Q. G. français traitait en 1915 les Anglais ; il n'était pas moins vrai que vu le peu de

bouquet de certains, il valait mieux, pour ne pas être à la merci d'un incident, ne pas les laisser à une aile, c'est-à-dire à un point fatalement exposé.

Le général Milne me le demandait cependant. Je ne voulais pas engager une polémique à ce sujet, et le priais dans les quarante-huit heures de prendre le front de la Struma. Lorsqu'on se jette dans l'inconnu, il vaut mieux ne pas trop réfléchir.

En rendant compte, je terminais ainsi : « *Ce contretemps malgré ses graves inconvénients, ne m'empêchera pas d'attaquer avec les seules forces serbes et françaises de Poroj à Florina.* »

*
* *

L'idée d'une offensive sur le front macédonien, basée sur des considérations extra-militaires, allait cependant être reprise.

L'armée d'Orient devait servir à faire entrer la Roumanie dans le sillage des Alliés.

Le 12 juin 1916, le rôle de cette armée pouvait être condensé dans cette formule : « *Aucun acte offensif. Concentration à proximité de la frontière, pour priver ainsi l'ennemi de sa liberté de mouvement* » (voir télégramme 2265/M et 261 de M. Briand). En d'autres termes : « *Ne rien faire, tout en faisant quelque chose. L'Angleterre ne veut pas marcher.* »

Mais, dès le 23 juin, j'étais invité à faire un plan d'attaque, avec les seuls Serbes et Français pour entraîner la Roumanie (voir télégramme n° 3215 aux annexes).

Je répondis qu'à mon avis il fallait uniquement prendre pied sur la frontière mais sur un front agressif aussi étendu que possible ; l'attaque principale aurait lieu sur la rive droite du Vardar ; des attaques secondaires dans la plaine au pied du Belès ; les Serbes (leur matériel n'étant pas encore complète-

ment arrivé) s'engageraient vers l'Ouest, direction Vodena, Monastir (dépêche du 27 juin, n° 1098/3). Le G. Q. G. faisait immédiatement une série d'objections du genre Ecole de guerre. Je lui télégraphiai le 6/7 que j'avais envoyé des reconnaissances et que je répondrais à leur retour.

Sans attendre d'instruction, averti par l'expérience, jugeant que quoi qu'il pût arriver, ou être suggéré ou ordonné, il était nécessaire de se préparer, je faisais construire des routes, des emplacements de batteries sur le front face à Ljumnica, Huma, je commençais, bien que les Serbes ne relevassent que de Chantilly, de les actionner et de les pousser en avant. Je mettais enfin tout le monde au repos; cette mesure, la décroissance de la chaleur, l'arrivée de légumes verts, arrêtaient la morbidité qui commençait à devenir inquiétante

***

Un plan d'action m'était demandé le 15 juillet avec cette directive générale : « *Accrocher les forces bulgares pour qu'elles n'aillent pas sur la Roumanie.* » (n° 4977/M annexes).

Sous le n° 5204 (voir annexes) il m'était même réclamé un plan plus étendu, avec la coopération britannique, et le but n'était plus d'accrocher, mais de détruire les forces ennemies. Le 19 j'envoyais mes propositions (n° 116 2/3 aux annexes), elles étaient approuvées le 23 : « *Armée serbe attaquera à l'ouest du Vardar. Armée française attaquera dans la direction que vous jugerez préférable soit dans vallée Vardar, soit dans zone lac Doiran. Armée anglaise attaquera dans zone que vous lui réservez et ne se bornera pas à opération défensive ou démonstration qui ne saurait obtenir résultats visés par mission initiale.* » (3655 du 23 juillet 1916).

Cette dernière indication était claire. Or à la même date, le général Robertson câblait au général Milne :

« *Remarquez : 1° que les instructions données au général Sarrail vous laissent toute latitude sur l'étendue de votre coopération bien qu'elle doive être aussi grande que possible ;*

2° Que le premier but des Alliés est simplement de retenir les Bulgares. Il ne peut être question d'essayer de prendre les positions ennemies jusqu'à ce que vous soyez suffisamment fourni d'artillerie et que d'autres conditions permettent un espoir raisonnable de succès.

Sous ces réserves vous pouvez immédiatement faire ce que demande le général Sarrail dans les limites de la possibilité, tout en vous souvenant que le gouvernement de Sa Majesté britannique n'approuve pas qu'on prenne l'offensive jusqu'à l'entrée en campagne définitive de la Roumanie. Je doute encore qu'elle entre en jeu, et même, si elle entre en jeu, une offensive sérieuse ne paraîtrait ni nécessaire ni possible pour vous pendant les trois ou quatre semaines prochaines. »

Il y a plus : par le télégramme 5204 précité du 17 juillet, les dates de mes attaques m'étaient imposées, sans se soucier d'ailleurs des possibilités.

L'armée d'Orient attaquera le 1/8, la Roumanie le 8/8.

Mais, le 29 juillet, sous le n° 6121, un nouveau télégramme me prévenait de m'engager seulement le 4/8 ; la Roumanie ne devant marcher que le 14/8.

Le 3 août à seize heures, je recevais un télégramme (6459/M aux annexes), m'informant que « *la date du début des opérations ne peut être précisée* ». Dès le 31 juillet, le général Milne m'avait confirmé que la Roumanie élevait des objections et que rien au point de vue militaire n'était encore fait.

Le 6/8, j'étais avisé par la même voie que la Roumanie ne déclarait la guerre qu'à l'Autriche. Un télégramme n° 6681/M du 6 août me confirmait l'évé-

nement. La Roumanie voulait rester sur la défensive face à la Bulgarie.

Par suite « *pas d'action combinée de vos forces, avec les forces russo-roumaines.* » Unique mission : « *Harceler forces bulgares à la frontière grecque en vue d'enchaîner leur liberté d'action.* »

*
* *

J'avais fait fournir à tous des efforts répétés pour être prêt à temps : il n'était plus question de date et avant il m'en avait été cependant imposé plusieurs. J'estimai par suite qu'il fallait au moins amorcer une opération pour que les exécutants sentissent qu'ils n'avaient pas travaillé en vain, et surtout pour voir un peu clair dans le jeu de l'ennemi.

Le général Milne avait reçu l'avis officiel que la Roumanie ne marcherait pas contre la Bulgarie ; l'armée britannique ne devait donc pas marcher. Il m'assurait cependant que si je progressais, il ne me laisserait pas un flanc découvert et en l'air.

Dans ces conditions, sans attendre de nouvelles instructions, je donnai l'ordre d'attaquer, en commençant dans la zone où je voulais opérer des diversions. La 17e division coloniale s'engageait vers Doiran (Compte rendu 1246/3 du 10 août.)

Les deux ouvrages ennemis « La Tortue et le Petit Couronné » devenaient après la prise de la gare de Doiran les objectifs assignés. Les Anglais à notre gauche esquissaient un mouvement en avant, tandis que la 57e division allait occuper les villages au pied du Bélès. (Compte rendu du 13 août.)

Le 16, nous étions maîtres de la Tortue.

Mais une nouvelle directive ferme arrivait. « *Attaquer trois jours après la signature de l'accord avec la Roumanie.* » Cet accord était signé le 17 août. Je devais par suite attendre le 20 pour passer à l'attaque

principale, qui avait été montée sur Huma, et commencer les opérations que devaient entreprendre les Serbes plus à l'Ouest. J'avais pris sur moi d'engager la diversion vers Doiran ; je n'avais pas cru pouvoir brusquer l'offensive générale qui dans moins d'un mois avait été reculée, puis ajournée *sine die*.

L'ennemi qui avait été ainsi libéré provisoirement profitait du répit donné par Chantilly et allait attaquer.

***

Tandis que ces opérations commençaient à se dérouler, l'organisation même de l'armée était modifiée.

Les forces françaises étaient mises sous les ordres d'un commandant spécial. A défaut du général Leblois, qui était sur place, j'avais désiré avoir le général Hallouin, dont je connaissais la compréhension des nécessités stratégiques, et que j'avais apprécié tactiquement à la tête du 5e corps d'armée. Le G. Q. G. me proposait les généraux Berthelot, Cordonnier, Guillaumat. Je ne pouvais demander le général Berthelot qui, malgré ses très réelles qualités, n'avait jamais vu depuis le début de la campagne le succès couronner ses conceptions stratégiques ou tactiques. Je connaissais trop le général Guillaumat, pour ne pas craindre que le climat de l'Orient n'exacerbât en lui la souplesse de ses convictions et n'endormit encore ses désirs parfois latents de travail intensif. Je préférais agréer le général Cordonnier, que je connaissais depuis longtemps, que j'avais un peu poussé contre vents et marées et qui avait montré sur le front français une incontestable bravoure. Le 11/8, il prenait son commandement. Il ne devait avoir que le titre de commandant de corps d'armée. J'obtenais pour lui celui de commandant d'armée afin qu'il ne fût pas en état

d'infériorité par rapport au commandant britannique.

Faut-il ajouter que, le 31 juillet, j'avais reçu un télégramme officieux m'informant que je pouvais choisir le général que je désirais. Chantilly avait eu le dernier mot.

En face du gouvernement, que devait être le G. Q. G.? Rien. Qu'était-il ? Tout.

CHAPITRE X

L'attaque bulgare.

(17 au 20 août 1916).

Le jour de la signature de la convention entre l'Entente et la Roumanie, 17 août, trois jours avant que Chantilly m'ait laissé la liberté d'attaquer, les Bulgares attaquaient.

Le motif de cette attaque nous le trouvons dans une dépêche de Theotokis du 5 août : « *Commandement supérieur s'est décidé à cette action offensive à cause de l'influence que pourrait avoir sur gouvernement roumain une action sérieuse de l'Entente contre la Bulgarie.* (Conversation avec Jagov.) »

Ils essayaient dès le 17 d'enrayer l'avance de la 17e division coloniale dans la zone Doiran (Dodjelli pris et repris), mais étaient forcés de lâcher un peu de terrain devant les Anglais (18). Du Vardar à Doiran la lutte d'artillerie s'accentuait et devenait générale et violente jusqu'au moment où les nécessités de s'engager vers la Struma allaient me forcer de passer sur ce point à un rôle défensif.

La poussée bulgare s'intensifiait en effet aux deux ailes.

En Macédoine orientale je n'avais que des yeux pour me renseigner et un détachement mixte sous les ordres du général Frotié (dix escadrons, un groupe à cheval, et le 2e bis de zouaves).

J'étais exactement tenu au courant des mouvements ennemis grâce à deux escadrons poussés sur la frontière jusque vers Brody. J'apprenais sans étonnement que les Grecs lâchaient pied partout, par ordre d'Athènes, aussi bien du côté des forts qui couvraient Sérès que du côté de Xanthi. Dès le 18, Barakli et Demir-Hissar étaient occupés par les Bulgares.

Malgré les fièvres qui le minaient, le général Frotié avait tenu à ne pas rester inactif; il avait fait donner à son détachement ce qu'il pouvait donner : renseignements, menaces, et le ramenait, après n'avoir eu que cinquante hommes hors de combat, sur la rive droite de la Struma.

L'étendue de la Macédoine orientale où les Bulgares voulaient s'installer, leur désir d'occuper Cavalla, où le commandant du 4e corps hellénique était gagné à leur cause, et l'action du détachement Frotié allaient permettre de respirer et de prendre dans cette zone un dispositif défensif vers la Struma, couvrant environ à 80 kilomètres Salonique.

Je ne puis tout à fait passer sous silence le repli d'une poignée de Grecs, sous les ordres du colonel Christodoulos, qui de Sérès cherchaient à gagner Cavalla pour échapper à l'étreinte bulgare, et venaient ensuite se ranger à nos côtés. Dans cette randonnée, le colonel Christodoulos s'était sûrement affirmé comme un chef alliant bravoure militaire et courage civique.

***

La situation réellement grave était d'ailleurs à notre gauche, en Macédoine occidentale, du côté Serbe.

Toute l'armée serbe s'était peu à peu dirigée vers la zone où je désirais l'engager. J'avais pu arriver à ce résultat, sans ordre de Chantilly ou plutôt malgré Chantilly, grâce au haut commandement serbe.

J'avais vu arriver à Salonique, non sans appréhension, le prince régent ; je craignais pour lui quelque mauvais coup grec ou bulgare. Mais dès les premiers jours, j'avais vite compris de quelle utilité pourrait être pour les Alliés la présence de ce chef d'Etat qui pouvait user de son autorité dans l'intérêt et de son armée et des Alliés. Grâce à lui, bien des heurts ont été à peine ressentis ; et je me rappelle encore avec une respectueuse émotion les dures épreuves que nous avons ensemble traversées et souvent surmontées.

Le prince régent ne pouvait commander effectivement son armée, puisqu'elle était sous mes ordres ; mais je l'ai toujours considéré, sans le lui dire, comme son véritable chef, et je ne puis notamment oublier que c'est lui qui a permis à ses troupes de s'engager au commencement d'août, lorsque je le lui ai fait demander à Corfou.

Le général Bojovitch, qui en était le chef nomimal, avait pris dans ses fonctions à la Cour serbe, les qualités nécessaires pour allier à une bonne camaraderie militaire une courtoisie réelle qui facilitait tous les rapports, malgré cette situation paradoxale qui le mettait entre l'enclume et le marteau, entre son prince et le général commandant en chef les armées alliées.

L'armée serbe était répartie en trois armées de deux divisions chacune.

A la tête de la 3e armée se trouvait le général Sturm, ancien officier allemand ayant fait la guerre de France en 1870, très bien conservé malgré son âge, mais qui allait bientôt disparaître avec la première poussée bulgare. Il devait être remplacé par le

colonel Vasitch, qui ne manquait pas de mérite et qui avait été ministre de la Guerre du roi Milan. Sa nomination allait être une concession à l'ancien régime.

Le voïvode Stéfanovitch commandait la 2e armée; d'aspect plutôt rude, il passait pour un tacticien à ne pas dédaigner.

La dernière armée était sous les ordres du voïvode Michich. Il avait une belle réputation : les événements militaires, les rapports que j'ai eus avec lui, m'ont prouvé que les appréciations élogieuses données sur son compte étaient au-dessous de la vérité.

***

La division Danube (3e armée), avait des antennes (un bataillon) jusqu'à Florina, et se couvrait vers la Serbie. Le 17 août les Bulgares enlevaient Petorak puis Florina. Il n'y avait là au fond qu'une affaire d'avant-postes.

Le 18, les Serbes prononçaient carrément une contre-attaque vers Banica; mais, insuffisamment renseignés sur le nombre de leurs ennemis, ils la faisaient avec un seul régiment, et se heurtaient à quatre régiments bulgares. Ils étaient ramenés.

Le 19, toute la division Danube, malgré son infériorité numérique, s'engageait à son tour contre les 6e et 8e divisions bulgares qui marchaient sur Banica. Vers vingt heures elle perdait Banica et se repliait légèrement dans la direction d'Ostrovo.

Pendant ces événements, la 2e armée vers Pozar et Strupino repoussait, dès le 17, les attaques ennemies et marchait vers le Kaïmakalan (division Drina). La division Morava de la 1re armée en liaison avec la 122e division française tenait vers Ljumnica.

Devant cette attaque générale, il était nécessaire de renoncer à l'acte offensif prévu pour le 20 août,

et je décidai de poursuivre un nouveau plan. Abandonnant tout effort dans la région du Vardar, je désaxai tout vers la Macédoine occidentale envahie et Monastir. Le procès-verbal (ci-joint aux annexes) de la réunion tenue le 20 août expose ce qui devait être poursuivi, et l'a été, je puis l'ajouter avec une certaine fierté, jusqu'à la réalisation.

CHAPITRE XI

La contre-offensive alliée.

(20 août 1916-10 septembre 1916.)

Voulant faire effort par la gauche et rester sur la défensive à droite, il fallait, de ce coté, bluffer.

Dès le 19, ordre avait été donné au détachement mixte de la Struma de repasser sur la rive gauche et de tâter l'adversaire.

En remplacement du général Frotié à bout de forces par suite de paludisme, le colonel Descoins prenait la direction de l'opération. Il la menait vigoureusement et ne repassait sur la rive gauche qu'à la suite d'une contre-attaque faite par un ennemi quatre à cinq fois supérieur en nombre. Nous avions environ 300 hommes hors de combat.

Vers l'ouest, les Serbes continuaient à supporter la pression ennemie. Le division Danube en portait tout le poids, et le 20 devait se replier vers le lac d'Ostrovo. Mais dès le 21, successivement, la division Vardar, un régiment de la Drina, une brigade de Timok, ainsi qu'une brigade française allaient l'étayer.

Le compte rendu du 22 indiquait le dispositif serbe : *Gauche serbe formée par division Vardar au sud »*

route Ostrovo, division Danube au Nord. Détachement Timok poussé est lac Ostrovo, en flanc-garde. »

Les détachements indépendants serbes entre Florina et Koritza se repliaient en outre entre le lac d'Ostrovo et Kosani, formant une sorte de flanc-garde. Le 23 je pouvais télégraphier dans mon compte rendu : « *Aile gauche serbe deux attaques ennemies sur cote 1500 à 5 kilomètres N.-O. partie ouest lac Ostrovo repoussées hier au soir. Cette cote perdue ce matin a été reprise par vigoureuse contre-attaque. Combat continu sur toute gauche serbe qui semble s'être reprise et retenir.* »

Les engagements n'avaient d'ailleurs pas cessé de la Struma au Vardar et s'étaient intensifiés vers Ljumnica et dans toute la zone où les Serbes opéraient de Ljumnica au Kaimakalan.

*
* *

Les Italiens n'étaient pas encore complètement débarqués. Je demandais néanmoins au général Petiti di Roretto qui les commandait d'aller tout de suite relever la 57e division afin de pouvoir agir avec elle à ma gauche, comme je l'avais prévu le 20 août.

Je mettais également en réserve partie de la 17e division coloniale française pour me créer des disponibilités, faire face à un aléa, soutenir soit les Italiens, soit les Anglais à l'est de Vardar.

Le général Petiti accéda à mon désir et montra, dans ces circonstances difficiles, décision et commandement. Je pus d'ailleurs plus tard l'apprécier encore plus. D'une amabilité réelle, il savait modeler sur les nécessités du moment les ordres qu'il donnait, joindre à ses devoirs une véritable camaraderie militaire, allier à ses sentiments francophiles les nécessités que lui imposaient les directives séparatistes du commandement supérieur italien, et les prérogatives qui

pouvaient être dues au représentant de la nation et de l'armée italiennes.

En parcourant les comptes rendus journaliers, que le G. Q. G. n'a jamais livrés à la publicité, il est facile de se rendre compte de l'inanité des attaques bulgares sur notre aile gauche tenue par les Serbes. Ces derniers, tout en soutenant la pression ennemie, réclamaient, avec autant de raison que d'instance, aide et renfort. Je préparais tout pour les soutenir mais j'étais d'autre part forcé d'intervenir pour qu'ils ne gaspillent pas les munitions, dont je n'avais pas un stock inépuisable. Ils avaient une tactique particulière : canonner une zone pour y empêcher toute attaque ; ils manœuvraient comme jadis, ou comme parfois encore les Allemands, c'est-à-dire en formations denses ; ils ne recouraient pas encore très volontiers à la fortification de campagne. C'étaient là d'ailleurs de bien légers inconvénients ; et dans les heures graves qui se succédaient, il était réconfortant de voir des troupes, venues depuis peu de Corfou, après avoir échappé à la retraite d'Albanie, montrer le cran et la ténacité qui arrêtaient net à l'ouest d'Ostrovo toute progression adverse.

***

Devant cette série d'événements qui se déroulaient depuis le 17 août le G. Q. G. français, généralement plus que verbeux, restait silencieux.

Le 24, il rompait le silence, et comme toujours, lorsqu'il y avait une responsabilité bien apparente à endosser, il me laissait seul juge de la situation et des projets à réaliser.

« *1° Mission initiale confiée à armée d'Orient de couvrir opération de mobilisation et concentration armée roumaine, en enchaînant liberté d'action des Bulgares à frontière grecque, s'accomplit d'elle-même du fait que*

les Bulgares ont pris offensive en face et que vous manœuvrez pour les battre.

2° D'autre part état-major roumain fait connaître que son armée du sud est concentrée sur ses emplacements et prête dès maintenant à repousser attaque brusquée des Bulgares.

3° Cet ensemble de conditions nouvelles vous donne toute latitude pour adapter l'emploi de vos forces à la situation créée par offensive bulgare et, en particulier, pour monter avec des forces importantes une contre-offensive, par exemple sur l'aile droite bulgare si les circonstances dont vous êtes le seul juge vous en montrent la nécessité.

4° Vous me mettrez au courant de vos intentions dès que vous pourrez le faire. »

Mon télégramme du 28 août n° 102/3 (voir aux annexes) exposait le dispositif des troupes et les grandes lignes des opérations. — C'était la mise au point des directives que j'avais données à la conférence du 20 août. Mais il fallait du temps pour relever les troupes, les porter à notre gauche, les concentrer face à leur zone d'opération. Je ne pouvais par suite donner une date ferme pour l'attaque générale.

Devant la poussée bulgare il y avait un véritable rétablissement à faire; et en France, le profane, ignorant tout de ce qui avait été préparé, pouvait, n'étant pas renseigné, se montrer plus ou moins énervé.

Il n'était pas irrationnel de laisser croire que l'armée d'Orient aurait pu intervenir, puisque jamais il n'avait été dit que depuis le 1er août des ordres fermes avaient été donnés pour attendre l'arme au pied; puisqu'au contraire, il avait été publié *urbi et orbi* qu'elle avait 500.000 combattants et les Italiens n'avaient pas encore fini de débarquer, les Russes n'avaient pas tout leur matériel, les Anglais n'avaient

qu'une division qui pouvait faire mouvement; les Serbes et une poignée de Français seuls pouvaient être engagés. — Par contre il était au moins étrange, pour quiconque connaissait la situation, de voir que mes propositions d'attaque du 28 août étaient approuvées et que quelque vingt-quatre heures après, il m'était à nouveau télégraphié d'accélérer.

Toutes les opérations avaient cependant été préparées sans ordres venus de ce qui s'appelait le haut commandement français et britannique.

Il peut être utile de bluffer pour faire déclencher la Roumanie; il n'est peut-être pas bon de laisser tromper l'opinion, de laisser accréditer des absurdités. Au reste le G. Q. G. lui-même ignorait où on allait; il croyait que sur le premier succès allié, Sofia baisserait pavillon.

Sans songer à ces vilenies, je pressais les mouvements ; ils s'exécutaient. Quant aux opérations militaires mêmes, il serait sans doute oiseux de les détailler, mais le 1er septembre, j'aurais pu dire que je considérais l'élan bulgare comme brisé, en tout cas à la date du 10 septembre, j'aurais pu répéter la phrase *in fine* de mon compte rendu du 28 août : « *Depuis début opérations succès bulgares se résument à occupation territoire grec, défendu ni par Alliés ni par Grecs, et à échec sanglant devant position aile gauche serbe, vers lac Ostrovo.* »

CHAPITRE XII

Le coup d'Etat grec de Salonique.

(30 août 1916).

A peine la Grèce était-elle remise de la secousse de juin, que l'entrée générale en Macédoine orientale des forces bulgares allait à nouveau susciter un orage. L'entente avait cependant baissé complètement le ton.

Je n'en donnerai pour preuve qu'une simple petite histoire.

Des officiers grecs ayant assailli un journaliste plus ou moins à notre solde, j'avais fini par me les faire livrer, à la suite de démarches difficiles, je dirai même presque menaçantes. Je les avais déférés en conseil de guerre, ne retenant que le délit de violation de domicile et de coups et blessures, ce qui était patent. Au moment où le conseil allait s'assembler, le Quai d'Orsay me donnait ordre de les remettre aux autorités militaires grecques, qui statueraient.

C'était me désavouer pour le passé, m'amoindrir, pour le présent, me désarmer pour l'avenir.

Après la manière presque forte, nous en revenions aux traitements lénitifs, et cependant, j'étais averti que les Grecs désarmaient leurs forts d'arrêt (1er août),

qu'ils devaient les laisser « *au premier qui se présentera* » (6 août). Je savais qu'à Cavalla tout était arrangé pour se livrer aux Bulgares pieds et poings liés.

Le 10 août, lorsque je déclenchais une attaque sur Doiran, le commandant de la division grecque à Serrès m'informait toutefois qu'il résisterait aux Bulgares et même qu'il combattrait si besoin à nos côtés.

Par contre M. Zaïmis, le président du conseil grec, avait le front de me faire demander si devant les menaces bulgares il fallait qu'il désarmât les forts ; il voulait me laisser l'odieux ou le ridicule de cette mesure : je ne répondis pas. Comme en juin, vu les nouvelles que je recevais de Grèce, j'avais été contraint d'envisager une intervention à Athènes. Sans ordre je concentrai une brigade, et l'embarquai.

Russes et Anglais intervenaient alors à Athènes, à Londres, à Paris.

La brigade restait sur rade. Je la fis débarquer, le 4 septembre. Tout doit avoir une fin.

Et depuis le 17 août l'ennemi attaquait, et depuis le 20 l'ennemi était vers Ostrovo.

***

Au reste le 30 août, comme réponse à l'invasion par les Bulgares de la Macédoine orientale, un véritable coup d'Etat s'était produit à Salonique.

En mai, après Rupel, j'avais été averti — je l'ai signalé dans un chapitre précédent — que Vénizelos voulait tenter un mouvement séparatiste ; l'amiral de Robeck n'était pas hostile au transport à Salonique des partisans de Vénizelos ; si mes renseignements étaient exacts, à Paris même il n'y avait pas une hostilité complète, et Vénizelos, ami de l'entente, aurait pu être installé à Salonique avec le concours des

Alliés, en face d'un roi violant la constitution ; c'était une révolution légale, admise, favorisée par les puissances protectrices de la Grèce. L'Angleterre avait mis son veto. Constantin n'était-il pas à la fois le beau-frère du Kaiser, et le cousin du roi d'Angleterre?

Ce qu'un ex-ministre, ex-révolutionnaire, transformé en homme de gouvernement, n'avait pas osé faire seul, ses partisans le tentèrent. J'en rendis compte en ces termes : « *Un comité salut public s'est formé à Salonique, et a lancé proclamation pour Macédoine à côté entente. Colonel Zimbrakaki et Mazaraki ont pris possession services grecs appuyés par toute la gendarmerie Salonique et artillerie. Préfet a déclaré ne pas se mettre en opposition avec comité. Calme complet jusqu'à présent.* » Le Préfet qui se ralliait ainsi, sans se rallier, était le propre neveu et héritier, paraît-il, de l'ex-président du conseil, Skouloudis.

Toutefois, le 31 août, une réaction royaliste avait lieu.

J'avais autre chose à faire qu'à tolérer le désordre à Salonique. Je profitai d'ailleurs de la circonstance pour trancher une question jamais solutionnée : l'exode des forces grecques de Salonique. En juin, dès la proclamation de l'état de siège, j'aurais pu l'exiger, comme je l'avais déjà fait pressentir le 14/2 dans un télégramme ; mais j'avais préféré tolérer encore le *statu quo* pour adoucir les angles.

La présence dans la ville de ces troupes au loyalisme douteux ou même inexistant pouvait cependant, au point de vue militaire, constituer un véritable danger pour les Alliés.

A un autre point de vue, leur existence, leur maintien à Salonique ne matérialisaient-ils pas, quoi qu'il pût arriver, la possession de Salonique par les Grecs? Il ne m'appartient pas d'insister sur les inconvénients diplomatiques de prendre ainsi, longtemps avant la

fin des hostilités, position dans ce véritable problème : « A qui Salonique? »

Le compte rendu du 31 août précisait ainsi les événements survenus : « *Colonel Tricoupis chef état-major 3e corps grec a tenté cette nuit s'opposer à mouvement révolutionnaire signalé hier; 3 morts, 5 blessés. Cerné par révolutionnaires et averti par moi que ordre devait régner à Salonique a traité avec nous et non avec comité révolutionnaire. Tous officiers avec armes et soldats désarmés sont entre nos mains. Officiers et soldats qui veulent marcher avec Entente iront grossir nos contingents grecs. Autres sont, actuellement, soldats dans camps dépôts intermédiaires, officiers sur bateau rade d'où ils seront samedi, sauf ordre contraire, dirigés sur le Pirée. Division grecque Salonique n'existe plus.* »

Fidèle à la ligne de conduite que je me suis toujours imposée, je continuai à laisser dans leurs affaires intérieures les Grecs évoluer à leur guise.

Le général Zymbrakaki, arrivé peu après les événements des 30 et 31 août, prenait la tête du mouvement. J'étais heureux de retrouver l'ancien commandant de la 11e division hellénique dont j'avais pu apprécier les sentiments francophiles et les connaissances militaires. Enfin Vénizelos m'était annoncé comme devant arriver le 9/9.

Il y avait là, au point de vue grec, un véritable coup de maitre. En venant à Salonique, en se plaçant à nos côtés, que faisait Vénizelos? Salonique, « la ville convoitée », devait rester toujours grecque, quel que fût le vainqueur.

Constantin jouait sur l'Allemagne; Vénizelos, sur l'Entente.

QUATRIÈME PARTIE

L'OFFENSIVE JUSQU'A MONASTIR

CHAPITRE XIII

L'offensive alliée.
La percée serbe à Gornicevo.

(10 au 14 septembre 1916.)

L'offensive commençait le 10 septembre.

J'avais des Français (17e division coloniale) face à Doiran. J'amorçais par eux les opérations et les attaques secondaires. (Compte rendu n° 219/3.)

Les Anglais passaient sur la rive gauche de la Struma, mais devant leurs pertes (200 hommes) et vu leurs procédés de combat spéciaux, ils évacuaient dès le 11 les villages qu'ils avaient enlevés.

La 122e division gagnait du terrain au nord de Majadag et les Italiens avaient un engagement assez sérieux dans une reconnaissance offensive qu'ils faisaient les 11 et 12. (Compte rendu n° 228/3.)

Tandis que ces opérations secondaires se développaient, ayant surtout pour but d'empêcher un retrait quelconque de troupes ennemies, tout en améliorant

si possible nos positions, la partie principale se jouait du côté d'Ostrovo.

Les grands tacticiens du G. Q. G. m'ont reproché — je le sais — de ne pas avoir eu en main une masse de manœuvre, qui aurait produit un événement, ils ne savent d'ailleurs pas lequel.

J'aurais désiré conserver devers moi des troupes pour pouvoir rétablir ou même établir ce que mes subordonnés ne voulaient pas ou ne pouvaient pas faire. Mais dès qu'un bataillon arrivait, il était réclamé à cor et à cri. Il suffit de se reporter aux télégrammes du général Cordonnier, cherchant à m'arracher les 35e, 44e, 54e et 56e colonial. Or, sauf ces régiments, je n'avais aucune disponibilité ; pour entraîner les exécutants, je n'ai pas hésité à renouveler ce que j'avais fait en septembre 1914, où le dernier jour de la bataille de la Marne, j'avais comme ultime réserve, mon peloton d'escorte

En 1916 en Orient, j'ai également engagé tout le monde, sans hésitation.

J'ai même veillé à ce que mes sous-ordres ne conservassent pas de réserves. Si un résultat a pu être obtenu. — et il l'a été — ce n'est qu'à cette détermination, hasardeuse, j'en conviens, mais indispensable pour réussir, quand on ne dispose que de peu de ressources et que l'heure est grave.

Le général Cordonnier, qui commandait depuis le 11 août, disposait de la 156e et la 57e division péniblement relevées de leurs secteurs et plus ou moins impaludées ; la 156e avait fait les Dardanelles et le repli de Serbie, la 57e avait été à l'avant garde dans l'avance en Serbie et à l'arrière-garde dans le repli. Malgré cette situation, le général Cordonnier aurait voulu faire grand.

Professeur de tactique générale à l'Ecole de guerre, il aurait désiré prononcer avec ses troupes un grand mouvement enveloppant par Kosani, Rula, Florina.

Connaissant plus que lui l'état des forces françaises, sachant ce qu'étaient les chemins indiqués par les cartes, voyant d'autre part les difficultés de ravitaillement et de transport, vu mes faibles ressources en camions et organes du train, j'avais fini par lui faire comprendre que son mouvement excentrique devait être limité. Je ne pouvais d'autre part que lui donner peu à peu les troupes nécessaires, vu les difficultés de relève et j'ajouterai, les événements d'Athènes.

Il en profitait pour ne pas hâter son mouvement, et cependant je ne pouvais le mettre au courant du télégramme émanant de M. Bratiano que me transmettait le général Joffre, dans lequel j'étais accusé de désobéissance, d'inaction, etc., etc.

Il soulevait des difficultés avec les Serbes, qui parfois, il faut l'avouer, encombraient ses routes de marche. Il voulait en un mot opérer avec méthode, laisser le moins possible à l'aléa, et il fallait au contraire agir vite.

Le 11 septembre, il finissait par avoir un engagement d'avant-garde ; la 156e division s'établissait sur la route Kajalar-Banica, à la cote 633 et tenait Rakita ; les Russes, que j'avais également mis sous ses ordres, s'emparaient de Vlahokilisura.

Le 12, la 156e division prenait Rudnik, les Russes montaient les pentes 1414-1348.

De leur côté, les Serbes s'engageaient à fond, poussaient sur Vetrenik, avec la division Choumadia, soutenue par Timok, sur le Kaimakalan, avec la division Ibrina, et faisaient leur effort principal, en tentant une rupture de front sur la route de Monastir à Gornicevo, avec les divisions Danube et Vardar, étayées en arrière par la division Morava. Un détachement mixte serbe jeté en liaison avec les Français occupait en même temps Sotir, évacué par les Bulgares. L'action était générale. Le 14 elle aboutissait à un résul-

tat tangible. Les Serbes, soutenus par une partie de notre artillerie mise sous leurs ordres et remarquablement commandée par le commandant Docquin, enfonçaient le centre adverse à Gornicevo ; 32 canons restaient entre leurs mains, et leur détachement d'aile gauche atteignait Ekcisou.

*
* *

C'était une réelle victoire.

Les Bulgares avaient pu, des hauteurs où ils se trouvaient, voir se dessiner au loin, le mouvement enveloppant du général Cordonnier ; mais nos progrès étaient trop lents. Ce même jour, les Anglais avaient enlevé — pour quelques heures, malheureusement, — Makukovo, à l'est du Vardar. Il était pénible, pour le commandant en chef de télégraphier au général Cordonnier sous le n° 324/2 : « *Le général en chef ne doute pas que les succès de l'armée française seront à hauteur de ceux des armées serbe et anglaise. Il faut marcher jour et nuit en poussant la cavalerie en avant, de manière à atteindre et à détruire les colonnes ennemies en retraite. Encore une fois l'armée franco-russe doit exécuter une poursuite acharnée qui seule permettra de recueillir tous les fruits de la victoire.* »

Depuis le 11, j'étais suspendu au télégraphe, pour que les Français agissent en liaison avec les Serbes, et poussent de l'avant. « *Serbes attaquent de nouveau 12. Irai personnellement les actionner. De votre côté, poussez, j'y compte. C'est nécessaire. Je vous rappelle que vous avez peu de monde, que les routes sont difficiles, que les troupes ne savent pas marcher, et sont impaludées. Il est donc nécessaire de ne pas s'aventurer actuellement sur Kastoria, avant un premier succès.* » (223/3 du 11 septembre.) « *Il importe de faire serrer brigade Quais, et toute autre troupe, pour arriver soit par une attaque frontale, soit par un mouvement large-*

ment débordant, à une solution. » (233/3 du 12 septembre.) Le général Cordonnier n'avait pas craint de m'écrire le 12 : « *Pour cette attaque, comme pour celle des hauteurs, je n'ai pas besoin d'engager beaucoup d'infanterie simultanément. Au contraire, comme en France, il y a intérêt à relever des unités fatiguées. J'ai disponibles, le 242e, 260e, 2e R. M. A, et 2e bis zouaves. Cela me suffit pour une semaine. Par conséquent ne vous hâtez pas d'acheminer ni les brigades Quais, etc.* » Il n'était pas possible d'avoir une semblable compréhension des nécessités du moment.

Le lendemain 13, j'avais voulu l'aiguiller à nouveau comme l'indique le télégramme ci-dessous. « *Poussez engagement ennemi avec toutes vos forces en liaison avec Serbes. Malgré entrée en ligne des quatre ou six bataillons qui ont dû arriver aujourd'hui de Prilep à Monastir, ne laissez pas l'ennemi s'arrêter à hauteur de Florina, et rejetez-le immédiatement sur Monastir en le manœuvrant constamment par sa droite. Faites comprendre à vos troupes nécessité effort violent et prolongé. Je compte que succès s'affirmera non seulement par repli, mais par capture prisonniers et artillerie, ce qui sera surtout obtenu par vigueur et rapidité de votre aile débordante.* » (236/3 13 septembre.)

Les affaires vont très bien, mais avec lenteur, me disait le 14 le général Cordonnier. Il fallait agir. Successivement, sans répit, je l'invitais à donner. « *Serbes signalent qu'ils viennent de s'emparer de Gornicevo, et que l'ennemi redescend en désordre les pentes Ouest du Malka Nidzé. Poussez conséquemment de votre côté, pour transformer repli en déroute. En tout cas, nettoyez rapidement Malareka, pour utiliser gare Ekeisou et Sorovitch.* » (239/3 14 septembre.)

« *Je reçois votre ordre d'opération n° 4. Votre droite doit pousser à toute vitesse en avant et ne pas se laisser dépasser par Serbes. Votre centre et votre gauche doivent se rabattre sur le gros de l'ennemi en retraite dans*

la plaine de Florina. De l'énergie et de la rapidité de l'armée française peut dépendre une grande victoire. » (244/3 14 septembre.) « *G. Q. G. serbe me signale que vos troupes d'Ajtos et de Neveska ne bougeaient pas cette après-midi. Je pense qu'il y a erreur; car vous avez l'ordre formel de marcher vite. Je vous le répète encore.* » (246/3 14 septembre.)

Le 14 septembre marquait un beau fait de guerre; les Français n'y avaient qu'indirectement contribué; les véritables vainqueurs étaient les Serbes.

CHAPITRE XIV

Florina et la ligne du Brod.

(15 septembre-3 octobre 1916.)

L'ennemi, refusant sa droite, s'établissait du Kaimakalan à Florina bordant la rive septentrionale de la rivière Brod (14 septembre). Dans sa retraite, il avait fait sauter le viaduc de la voie ferrée d'Ekcisou, ce qui allait causer de graves difficultés pour nos ravitaillements.

Les Russes, qui avaient été retardés par la nature montagneuse de la région où ils opéraient, se dirigeaient sur Armensko ; un détachement mixte de 8 escadrons, 2 bataillons, 1 groupe de montagne, sous les ordres du colonel Boblet, s'élevait par la route de Kosani, Rula, Florina. Il fallait d'abord s'emparer de Florina, avec ces deux détachements et les troupes françaises maitresses de la Malareka, depuis le 13, puis manœuvrer la droite bulgare, pour faire tomber ou évacuer la ligne ennemie de Brod. Le 15, à la fin du n° 253/3, que je *hughais*, je m'écriais : « *Marchez, marchez, marchez* ».

J'arrivai à un résultat.

Le 16 au soir, le général Cordonnier, avec une mu-

sique et une compagnie, était à Boresnica qu'il croyait être Florina, et où il voulait faire une belle entrée. Mais Florina était occupé. Il fallait un combat pour le prendre. Le lendemain seulement Florina était enlevé par le général Leblois, et des fractions des 57e et 156e divisions appartenant à trois brigades différentes (1er R. M. A. 176 et 260).

Le 18 je télégraphiais : « *Ordre donné à général Cordonnier de continuer à avancer, pour déborder ligne faite à Brod, occupée par ennemis devant Serbes* ». (Compte rendu n° 283/3).

Fidèle à son point de vue de ne rien hâter, le général Cordonnier voulait d'abord mettre hors de cause les fractions ennemies qui tenaient, près Pisoderi, devant les Russes et le détachement Boblet de Rula.

D'autre part, un bataillon du 175e, mal commandé, n'avait pu résister le 19 septembre à Boresnica à une vigoureuse contre-attaque bulgare. Une attaque serbe avait repris cependant le village, pendant la nuit du 19 au 20. Je pouvais donc, à une demande de renforts pour pouvoir marcher de l'avant, répondre que les Bulgares vers Florina devaient avoir *20 bataillons contre 31, que par suite la supériorité numérique de l'armée française n'était pas douteuse* « et que si elle pouvait n'être que temporaire, elle devait « *être exploitée sans délais* » (télégramme 405/2).

Les Serbes de leur côté me demandaient de faire engager l'action par les Français; ceux-ci étaient à l'aile marchante, ils devaient donc rationnellement commencer la manœuvre. Je passais donc mon temps à essayer d'obtenir le synchronisme des attaques. Le 24 septembre devait voir Serbes et Français attaquer. Le général Cordonnier *me hughait* le 23 : « *Sommes prêts. Agirons en liaison avec les Serbes* ».

Le 24, la préparation d'artillerie commençait; mais les Serbes attendaient les résultats de la ma-

nœuvre française, les Français escomptaient, comme le 14 septembre, l'action des Serbes. Les Bulgares en profitaient pour nous contre-attaquer, vainement d'ailleurs, vers Armenhor et le Kaimakalan, et pour essayer de nous arrêter de Rula à Armensko, ce qui amenait le général Cordonnier à ne pas se conformer aux instructions reçues, à faire de ce côté un détachement français de renfort (57e division), et à donner à la 156e l'ordre ferme : « Pas d'attaque d'infanterie ».

En même temps, il m'était réclamé de l'artillerie lourde en réponse à un de mes télégrammes n° 325 : « *Prière inviter artillerie lourde à se montrer plus active, et y veiller. Les 155 courts ont été négligés. Je répète que j'entends que les Français poussent de l'avant, et n'attendent pas les Bulgares devant un dispositif défensif.*

Ce que fait l'armée serbe, soutenue par notre artillerie lourde, peut être fait par l'armée française ».

Il m'était télégraphié qu'il serait désirable que « *Serbes me relèvent, jusque devant Petorak inclus* » (26 septembre), et pour les 27 et 28, l'ordre d'opération de l'armée française se terminait ainsi : « *Car aucune opération ne peut être tentée, tant que l'armée aura son flanc gauche en l'air* ». (Voir pièces aux annexes ».

Les Anglais, de leur côté, avaient à grand'peine consenti à tenter un coup de main avec trois compagnies (compte rendu du 22 septembre), et quelques incursions sur la rive gauche de la Struma (compte rendu des 23 et 24 septembre).

Les Bulgares profitaient de cette inaction britannique pour faire remonter sur le Brod plus de 20 bataillons qu'ils retiraient du front anglais (compte rendu du 26 septembre). Le *non possumus* du général Robertson était largement compris.

Il fallait cependant exploiter le succès très réel des

14 et 17 septembre, malgré les Anglais qui ne voulaient pas donner pour retenir l'ennemi; malgré le général Cordonnier qui ne s'était pas plié à cette guerre si peu semblable à celle du front français, où une attaque longue et méthodique, avec de puissants moyens en matériel et en hommes, est presque de rigueur. Dès le 26 (n° 358/3), j'avais à nouveau essayé de le faire comprendre : « *Serbes se plaignent que Français attendent toujours attaques serbes avant de déclencher la leur. Ils ont complètement raison. Il est inutile de faire préparation artillerie, pour pouvoir rendre compte qu'une attaque que j'ai prescrite se fera et pour ne rien faire du tout. D'autre part ils ont également remarqué, comme tout le monde, qu'il vous a fallu, pour vous reformer, plusieurs jours. Il importe de ne pas imposer une série de mouvements complètement inutiles, pour faire ou défaire des détachements ou des réserves. Le respect des liens tactiques est une nécessité* ».

Je donnais finalement, après avoir vu les Anglais et les Serbes, l'ordre d'attaquer le 30. Les Anglais promettaient de s'installer sur la rive gauche de la Struma; les Serbes de faire effort sur le Kaimakalan pour essayer d'encercler la ligne de défense ennemie du Brod, que le général Cordonnier devait accrocher vers Petorak. Mais celui-ci me réclamait pour attaquer 3 régiments coloniaux que j'avais relevés du front Doiran, ou qui venaient de France (lettre n° 1610/3 du 28 septembre; annexes, extrait).

Il était temps d'en finir. Je lui adressais donc le 28 sous le n° 378/3 l'ordre formel d'attaquer, le 3, avec prière de me dire s'il obéirait, afin que dans le cas de la négative, je puisse immédiatement le remettre à la disposition du ministre. Il m'était répondu : « *On se fera tuer le jour où vous le désirerez* ».

J'allai par suite à Banica, où je convoquais les généraux français et le général russe Dietrich, pour leur exposer mon point de vue et faire, même, allusion

aux ordres impératifs d'attaque reçus de France. Tous comprirent, je crois, qu'il fallait agir, et que la phrase temporisatrice écrite par le général commandant l'armée d'Orient, n'était plus de mise : « *Cela ira bien si on agit sagement et avec méthode* ».

Cependant, les Serbes, fidèles à leur parole, enlevaient le 30 septembre la position qu'ils attaquaient vers le Kaimakalan, continuaient à progresser à l'est et à l'ouest de ce massif et dans la nuit du 2 au 3 se jetaient sur la crête frontière Starkovgrob (comptes rendus des 30 septembre, 2, 3 octobre).

Cette poussée menaçait toute la ligne défensive bulgare du Brod.

Dans ces conditions, avant que les troupes françaises se montrassent, les Bulgares exécutaient un repli général, faisant pivoter autour du Kaimakalan toute leur droite. J'arrivais sur le terrain, pour voir si mes ordres d'attaque du 3 étaient exécutés. J'apprenais la retraite générale bulgare, la chute de la ligne que nos ennemis tenaient depuis le 17 septembre.

Que serait-il advenu, si les troupes françaises avaient été mordantes, comme je le réclamais à cor et à cri ; si un simple bouchon avait été jeté du côté de Pisodéri, et, si avec l'ensemble des disponibilités, la droite bulgare avait été manœuvrée? Puis-je ajouter : Que se serait-il passé, et peut-être depuis plusieurs jours, si le G. Q. G. m'avait donné à la tête de l'armée française le chef que je lui avais réclamé ou même si, comme jadis, j'avais commandé directement des contingents français tout en étant commandant en chef des forces alliées en Orient?

CHAPITRE XV

Devant Kenali et la Cerna.

(4 octobre 1916-19 octobre 1916).

Le 3 octobre, comme le 14 septembre, les Serbes avaient de haute lutte remporté la victoire.

Les troupes françaises décollaient de leurs positions, mais continuaient à ne pas manœuvrer : « *Forces françaises sont vers la gauche franchement en retrait des forces serbes. Je désire que cette situation, qui dure depuis le début des opérations, ne continue pas. Il faut pousser. Je compte sur vous. Rendez-moi compte, etc., etc.* ». (403/3 du 3 octobre.)

Le général Cordonnier voulait constituer une division provisoire, pour perdre encore du temps : « *Je répète que les liens tactiques doivent être respectés. Le général Fourcade restera à ma disposition. La 57e division sera reconstituée. J'entends que l'on ne perde pas de temps à faire et à défaire* ». (409/3 du 5 octobre.)

L'ennemi, refusant sa droite, pivotait autour du Dobrolje, bordant la Cerna, puis s'appuyant approximativement sur la ligne Kenali, Velousina, il avait son extrémité droite au lac de Presba, vers German.

Il était évident que c'était du côté de Velousina que les troupes françaises devaient faire un effort. Pendant plus de quinze jours j'essayai vainement, par tous les moyens, de le faire comprendre.

A mes ordres d'attaque, nécessaires au point de vue politique, diplomatique, indispensables au point de vue coopération avec les Serbes, il était donné une solution presque toujours identique : préparation d'artillerie, suivie parfois d'assaut dans un secteur ennemi, étroit et encadré. (Compte rendu des 4, 5, 6 octobre.) Les ordres stupides amènent une exécution imbécile, disaient ceux qui ne voulaient pas comprendre la situation, qui réclamaient des canons lourds, sans songer que je n'en avais pas, sans se rappeler que les rares batteries que j'envoyais traînaient plusieurs jours avant d'être mises en batterie, sans se souvenir que le temps pressait pour avoir une solution.

On ne pouvait arriver à rien avec cette méthode de combat et les détachements faits vers le lac de Presba et Biklista, dispositif qui ne pouvait amener encore qu'une diminution d'efforts.

En allant le 14 octobre vérifier si mes ordres d'attaque du 12 étaient exécutés, si nous allions enfin appuyer les Serbes, qui dès le 7 étaient à Skocevir, qui le 8, entre Brod et Dobrovani, avaient fait 800 prisonniers, je m'apercevais que notre préparation d'artillerie ne pouvait qu'être inopérante : les pièces étaient éloignées de 5 à 6.000 mètres des fils de fer à battre.

Il n'était pas difficile de juger que si l'assaut était donné, il ne pouvait qu'être repoussé.

Les Serbes continuaient cependant à progresser. Le 18 ils prenaient Brod, le 19 ils s'installaient sur le plateau au nord à Vélioselo faisant des prisonniers et prenant 7 canons. Pour les soutenir, tout en se conformant à mes ordres d'attaque, qu'il reculait

sans cesse, le général Cordonnier écrivait le 16, dans son ordre pour l'attaque du 20 : « *Il s'agit d'un combat d'étude, et non d'une attaque* ». (Ordre, aux annexes.)

Je demandai sa relève. (Pièce aux annexes.) Elle me fut accordée. J'ai su depuis qu'il avait été opéré d'un cancer. Je veux bien croire qu'il devait être sous cette influence morbide lorsqu'il utilisait ainsi les troupes mises sous ses ordres, et sabotait les ordres qu'il recevait et ne voulait pas comprendre.

***

Mais ces faits amènent une remarque. Ces événements si pénibles pour moi sont la conséquence forcée d'un vice d'organisation dans le commandement, comme je l'ai déjà dit au chapitre VIII. Dans une armée formée de contingents alliés, il est nécessaire que celui qui commande ait la disposition complète du contingent de sa nationalité. Avec ce système, il peut prélever les réserves que souvent les Alliés ne peuvent ou ne veulent pas fournir, par suite soit de leur tempérament, soit des ordres reçus de leurs gouvernements respectifs. Il doit se tenir surtout à son contingent national ; il ne peut le disposer pour l'exécution que si ce contingent reçoit ses ordres directs. Avoir un subordonné, peut le couvrir dans l'exécution. Pour d'aucuns cette disposition peut paraître bonne ; pour moi, elle n'est ni nécessaire ni désirable.

Je n'ai jamais varié dans cette manière de voir ; lorsque le général Joffre dès sa main-mise, grâce au décret du 2 décembre 1915, sur l'armée d'Orient, m'a demandé de créer une armée française, en voulant d'ailleurs nommer à ce commandement le général Bailloud, « le moins bon de mes divisionnaires », et

me laissant uniquement le commandement en chef j'ai télégraphié que je ne partageais pas cette opinion : « *Essentiel pour armée d'Orient, est non de créer état-major ou nouveau rouage, mais d'envoyer renforts deux divisions* ». (841/2 du 10/1.)

CHAPITRE XVI

La boucle de la Cerna.

(20 octobre-15 novembre 1916.)

Le général Leblois prenait le commandement provisoire de l'armée d'Orient. J'étais depuis longtemps lié avec lui par une solide amitié; j'avais su hautement l'apprécier au point de vue militaire dans le repli de Serbie. Je l'engageais immédiatement à tout disposer pour faire effort par les hauteurs qui surplombent la plaine Kenali, Monastir.

D'autre part, les Serbes m'avaient prouvé qu'ils savaient et vouloir et attaquer; pour essayer d'avoir une solution, au moins partielle, la plaine de Kenali étant d'ailleurs sous l'eau, je mis directement sous les ordres du voïvode Michich tout ce que je pouvais prélever sur les contingents français. J'invitais d'autre part le général Leblois à renouer avec les Serbes les rapports de camaraderie qui avaient cessé avec le général Cordonnier. Le général Boyovitch avait donné ordre à un moment, d'arrêter toute attaque, ne comptant plus, disait-il, sur aucune aide française.

Le 22 octobre, dans mon compte rendu, je pouvais rendre compte que notre artillerie lourde avait coo-

péré à une contre-attaque faite par la division Morawa; le 23, que je retirais pour les faire opérer vers la Cerna trois régiments français et une nombreuse artillerie; le 27, que l'attaque dans la boucle de la Cerna commençait.

Le 28, Gardilovo tombait entre les mains de nos coloniaux, mais ces derniers ne pouvaient se maintenir à Kenali qui avait été attaqué d'ailleurs uniquement pour faciliter la progression serbe dans la boucle de la Cerna; la lutte continuait âpre, mais sans résultat tangible. Il fallait l'intensifier, ou tout au moins avoir de quoi combler les pertes subies au feu. Après de longs pourparlers, je relevais la dernière brigade française qui se trouvait encore sur la rive gauche du Vardar : les Anglais prenaient le secteur du Vardar au lac Doiran, les Italiens étaient encadrés entre les forces britanniques de cette zone, et celles qui bordaient la Struma; je laissais provisoirement un régiment français en réserve italo-anglaise, l'autre régiment de la brigade allant sur la rive droite du Vardar pour libérer les Serbes qui opéraient vers Nonte et pouvaient ainsi rallier la boucle de la Cerna. J'obtenais d'autre part des Anglais qu'ils arrêtassent l'exode bulgare vers la Cerna en attaquant vers Barakli-Dzuma qu'ils enlevaient. (31 octobre.)

Le temps de plus en plus mauvais augmentait au reste toutes les difficultés inhérentes à une opération quelconque.

Les Serbes donnaient des signes d'une fatigue bien compréhensible. Pour essayer quand même quelque chose, je ramenais encore une brigade italienne que je remplaçais dans le secteur du Krusa-Balkan par une autre fraîchement débarquée et que j'envoyais, vu ses aptitudes montagnardes, à la gauche du dispositif français.

Ces relèves, évidemment longues, étaient néces-

saires pour mettre chacun à sa place, en tenant compte des desiderata italiens et britanniques, qu'il fallait satisfaire, pour qu'au lieu d'un échange de vues, il y eût des actes.

Le 10 novembre, un nouveau succès serbe s'affirmait : Polok était enlevé; 10 canons tombaient entre les mains de la division Danube; le 11, la division Morawa, étayée par le 2e bis de zouaves, faisait plus de 1.000 prisonniers; le 12, 16 canons bulgares étaient pris, au cours d'une nouvelle progression, dans laquelle Iven était occupé. Le 13, j'envoyais aux Serbes un nouveau régiment français pour augmenter ou exploiter leur avance, et notre artillerie, de la Cerna aux hauteurs enserrant à l'ouest la plaine de Kenali, ne cessait d'intervenir.

Le 14, les forces françaises qui formaient la gauche serbe dans la boucle de la Cerna attaquaient sans interruption, et le 2e bis de zouaves, avec les Serbes, faisait 400 prisonniers allemands.

Devant cette pression générale, l'ennemi sentait qu'il allait être pris à revers s'il s'obstinait à tenir les lignes fortifiées de Kenali. Profitant de la pluie et de la neige, il prononçait, pendant la nuit du 14 au 15 novembre, un nouveau retrait.

Pour la troisième fois, les Serbes, ayant cette fois avec eux des Français, avaient produit un événement.

CHAPITRE XVII

Le voyage du ministre de la Guerre.

(Novembre 1916.)

Le G. Q. G. avait toujours été hostile à une expédition en Orient ; il ne s'en cachait pas. M. Briand, peu après son arrivée au pouvoir, crut vraisemblablement, qu'en mettant l'armée d'Orient sous la coupe directe de Chantilly, il rendrait le G. Q. G. responsable indirectement de ce qui se passait à Salonique, et que, par suite, les opérations militaires y gagneraient. Il se trompa, ou fut trompé. Tout était prétexte pour ne rien envoyer à Salonique, pour demander l'impossible, pour lancer l'anathème, lorsqu'une simple connaissance des réalités aurait tout mis au point. Faut-il citer mon service automobile condamné à la stagnation, parce qu'aucune rechange, aucun pneu, n'étaient envoyés, sous prétexte d'opérations devant Verdun? Il fallait cependant ravitailler.

Faut-il rappeler les ordres impératifs pour fortifier les abords de Salonique? Les Grecs ne permettaient pas d'aller jusqu'aux hauteurs encerclant la ville, et j'avais été invité à ne pas les froisser.

Faut-il évoquer les reproches d'incurie adressés par

d'aucuns, parce qu'en Macédoine orientale il n'y avait pas de routes, parce que la voie ferrée de Monastir n'était pas doublée, parce qu'il n'y avait pas d'Ostrovo à Salonique de fortifications de campagne?

Qui avait jamais songé que l'effort principal des Alliés aurait lieu de ce côté? Et la voie ferrée, a-t-elle ou n'a-t-elle pas plus de vingt tunnels faits juste pour une seule voie?

Y avait-il quelqu'un à l'ouest du camp retranché pour faire des tranchées, avant que malgré les ordres reçus, j'eusse sous ma responsabilité donné l'ordre aux Serbes de quitter la Chalcidique pour se diriger sur Ostrovo? J'irai plus loin.

Dès novembre 1914, j'avais dit, dans un cercle des plus restreints, sans doute, mais j'avais dit, qu'il fallait compter, à moins de choses extraordinaires, sur l'intangibilité des fronts fortifiés.

En 1915, l'armée d'Orient, ou plutôt la poussière de troupes qui la composait, avait prouvé que la guerre de mouvement pouvait exister sur ce théâtre, et il était facile de comprendre qu'avec des renforts envoyés, jamais la retraite serbe d'Albanie n'aurait eut lieu; plus tard, je ne me cachais également pas, pour déclarer qu'avec des renforts, il pouvait être fait quelque chose, à l'effet de rétablir la situation en Serbie.

Or, le G. Q. G. ne voulait pas de succès hors du front français; d'autre part les Anglais n'avaient été à Salonique qu'à leur corps défendant; les Italiens y venaient pour s'implanter plus facilement en Albanie; les Russes avaient été envoyés, m'a-t-il été assuré, surtout pour ne pas expédier des renforts français, et le général Joffre s'était longtemps opposé à cet envoi; quant aux Grecs, leurs dirigeants étaient des Allemands, et le coup d'état du 30 août 1916 était un coup direct à cette politique germanophile. Les Roumains, peut-être, entraînés à la guerre sur

des indications erronées, devaient enfin ne pas voir d'un bon œil les opérations forcément embryonnaires de l'armée d'Orient anémiée, et dans laquelle seuls Serbes et Français voulaient et allaient au début combattre. Tout, en un mot, se présentait rationnellement pour imposer une nouvelle orientation à Salonique et pour changer en conséquence tout d'abord le commandement. Le G. Q. G. y poussait ouvertement ou en cachette. Dans les premiers jours d'août 1916, j'avais appris que les Anglais, sur l'instigation du haut commandement français, avaient demandé mon remplacement.

Au commencement de septembre, j'étais informé que de Maud'huy ou Gouraud seraient mes successeurs désignés. Je recevais même à Salonique des lettres adressées au général Gouraud, par des amis trop pressés. J'étais également mis au courant d'une campagne de presse sur l'inaction de l'armée d'Orient, déclenchée le même jour — ce qui n'était pas peut-être très adroit — par trois grands journaux de Paris, et dans lesquels la main d'officiers du G. Q. G. ne pouvait être méconnue. M. Painlevé, ministre de l'Instruction publique, voulait bien me télégraphier de ne pas m'émouvoir de cette levée de boucliers et le prince Alexandre m'informait de son côté que je ne serais pas relevé. Je finissais cependant par savoir que le général Joffre avait demandé l'envoi à Salonique, pour la deuxième fois, du général de Castelnau, avec une vague mission d'inspection; que, le 7/9, MM. Albert Thomas, Viviani, Painlevé, Combes devant être absents, la nomination du général Gouraud devait être annoncée au Conseil, mais que la chose s'étant ébruitée M. Painlevé avait fait décider que le Conseil devait être au complet à l'avenir lorsqu'une mesure grave serait envisagée au sujet de l'armée d'Orient. L'affaire avait été enterrée.

Mais, dès le 26/9, un télégramme du Quai d'Ors

portait sur un autre terrain la question. Il ne pouvait plus être excipé, pour me retirer mon commandement, soit des opérations militaires qui semblaient marcher, soit de la Roumanie que j'avais, malgré les assertions contraires des dépêches Bratiano, soutenue dans la mesure prescrite en France, je dirai même : plus qu'il ne m'avait été demandé.

On me réclamait des explications pour avoir toléré en Grèce un mouvement révolutionnaire et anti-dynastique, ce qui avait empêché la Russie et l'Angleterre de donner satisfaction aux propositions de la France au sujet de Salonique. Il ne m'était pas difficile de répondre.

Quelques jours après (29/9), un télégramme de Chantilly me réclamait des explications demandées cette fois par les Italiens. Ils se plaignaient que derrière leur division, il n'y eût plus de réserves françaises. Je répondis pour montrer l'inanité de cette assertion. (Voir dépêche n° 390/3 du 1er octobre. Annexes.) Après les Italiens, venaient les Grecs. L'attaché naval m'informait que la Grèce se rangeait du côté de l'Entente sous quatre conditions :

1° Le Roi commanderait les Alliés. 2° Je serais relevé. 3° Vénizelos n'aurait pas le portefeuille des Affaires étrangères. 4° L'intégrité territoriale grecque serait assurée.

Peu après, j'apprenais que Vénizelos devait arriver à Salonique, ce qui émotionnait le Quai d'Orsay.

Cet imbroglio grec, la venue escomptée de Gouraud ou de Castelnau, exacerbaient les esprits, influençaient et rendaient peut-être explicable l'inexplicable conduite du général Cordonnier, dans les opérations cependant purement militaires des mois d'août, septembre et octobre. On ne vient pas impunément de France, imprégné de la mentalité du G. Q. G., dans la fournaise balkanique!

*
* *

Au point de vue militaire, la question effectifs en présence des pertes subies, du paludisme intensifié par les fatigues, devenait de plus en plus angoissante. Chantilly me faisait perdre mon temps, — je ne dis pas ma patience, — à réfuter les assertions les plus fantaisistes; je ne pouvais pas, par exemple, prendre des hommes de remplacement pour des renforts ; les vessies n'ont jamais été des lanternes.

La succession Cordonnier devenait, sur ces entrefaites, un véritable problème. Je ne pouvais avoir quelqu'un qui me rappelât les mauvais jours passés et employât le plus clair de son temps à vouloir temporiser et manœuvrer, non au propre, mais au figuré.

Chantilly voulait m'envoyer à nouveau le général Guillaumat. Les raisons qui m'avaient empêché de le demander en août, subsistaient : je le refusai. Le nom du général Anthoine m'était alors envoyé : je connaissais ses qualités militaires; mais je n'avais jamais eu un faible pour les reitres même les plus réputés qui, suivant les circonstances, prennent la suite de Coligny ou de Guise; je n'avais jamais écrit, et, par suite, n'avais pas besoin d'un écrivain pour envoyer des élucubrations au *Journal ;* je refusai Anthoine. Je posai d'ailleurs la question du maintien du *statu quo*, en ajoutant : « *Si estimez nécessaire désigner immédiatement successeur général Cordonnier, vous demanderai général Micheler ou Hallouin.* » Lors de la désignation du général Cordonnier, j'avais déjà demandé le général Hallouin. Quant au général Micheler, il avait été au début de la campagne mon chef d'état-major au 6e corps d'armée; je lui savais une haute valeur ; libéré des intrigues du G. Q. G., il ne pouvait que faire d'excellent travail. Ils ne m'étaient pas accordés. Je ne demandais d'ailleurs

qu'une chose : laisser subsister le provisoire, c'est-à-dire, le général Leblois. Mais il y avait là un point que le G. Q. G. pouvait, au moment propice, remettre en discussion.

***

Le voyage d'un député, M. Benazet, avec ou sans mission officielle, allait encore corser la situation au point de vue hellénique. A la suite d'une série d'entretiens, M. Bénazet, que je connaissais pour s'être occupé des questions balkaniques, mais qui se montra avec moi sous le jour d'un jeune camarade de Saint-Cyr, charmant et intéressant, voulait bien me faire connaître qu'il avait eu des tractations avec le roi de Grèce. Ce dernier devait faire évacuer toute la Thessalie, ce qui m'enlèverait une épée de Damoclès suspendue sur mes communications, et voulait bien pour montrer ses bonnes dispositions, à l'égard de l'Entente, nous vendre tous ses canons, toute sa flotte, tout son matériel de guerre. Il me paraissait même que M. Bénazet n'était peut-être pas éloigné de tenter un rapprochement entre le roi et Vénizelos.

Connaissant par expérience les procédés dilatoires du parti de la Cour et de Constantin, je restais sceptique. M. Bénazet me certifiait qu'il avait à ce sujet, un document écrit de la propre main du roi, dans lequel il engageait nettement sur ces divers points sa parole de soldat et de roi.

Je ne répondis rien, mais je restai encore sceptique.

***

C'était au milieu de cette atmosphère toute spéciale qu'arrivait le ministre de la Guerre, général Roques.

Le général Joffre aurait voulu envoyer le général de Castelnau. M. Painlevé avait fait désigner le ministre de la Guerre. Je savais que le général Roques

venait pour faire une enquête sur mon compte. Je le vis arriver sans déplaisir. Je l'avais connu alors que nous étions tous deux directeurs au ministère de la Guerre, lui du génie, moi de l'infanterie. Je connaissais ses qualités de travail, de franchise, de droiture et j'étais certain qu'il voudrait voir, verrait et apprécierait ce qui avait été fait, ce qui était nécessaire.

Le général Roques visita le front et Salonique ; il m'adressa une série de questions avec ordre de répondre par écrit. Les demandes et les réponses sont aux annexes. Elles sont à lire. Elles permettent d'éclairer d'un jour tout spécial les agissements du G. Q. G J'y étais habitué, et ne pouvais que hausser les épaules.

*
* *

Le général Roques demandait finalement, pour une offensive future, plus que je n'avais osé exposer dans une note spéciale : pour lui, il fallait 30 divisions, plus les Russes, les Serbes, les Grecs. Cette solution de la question effectifs était la seule qui me tenait à cœur. Les mensonges, les coups d'épingles, les blessures d'amour-propre, le mépris de tout ce qui était fait à l'armée d'Orient, en un mot, le pain quotidien dont me nourrissait Chantilly, ne comptaient pas pour moi ; j'avais conscience de ce qui était, et le travestissement perpétuel de la vérité, en Orient (comme en France, pour la 3e armée, lorsque je la commandais), n'arrivait pas à hauteur de mon dédain.

CHAPITRE XVIII

Monastir.

(19 novembre 1916.)

Le compte rendu du 15 indiquait que, pour la première fois, les Français avaient essayé d'exploiter le recul adverse. Bakri, Kénali, étaient entre nos mains. L'ennemi bordait le Viro. Notre progression devenait cependant lente ; le temps était épouvantable ; il y avait des difficultés presque insurmontables à amener l'artillerie. Dans la plaine, les hommes avaient de l'eau jusqu'aux cuisses. Dans la montagne, les tourmentes de neige se succédaient.

Le 17, la cote 1212, dans la boucle de la Cerna, commençait à devenir le théâtre de combats acharnés. Le 18, la division Drina enlevait Gruniza, la division Danube la cote 1378. Dans le secteur français, Kabina devenait le point où attaques et contre-attaques faisaient rage ; les Russes s'emparaient d'un canon. Les Italiens, contre-attaqués, résistaient puis appuyaient nos attaques en esquissant un mouvement débordant.

Le général Leblois donnait en outre l'ordre de généraliser la pression en attaquant sur les deux rives du lac Presba.

Les progrès serbes, les attaques répétées russes et françaises, la marche menaçante des Italiens sur la haute montagne, finissaient par procurer le résultat cherché : l'ennemi refusait sa droite.

Poursuivi, il abandonnait Monastir, la ville convoitée (19 novembre). Le combat continuait sur tout le front ; mais pour exploiter le succès, il aurait fallu des réserves. Je n'en avais pas : Serbes, Russes, Français, étaient à bout de souffle.

*
* *

J'ai toujours été hostile aux ordres du jour, et j'ai souvent été attaqué à ce sujet, — l'expérience m'a montré qu'en agissant ainsi je n'avais pas tort. Cependant toute règle peut, dans des circonstances spéciales, mériter une exception. La prise de Monastir était une victoire certaine, et depuis ce qui a été appelé la bataille de la Marne, aucun réel succès n'avait été enregistré pour nos armées. J'envoyai par suite les deux ordres ci-dessous.

J'ajouterai sans commentaires que la Censure interdit d'ailleurs leur publication au moins pendant plusieurs jours.

ORDRE A L'ARMÉE FRANÇAISE

Mes chers camarades,

Je vous transmets l'ordre que vient de m'adresser le général Joffre.

Depuis votre débarquement à Salonique, vous avez toujours répondu à ce que je vous ai demandé. Vous n'étiez qu'une poignée ; je vous ai dit d'aller jusqu'à Krivolac. Vous y êtes allés.

Je vous ai dit, devant les forces ennemies de plus en plus nombreuses, de revenir jusqu'à Salonique sans vous laisser entamer ; vous êtes venus organiser un camp

retranché que l'ennemi n'a pas osé attaquer. Je vous ai envoyé reprendre la Macédoine occidentale, faire revoir nos couleurs en Serbie, et malgré votre infériorité numérique vous venez d'arriver à Monastir. Merci.

Votre tâche n'est pas terminée.

Quand, comme il faudra, vous l'achèverez.

Ordre général aux Armées alliées

Monastir est entre les mains des Alliés.

Je suis heureux de pouvoir saisir cette occasion pour adresser à tous, commandants des forces alliées, officiers, sous-officiers et soldats, mes plus vifs remerciements, mes plus chaudes félicitations pour les efforts faits, le courage déployé, les résultats déjà obtenus.

Serbes, vous les premiers avez ouvert le chemin ; vous les premiers avez enfin vu nos ennemis en fuite et vos efforts soutenus ont permis la prise de Monastir.

Russes, dans les montagnes helléniques comme dans la plaine serbe, votre bravoure légendaire ne s'est jamais démentie.

Armée britannique, jusqu'à ce jour, votre tâche a été des plus ingrates, vous avez dû travailler sur un front jusqu'ici défensif, mais vous n'avez ménagé ni vos peines ni vos travaux ; vous avez rempli avec honneur le rôle confié à vos armes, prêts à pousser de l'avant quand l'ordre sera donné.

Italiens, dans toutes les zones où vos couleurs ont été déployées, vous vous êtes souvenus des hauts faits auxquels vous aviez déjà pris part dans les Alpes.

Français, je suis fier d'avoir été à votre tête en Orient. Que le succès présent ne soit que le prélude de plus beaux encore.

CHAPITRE XIX

Le gouvernement provisoire grec de Salonique et la zone neutre.

(De septembre à décembre 1916.)

Le 9 septembre, Vénizelos arrivait à Salonique. J'allais le saluer lorsqu'il était déjà débarqué. Je ne pouvais aller l'attendre : le gouvernement provisoire, dont il était le chef, n'était pas reconnu.

Toutefois, grâce à une fiction diplomatique, qui n'a pas été renouvelée en Russie, je devais le traiter « comme un gouvernement de fait. »

*
* *

A côté de Vénizelos, se trouvaient pour composer ce gouvernement, le général Danglis, homme fin, technicien connu, et l'amiral Coudouriotis, qui réunissait tous les suffrages de ceux qui le connaissaient et pouvaient causer avec lui ; car malheureusement il ne parlait que grec.

Sous ce triumvirat se constituait un ministère, et le 22 septembre, un premier bataillon grec était en-

voyé sur la Struma, dans un détachement français qui opérait sous les ordres des Anglais.

Le 14 novembre, deux nouveaux bataillons rejoignaient le premier pour former un régiment. Les volontaires qui le constituaient, les officiers qui s'étaient ralliés à Vénizelos, ne pouvaient que donner satisfaction. Ils étaient malheureusement peu nombreux. Or le gouvernement vénizeliste voulait le nombre, et les appels de réservistes, la mobilisation décrétée sur le territoire marchant avec le gouvernement provisoire, c'est-à-dire, sur la Macédoine, où l'idée de patrie n'existait que virtuellement, ne pouvaient donner les résultats que d'aucuns escomptaient. Vénizelos et ses partisans ne se rebutaient néanmoins pas et je recevais même des travaux, et non sans valeur, pour la reprise de la Macédoine orientale, sous la poussée des troupes helléniques. Ce ne pouvait être qu'un rêve !

***

Le gouvernement provisoire s'asseyait cependant petit à petit.

Quant à moi, je refusais d'intervenir dans tout ce qui touchait ses discussions avec Constantin ; pas de difficultés internationales ; j'en avais assez de purement militaires.

Les affaires grecques s'embrouillaient en effet de plus en plus. Je laisse de côté les interventions cependant répétées de ceux qui cherchaient encore et toujours un rapprochement entre Vénizelos et le roi ; je ne reviens pas sur ce que j'ai déjà sommairement relaté : le roman de Constantin retirant toutes ses troupes de Thessalie, et nous vendant, canons, flotte et tout le matériel de guerre hellénique. Mais la presse grecque agitait le spectre de troubles agraires, dans la Thessalie ; à Ekaterini, une légère secousse

révolutionnaire se produisait, disait-on. Le roi en profitait pour augmenter ses troupes en Thessalie et l'on continuait à causer avec lui, sans oublier de causer avec Vénizelos.

Je ne veux pas me rappeler les mille incidents qui survenaient pour limiter ou supprimer les contacts entre royalistes et vénizelistes, diminuer par suite les occasions de palabres sans fin entre les diplomates et le roi, et avoir une bande de terrain où le comitadji ne fleurit plus. J'organisais à cet effet, conformément au désir exprimé par le ministre de la Guerre, une zone neutre, au sud de la Macédoine. Avec quelques troupes d'étapes et des officiers pour administrer le pays, je formais ainsi de la mer aux hauteurs qui encerclaient le bassin de Koritza, une région de 6 à 8 kilomètres de large, sorte de tampon, entre les Grecs du Nord et du Sud.

Pouvais-je ainsi espérer, sans intervenir directement, tenir la balance égale entre les deux Grèces d'Athènes et de Salonique ?

CINQUIEME PARTIE

LE FRONT DE MACÉDOINE

CHAPITRE XX.

La stabilisation du front de Macédoine.

(20 novembre-janvier 1917.)

Tandis que les opérations sur Monastir se déroulaient, le G. Q. G. poursuivait une idée qui lui était chère : sur le front d'Orient donner une zone à chaque nationalité. Depuis le début, j'avais tout fait pour amalgamer les contingents, de valeur différente, sans aucun doute, et qui de plus visaient tous à une sorte d'autonomie, soit pour poursuivre je ne sais quelle politique d'après-guerre, soit pour ne pas s'engager à fond. A une nouvelle demande à ce sujet je répondis par suite négativement. (Voir télégramme 596/3 du 3/11.)

Le G. Q. G. soulevait encore une autre question d'organisation dans le même télégramme ; elle revenait quotidiennement : faire une base navale autre que Salonique. Et où étaient les moyens nécessaires, maritimes ou terrestres?

Depuis longtemps il voulait également que les Russes obéissent aux Serbes. Savait-il exactement, comme moi, leurs sentiments? Avait-il reçu les confidences de certains, et non des moindres? (Voir annexes, télégramme 598/3.)

Travailler à faux dans un bureau, sur des idées générales préconçues, ne pouvait qu'entrainer fautes sur fautes; le G. Q. G. n'y manquait pas.

Quant aux opérations mêmes, je désirais les pousser, et j'avais dans le télégramme précité du 3/11 indiqué mes vues : « *Si cet objectif* (Monastir), *est atteint, je regrouperai forces... Serbes à Monastir, Français, Italiens, Russes par Cerna, direction par Demir-Kapou et autres pistes sur Vardar pour faire tomber par manœuvre lignes bulgares de Huma à Guevgueli.* »

A une demande d'explication à ce sujet (le G. Q. G. voyait toujours grand), j'exposai nettement les raisons de ma détermination : « *Serbes affaiblis par leurs pertes, Anglais entravés par leurs inorganiques projets.* »

D'ailleurs, dès le 22 novembre, j'avais été forcé de mettre dans mon compte rendu, que nos attaques diminuaient de vigueur vu la fatigue générale due à une série de combats, à une poursuite d'abord rapide et qui avait porté ses fruits, et il faut également l'avouer à nos pertes; le lendemain je signalais (n° 788/3) que la ligne ennemie semblait continue depuis le lac Malik jusqu'à la cote 1050 dans la boucle de la Cerna. Avant de poursuivre l'exécution du plan ci-dessus exposé, il fallait voir ce que valait cette ligne et appeler à cet effet vers Monastir les éléments qui, sur d'autres parties du front, pouvaient être rendus disponibles.

Bien que les événements roumains ne pussent qu'émotionner fortement le prince de Serbie, il voulut bien continuer la pression sur l'ennemi, que ses troupes exerçaient surtout par leur droite; j'action-

nai également le général Leblois pour qu'il donnât de l'air à Monastir, fortement bombardé, et où je lui avais donné l'ordre de rester pour ne pas montrer que nous envisagions une stagnation dans notre progression; j'appelai enfin les Italiens qui étaient sur le Krusa-Balkan en invitant le général Milne, dont l'inaction avait permis aux Bulgares d'envoyer vingt-cinq bataillons du front britannique sur celui de Monastir, à étendre le front occupé par ses troupes.

Ces dispositions ne se réalisaient pas sans difficultés. Le général Leblois se sentait en l'air, me demandait ce que je ferais si l'ennemi envoyait des renforts de Roumanie où il venait d'être victorieux. Pour des facilités de ravitaillement, et vu la situation politique à Athènes et les répercussions qui étaient à prévoir, il aurait voulu concentrer davantage ses forces et prendre Rula comme point extrême de notre occupation. Je refusai. D'autre part, le chemin de fer traversait de nouveau à Ekcisou (27 novembre) la coupure faite par l'ennemi et allait permettre un ravitaillement moins pénible.

Sans doute nous n'avions pu enlever la cote 1248 face à Monastir, mais nous restions sur toutes nos positions. Les Anglais relevaient les Italiens et profitaient de la circonstance pour dévoiler leur tactique toujours négative, et pour demander mes intentions pour 1917. La lettre, aux annexes, du général Milne (30 novembre), et ma réponse (2 décembre), sont assez suggestives à ce sujet.

De leur côté, les Serbes finissaient par arriver le 4 décembre vers Staravina. Mais après diverses fluctuations de combat, le temps redevenu affreux arrêtait les opérations de ce côté (8 décembre). Le mouvement débordant était terminé. Néanmoins dans la boucle de la Cerna, du 9 au 12 décembre, les attaques franco-serbes ne cessaient pas; elles ne pouvaient arriver à forcer à la retraite un ennemi qui

s'était repris et avait reçu des renforts. La division italienne portée vers Monastir n'amenait pas non plus l'événement cherché et désiré.

Après avoir voulu m'inciter à la poussée vers l'Albanie, conformément aux directives d'Udine, le général Petitti était forcé de m'écrire une lettre que je préfère ne pas citer in extenso. J'ai eu toujours une profonde estime pour cet officier général, plein d'allant, francophile, aimant et connaissant son métier, mais qui ne pouvait évidemment qu'obéir aux desiderata du commandement suprême italien. J'aurais voulu soit pour rester sur la défensive, soit pour attaquer, mettre les Italiens devant Monastir, aux lieu et place de la 57e division fortement éprouvée dans les dernières offensives vers la cote 1248. Le général Petitti me répondait que l'Italie ne voulait pas être responsable de la perte de Monastir, conquis par les Alliés.

Pour couvrir cette carence de moral, il était mis en avant quelques pieds gelés et les difficultés de ravitaillement. Au fond, l'unique raison, c'étaient les ordres venus de Rome, dus au désir d'inaction, de simple présence, et, il faut l'ajouter, à l'empreinte germanophile; je ne dirai pas, comme d'aucuns le susurraient, à la veulerie classique d'une partie de l'armée italienne. Un officier n'était-il pas venu me trouver, et me donner comme certain que si les Italiens étaient attaqués, ils voulaient tout évacuer? Je ne le crus pas. J'avais confiance dans le général Petiti. Il m'a donné raison.

J'apprenais d'autre part que les deux généraux russes, indépendants l'un de l'autre, avaient des tendances et un commandement absolument divergeants. Le général Dietrich, un militaire, dans la bonne acception du mot, savait également modeler sa conduite sur les événements, et sa brigade avait belle figure. Le général Léontief, parfait gentleman,

très attaché au tsarisme, voulait sans vouloir, et je craignais que son amour du passé ne fût un germe d'indiscipline dans ses troupes, qui étaient traitées d'une manière toute différente de celle qui avait été inaugurée dans la brigade Dietrich.

***

En résumé, temps épouvantable, attaques sans grand résultat, mentalité des Alliés qui cherchent tous à faire faire si possible leur travail par le voisin — (voir par exemple le compte rendu journalier du 29 décembre au sujet des Serbes pour lesquels le général Boyovitch réclamait le passage général en deuxième ligne), amènent la stabilisation dans cette partie du front qui était cependant la seule où la manœuvre pouvait encore exister, être tentée et produire des résultats. J'avais dès le 8/12, sous le n° 926/3 rendu compte de la façon dont j'envisageais la situation et le 11/12 sous le n° 576 j'avais été approuvé; sous une autre forme j'avais reçu la directive suivante :

a) S'établir dans une situation solide, permettant résister à toutes les attaques que l'ennemi pourrait diriger contre l'A. O. et pouvant servir base pour une reprise ultérieure de l'offensive.

b) Ne pas abandonner sans nécessité militaire les gages territoriaux qu'elle détient.

c) Se réserver la possibilité d'agir rapidement en cas de besoin contre la Grèce. (Voir télégramme aux annexes.)

Pour bien préciser la situation, je ne pourrai mieux faire que de citer le télégramme que j'envoyai au général Lyautey, lors de son arrivée au ministère :

« *Vous remercie sentiments confiance que vous avez bien voulu m'adresser et vous prie croire que je me*

dévoue et dévouerai entièrement à tâche qui m'est confiée.

Nécessité ae renforcer front Monastir où éléments français sont surmenés, où Serbes n'en veulent plus, où brigade italienne dans haute montagne arrive toujours en retard, où combats continus ont amené mélange unités, m'a forcé ainsi que événements roumains à arrêter toute offensive, à fortifier, à mettre ordre dans diverses armées. Du lac Presba à Cerna, je vais établir Français. Les trois brigades italiennes avec artillerie française iront de Cerna à Makovo. Je procède à relèvements. Une brigade russe actionnée par Serbes, mais avec artillerie française, se reliera à deux divisions serbes, Vardar et Morava, qui s'échelonneront en profondeur et se reposeront en partie pour empêcher désertions. Sur la droite Cerna, j'essaierai de faire couvrir trois brigades serbes par une russe. Trois autres brigades serbes continueront à garder frontière greco-serbe. Division Danube que je fais relever sera dirigée sur Kozani. J'ai déjà aiguillé sur ce point 16e division coloniale dont derniers éléments ne sont pas encore débarqués. 60e division anglaise tient Ekaterini. A Koritza j'ai concentré trois bataillons dont deux étapes, faute de mieux pour voir venir.

Tous les éléments qui débarqueront seront envoyés contre Grecs si la présence allemande me le permet. Je n'hésiterai pas à prendre offensive avec division anglaise Ekaterini, 16e division coloniale Kosani, direction Elassona, Larissa; division serbe direction Grévena. Le plus tôt possible sera le mieux. »

CHAPITRE XXI

Une tragédie en grec moderne.

(Décembre 1916.)
(Avait été rédigé le 18 décembre 1916.)

Juin 1916 avait vu une comédie athénienne.

Fin août, commencement septembre une seconde édition (revue et augmentée) de la même pièce ne dessillait pas davantage les yeux de ceux qui ne voulaient pas voir. Il advint même peu après un parlementaire français, qui, sans mission officielle bien définie, fit signer un arrangement aux termes duquel le roi de Grèce retirait ses troupes de Thessalie, livrait sa flotte, son matériel de guerre. A ce sujet, Constantin avait donné sur ce document sa parole de roi et de soldat. Mais quand arriva l'heure où il fallut passer aux actes, une agitation fut créée par l'émule du Kaiser. Pour tout simplifier, les ministres de l'Entente avaient chacun des directives différentes et l'amiral Dartiges du Fournet suivait de son côté un programme spécial ; quant aux forces alliées, à Salonique, qui cependant étaient intéressées au premier chef, puisque la guerre se poursuivait, puisque tout devait converger à faire aboutir cette guerre, elles

étaient dans l'ignorance complète de ce qui allait se passer.

Au jour le jour, voici ce qui arriva. A chacun de conclure.

1er décembre 1916. — Après mille palabres et tergiversations, l'amiral Dartiges du Fournet avait exigé des arrhes pour le 1er décembre : 10 batteries grecques de montagne. Pour peser sur le roi, l'amiral inventa d'occuper ce 1er décembre une série de points dans Athènes. Pour bien prouver notre inhostilité, l'ordre de ne pas tirer fut donné aux détachements, et, dernière ironie, le plan de notre action coercitive fut communiqué d'avance au monarque, dit ami.

2 décembre. — Le 2 décembre, je recevais une série de télégrammes relatant les événements. Le premier arrivé émanait du contre-amiral anglais, qui était resté sur rade, l'amiral Dartiges ayant voulu aller voir par lui-même ce qui se passait à Athènes. « *Le détachement du Zappion et le détachement principal entre Athènes et le Pirée étaient attaqués et entourés... Sur l'ordre du commandant en chef donné du Zappion, plusieurs coups de 305 furent tirés de Salamine... La légation britannique est entourée par les troupes grecques... Le combat semble augmenter d'intensité... Jusqu'à dix-huit heures, le commandant en chef était en communication avec la flotte par T. S. F...* » (Dépêche partie le 1er à vingt heures). Notre attaché naval, de son côté, télégraphiait le 2, à zéro heure quarante : « *Un armistice est intervenu ce soir, les marins, en dernier lieu, se replient sur le Pirée. En réalité, les légations alliées sont prisonnières des Grecs.* » A six heures, arrivait un long télégramme expédié le 1er à dix-sept heures par notre ministre M. Guillemin. Il y était question de 6 batteries, de pourparlers engagés à ce sujet, de refus du roi. J'ai su, par la suite, que l'amiral avait proposé un compromis : livraison de six batteries grecques au lieu des dix primitivement

réclamées, annulation de toute autre demande de matériel. C'était le commencement des capitulations. A huit heures, de M. Guillemin, parvenait un nouveau télégramme donnant simplement une description de l'aspect d'Athènes au milieu de la fusillade. A treize heures, un dernier télégramme de ce même jour résumait la situation : « *L'amiral nous ayant mis au courant de la situation qui laissait nos forces absolument à la merci des troupes grecques et nous ayant exprimé sa décision d'accepter 6 batteries au lieu de 10, il y a eu à la légation de France une conférence entre les ministres de France, d'Angleterre, de Russie et d'Italie, puis une autre conférence à vingt-trois heures à la légation d'Angleterre pour discuter avec les Grecs sur les 6 batteries.* » La note arrêtée par les quatre ministres se terminait ainsi. « *Le gouvernement hellénique déclare de son côté qu'il consent à ce que 6 batteries soient mises à la disposition des Alliés.* » Après l'amiral, c'étaient les ministres qui offraient de capituler. M. Guillemin plaidait d'ailleurs les circonstances atténuantes, c'est-à-dire la gravité de la situation et se trouvait forcé d'avouer que nos détachements étaient « *au Pirée sous l'escorte d'officiers grecs.* » Il ajoutait également : *Une soixantaine d'hommes ont été faits prisonniers* ». Avaient-ils tiré ? Non, par ordre. Je passe sous silence de plus tristes suggestions : sauver par des manœuvres diplomatiques nos troupes restées au Zappion, ne rien faire qui pût compromettre les membres de la colonie. A Athènes, capitulation ; pour Paris, demande de capitulation.

Devant ces renseignements, il fallait prendre un parti. Je demandais carrément à jeter mon épée dans la balance.

A vingt heures, j'envoyai par suite le télégramme suivant à Jogal (1).

(1) Jogal était l'adresse qui avait été donnée il y avait déjà

« *Il ne m'appartient pas émettre avis sur situation créée à Athènes par derniers événements et sur solutions à envisager. Mais général Berthelot* (1), *me demande intensifier effort. Ai déjà donné ordre pour essayer continuer notre offensive. Je ne puis par suite laisser se former et sur mon flanc sur mes derrières forces nettement hostiles. Il y a là une question militaire au premier chef. J'estime qu'il ne faut pas être un jour forcé de riposter, mais que, dès à présent, il faut attaquer pour mettre les Grecs hors de cause. 35e division italienne se concentre vers Kukus. Nouvelle division anglaise commence à arriver Salonique. Ai ici un bataillon du 34e colonial. 16e division coloniale et fraction destinée à 11e division coloniale doivent arriver. Vous demande autorisation avec ces fractions de prendre immédiatement offensive : direction Larissa Athènes.* »

3 décembre.—Vers zéro heure arrivait un télégramme de l'amiral Dartiges du Fournet me relatant les événements. En voici les points essentiels : « *Malgré les ordres formels donnés des deux côtés de ne pas tirer* »... « *Le roi m'ayant fait demander que Zappion où je me trouvais cesse le feu en offrant 6 batteries si le feu cessait... J'attends décision du gouvernement ratifiant promesse livraison de 6 batteries immédiatement sans préjudice du reste du matériel exigé pour le 15 décembre.* » Quelques heures après, affecté par les désordres d'Athènes où les royalistes, victorieux d'une façon inespérée, exploitaient leurs succès et faisaient la chasse aux vénizelistes, l'amiral me demandait du renfort si possible et terminait ainsi : « *De l'artillerie et de la cavalerie seraient probablement utiles.* » Je ne pouvais que répondre par le télégramme suivant que j'expédiais à onze heures trente : « *Je ne dispose*

longtemps pour correspondre à la fois avec le G. Q. G. et le ministre. — Jo = Joffre. Gal = Galliéni.

(1) Notre représentant en Roumanie.

d'aucune cavalerie, d'aucune artillerie de campagne. Je n'ai ici qu'un bataillon infanterie. Vous estimerez comme moi que devant la situation d'Athènes où parti royal militaire grec organise guerre civile en attendant qu'il marche carrément contre nous, 600 hommes de renfort ne pourraient vous permettre d'attaquer et de reprendre le terrain perdu. J'estime qu'une action sérieuse est seule à préconiser avec forces importantes et que cette action est à faire le plus tôt possible quelles qu'en soient les conséquences. »

L'affolement régnait aussi chez les ministres, qui, au lieu de se retirer, voulaient au contraire jouer un rôle et tous réunis envoyaient à leurs gouvernements respectifs une dépêche qui m'arrivait également pour me mettre au courant et se résumait ainsi : « *En ce qui concerne le surplus du matériel de guerre que l'amiral Dartiges avait demandé pour le 15 décembre, les ministres de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie ont acquis la conviction qu'en présence du soulèvement de l'opinion dans le peuple et dans l'armée, ni le roi, ni le gouvernement hellénique ne seraient en mesure d'autoriser la cession.* » C'était complet.

4 décembre. — Un seul télégramme parvenait dans la journée. L'amiral était, depuis le 2, revenu à son bord, laissant ses blessés sur place et tolérant que nos morts soient clandestinement enterrés. Le roi avait profité de sa victoire et continuait à mobiliser en secret. Une marche de son armée en Thessalie avait notamment été annoncée et exploitée pour démoraliser marins et diplomates alliés. Dans ces conditions, l'amiral qui avait tout d'abord dérouté sur le Pirée les renforts qui m'arrivaient, craignait sans doute d'être rendu responsable de ce qui pouvait arriver en Thessalie et sur les derrières de l'armée d'Orient ; d'autre part ne voulant plus renouveler à terre les essais guerriers du 1er décembre, il m'annonçait : « *Je renonce à vous demander des renforts et je propose*

au ministre de faire suivre sur Salonique toutes les troupes qui m'étaient annoncées et même de vous envoyer celles que j'ai ici. » De mon côté, pour appuyer ma demande d'offensive en Thessalie, je prévenais le G. Q. G. de la mobilisation clandestine royale hellénique.

5 décembre. — Dès le matin, je recevais du G. Q. G. la note suivante, datée du 4 : « *Le gouvernement a décidé de vous confier la direction des opérations militaires qui pourraient être effectuées dans la région d'Athènes ou sur tout autre point de Grèce... Vous pouvez effectuer dès maintenant tout mouvement de troupes que vous jugerez nécessaire... Vous fixerez après entente avec l'amiral Dartiges débarquement de 16e division coloniale. Faites-moi connaître le plus tôt possible vos intentions et votre projet d'opérations.* »

N'était-ce qu'une couverture gouvernementale et parlementaire? Non. Le document émanait du G. Q. G. qui voulait comme toujours tout ordonner.

Le 2, j'avais demandé à pousser sur la Thessalie, notamment avec la 16e division ; le 4, il est répondu : « *Je vous enlève la 16e division, je dirige tout sur Athènes ; que ferez-vous ?* »

Mais la diplomatie veillait et quelques heures après je recevais de M. Guillemin un télégramme parti dans la nuit. Tous les ministres appuyés par l'amiral déclaraient qu'une expédition serait jetée à la mer, que le roi voulait menacer mes flancs et mes derrières en concentrant ses troupes en Thessalie. Je préfère ne pas insister sur l'avant-dernier paragraphe : « *La Grèce ne tolérera plus pacifiquement aucun empiètement sur son souverain. Tous les contrôles établis par les puissances alliées sont abolis et la plupart des fonctionnaires destitués sur notre demande viennent d'être rappelés.* » Quant au dernier, il montre que la diplomatie, ses us et coutumes planent au-dessus de tous les attentats : « *La sécurité des légations et des colonies serait*

compromise si un acte hostile était pris contre la Grèce sans être précédé par rupture formelle permettant d'invoquer usages internationaux pour le libre départ des légations et nationaux. »

Marchez sur Athènes, dit Chantilly, qui ne connaît peut-être pas la situation. Ne faites rien, dit Athènes, qui doit savoir ce qui se passe en Grèce.

Le Quai d'Orsay devait d'ailleurs avoir la même conception ; et cependant 200 des nôtres avaient été mis dans un guet-apens hors de combat. Le ministre de la Guerre me télégraphiait en effet pendant la nuit et je recevais vers dix heures l'ordre suivant : « *L'action offensive que vous envisagez aurait en ce moment les plus graves inconvénients... n'engagez pas cette opération sans en avoir reçu l'autorisation du gouvernement.* » Pour m'enlever toute velléité agressive, il m'était confirmé que la 16e division allait à Athènes. En résumé plus d'opérations en Thessalie ; concentration vers Athènes où les autorités locales déclaraient le même jour qu'il n'y avait rien à faire.

Un télégramme, émanant de la rue Royale, donnait la même note. Il envoyait en effet le général commandant la 16e division coloniale, via Brindisi, à Athènes, avant ses troupes pour juger la situation afin de me renseigner. Puis faisant une incursion hardie dans le domaine militaire, il prescrivait, sans se rendre compte de la situation, des ressources, de ce que je devais décider, — puisque les opérations militaires étaient de mon ressort — de prendre le port de Volo et d'empêcher les mouvements entre Attique, Morée, Eubée « *sans toutefois couper les ponts sauf demande du général Sarrail.* »

Dans cette dépêche, je m'arrêtai sur ce dernier point. La marine me donnait l'autorisation sous ma responsabilité de couper les ponts. J'invitai immédiatement l'amiral à prendre les dispositions suivantes :

« *1° Vous serai obligé si pouviez obtenir M. Guillemin que capitaine vaisseau Roquefeuil rejoigne immédiatement Salonique.*

2° Vous prie de prendre dispositions pour que 8 décembre tous nationaux qui désirent quitter Athènes aient évacué la ville. Il importe de ne pas laisser au roi liberté d'action.

3° Vous demande me faire connaître si troupes autres que 16e D. I. C. vous sont nécessaires au Pirée pour votre sécurité ou tout autre cause.

4° Si le pouvez, dirigez sur Salonique immédiatement sans mettre à terre au Pirée tous éléments de 16e D. I. C.

5° Dès que le jugerez possible et sans avis préalable, bombardez en rectifiant tir par hydravion, poste T. S. F. qui communique depuis quarante-huit heures avec Sofia et Berlin. Détruisez-le par canon ou par hydravion. Si croyez ne pas devoir agir ainsi, vous serais reconnaissant me prévenir.

6° Qu'avez-vous décidé sur Volo ? Ai intention ultérieurement y envoyer contingent, par exemple de 16e D. I. C.

7° Il importe arrêter tout mouvement concentration grecque en Thessalie. Par suite, veuillez faire couper complètement pont du canal de Corinthe et pont de Lamia. Faites également faire destructions lignes télégraphiques que croyez possibles pour isoler Grecs à Athènes.

8° Commission ravitaillement Grèce, vu état blocus et situation même à Athènes, ne doit plus fonctionner. Vous prie en conséquence diriger sur Salonique ravitaillements destinés à Macédoine et îles soumises à gouvernement provisoire.

9° Pourriez-vous éventuellement bombarder Athènes ou quartier avoisinant palais, efficacement avec projectiles en nombre suffisant et produisant réellement effets non de rupture mais de destruction?

10° Ces dispositions peuvent paraître anormales, mais avec conduite actuelle grecque, il n'y a pas à croire qu'ils respecteront usages admis et droits consacrés, s'ils le jugent opportun. Il faut donc agir immédiatement et avec force. Il y a nécessité militaire absolue. Plus de communication du roi avec Berlin, ni avec Péloponèse ou Thessalie.

Accusez réception. »

6 décembre. — Le G. Q. G. ne partageait pas les vues de la marine sur le pont de Corinthe. Il m'adressait en effet un télégramme où il énumérait les avantages et les inconvénients de cette mesure, et il concluait que je devais faire connaître pour le ministre de la Guerre si j'estimais cette destruction nécessaire. Je répondis que j'avais déjà solutionné la question. « *Ai prié hier amiral Dartiges de faire couper immédiatement pont canal Corinthe et pont Lamia. Concentration réservistes se fait. Il faut prendre toutes mesures pour que situation notre armée ne périclite pas davantage.* » Le ministre de France continuait cependant à insister pour la sécurité de nos nationaux. « *J'apprends qu'un certain nombre de nos nationaux retenus par leurs affaires demandent un délai de deux ou trois jours au minimum pour quitter Athènes.* » Quand tout le monde s'occupe de la même affaire, quand des intérêts particuliers, quand des raisonnements du temps de paix peuvent être exprimés, sinon écoutés, il n'y a rien à espérer.

Un télégramme de l'amiral Dartiges reflétait en effet les mêmes préoccupations : « *Je vous demande de temporiser... je vais empêcher les mouvements des troupes, mais sans couper les ponts...* » Une perle cependant se glissait : « *Poste de T. S. F. d'Athènes communique avec Sofia. Tout contrôle étant aboli, nous n'avons pour le moment aucun moyen de l'empêcher de fonctionner, autrement que de demander au président du Conseil de*

tenir ses anciens engagements à ce sujet. » Ce président les avait-il tenus le 1er décembre?

D'ailleurs il m'était télégraphié que les Grecs avaient livré deux batteries sans culasses. Cette nouvelle insulte à la France semblait naturelle. Le télégramme à ce sujet se terminait en effet ainsi : « *Je vous demande de me faire savoir si ces canons peuvent vous être utiles et sur quel point les diriger.* »

7 décembre. — Dès le matin, un télégramme de M. Guillemin me demandait de ne rien faire et me menaçait de la vindicte alliée. Je crois devoir le citer in extenso comme monument de ce que peut engendrer, non la peur (le ministre de France a montré dans ces tristes événements un courage personnel indéniable et pour lequel j'aurais voulu lui donner la croix de guerre si le Quai d'Orsay n'avait mis son veto), mais la conscience professionnelle exacerbée :

« *L'amiral Dartiges avait pris vis-à-vis des ministres alliés l'engagement formel de ne faire aucun acte hostile contre la Grèce sans leur assentiment ; de tels actes pouvant, dans les circonstances actuelles, entraîner des conséquences incalculables pour la sécurité des nationaux et des Vénizelistes. L'amiral vient de nous faire savoir que vous étiez désormais chargé des opérations en Grèce et que vous pourriez, en conséquence l'inviter, d'un moment à l'autre, à engager une action militaire hostile ; or nous considérons tous qu'un acte de ce genre non précédé d'une rupture diplomatique serait inexplicable et, dans l'état actuel des esprits, entraînerait des représailles qui pourraient paraître justifiées. De plus, les gouvernements alliés continuent leurs échanges de vues et mes collègues me chargent de vous faire savoir qu'ils seraient obligés de protester contre tout acte non autorisé par leur gouvernement. J'appelle personnellement votre plus sérieuse attention sur les considérations qui*

précèdent et je vous prie de vouloir bien me répondre d'urgence. » (Communiqué au département.)

Je ne me laissai pas d'ailleurs intimider et je répondis :

« *Je ne méconnais nullement les raisons qui ont dicté votre télégramme, mais j'estime que la période des atermoiements est terminée et je vais renouveler à amiral prière de détruire immédiatement divers ponts et télégraphie sans fil, sans sommation et sans avertissement préalable.* »

Au reste, dans la nuit, le G. Q G. donnait l'autorisation de pousser de l'avant, contrairement à ce qui avait été fait jusqu'alors : « *Gouvernement fait connaître ce qui suit : Je vous prie d'aviser général Sarrail que le gouvernement, lui ayant conféré direction des opérations militaires en Grèce, il lui appartient d'entreprendre toute action qu'il jugera utile. Appelez en même temps son attention sur l'intérêt qu'il y aurait à faire participer troupes du gouvernement national aux opérations en Grèce.* »

Mais Londres allait parler et le Quai d'Orsay m'envoyait directement, vu l'urgence, une autre note. Les Anglais stipulaient « comme essentiel » de ne tenter une offensive contre la Grèce qu'avec des forces suffisantes pour rendre le succès certain. Le président du Conseil en profitait pour leur demander, par l'intermédiaire de notre ambassadeur, « une réponse nette ». Finalement, puisque je savais qu'il y avait des pourparlers en cours, il en résultait l'obligation de stopper.

L'amiral finissait par répondre à mon télégramme du 5. Il voulait garder la 16e division — qui avait la direction des opérations? — Il demandait sous peine de destruction au gouvernement grec de faire taire la T. S. F. — Mais celle-ci continuait à recevoir des ordres de Berlin. — Il déclarait ne pas vouloir détruire les ponts. En un mot, il se dérobait.

Toutefois, peu après, je recevais un nouveau télégramme : « *J'ai de grandes difficultés à nourrir et conserver les animaux... je ne fais plus aucune objection à ce que les troupes rallient Salonique.* » L'avoine, ou plutôt son manque, avait fait ce que les plus beaux raisonnements n'avaient pu faire pour entraîner une décision de celui qui, d'ailleurs, dans un autre T. S. F., m'avait fait connaître : « *J'attends l'opinion du général de division qui vient de France pour me faire moi-même une opinion.* » Je télégraphiai à vingt heures de me renvoyer toutes les troupes; il fallait saisir l'occasion aux cheveux : « *Renvoyez immédiatement Salonique toutes les troupes dont vous disposez* » et à vingt-trois heures je répondis en examinant rapidement les points litigieux de l'action qui aurait dû être en cours : « *Vous confirme mon précédent télégramme vous priant envoyer à Salonique toutes les troupes que vous avez. La 16e division devra également être envoyée Salonique. J'estime que, quand on n'a aucune réserve, ce qui est mon cas, on ne crée pas de nouveaux fronts, soit à Volo, soit à Athènes. Amiral Thursby, du reste, ne peut prendre Volo. Je l'ai invité à détruire, le 9 décembre, pont Lamia. Veuillez lui confirmer directive et faire détruire à même date pont canal Corinthe et télégraphie sans fil Athènes, le tout sans sommation ou avertissement préalable. Bombardement même palais royal ou Athènes peut encore être différé.* »

8 décembre. — Je recevais ce jour-là la notification de mes rapports avec la Marine : « *Ministre Marine précise de la façon suivante attributions du commandant en chef armée d'Orient et du commandant en chef armée navale : le général Sarrail ayant la direction des opérations militaires contre la Grèce, déjà armée navale lui prête tout son concours pour celles de ces opérations exigeant participation de la flotte. Le général en chef les fait connaître à l'amiral qui décide les moyens à employer pour la partie maritime de l'exécution dont*

il est personnellement responsable ; sauf le cas de nécessité immédiate il n'entreprend aucune opération contre la terre sans ordres du général en chef, et s'il jugeait impossible une opération ordonnée, il en informerait le général en chef en lui faisant connaître ses raisons. Il tient directement le ministre de la Marine au courant de toute action.

« *Ce texte vous donne toute latitude pour employer forces navales dans toute action que vous jugerez utile de conduire contre Grèce. Signé : Général commandant en chef.* »

Le temps passait. On continuait à vouloir causer. Mais, pour sauver les apparences, le blocus était proclamé à huit heures. Je crus nécessaire de résumer la situation. « *Télégrammes contradictoires amiral Dartiges, situation athénienne imprécise, impossibilité de déchiffrer 18 de vos télégrammes faute envoi mot clef* (1) *ont empêché vous rendre compte situation et projets.*

Grecs ont passé de Morée en Attique et mouvements vers Thessalie sont repris. Général Bousquier estime à 80.000 baïonnettes, 100 mitrailleuses, 45 batteries effort final qu'ils peuvent faire.

Pour arrêter concentration sur mes derrières, ai invité amiral à détruire le 9 décembre, puisqu'il ne l'avait pas fait encore, ponts canal Corinthe, Lamia, Chalcis, et pour arrêter conversations ininterrompues avec Berlin, détruire également, le 9, T. S. F. Athènes. — Action sur ville Athènes sera poursuivie si circonstances ou attaques sur le Pirée exigent.

Quant à opération sur Volo ou dans zone Athènes, elle n'est possible qu'avec du monde. Impossible créer ainsi deux nouveaux fronts si ressources ad hoc n'existent pas.

Or, nouveaux contingents ennemis arrivent sur front

(1) Je n'insiste pas sur ce procédé, qui m'a rendu impossible tout déchiffrement.

macédonien, Turcs sont identifiés sur Struma, chasseurs venus Vosges sur Cerna, défaite roumaine amènera à bref délai plusieurs divisions. D'autre part, ennemi réagit vers Staravina, temps empêche opération générale projetée dans boucle Cerna, ai dû prêter trente batteries, huit régiments infanterie pour étayer offensive serbe dans boucle précitée, acharnement lutte a produit fortes pertes, dépôts intermédiaires sont vides. Vous signale aujourd'hui 30.000 hommes déficit sur effectifs théoriques. Monastir est bombardée chaque jour, la division qui couvre la ville n'a pas une réserve ; personnellement j'ai engagé dernière brigade russe, ma seule réserve générale. Je vais essayer dernière offensive dans boucle Cerna, puis serai forcé arrêter, quoi qu'il arrive. Dans ces conditions, je ne puis songer à distraire quoi que ce soit pour Athènes. Je me couvrirai vers la Thessalie en attaquant même si possible et j'essaierai avoir réserve générale aussi forte que possible. Grecs ne désirant pas s'engager dans lutte fratricide, j'ai retiré régiment grec de Struma et l'enverrai, avec nouveau régiment et une batterie qui m'ont été donnés, vers Mayadag en première ligne. 122e division pourra avoir par suite réserve par prélèvement sur elle-même. J'ai concentré division italienne à Vertekop et la dirigerai sur Kosani ou j'envoie également un régiment chasseurs Afrique.

Général Milne a finalement bien voulu prescrire envoyer par mer une brigade, nouvellement débarquée, à Ekaterini. Reste division suivra, quand elle sera débarquée.

Je ne compte pas avoir ces deux unités à pied d'œuvre avant 15 décembre. Essaierai nettoyer immédiatement pays au sud zone neutre.

Ai invité amiral Dartiges à m'envoyer toutes troupes à sa disposition, y compris 16e division coloniale. M'en servirai pour étayer les deux fronts de Macédoine et Thessalie en faisant vraisemblablement concentration initiale vers Sorovitch.

Depuis longtemps, conformément à vos ordres, je n'ai pas soulevé question effectifs ou renforts. Crois devoir cependant me permettre de rendre compte que si je continue à voir fondre mes effectifs, accroître les forces ennemies sur le front macédonien, être forcé avec mes seules ressources de faire face à roi Grèce, ne pouvoir en réalité tabler sur armée britannique rivée à Londres, toute supposition sur avenir notre armée d'Orient est possible. Je ne fais pas cet exposé pour me couvrir. Je crois avoir prouvé que je ne craignais pas les responsabilités. Mais il faut franchement envisager la situation. C'est mon devoir. »

9 décembre. — Huit jours s'étaient écoulés depuis que nous avions été jetés honteusement hors d'Athènes, et M. Guillemin me télégraphiait que le gouvernement préparait une série de demandes à adresser au roi et que, si le roi refusait, liberté d'action me serait donnée. Du reste, l'amiral m'avertissait : « *Ministre d'Angleterre a reçu télégramme lui annonçant que le gouvernement britannique approuve son attitude modérée et s'opposera à tout acte de guerre.* »

Avant de recevoir ce télégramme, j'avais renouvelé mon désir de faire acte de coercition :

« *Télégraphie sans fil a fonctionné ce matin encore. Vous renouvelle instruction de destruction immédiate et vous prie me télégraphier si pont canal Corinthe est détruit comme vous l'avais demandé. Des régiments du Péloponèse sont venus à Athènes et rien n'a été fait pour les arrêter. Il est nécessaire agir.* »

Après l'avoir reçu, je tentais un ultime effort : « *Vous prie encore une fois détruire pont canal Corinthe, Lamia. Chalcis ainsi que télégraphie sans fil Athènes, immédiatement sans sommations.* »

10 décembre. — Il m'était remis dès le matin le télégramme suivant du G. Q. G. :

« *1° A la date du 6 décembre gouvernement me charge vous faire remarquer que certains de nos alliés*

sont opposés à une offensive immédiate, et que, dans intérêt même de leur collaboration à nos opérations en Orient, il faut d'abord établir avec eux accord auquel il s'emploiera activement. 2° A la même date le général Robertson me fait connaître qu'il a donné au général Milne ordre de coopérer avec vous contre Grecs en Thessalie, si cet officier général estime que trois conditions sont remplies, à savoir : a) que forces britanniques récemment débarquées soient organisées pour agir; b) coopération soit faite avec effectifs suffisants pour obtenir véritable résultat; c) que sécurité des troupes alliées en Macédoine soit auparavant assurée; 3° Haut commandement italien n'ayant fait aucune communication au sujet de collaboration des troupes italiennes à l'opération que vous préparez, j'estime que vous pouvez régler vous-même cette collaboration par entente directe avec commandement italien local. »

Ce télégramme résumait très nettement la situation au point de vue de nos alliés; il était d'ailleurs envoyé le 8 à dix heures, me parvenait le 10 à huit heures, était la suite des ordres du G. Q. G. du 4 et s'emparait des directives contraires données le 6 par le gouvernement et qui m'étaient arrivées le 7. Il semble indispensable de s'arrêter sur ces diverses dates pour comprendre l'état d'esprit qui avait dû régner à Chantilly, le mépris absolu de la situation de nos troupes, les procédés dilatoires employés pour me faire créer un état de choses contraire aux vœux des Alliés et rejeter finalement tout sur mon mauvais vouloir, mon incompréhension des nécessités du moment et mon initiative anti-gouvernementale.

Pour me mettre d'ailleurs bien au courant de l'inanité de tous nos efforts, de la nécessité de ne rien faire contre la Grèce, du désir nettement formulé par la diplomatie et les gouvernements alliés de laisser impunis les crimes commis le 1er décembre

par Constantin et ses acolytes, je recevais successivement les télégrammes suivants :

a) De l'amiral Thursby : Je ne puis rien faire. « *J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu de mon amirauté la nuit dernière l'ordre de n'entreprendre aucune action offensive d'un caractère guerrier contre la Grèce, sauf de maintenir le blocus le plus strict jusqu'à nouvel ordre.* »

b) De l'amiral Dartiges : Je ne puis rien faire. « *Je demande amiral Thursby ce qu'il peut faire contre pont Lamia avec ses avions. Mais je suis certain que ministre Angleterre fera une opposition absolue à une action immédiate. Il serait bien désirable que ministres alliés partent et nous laissent seuls avec les Grecs. Poste de T. S. F. d'Athènes a fait silence. S'il parlait, je le ferai bombarder. Pour canal Corinthe, il y a intérêt de premier ordre à en conserver le passage jusqu'au dernier moment. J'ai un officier à la gare de Corinthe, qui contrôle tout ce qui se passe, et j'ai un bâtiment tout prêt à envoyer à Eleusis, qui tiendrait chemin de fer et plusieurs points sous son feu et empêcherait toute circulation. Ces moyens sont beaucoup plus efficaces que destruction pont du canal de Corinthe, qui est assez problématique et n'empêcherait pas passage au moyen de chalands faciles à placer en travers du canal en quelques instants.* »

c) Du G. Q. G. : Ne faites rien. « *Ministre Guerre télégraphie ce qui suit :* « *L'accord avec nos Alliés au sujet de l'attitude à tenir envers gouvernement royal en Grèce n'étant pas encore réalisé, général Sarrail doit s'abstenir de tout acte hostile à Athènes et en Grèce tant que sécurité de ses troupes ne sera pas compromise.* » Il ajoutait également de ne plus mettre les Vénizelistes contre les troupes royales ; quelques jours avant, il m'avait été ordonné de les y envoyer. D'accord avec Vénizelos, j'avais, *proprio motu*, renoncé à tout envoi de troupes grecques contre le roi.

Pour terminer les événements de cette journée, il n'est pas indifférent de signaler que le ministre de France télégraphiait que le roi était animé des intentions les plus pures.

11 décembre. — Le Quai d'Orsay craignait toujours une action de ma part; il fallait à son avis, coûte que coûte, sauver le roi de Grèce et laisser impuni tout ce qu'il avait fait. Aussi recevais-je une nouvelle demande de maintien du statu quo. — *Le ministre de la Guerre télégraphie ce qui suit :* « *Accord avec nos alliés, en ce qui concerne attitude à observer vis-à-vis gouvernement royal de Grèce, est imminent, mais pourrait être compromis par tout acte d'hostilité de notre part, tel que destruction d'ouvrages d'art, bombardement d'Athènes, initiative d'attaque contre les troupes royales. Je vous prie d'informer de cette situation général Sarrail et de l'inviter à s'abstenir de tout acte de cette nature.* »

Les meilleures plaisanteries doivent avoir une fin. Dans mon compte rendu du 11, je faisais connaître que je me conformais strictement aux directives reçues : « *Conformément à vos ordres, je ne ferai procéder à aucun bombardement, aucune destruction, aucune opération militaire, en Grèce au sud zone neutre attendrai d'être attaqué dans cette zone dite neutre.* »

12 décembre. — Les alliés cherchaient à se mettre d'accord sur une formule faisant fonctions d'ultimatum. Les attachés militaires — nouveau rouage jusqu'à ce jour inconnu — travaillaient de leur côté pour mettre au jour un avenant à la dite formule, réglant certaines questions militaires. M. Guillemin me tenait au courant de ces infiniment petits et cependant il comprenait bien ce qui s'était passé : « *Il faut que les gouvernements alliés le sachent : nous sommes des vaincus et rien ne nous est épargné pour nous le faire sentir.* » Comme le montre un dernier télégramme, que pouvait-il d'ailleurs? Le gouvernement français avait abdiqué entre les mains du

gouvernement britannique : « *Mes instructions me permettent de me conformer à l'attitude de mon collègue d'Angleterre; je suis son exemple... etc... Je fais savoir à Sir Francis Eliott que je suis autorisé à accepter le projet anglais et à me joindre à lui pour remettre l'ultimatum dans le plus bref délai possible et à régler ensuite mon attitude sur la sienne.* »

Qu'avait-il été découvert par Sir Francis Eliott? L'ultimatum remis le 14 et accepté sans hésitation se résumait ainsi : « Les troupes grecques massées en Thessalie se retireront. » Rien n'était exigé comme matériel. Rien n'était demandé pour les contrôles télégraphiques. Rien n'était envisagé comme sanctions méritées pour le guet-apens du 1er décembre. — Les gouvernements alliés n'étaient pas d'accord et discutaient à ce sujet.

Le 1er décembre, la tragédie avait commencé dans le sang; elle se terminait dans le vide.

CHAPITRE XXII

La conférence de Rome.

(Janvier 1917).

Un télégramme m'appelait à Rome pour assister à la première conférence interalliée qui s'y tenait. En rentrant, je rédigeais la note ci-dessous.

Les communiqués officiels disaient que l'accord entre les Alliés était complet. Il suffit de parcourir les quelques lignes que m'avait inspirées mon séjour en Italie, pour être fixé sur cet accord : nul ; et sur ce qui avait pu être décidé : rien. Au fond, des mots, et rien que des mots. Il parait que toutes les conférences avaient toujours eu le même aspect, m'ont dit les habitués de ces cérémonies.

On cherchait sans doute à aboutir, mais sans blesser le voisin, sans heurter ses concepts particuliers.

Je ne pus m'empêcher de dire, au banquet offert par l'ambassadeur de France, qu'après avoir vu de près ce qu'étaient les dirigeants d'une coalition, j'admirais beaucoup moins Napoléon ; que, lors même qu'il n'aurait pas eu son génie militaire, il serait facilement arrivé à bout de ces adversaires. Pour

obtenir un résultat, il faut que quelqu'un veuille et commande. Depuis 1914, du côté des Alliés, personne n'a dirigé, ni diplomatiquement, ni économiquement, ni militairement.

Ce voyage me procura toutefois la possibilité d'entrevoir certaines personnalités. Je ne m'appesantirai pas sur le côté français. Le général Lyautey fut pour moi un chef et même un camarade.

Je retrouvai dans M. Briand, non le président cher à Athènes, mais l'ancien garde des sceaux qui m'avait permis d'aller en Orient.

M. Berthelot lui-même voulut bien me donner mon nom et ne pas m'appeler « Bazaine » lorsqu'il parlait de mon commandement. Je laisse de côté le président du Conseil italien, qui me rappelait notre ancien président Sarrien. Je ne puis toutefois cacher que M. Sonnino me fit souvenir que Machiavel était un italien.

Quant au général Cadorna, il était facile de se rendre compte que, s'il comprenait la force de mes objections, il ne voulait rien changer à sa manière de voir; qu'il représentait uniquement en Italie un compromis politico-militaire entre l'Italie officielle et le Vatican, la Rome se rappelant 1859 et la Rome qui depuis plus de vingt ans s'imprégnait de germanisme. Au point de vue militaire, existait-il? Il avait sans doute une belle réputation. Quels en étaient les fondements? A Rome il était « Nostro Cadorna »! A Paris n'avions-nous pas eu « Notre Joffre »?

Le général Robertson fut pour moi la source d'un véritable étonnement. Il était, disait-on, l'élève favori de Lord Kitchener, et il s'était élevé des derniers rangs de la hiérarchie, ce qui était une anomalie en Angleterre. Or, sauf un entêtement certain, je ne pus découvrir en lui rien de saillant. Lloyd Georges seul me fit impression. L'entrevue, en particulier, que j'eus avec lui à l'ambassade britannique, me confirma

complètement dans cette manière de voir. Il ne me semblait pas déplacé pour continuer la lignée des hommes d'État anglais, et j'ajouterai qu'à côté de la plus grande Angleterre il n'oubliait pas, comme eux, que l'impérialisme britannique et la France diminuée sont toujours un bel idéal, aussi bien dans un superbe isolement que dans une alliance à multiples combinaisons.

A un de mes amis qui me réclamait des confidences, je ne pus m'empêcher de dire : « Français, Anglais, resteront sur leurs positions. J'ai comparu à Rome « *pour me disculper* ». J'y suis arrivé aisément, mais je n'ai désarmé personne ; et M. Barrère, cependant ambassadeur de France, continuera à croire que je veux, surtout, et peut-être uniquement, une campagne de Grèce ».

LA CONFÉRENCE DE ROME

(6 et 7 janvier 1917.)

Dès le début, la première question posée est celle de la Grèce. Briand demande que je fournisse des renseignements. J'expose froidement (brutalement me dit ensuite Albert Thomas) la situation : la Grèce n'exécute pas le repli promis de ses troupes dans le Péloponèse. Je cite des chiffres : des batteries avec 12 coups par pièce, des divisions de 300 hommes, des régiments à 50 hommes. J'indique des réservistes concentrés sur tout le front de la zone neutre, recevant 70 ou 90 drachmes par mois et vivant avec cette somme comme civils dans les villages. Je signale les dépôts d'armes, de munitions, cachés dans les écoles ou les églises. Je montre les régiments laissés sur la frontière avec un effectif de guerre, malgré la convention de tout remettre sur le pied de paix. A un autre point de vue, pour tranquilliser

l'Italie, qui a une haine mortelle contre Vénizelos, seul capable peut-être de faire une grande Grèce face à la grande Italie, je déclare que jamais un vénizeliste ne met le pied dans la zone neutre, que, sur ma demande, Vénizelos a retiré toute troupe d'Ekaterini, de Koritza, qu'il fait toujours ce que je lui demande et que mes demandes visent d'ailleurs uniquement les questions militaires, l'ignorant sciemment, volontairement pour tout le reste. J'agite enfin une dernière question relative aux mines de magnésie de l'île d'Eubée, qui nous sont, paraît-il, indispensables; et j'affirme que nous ne pourrons y aller, vu l'esprit de la population et la présence de forces grecques, qu'en recourant à la force et que je ne puis d'ailleurs fournir un homme pour cette expédition.

Il ressort de cet exposé que la Grèce veut nous attaquer. J'émets l'avis qu'il ne faut pas la laisser choisir son heure, attendre que nous soyons aux prises sur le front serbe. Un premier pas est nécessaire et doit être fait tout de suite : une opération de police. Elle donnerait de la profondeur à notre dispositif face à la Grèce, elle balaierait tous les irréguliers qui pullulent, elle nous mettrait en possession des armes et munitions cachées; elle devrait être faite sans déclaration de guerre; elle devrait s'arrêter à Larissa.

L'attaché militaire anglais, stylé par Robertson, conteste mes chiffres sur l'évacuation dans le Péloponèse. Je lui réponds par un exemple : il avoue que la 11e division, à Athènes, avait 1.000 hommes : il en est passé 259.

Mon argumentation devait avoir porté.

*
* *

La conférence examine ensuite un second point : le front même. Lloyd Georges veut diriger la discus-

sion, pose une foule de questions et pendant plus d'une heure je réponds à une série de demandes.

Au fond, tout se résume en ceci : avant la conférence, Cadorna et Robertson, ne voulant rien faire pour l'Orient, ont demandé l'évacuation de la Serbie. Lloyd Georges me pousse sur le terrain exclusivement militaire, multipliant les hypothèses pour me forcer à dire qu'il faut évacuer, si je ne reçois pas de renforts, renforts qu'il est impossible de me donner. Pour des questions de sentiment, comme pour des questions militaires, je ne cède pas et je reviens chaque fois avec ce leit-motiv : pas de repli. « Malgré la déroute presque sûre, m'est-il objecté » ? Elle n'aura pas lieu, ai-je répondu, et je rappelle 1915.

Devant mon insistance, la séance se termine sans conclusion. Les militaires vont discuter d'un côté, les civils d'un autre.

J'ouvre une parenthèse : Lyautey, dans les séances civiles suivantes, soutient ma thèse ; mais en partant il m'incite à évacuer Monastir. C'était sans doute l'avis unanime de la diplomatie : les engagements vis-à-vis de la Serbie, où étaient-ils ?

***

La séance exclusivement militaire (quatre Italiens, quatre Anglais, un Russe et moi) montra l'accord parfait Cadorna, Robertson.

Cadorna demanda qu'on changeât le rôle des troupes d'Orient. Je finis par trouver une formule : conserver le rôle de jadis, mais avec, pour le moment, les modalités prescrites par une dépêche de Joffre me disant de ne plus attaquer, mais de faire tout pour reprendre les attaques. Il n'y avait donc rien de fait.

Cadorna alors, sur un second point, fit émettre l'avis qu'il était impossible d'envoyer des renforts

anglais ou italiens. Cette motion, longuement combattue, fut maintenue, mais avec l'addition suivante : « qu'elle exprimait l'avis des états-majors anglais et italiens », les états-majors russes et français pouvant donc être d'un avis différent. Je la rédigeai : « Nécessité de réserves, — renfort de trois divisions, — envoi échelonné de ces unités, possibilité de les rendre à un autre front ». J'ajoutai comme émanant uniquement de l'état-major français, que cette non-permanence des divisions pouvait être envisagée, puisque l'état-major français s'était engagé à envoyer les Français en Italie, si les Italiens ne tenaient pas.

***

Au fond Cadorna et Robertson n'avaient pas réussi. Dans la séance des gouvernements, les conclusions militaires permettaient de n'aboutir à rien, au lieu d'arriver à prononcer ou accepter un recul.

Il n'y eut plus de séance où j'assistai. Je sais toutefois que la question subordination complète de l'armée anglaise fut décidée par les gouvernements, malgré Robertson appelé à leur barre. C'était une nécessité absolue, sur laquelle j'avais insisté à bien des reprises.

Une dernière question fut traitée entre Lloyd Georges et moi. Il m'exposa finalement que si j'attaquais la Grèce, les Etats-Unis pouvaient en profiter pour ne plus rien nous donner et que c'était la fin de la guerre. Je compris ; je cédai, bien que localement, en Orient, ce fut une faute militaire.

CHAPITRE XXIII

Koritza. — Mont Athos. — Albanie.

(Janvier-février-mars 1917.)

Comme il a été dit, fin décembre 1916, le front semblait stabilisé. Le temps épouvantable continuant à peu près partout ne pouvait qu'affermir encore le statu quo. Je profitai de cette circonstance pour remettre de l'ordre : les trois brigades italiennes étaient concentrées dans la boucle de la Cerna ; les Serbes étaient en partie relevés ; 3 divisions sur 6 allaient en 2e ligne ou en arrière et ces divisions étaient en outre successivement réorganisées ; faute de ressources, elles étaient mises à 3 régiments au lieu de 4 et les bataillons, au lieu de 4 compagnies, n'en avaient plus que 3. Notre 17e division coloniale relevait les Serbes, une partie de la 156e les Italiens.

Les pertes qui avaient nécessité la réorganisation des contingents serbes, l'inanité des efforts faits pour progresser en Serbie, les stagnations forcées par l'hiver amenaient malheureusement une crise sérieuse parmi les officiers serbes. Dès le 3 janvier 1917, je signalais le fait sous le n° 1148/3 : « *J'ajoute que officiers armée serbe traversent crise politique intérieure.*

Partisans influents « main noire » viennent d'être envoyés d'office à Bizerte ; ont été ainsi relevés commandant division Morava, plusieurs commandants de brigades, chef état-major Choumadia, sous-chef état-major 3e armée. »

Mon compte rendu journalier du 13/3 n° 1199/3 se terminait ainsi : « *Un ordre serbe communiqué aux officiers supérieurs se résume ainsi : A la suite d'un complot, des officiers ont été relevés et seront remplacés par des officiers amis du régime.* »

Le 16 janvier, dans mon télégramme journalier, il était même spécifié que ceux qui avaient établi la royauté actuelle n'étaient pas épargnés : « *Mouvement chez officiers serbes semble continuer. Colonel qui avait ouvert ventre reine Draga, vient notamment être emprisonné.* »

Le 17 mars, dans le compte rendu journalier n° 1568/3, je continuais à tenir au courant le ministre de ces pénibles incidents. « *14 officiers serbes dont 1 colonel, 5 lieutenants-colonels, envoyés à Bizerte rejoindre 9 autres officiers dont 4 colonels. Question complot contre Prince Régent. Crois même que Prince aurait dernièrement, en allant visiter front, reçu un coup de feu.* »

*
* *

Comme opérations militaires, tout se réduisait, les jours où le temps le permettait, à une vive activité aérienne, dans laquelle nous avions franchement le dessous : il était nécessaire par suite, devant les bombardements continus et la faillite de nos appareils préhistoriques, de pousser quelques cris de détresse (comptes rendus journaliers n° 1170/3 — n° 1436/3 — n° 1553/3).

Mais, tandis que régnait, au point de vue purement militaire, une certaine accalmie, se déroulaient en

arrière du front des événements qui méritaient quelque attention.

Sur mon flanc gauche, l'ancien caza de Koritza en Albanie, occupé par les Grecs depuis les dernières guerres balkaniques, devenait le théâtre de troubles parfois sanglants ; et le centre de toutes les intrigues, italiennes, vénizelistes, essadistes, serbes, en même temps que le foyer incontesté de l'espionnage austro-bulgare. J'avais déjà lancé de ce côté, le 22 juin 1916, un raid de cavalerie (3 escadrons) pour faire cesser la contrebande, me substituer, si nécessaire, aux Grecs, et surtout pour arrêter le roi, s'il avait essayé de remonter par cette région afin de rejoindre nos ennemis : Koritza aurait été pour lui un nouveau Varennes. La fuite royale n'étant plus à supputer, j'avais retiré peu après (30 juin) cette cavalerie, difficile à ravitailler et très en l'air ; les menaces ennemies dirigées contre les Anglais sur la Struma me forçaient d'ailleurs à ne pas trop diluer mes ressources. Je me décidai plus tard (août) à une nouvelle occupation : il fallait sans bruit poursuivre mon plan : isoler Constantin de l'Allemagne.

Mais le gouvernement provisoire cherchait autre chose à Koritza. Je comprenais bien que Vénizelos voulait ajouter ce fief aux contrées macédoniennes plus ou moins ralliées à son égide, mais il ne m'appartenait pas de le soutenir dans ses prétentions qui ne pouvaient que susciter, alors comme plus tard, des susceptibilités nombreuses et justifiées. Je le priai par suite de rappeler le représentant que, *proprio motu*, il avait envoyé à Koritza, de licencier toutes les bandes à sa solde ou non, qui terrorisaient le pays et j'envoyai, pour juger de la situation, remettre le calme et assurer la sécurité de nos troupes, quelques officiers français avec le colonel Descoins qui, ayant commandé avant la guerre la brigade de cavalerie hellénique, connaissait les Grecs et que j'avais déjà

utilisé à cet effet, non sans succès, à Salonique même. Le 13 décembre 1916, le Kaza suivait l'exemple donné le 30 août par Salonique et proclamait son autonomie.

Essad l'Albanais n'était pas content : il voyait une partie de l'Albanie échapper à ses visées. Vénizelos n'était pas content : il ne pouvait plus arguer d'une occupation, que j'aurais tolérée, pour la transformer, à la paix, en possession définitive. Les Italiens, qui voulaient et Koritza et toute l'Albanie, s'agitaient violemment.

Le Quai d'Orsay, actionné par Rome, et mécontent d'autre part qu'une question jugée par lui d'essence diplomatique eût été tranchée sans son autorisation, en profitait pour m'envoyer des demandes d'explication. Je répondis (15 décembre) par la simple constatation de ce qui avait été et de ce qui était, et qui se résumait ainsi : j'ai laissé faire ; je suis arrivé à ce qui était nécessaire pour l'armée : avoir enfin le calme dans cette région.

Un télégramme du 21/3 1917 résumait complètement cette question que le Quai d'Orsay avait sans doute voulu ressusciter lors de l'avènement du ministère Ribot.

Général Sarrail, à ministre Guerre.

N° 1598/3. (Réponse à 2121 9/11). — Ministre Affaires Etrangères m'a demandé 13 décembre, sur réclamation Italie, si autorités militaires françaises avaient proclamé Albanaise, la ville de Koritza. Lui ai répondu, le 15 : « Vénizelistes sont, il y a deux mois, allés à Koritza et ont renvoyé royalistes. Bandes royalistes ou albanaises se sont formées contre Vénizelistes et ont marché d'accord avec Autrichiens. Série engagements, pillages, incendies par ces bandes et d'autres irréguliers vénizelistes.

Ai envoyé à Koritza pour garder mon flanc, détache-

ment Descoins et ai invité Vénizelistes à quitter Koritza, comme je l'avais fait dans toute zone neutre. Dès départ Vénizelistes, notables autochtones ont constitué administration.

Cette situation s'est bien établie. Le 10 décembre, 14 délégués sont venus voir colonel Descoins et lui ont fait déclaration suivante : « Nous, délégués du peuple Albanais, venons déclarer au représentant de la France, que le Kaza de Koritza avec ses dépendances est désormais une province autonome administrée par des fonctionnaires albanais. Nous demandons à nous placer sous la protection de l'autorité française. »

J'ai toujours laissé population faire ce qu'elle voulait; je vous en ai rendu compte ; il ne m'appartient pas me mêler question politique intérieure grecque et balkanique. Koritza a voulu être indépendant : il l'a été. Depuis lors, calme règne dans cette région. 500 réguliers gendarmes ont été recrutés et se sont bien battus dernièrement à nos côtés.

J'ai mon flanc gauche couvert par une sorte zone tampon. Le colonel Descoins après avoir, a posteriori dans un protocole, résumé la situation créée par les habitants de Koritza, commande cette sorte de territoire confins militaires. Au point de vue militaire qui seul m'occupe, je ne puis que me féliciter de cet état de choses. »

Pour terminer cette question cependant si simple, je crois devoir reproduire le document du 8/12/16 qui constituait en quelque sorte la charte de l'autonomie du Kaza :

« *Tous les fonctionnaires grecs (royalistes ou vénizelistes) doivent être supprimés à Koritza et dépendances. L'autorité militaire française désignera les fonctionnaires autochtones. Une police locale sera organisée et sera à la disposition du fonctionnaire qui administrera le cercle. Le commandement militaire français aura la direction et la surveillance administrative et militaire de tout le territoire.* »

***

Tandis que ces faits se déroulaient à ma gauche, la situation changeait également à mon extrême droite, au Mont Athos.

La république monacale installée dans l'isthme de l'Athos, complètement inféodée dans ses éléments grecs à la politique d'Athènes, m'avait été signalée comme un repaire de déserteurs de l'armée hellénique que voulait constituer Vénizelos et comptait, en outre, sûrement des couvents qui ravitaillaient les sous-marins ennemis. Il y avait de plus une grave discussion entre Russes et Grecs au sujet de cette toute spéciale collectivité.

Les Grecs, avec leurs 17 couvents nommant chacun un représentant, étaient les maîtres de la situation en Athos, les Serbes, les Roumains, les Russes, les Bulgares n'ayant chacun qu'un couvent et par suite, chacun, un seul représentant dans l'espèce de chapitre qui administrait « la Sainte Montagne. »

Or les Russes étaient, comme nombre, sensiblement égaux aux Grecs. Ajoutons que les Grecs accusaient les Russes de vouloir faire du Mont Athos une station maritime qui leur aurait donné accès dans la Méditerranée. Je n'avais jamais voulu écouter les suggestions faites à ce sujet, et je m'étais contenté de prier la marine de surveiller les agissements des moines au sujet du ravitaillement des sous-marins.

Néanmoins les Russes avaient débarqué à Salonique, s'étaient battus à nos côtés, et le consul général de Russie venait un jour me demander d'envoyer un détachement franco-russe pour ne pas laisser à nos ennemis le champ libre. J'acquiesçai. Le 12/1 1917, dans mon compte rendu journalier, je signalais le fait : « *Sur demande Pétrograd transmise par consul, je donne ordre 100 Russes et 50 Fran-*

çais sous ordre officier occuper Mont Athos. » L'officier était un professeur de droit international, un homme à l'esprit précis et largement ouvert : j'étais sûr que cette opération des plus délicates serait menée de main de maître. Je ne me trompais pas. Le débarquement avait lieu le 17/1 (compte rendu journalier de cette date n° 1214/3).

A la fin du mois de janvier, sans incidents, toute discussion cessait dans la presqu'île de l'Athos ; les ennemis de l'Entente étaient expulsés et je pouvais rendre compte le 31 (compte rendu journalier n° 1288/3) : « *Dans les couvents du Mont Athos, il a été recueilli jusqu'à présent 475 fusils de guerre et 103.000 cartouches.* »

Les résultats de notre intervention ne se faisaient d'ailleurs pas trop attendre ; le 26 mars, mon compte rendu journalier se terminait ainsi : « *Ai reçu télégramme m'informant que Saint Synode du Mont Athos avait fait grande cérémonie, avait renié roi Constantin et adhérait à gouvernement provisoire.* »

*
* *

A l'autre extrémité du front, mon attention était attirée sur l'Albanie, qui semblait vouloir, soit avec les Italiens, soit avec les Autrichiens, jouer un certain rôle au point de vue opérations militaires.

Les ailes ont toujours eu une importance capitale, surtout si l'on peut faire une guerre de mouvements ; j'avais bien assuré, par l'occupation de Koritza, mon extrême gauche, en transformant ce Kaza en une sorte de flanc-garde défensive en arrière de nos lignes, mais les Autrichiens paraissaient devoir la manœuvrer. Dès le 3/2 j'étais forcé dans le compte rendu journalier d'évoquer l'affaire : « *Contingent autrichien évalué à une brigade, descend à Pogradec, d'après agent. Détachement jusque vers Parodina,*

7 kilomètres N. O. Koritza. » D'autre part, il y avait des Italiens dans tout le sud de l'Albanie, avec Vallona comme résidence de leur commandement. Les Italiens étant nos alliés, il était rationnel d'essayer de monter avec eux une action, de laisser dans l'oubli les procédés perpétuellement discourtois de leur représentant consulaire à Salonique, qui me menaçait par exemple de faire enlever par des carabiniers, à l'arrivée des bateaux, les sacs de correspondances ou autres adressés sous son couvert; de ne considérer en un mot que la question militaire.

Dès le 8/1, il avait déjà été précisé dans mon compte rendu journalier les tentatives faites à ce sujet : « *Une liaison par avions a été réalisée avec les troupes italiennes de Vallona; un officier français parti de Florina a atterri à Argyrocastro. La liaison par T. S. F. est recherchée entre Koritza et Vallona. Les deux postes se sont déjà appelés et entendus.* » Il fallait établir au plus vite la liaison avec les Italiens sur la route Santi-Quaranta, Koritza. Lloyd Georges m'avait même laissé espérer que, cette route ouverte, des renforts britanniques pourraient m'être envoyés par cette voie. Je pouvais également espérer recevoir par cette nouvelle ligne de communication les 80 avions et les 500 camions qui, paraît-il, étaient embouteillés à Marseille et Toulon.

Cette nécessité de me lier avec les Italiens vers Santi-Quaranta, et de ne pas laisser les Autrichiens manœuvrer mon flanc gauche, me faisait finalement décider de me servir de la 76e division qui venait d'arriver de France, pour établir dans la région de Koritza une situation militaire très nette me permettant ultérieurement d'inverser les rôles, c'est-à-dire, mon flanc gauche assuré, de manœuvrer à mon tour la droite ennemie. Je passerai sous silence la série d'escarmouches qui se livraient jusqu'à quelques kilomètres de Koritza depuis fin janvier ; mais dès le

15 février, je pouvais dans mon compte rendu, télégraphier que la 76e division terminait sa concentration dans la région de Koritza. J'avais conservé l'initiative des opérations, et j'avais eu soin d'envoyer toute une division, c'est-à-dire une force permettant d'agir, et d'avoir une décision sur les bandes à la solde de l'Autriche et sur les réguliers Autrichiens descendus de Pogradec.

En quelques jours, la route de Koritza à Santi-Quaranta, qui était au pouvoir de l'ennemi, était ouverte (compte rendu des 16, 17 et 18 février). Tout se terminait ainsi : « *Hier, 157e a atteint Ersek, un détachement italien y est arrivé le même jour. Colonel italien Rossi et général de Vassart y sont également. Avons occupé en même temps série villages sur flanc route. Pas de résistance ennemie. Route Koritza, Liakoviki est en résumé nettoyée d'ennemis.* »

Je demandais par courtoisie au général Ferrero, qui commandait à Vallona, d'occuper Ersek, et de limiter la zone italienne à la rivière Ossum. J'avais fait l'opération seul. Je pensais pouvoir rester où j'étais allé. Le 21/2, je me contentais, ne voulant pas créer d'incidents entre alliés, de mettre dans mon compte rendu : « *Contrairement à ma demande, général Ferrero me télégraphie « Ersek doit rester occupé par troupes italiennes ». Ignorant ce qui a pu être décidé à ce sujet, j'ai donné ordre de retirer troupes françaises jusqu'à rivière Vodica qui sera notre limite.* »

Il y a plus. Le général Petitti me demandait l'autorisation de monter à Koritza un poste particulier de T. S. F. pour communiquer avec Vallona. Je refusai.

Il était sous mes ordres ; le général Ferrero était indépendant.

D'ailleurs, si les Italiens avaient, grâce à la 76e division française, assuré leur situation en Albanie, ils ne pouvaient pas sur le front même maintenir inté-

gralement leurs positions. Les Allemands les avaient attaqués le 12/2 dans le secteur qu'ils avaient choisi (boucle de la Cerna, cote 1050) ; le 15, cette opération locale était terminée; malgré diverses contre-attaques, et après diverses fluctuations, la cote 1050 était perdue. Le 28/2 une tentative pour reprendre 1050 ne pouvait arriver au résultat escompté, malgré, paraît-il, 400 Italiens hors de combat.

J'aurais voulu que les Italiens tentassent un nouvel effort; mais j'étais forcé de m'apercevoir que je ne pouvais vraiment compter que sur nos contingents pour mener la campagne avant le printemps.

*
* *

A cet effet j'avais ébauché, pour lorsque le temps le permettrait, un plan d'opérations avec les 8 divisions françaises dont j'allais disposer ; la 16e division coloniale, la 76e et la 30e, venaient en effet de renforcer les 4 vieilles divisions, et la 11e division coloniale se formait avec le 2e bis de zouaves et des régiments coloniaux de renfort.

Dans ce plan, il était tout d'abord prévu un mouvement de la 76e division, qui venait de liquider la situation Koritza : elle devait, en remontant la rive ouest du lac de Presba, menacer l'extrême droite ennemie.

Le général Grossetti qui finalement avait été désigné en janvier pour prendre le commandement de l'armée d'Orient, désirait, avec raison, avant d'engager un effort général, prendre de l'air autour de Monastir. Il y eut donc, en mars 1917, une série d'opérations locales et préliminaires d'une offensive générale, sur notre aile gauche, du lac Presba à la Cerna.

Le général de Vassart, qui commandait la 76e division, était brigadier avant la guerre, avait siégé au comité d'état-major, après avoir travaillé longtemps

à l'état-major de l'armée. J'étais étonné, avec les avancements étranges donnés à ses camarades, de le voir encore simple général de brigade. L'attaque qu'il allait commander sur les rives du lac de Presba, me donnait malheureusement la raison de cet arrêt dans son avancement. Le 12 mars, les opérations étaient engagées. « *J'ai amorcé action à ouest lac Presba. Vu terrain et neige, progression très lente. Toutefois, deux mitrailleuses et 22 chasseurs saxons sont entre nos mains. Autrichiens et comitadjis ont attaqué entre lac Presba et Malik.* » Compte rendu n° 557/3 du 13/3). Le communiqué ennemi du 14 chantait cependant victoire. C'était faux. Malgré mes instructions, il avait été simplement esquissé un mouvement enveloppant, et le 14, le général de Vassart faisait, vu le temps, rompre le combat à quatre bataillons qui avaient fini par prendre contact avec l'ennemi.

La neige, la résistance ennemie empêchaient, les jours suivants, tout progrès sérieux. Je donnai ordre d'arrêter cette offensive. (Compte rendu journalier du 19/3.) Dès le 12, sur le terrain où je m'étais rendu, j'avais été forcé d'intervenir personnellement pour faire engager l'artillerie française. Devant deux bataillons et une batterie de montagne autrichienne, la 76e division avait déployé deux bataillons et son artillerie était engagée presque hors de portée. Or il y avait neuf batteries de 65 ou 75 et une section de 120, si mes souvenirs sont exacts. Il m'avait été facile de constater que le général de Vassart ne savait rien de la guerre de montagne, rien de l'utilisation de l'artillerie de montagne, presque rien de l'emploi en liaison de l'artillerie de campagne avec l'infanterie dans la guerre de mouvement, et que pour lui, l'infanterie ne devait être employée qu'au compte-goutte.

Il est de bon ton de déclarer en France, lorsqu'un officier supérieur ou général rentre d'Orient, qu'il ne

sait rien. La réciproque pourrait être soutenue, avec plus de fondement pour nombre d'officiers venus de France, qui, transplantés dans une guerre de mouvements, sont pendant quelque temps perdus, et ont besoin d'être tenus et étayés. 1.500 à 2.000 mètres de tranchées en ligne, une série d'ouvrages ou de lignes successives, une artillerie nombreuse, des téléphones ou télégraphes reliant de tous côtés un poste de commandement bien camouflé et abrité, ne nécessitent sûrement pas ce qu'exige très souvent en Orient la vieille tactique française de marches, contre-marches, escarmouches, actions poussées à fond, sans relève possible comme sur le front occidental.

Quoi qu'il en soit, sur le front de Monastir, une série d'actions locales vigoureusement menées permettaient certains gains. Dès le 16 mars, les attaques succédaient aux coups de main. Le 19 mars, jour de l'arrêt de l'offensive vers le lac de Presba, je rendais compte que j'avais 1.450 prisonniers ; le 20, que l'ennemi se reformait et contre-attaquait ; le 24, je constatais dans le compte rendu journalier : « *Malgré communiqué ennemi nous avons fait et conservé sérieux gains dans zone Monastir.* »

Le 27, je signalais que finalement nous avions fait 2.104 prisonniers. Au fond, nos attaques avaient réussi, mais le but poursuivi, « dégager Monastir », n'était cependant pas atteint. Il aurait fallu continuer la pression, engager dans cette zone de nouvelles troupes, et la véritable offensive devait être faite dans un autre secteur, à une époque ultérieure : il fallait réserver les forces nécessaires.

CHAPITRE XXIV

La fin d'un règne.

(Décembre 1916-juillet 1917.)

Le roi Constantin s'était soumis, sans se soumettre. Pour libérer nos armées de tout souci sur leurs arrières, il devait retirer les troupes qu'il avait concentrées en Thessalie, et évacuer dans le Péloponèse la majeure partie de l'armée hellénique. Mais il savait que les Alliés n'étaient pas d'accord sur le régime à imposer à la Grèce, que notre blocus était inopérant; tout se résumait pour lui, à nous leurrer, puis à saisir l'occasion, pour renouveler quelque perfidie du genre de celle qui lui avait si bien réussi le 1er décembre 1916.

Dès l'arrivée du général Lyautey au ministère, j'avais donc essayé de poser nettement la question de l'occupation de la Thessalie pour assurer sans conteste les derrières de l'armée. Mais, le 2/1 1917, un télégramme ministériel, 51 D/S. (voir copie aux annexes), spécifiait qu'une opération quelconque contre la Grèce ne devait pas être entreprise sans autorisation des deux gouvernements. La conférence de Rome avait maintenu ce statu quo. J'avais donc

télégraphié que conformément aux directives reçues, j'attendrais d'être attaqué par les Grecs dans la zone neutre. L'imbroglio hellénique continuait.

Je cite, au hasard de mes comptes rendus journaliers, une série d'incidents prouvant l'éternelle duplicité de Constantin ou de ses partisans.

Des soldats sont retirés du Péloponèse sous prétexte de renforcer la gendarmerie (9/1). *Grecs ont envoyé un bataillon de 1.000 gendarmes à Larissa et ont incorporé dans cette zone nombreux soldats dans autres unités gendarmerie.* (20/1.)

Les postes de couverture le long de la zone neutre, qui auraient dû être supprimés, sont tenus par la gendarmerie (27/1). *Les postes de gendarmerie en Thessalie sont destinés à encadrer des réservistes* (9/2) *et sont composés à cet effet. A Larissa il y a des officiers qui ne devraient pas y être* (21/2); *ils doivent servir d'encadrement aux réservistes. Il y a une foule de permissionnaires qui vont du Péloponèse en Thessalie.* (26/2.)

Lorsque les troupes grecques sont forcées d'évacuer la Thessalie, il y a une organisation de bandes faite par le gouvernement hellénique lui-même; les soldats passent dans ces bandes (5/2). *Les autorités helléniques ne versent pas les armes* (25/2). *Les bandes voyagent à tarif militaire, et s'appellent « corps contrerévolutionnaires »* (5/4); *le document officiel pour cette organisation est entre nos mains* (14/4). *Du côté du Péloponèse, les hommes et les armes contrôlées repassent au nord du canal de Corinthe* 24/3). *Les permissions sont accordées à la moitié de l'effectif* (15/4). *La moitié de la troupe, les deux tiers des officiers ne sont plus dans le Péloponèse* (3/5).

Je découvre qu'*en Thessalie, il y avait 40 dépôts de vivres pour 50.000 hommes pendant trois mois* (4/3) et le gouvernement hellénique criait famine. Dès le 23/1 (compte rendu journalier) j'avais déjà appelé l'attention sur ce point. « *Il ne suffit pas de voir qu'à*

Athènes et au Pirée le pain est volontairement noir et mauvais, il faut aussi constater qu'à Thèbes, il est abondant et tout blanc. S'il y avait en Attique raréfaction de vivres, cela tiendrait au gouvernement royal qui a entassé des approvisionnements au Nord, dans un but facile à saisir. »

Une série d'armes sont découvertes à Athènes et environs (4/5; 5/5); à la date du 28/5, il y avait encore entre les mains des Grecs des canons et des mitrailleuses qui auraient dû être livrés dès le 18/2, terme de rigueur.

Inutile d'insister; il semble cependant nécessaire de ne pas oublier que les berges du canal de Corinthe avaient été minées pour permettre sur tout son parcours le passage des forces helléniques, et obstruer en outre la route à nos navires, que toute l'artillerie et les unités automobiles étaient massées près de l'isthme de Corinthe, prêtes à pousser de l'avant vers le Nord.

***

Ces faits n'avaient pu être portés à ma connaissance que grâce aux officiers du contrôle institué à cet effet. Mais que d'incidents, pour arriver à ce résultat. Sans cesse le contrôle militaire anglais, et surtout le général Philipps, cherchait à pallier les supercheries hellènes; le général Milne lui-même venait parfois me demander par ordre des renseignements sur la Grèce (compte rendu du 19/1 n° 1222/3). Il faut d'ailleurs avouer que notre propre attaché militaire, le général Bousquier, continuait à être le porte-parole de l'état-major grec (compte rendu journalier du 24/1). Attaché autrefois à une mission française, il avait pris les habitudes helléniques; il discutait à perte de vue avec les Grecs, et il était roulé.

Sauf le général Braquet, qui est toujours resté un militaire et un Français, il n'y a pas un officier des anciennes missions qui, en revenant sur le sol grec, ne se soit souvenu de ses classiques, puis de la Grèce du roi Georges, et n'ait été plus ou moins inconsciemment soutien de la politique grecque, c'est-à-dire allemande.

Les dépêches Théotokis qui ont été déchiffrées le prouvent surabondamment. A la date du 5 décembre 1916, il télégraphiait au sujet des bandes : « *Cette action aidera puissamment Grèce, à élever, au moment des négociations paix, prétentions territoriales. Ces prétentions comme de raison pourraient être bien plus considérables en cas d'action, qu'en cas de simple neutralité.* »

Le 17 décembre il avait été demandé à Falkenhausen (1) d'aller à Pogradec pour l'organisation des bandes. Le 10 janvier il était à Larissa comme je le signalais dans mon compte rendu, comme l'indiquait une dépêche chiffrée de la reine Sophie qui était heureuse d'avoir pu téléphoner avec lui.

Le général de division Cauboue, un officier de belle valeur militaire, que j'avais mis à la tête des contrôles alliés, était heureusement une intelligence droite et tenace ; il savait mettre chacun, — y compris le ministère grec — à sa place ; il a rendu à la cause des Alliés et à la France des services incontestables, dans ce poste ingrat, difficile et où il ne pouvait rencontrer qu'ennuis et déboires.

***

Devant cette succession ininterrompue de fourberies, il y avait évidemment des mesures à prendre. Dès le 18/1 1917, je répondais affirmativement (voir

(1) Ancien attaché militaire allemand à Athènes.

copie aux annexes, télégramme 1218/3) à une dépêche me demandant une intervention en Eubée et m'invitant à prendre position dans la question de la Thessalie, et j'insistais le même jour sous le n° 1219/3 (voir aux annexes) pour avoir une décision. Pour moi en effet, la destruction d'Athènes, la germanique, passait après la lutte contre Sofia; d'autre part, à Rome, n'avait-il pas été décidé de ne rien faire en Grèce? Il était nécessaire d'être fixé pour ne pas être en état perpétuel de suspicion.

Lors des affaires roumaines, en août 1916, j'avais été chargé de tous les péchés d'Israël, et un document roumain, qui m'avait été communiqué, m'accusait d'indiscipline sans que mes chefs aient protesté.

Allait-il y avoir avec l'Angleterre une deuxième édition de ce roman depuis si longtemps mis sur le chantier par le G. Q. G.?

Ce qui s'était passé au sujet des Sénégalais était assez suggestif, et pouvait me permettre toute supposition. Le 26/1 Paris m'avait envoyé un télégramme 105/BS (voir annexe) pour blâmer l'envoi des Sénégalais comme garde des officiers du contrôle, et avait excipé à ce sujet de l'avis du commandant en chef de l'armée navale, et des sentiments des neutres.

Il m'avait été facile sous le n° 2618/2 du 27/1 de faire remarquer que j'avais simplement envoyé dix Sénégalais comme plantons, et par un autre télégramme du même jour, que deux compagnies de Sénégalais avaient été dirigées sur Salamine non par moi, mais par Paris. (Direction des troupes coloniales). (Voir copie des dépêches aux annexes.)

De Paris venaient d'autre part de nombreuses demandes de renseignements. Depuis le début des opérations j'avais dirigé sur la France une série de suspects, de condamnés, d'indésirables; Grecs d'Athènes, de Salonique, de France, cherchaient à

les faire rentrer en Grèce sans se soucier du passé, en arguant tantôt de l'illégalité des arrestations, tantôt des faits incriminés, etc... Je ne pouvais rester désarmé devant de pareils procédés, devant les appels à toutes les nationalités, à toutes les législations, y compris celles des capitulations; il n'était pas possible de me laisser aller à ces discussions d'un autre âge, dans les conditions périlleuses où se trouvait l'armée. Je ne pouvais suivre les cas particuliers qui étaient soulevés par Paris. Je ne voulais pas du procédé coercitif des peines corporelles, cher aux Grecs, Turcs ou Allemands; je voulais encore moins des exécutions pour des faits non prouvés légalement. Je décidai en conséquence la création à Mythilène d'un camp de concentration avec envoi par mesure administrative. Pendant quelque temps, j'eus ainsi paix et tranquillité.

*
* *

Tandis que ces embûches politiques ou diplomatiques se succédaient, les bandes organisées cherchaient à violer notre zone neutre (compte rendu du 17/2) et à passer vers Koritza où j'étais engagé. (22/2.) Vers l'ouest de la dite zone, une patrouille de douze Sénégalais était même surprise; les douze Sénégalais qui la composaient étaient massacrés et mutilés. (Compte rendu du 23/2.) Je répondis immédiatement à cet acte (même compte rendu) : « *Ai donné ordre de passer par les armes tout comitadji pris les armes à la main.* »

Devant cette poussée de bandes vers la zone neutre, j'avais lancé sur Kozani, avec antennes sur Grevena, deux régiments de chasseurs d'Afrique; j'y formais en outre une colonne légère de deux bataillons coloniaux et d'une batterie de montagne. Le 23, je jetais cette colonne de Kosani à Grevena et je rendais

compte dans un télégramme du 4/3 de mes intentions : « *Je vais faire raid sur Kipurgos au sud zone neutre pour me débarrasser des bandes qui me harcèlent à l'ouest Grevena par des incursions dans zone neutre.* »

Ne voulant pas mettre le gouvernement en mauvaise posture vis-à-vis de l'Angleterre, j'attendis encore quelques jours, mais le 16/3, je terminai ainsi mon compte rendu journalier : « *Les bandes s'approchent de plus en plus de la zone neutre, et craignant infiltration, j'ai donné ordre d'aller les cerner en poussant jusqu'à Kipurgos* ». Le 19/3 et le 21/3 j'annonçai dans mon compte rendu journalier, qu'il y avait eu des engagements, que j'avais trouvé des fusils, des cartouches, que j'avais fait passer par les armes vingt comitadjis. Ce raid faisant tout rentrer dans l'ordre, je rappelai la colonne dans la zone neutre.

Mais les Grecs d'Athènes étaient furieux de la disparition des bandes, de la constatation de l'existence d'armes cachées sous le couvert des autorités helléniques. M. Guillemin était forcé de se faire l'écho de leur campagne de presse dans laquelle tout ce que nous avions fait était travesti, tout ce qui allait être fait était inventé, pour le besoin de la cause. J'étais contraint de tout remettre au point en prenant carrément la responsabilité du passé, comme le montre le télégramme ci-dessous : « *Les six habitants de D... fusillés sont des comitadjis. Il n'y a aucun doute à leur sujet. Pour les huit autres, il y a encore doute. S'il est prouvé qu'ils sont dans le même cas, ils seront fusillés. Les deux hommes fusillés à L... ont été passés par les armes parce qu'ils étaient des comitadjis avérés. Les deux autres dont les maisons auraient été brûlées sont des comitadjis. Ils auraient été fusillés s'ils n'avaient pas été absents et le seront s'ils sont pris. Si une église a été brûlée, c'est qu'elle avait été trans-*

formée en dépôt d'armes. Si de l'orge a été enlevée, elle a été payée ou réquisitionnée. Le sous-préfet de Kipurgos et le directeur de la police de la même localité sont les auteurs d'une série de nouvelles fausses et diffamatoires sur la zone neutre, ont organisé et ravitaillé des bandes de comitadjis. Quant aux deux gendarmes signalés, ils ont tiré contre nos troupes et l'un d'eux a été abattu, l'autre aurait dû être fusillé. J'ai fait des observations à ce sujet.

En résumé, le gouvernement grec a organisé des bandes et les entretient. La sécurité de l'armée d'Orient exige leur suppression.

J'ai donné des ordres pour faire passer par les armes tous les irréguliers. Ces ordres ont été exécutés. Ils continueront à l'être. »

*
* *

Dans la même période, à Corfou, où commandait le général Baumann, les histoires alternaient avec les histoires. Féroce partisan de Constantin, gendarme mâtiné de levantin, il faisait sans ordres de ma part ni de Paris, une politique toute spéciale, qui indisposait les Italiens (j'en ressentais les contrecoups à Salonique) et suscitait les rancœurs des Vénizelistes. Trente jours d'arrêts ne pouvaient le remettre dans la voie droite. Ses appuis en France allaient imposer quelque temps encore sa présence néfaste à Corfou, et me forcer à le remplacer plus tard, pour remettre tout en état, par un commandement peut-être trop amorphe.

La question grecque elle-même ne faisait pas un pas à Athènes ; il me fallait chaque jour me rappeler que Pénélope était une hellène.

Devant une nouvelle levée de boucliers, j'étais par exemple forcé de donner au général Braquet et au contre-amiral resté à Salamine, des ordres formels

pour une action énergique (voir annexes, télégramme du 9 avril à l'amiral commandant à Salamine et l'ordre du 4 au général Braquet). L'amiral s'effrayait du bombardement éventuel prescrit. Je maintenais mon ordre (voir annexes n° 1731/3 du 16/4). A la suite d'une série de télégrammes d'explications à l'amiral, je finissais par comprendre que la marine française d'Athènes était sous mes ordres, mais à condition de ne rien lui commander. Elle faisait concurrence à certains de nos alliés dans les Balkans.

***

De Paris arrivait cependant l'ordre de me tenir prêt à aller en Thessalie pour prendre les récoltes ; mais j'avais reçu un autre ordre, celui de passer à l'offensive contre les Bulgares pour le 25/4. Je répondais donc par le télégramme 1682/3 du 9 avril et 1684 du même jour montrant la difficulté de l'opération, mais en exposant cependant les possibilités. (Télégrammes aux annexes). Et j'ai été accusé de ne penser qu'à renverser un Roi au lieu de songer aux Bulgares ! Le 14 avril, je recevais d'ailleurs l'ordre de ne plus m'occuper provisoirement que des Germano-Bulgares.

Toutes mes troupes étaient déroutées de ce côté. Mais, à la fin d'avril, je recevais une nouvelle directive. Il fallait aller en Thessalie. Mon télégramme du 28 avril 1790/3 (copie aux annexes) situait la question. Avant mon offensive, je ne pouvais aller qu'à Elassona avec de la cavalerie et des bataillons d'étapes. Après, vers le 15 ou 20 mai, je pourrais songer à la Thessalie. Il n'y avait évidemment pas d'autre solution. Pour brusquer l'opération, ce qui était rationnel, il aurait fallu que depuis longtemps, et à l'avance, Londres et Paris fussent d'accord.

Quoi qu'il en soit, cette occupation de la Thessalie,

ce coup de poing sur Athènes que j'avais voulu asséner depuis si longtemps, allaient être enfin reconnus indispensables. La marine voulait même faire en outre l'occupation de l'Eubée comme le montrait la dépêche n° 1957 du 24 mai (voir annexes). C'était déjà beaucoup de tenir le front bulgare et de marcher sur la Thessalie et simultanément sur Athènes. En réponse à un ultime télégramme ministériel du 22 mai 1762 BS (ci-joint copie aux annexes), le 24, sous le n° 1948/3, je montrais comment j'envisageais l'opération. (Voir annexes.) Elle eut lieu. Mais, si, en décembre 1916, quand tout allait mal, j'avais été éventuellement chargé de tout remettre en état, je n'avais pas l'honneur de diriger l'opération d'assainissement de la Grèce royaliste que j'avais préconisée depuis de longs mois, et qui m'avait valu de nombreuses inimitiés.

M. Jonnart arrivait de France pour récolter ce qui avait été semé et moissonné. Je le mis tout de suite au courant de la situation par la lettre ci-dessous :

Q. G., le 3/6 17.

Monsieur le ministre,

Au moment où vous arrivez en Grèce, je tiens à vous dire simplement, sans phrases, que vous pouvez compter sur mon concours le plus complet.

Je vous envoie le lieutenant Brunet, gouverneur des colonies, qui vous mettra au courant de la situation en Macédoine. Je crois toutefois devoir vous esquisser à grands traits où j'en suis relativement à la Grèce d'Athènes. Depuis le 29 mai, je pouvais entrer en Thessalie. Il m'a été ordonné d'attendre. J'attends. Toute journée perdue peut amener des complications, des intrigues, peut-être une levée de boucliers. Je me permets par suite d'insister pour que télégraphiquement, je puisse enfin entrer en Thessalie. Mon dispositif est le

suivant : Servia, 4 régiments de cavalerie avec 3 batteries à cheval, ayant un détachement de 2 escadrons à Grevena. Derrière, concentrés également à Servia, le 2e bis de zouaves, un bataillon indo-chinois, un bataillon sénégalais, trois batteries. Dans la zone neutre d'Ekaterini, un régiment d'infanterie, un bataillon territorial de zouaves, deux compagnies territoriales. En outre, un bataillon de chasseurs à pied, destiné à une mission spéciale.

Ces troupes sont sous les ordres du général Venel.

La cavalerie sera dans un jour à Elassona, l'infanterie concentrée à Servia y sera dans deux jours. Les troupes d'Ekaterini marchent également sur ce point.

Le deuxième jour après l'entrée en Thessalie, la cavalerie occupera Tirnovo.

Pour occuper Larissa, la cavalerie se portera au sud de la ville, pour essayer de couper les communications, l'infanterie et l'artillerie marcheront par le nord. Le bataillon de chasseurs suivant la voie ferrée, qui sera réparée le plus tôt possible, occupera le pont de chemin de fer très important au nord de Larissa.

Voilà ce qui semble devoir être fait en Thessalie.

En ce qui concerne la vieille Grèce, deux opérations sont à envisager : l'une vers l'isthme de Corinthe, l'autre à Athènes. L'action sur l'isthme doit précéder de vingt-quatre ou quarante-huit heures l'action sur Athènes. Comme il faut en finir, comme j'ai besoin d'avoir le plus tôt possible des disponibilités pour résister à une attaque probable germano-bulgare sur Monastir et Guevgueli, comme il faut du temps pour pouvoir reporter au nord les troupes engagées vers Corinthe et Athènes, il est indispensable de descendre le plus tôt possible en vieille Grèce. La marine, d'ailleurs, a commencé, vu le temps nécessaire à concentrer les bateaux, à arrêter à Salonique tous les navires venant de Marseille, Tarente et les transports affectés aux troupes grecques

qui de Crète se rendent à Salonique. Le 8 juin les embarquements peuvent commencer.

Pour l'isthme de Corinthe, entrée Sud, il pourra être transporté un régiment d'infanterie et un groupe d'artillerie; ces troupes peuvent partir le 9 et le 10 se trouver à leur poste; le débarquement est probable à Kalamaki. En même temps, deux compagnies de Sénégalais venant de Corfou seraient débarquées à l'entrée Nord du Canal. Pour Athènes, j'ai deux régiments de la 30e division, 3 ou 6 batteries, un escadron de cavalerie, les services d'une division. Le 3e régiment de la division sera en Thessalie, mais si je vois qu'il n'y a rien à craindre, je peux le faire rejoindre à Athènes. D'autre part, j'ai une brigade russe qui peut me donner un régiment immédiatement. Par suite, pour Athènes, il y a toute une division dont l'embarquement sera terminé le 11 et qui, le 12, pourra commencer à débarquer au Pirée. Derrière, dès que les bateaux seront revenus, j'embarque le 58e chasseurs venu par le chemin de fer de Larissa, le second régiment de la brigade russe, le régiment d'infanterie de la 30e division, envoyé tout d'abord en Thessalie.

Pour l'opération même, à mon avis, il faut la mener vigoureusement, sans causer avec les Grecs, engager le feu au premier indice de résistance. J'enverrai 3 avions qui pourront bombarder le palais du roi. Je donnerai des ordres en conséquence au général Régnault qui commandera le tout et est commandant de corps d'armée. J'en ai déjà donné à l'amiral de Gueydon.

Vous me permettrez d'ajouter une remarque générale. En juin, en décembre 1916, j'ai immobilisé des troupes pour aller à Athènes. Ces troupes m'ont manqué pour les opérations et nous ne sommes pas allés en Grèce.

En 1915 en Serbie, en 1916 en Macédoine, il était possible de faire quelque chose, si j'avais eu des troupes: il n'a pu être rien tenté de décisif. En d'autres termes, l'occasion n'a jamais été saisie aux cheveux.

Déjà je crains que nous ne l'ayons laissé échapper. Je vous en prie, que cette affaire grecque soit rapidement menée au point de vue militaire. Il y a là une nécessité pour parer à tout incident germano-bulgare et pour ne pas encore être une fois les dupes du gouvernement d'Athènes.

Veuillez croire à mes sentiments les plus dévoués.

Signé : SARRAIL.

Je n'insisterai pas sur les pourparlers qui finalement amenèrent l'abdication de Constantin. Je dois cependant dire que si l'abdication finit par être une réalité, tout fut mis en œuvre pour l'empêcher, y compris, même à Salonique, par nos alliés les Anglais.

C'est à contre-cœur que 500 des leurs me sont fournis pour descendre en Thessalie. Le chef d'état-major de l'armée britannique, par ordre, sans aucun doute, cherche à savoir mes plans, pour les télégraphier, et ruiner notre action. Devant mon refus de le mettre au courant, il cherche encore à savoir, en me demandant si les 500 hommes useront du chemin de fer ou non, en mettant ainsi en avant l'éternelle question de ravitaillement.

Les royalistes travaillent d'autre part les contingents de la défense nationale; il y a 700 déserteurs à la division de l'Archipel; les officiers d'artillerie grecque refusent de marcher avec notre 80 de montagne. Ces à-coups m'émotionnent d'ailleurs peu. J'ignore également ou veux ignorer la marche des Italiens à travers l'Epire, qui secoue étrangement les Vénizélistes. Je dédaigne toutes les suppositions en circulation : occupation italienne de l'Epire faite pour répondre à l'occupation franco-britannique de la Thessalie; gage territorial pris pour marchandage futur; possibilité ouverte à Constantin de jouer éventuellement les Napoléon en se confiant à la générosité italienne.

Le 7 juin, après avoir vu M. Jonnart, je télégraphiais au dernier paragraphe de mon compte rendu : « *Accord complet* ». Les opérations et l'intervention militaires se déroulaient conformément aux prévisions que j'avais exposées dans ma lettre du 6. La légation britannique dévoilait en vain au roi de Grèce ce qui avait été décidé à son égard ; le haut commissaire voulut bien, comme il avait été convenu, appuyer ses revendications sur l'arrivée même de nos troupes, et passer outre à toutes suggestions des légations athéniennes. D'autre part, dans la nuit du 10 au 11 juin, la marche sur la Thessalie fut entamée.

Le 12 un engagement eut lieu à Larissa, par suite de la fourberie du général Baïras et de deux colonels grecs. Sauf ce douloureux incident, tout se déroulait conformément à mes prévisions. Les chasseurs à pied occupaient Volo, et le 15, lorsque tout était terminé en Thessalie, j'envoyai les 500 Anglais qui devaient marcher; le 18, toute la Thessalie était occupée, et je rappelai immédiatement le 58e chasseurs, autant pour me constituer une réserve que pour montrer aux Alliés soupçonneux que je considérais l'opération comme heureusement solutionnée.

* * *

Je désirais pouvoir ouvrir éventuellement une nouvelle route qui abrégerait les traversées : le 27 juin j'occupais Itéa, assurant ainsi au sud de la Thessalie la possibilité d'utiliser la route Itéa, Bralo. Le 29 juin, je n'avais plus en Thessalie que 4 bataillons d'étapes et 4 régiments de cavalerie.

Le 2 août les 500 Anglais venus de Salonique quittaient la Thessalie, et le 7 août, il n'y restait plus de Français; seul, plus au sud, le 13e bataillon territorial de zouaves tenait la route Itea, Bralo.

Parallèlement, je faisais remonter le détachement de

Corinthe : 157e et un groupe d'artillerie; ils restaient d'abord à Athènes après l'évacuation de la ville par la 30e division. Le 2 août, toutes les troupes de Corinthe et d'Athènes se trouvaient près de Florina en réserve, à ma disposition. Le général Venel en Thessalie, le général Regnault à Athènes avaient remarquablement opéré.

Au point de vue militaire, tout avait fort bien réussi; au point de vue politique, Constantin n'était plus à Athènes; nous allions bientôt avoir à marcher avec une seule Grèce, celle du roi Alexandre, ayant pour président du Conseil Vénizelos.

Ce n'était pas évidemment tout ce qui aurait pu être fait pour la cause des Alliés; il y avait cependant quelque chose de nouveau.

Dans toute cette affaire, le ministre de la Guerre ne m'avait pas marchandé son appui et il m'avait finalement télégraphié pour féliciter l'armée, comme l'indique *l'ordre général* n° 35 aux annexes.

CHAPITRE XXV

L'offensive contre le front germano-bulgare.

(Avril 1917-24 mai 1917.)

Par mon télégramme n° 1326/3 du 8/2 (voir annexes), j'avais indiqué ce que je pensais pouvoir faire en Macédoine au printemps de 1917 : réunir les contingents serbes, qui restaient du côté de la Moglenica aux forces serbes de la Cerna pour pousser sur le Vardar, en pressant l'ennemi sur ses derrières ; c'était là l'acte principal ; comme action secondaire, essai de percer le front, direction Topolcani ; enfin, pour fixer l'adversaire, diversion vers la Struma, si les Anglais voulaient, pour la première fois depuis le départ du général Mahon, aller tant soit peu de l'avant.

A une nouvelle demande de Paris, j'affirmais que je ne faisais pas un roman, et que par suite, je ne proposais pas d'objectifs éloignés, que les opérations devaient avoir lieu en avril, après solution de la question grecque, et enfin que j'avais besoin d'artillerie lourde. (Télégramme 1329 du 9/2 aux annexes.)

Le 19, ayant été avisé que je devais me contenter

de l'artillerie lourde vieux modèle dont je disposais, je répondis suivant mon habitude : « *J'attaquerai avec celle que j'ai.* » J'indiquai ensuite que le point d'attaque britannique sur la Struma était déjà changé ; le général Milne m'avait fait connaître qu'il modifiait sa façon de voir, ce que j'étais forcé d'accepter pour qu'il veuille bien faire quelque chose. (Voir aux annexes télégramme 1401/3.)

Quelques jours après, pour bien montrer ce qu'était le concours britannique, je finis par rendre compte de la façon dont le général Milne comprenait sa subordination à mes directives.

Il était nécessaire qu'une pièce officielle posât nettement la question. (Télégramme du 22/2 n° 1421.) Le 4/3, je rendais compte qu'il ne voulait pas marcher, mais que pour y arriver, je lui redonnais tout son monde. — J'avais envoyé une brigade face aux Grecs pour le forcer à m'obéir, comme l'indiquait le télégramme n° 1421. — J'avais d'ailleurs constaté dans mes tournées que son unique route de ravitaillement était en très mauvais état, malgré 15.000 travailleurs. D'aucuns m'avaient laissé entendre qu'il y avait là un prétexte pour continuer à ne pas s'engager. A mon avis, à des situations nouvelles, il faut des hommes nouveaux. Le général Milne avait été envoyé pour que les forces britanniques fussent plus ou moins indépendantes ; officiellement, elles m'étaient soumises ; il fallait le relever. Mais ce changement aurait dû être demandé en France ; était-ce possible, l'Angleterre nous traitant toujours en puissance vassale ? En France d'ailleurs y avait-il quelque chose de changé ? Non évidemment. Au maréchal Joffre avait succédé le général Nivelle, mais l'état-major avait les mêmes têtes : les mêmes directives restaient toujours debout.

Quoi qu'il en soit, je recevais avis que mon plan « consistant à faciliter les succès sur les autres

fronts » était accepté, que je devais déclencher mon offensive vers le 15 avril, pour retenir au profit des Russes et des Roumains les forces qui m'étaient opposées. (Télégramme 9/3 dont copie aux annexes.) Mais de la conception à l'exécution, il y avait encore loin. Après les Anglais, c'étaient les Serbes qui hésitaient, fortement émotionnés par les événements russes qui se précipitaient; ils ne voulaient pas — et avec raison — voir tout échouer, comme en 1916, par l'inaction britannique. Je rendais compte le 20/3, sous le n° 1599/3. (Voir copie aux annexes.) Je ne disais pas que les Serbes regardaient autant du côté grec que du côté bulgare, que les questions de personnes agitaient leur armée, que j'avais été forcé de faire intervenir le Prince pour régler une simple relève de batterie lourde française, que l'état-major serbe, pour montrer son pouvoir, avait voulu conserver ou échanger contre douze batteries que j'avais au repos.

A cette obstruction tantôt britannique, tantôt serbe, s'ajoutaient et les difficultés causées par le temps, et les lenteurs inhérentes à l'action des troupes françaises qui venaient d'être engagées en partie au nord de Monastir, et devaient faire leur principal effort dans la boucle de la Cerna.

*
* *

Toutefois sous la pression des événements de l'Asie Mineure, le général Milne, qui avait fini par être prêt, voulait attaquer : il s'agissait de dégager le front asiatique, et d'après les ordres du War-Office, il semblait y avoir urgence. Profitant de cette circonstance, je fixais ainsi qu'il suit la marche de l'offensive. Les contingents britanniques s'engageront d'abord, puis les français, enfin les serbes chargés de produire la décision; resteraient pour moisson-

ner si possible, la 122e division et les Grecs qui étaient sur le Vardar.

Le 22 avril, les Anglais commencent la préparation d'artillerie, malgré un temps affreux; le 25, ils passent à l'attaque d'infanterie; deux divisions accolées s'engagent dans un combat de nuit; le résultat, sans être négatif, n'est pas un succès; 1.500 yards de tranchées tombent simplement entre les mains des Britanniques. Le 26, les contre-attaques bulgares sont repoussées; le 28, une nouvelle préparation d'artillerie commence; l'ennemi réagit par des contre-attaques.

Cette opération ne pouvait du reste avoir aucune influence sur le développement qui devait être donné à notre action; les contingents britanniques n'étaient au fond chargés que d'une diversion, pour faciliter l'acte final qui devait se jouer entre Monastir et Huma.

Mais Londres se plaçait à l'unique point de vue national, se cabrait et demandait à son général des explications. Le 2 mai, sous le n° 1807/3 (annexe), le ministre de la Guerre était mis au courant de cette situation; je le prévenais des demandes que le général Milne avait reçues, des réponses données et lui indiquais que devant le mauvais temps j'avais dû changer plusieurs fois les dates primitivement fixées pour attaquer. (Télégramme 1807/3 aux annexes.)

Ce retard m'avait d'autre part contraint à engager en partie les forces du Vardar, que primitivement j'aurais voulu conserver pour exploiter le succès. Dans ce nouveau rôle, ne pouvaient-elles pas d'ailleurs faire craindre à l'ennemi une poussée centrale?

Des comptes rendus journaliers, il résulte que la physionomie des opérations peut se présenter ainsi :

Dès le 5 mai, la 122e division et deux régiments grecs tâtent l'ennemi, et progressent; les avancées ennemies enlevées, il est procédé à une vigoureuse

préparation d'artillerie, qui permet le 10 d'enlever le Serka di Legen; les contre-attaques ennemies succèdent à nos attaques partielles. Le général Regnault qui commande, montre à la fois ses qualités de tacticien, d'artilleur et de véritable chef. Ses actions méthodiques réussissent, sauf vers Huma, où l'avance est restreinte.

Les Grecs, de leur côté, prouvent qu'ils savent être courageux; ils attaquent très bien, mais ils ne sont pas habitués à recevoir les contre-attaques, ni à subir sans broncher un bombardement; ce sont, cependant, les meilleurs d'entre les Grecs, puisqu'ils sont bien encadrés, et qu'il y a de nombreux volontaires; à mon avis il serait encore dangereux, sans les étayer, de leur confier un secteur isolé. Il pourrait y avoir de durs réveils, à moins peut-être de les mettre en profondeur.

Le 3 mai également, la préparation d'artillerie commence dans la boucle de la Cerna. Le 9 mai, l'infanterie passe à l'attaque, tandis qu'à l'ouest de la Cerna, vers Monastir, la préparation d'artillerie s'intensifie. Nous ne pouvons cependant le 10 nous maintenir; seule, la brigade russe Dietrich conserve les gains faits la veille.

Le 11, deux attaques partielles sur deux positions permettant d'escompter une avance, échouent devant des barrages. Le mauvais temps, la fatigue, ne permettent plus qu'une lutte d'artillerie.

Les Anglais, que j'essaie d'entraîner par le succès de la 122e division, et auxquels, finalement, j'envoie un ordre écrit d'attaquer, veulent bien renouveler leur tentative de percée dans la zone de Doiran. Ils la refont dans les mêmes conditions d'effectifs et de temps (attaque de nuit) que le 25 avril. Ils obtiennent un résultat identique; le même insuccès se répète. Ils progressent toutefois dans une zone latérale, où ils ne s'étaient pas encore engagés. (Nuit du 8 au

9 mai.) Le 10 ils essaient un raid vers Serrès, puis ils se contentent d'une préparation d'artillerie vers la Struma. Dans ces conditions, l'ennemi ne pouvait faire, comme en 1916, de transport de troupes du front britannique, sur le front Cerna. C'était peu, mais c'était quelque chose.

***

Restaient les Serbes. Ils n'avaient plus que deux armées, formées de trois divisions chacune ; la deuxième était en Serbie, la première en Grèce. J'avais mis derrière eux la 30e division pour exploiter leur succès, que j'escomptais. On ne prête qu'aux riches.

La 2e armée commence à s'engager le 9. Une de ses divisions progresse le 11, puis devant le temps qui devient affreux, une accalmie se produit. D'ailleurs, il m'est proposé par les Serbes, un changement de plan ; je suis forcé de le discuter ; il n'est pas applicable. (Les Serbes auraient été mis en réserve, pour exploiter le succès qu'aurait cherché le général Lebouc, renforcé dans la boucle de la Cerna.)

Devant cette situation, et celle des armées de France, devant le péril grec, je reçois un télégramme 1616 B. S. daté du 15 mai me laissant juge d'arrêter les opérations, et de reconstituer mes forces pour faire face à la fois aux Bulgares et aux Grecs d'Athènes. (Copie aux annexes.) Je réponds immédiatement. (Dépêche n° 183 7/3 du 15 mai.)

« *Réponse à 1616 B. S. — Ai commencé attaque avec Anglais parce qu'il fallait enfin les faire marcher, pour ne pas voir renouveler le passé où plus de trente bataillons ennemis ont quitté leur front pour nous contre-attaquer. Viens d'obtenir qu'ils agissent sur Struma. Espère par suite qu'ennemi sera immobilisé sur cette zone. Ne puis espérer davantage.*

Ai monté grosse attaque dans boucle Cerna pour y maintenir le gros des forces ennemies qui y est concentré. Après réelle avance, forces ennemies supérieures et surtout leur artillerie fort renforcée et leurs abris nous ont forcé à revenir au point de départ. Vais essayer prendre par morceaux ce que n'ai pu enlever simultanément. En tout cas, probable que forces ennemies au complet resteront boucle Cerna.

Ai fait préparer attaque à ouest boucle Cerna pour qu'aucune réserve ennemie ne puisse aller sur point sensible. Attaque va commencer et aurait également pour résultat, si elle peut réussir, dégager Monastir: question morale.

Général Regnault, par série coups de main, offensives partielles, fait craindre à ennemis poussées sur Huma, qui est plus court chemin percée centrale. Jusqu'ici opération remarquablement menée. Ne s'est d'ailleurs pas engagé à fond pour durer et exploiter si nécessaire situation.

Cet ensemble immobilisateur doit permettre à Serbes avec une brigade russe de chercher une décision. Temps mauvais, difficultés terrain, résistance acharnée ennemi n'ont pas permis encore action générale serbe. Une seule division jusqu'à présent a donné. Je vais faire tout déclancher. Si percée ne se fait pas, j'arrête sur tout front. Sinon continuerai d'après premier résultat obtenu. »

Les Serbes engagent deux divisions, et finalement, vu leurs pertes (1.000 hommes), me demandent d'arrêter l'attaque.

C'était la première fois depuis le début de la campagne.

Pourquoi cet arrêt? D'aucuns arguent de désertions; tout compte fait, elles sont peu nombreuses. D'autres croient que la décomposition russe les hypnotise, et que le Prince régent craint chez son peuple un mouvement analogue; l'assertion peut être exacte.

Il y a peut-être également l'influence de ce qui se passe sur le front occidental, ainsi que le peu de succès qu'Anglais vers Doiran, Franco-Italiens vers la Cerna ont pu remporter. Il y a surtout un travail intérieur dû aux menées de la politique intérieure serbe, ce qui ne me regarde pas, et un malaise résultant des intrigues du général Lebouc qui commande dans la boucle de la Cerna. Le général Lebouc, que j'avais eu en France comme chef d'état-major, alors que je commandais la 3e armée, et que j'avais demandé pour lui confier un commandement en Orient, s'était imaginé que le commandement de deux divisions ne suffisait pas à ses talents. Il aurait voulu commander en chef en Orient; mais comme son grade s'y opposait, il avait songé à me faire remplacer officiellement par le Prince régent, dont il aurait été le major général, poste qui lui convenait d'autant plus qu'il n'engagerait pas sa responsabilité militaire, qu'il pourrait rejeter sur son chef tout insuccès, se glorifier de tout succès, et que son intelligence avide d'intrigues y trouvait un champ inespéré pour son activité.

***

L'offensive tentée se résume finalement ainsi : les Anglais, marchant pour la première fois, escomptaient un succès; par leur manière de s'engager, ils ont simplement retenu l'adversaire.

Les Français, vers la Cerna, ont échoué dans leurs attaques; ils l'imputent à la non entrée en ligne des Serbes, avant que ceux-ci ne prononcent l'acte décisif. Ils ont échoué parce que l'ennemi avait de puissantes organisations défensives, parce que notre matériel d'artillerie était insuffisant.

Les Italiens ont essayé de s'engager, mais n'ont pas poussé à fond.

La brigade russe du général Dietrich a seule donné

carrément, avec les éléments du Vardar du général Regnault.

Le 23 mai j'arrêtais toute offensive. (Voir aux annexes télégramme n° 1933/3.) Et comme je le disais *in fine* dans le dit télégramme, « *je donnais ordre à toutes les armées alliées de se fortifier sur place pour arrêter net toute attaque ennemie.* »

Le 24 mai, je recevais du ministre le télégramme suivant : « *J'approuve pleinement ordres donnés par vous pour arrêt offensive qu'il devient impossible continuer par suite d'inaction persistante des Russo-Roumains.* »

L'armée n'avait-elle pas d'ailleurs rempli le rôle qui lui avait été assigné de Paris ? « *Retenir sur le front de Macédoine l'adversaire.* » Sauf la 4e division, toute l'armée bulgare était descendue en Macédoine.

Les Autrichiens avaient renforcé leurs troupes vers les lacs. Les Allemands avaient envoyé de nouvelles forces dans la boucle de la Cerna. Les Turcs avaient expédié un nouveau détachement vers le lac de Presba et arrêté le retrait d'une division de la Struma.

CHAPITRE XXVI

Les fronts alliés. — Permissions et paludisme.

(25 mai 1917-1er août 1917.)

Si l'offensive qui venait de se dérouler n'avait pas complètement réussi, elle n'avait pas été cependant sans amener de sérieux résultats.

Mais les Anglais avaient eu en réalité deux échecs sanglants, 8.000 hommes, paraît-il, hors de combat. Londres voyait d'autre part du plus mauvais œil, que le trône de Constantin, le cousin du roi, fût plus que chancelant.

Pour brouiller une fois de plus les cartes, et continuer à être sûr que rien ne pût être fait en Macédoine, le War-Office donnait ordre de retirer une division britannique, et toutes les démarches françaises ne pouvaient aboutir qu'à reculer jusqu'au 13/7 le retrait de nouvelles troupes.

La mauvaise foi de certains dirigeants britanniques ne peut être mise en doute : le retrait est basé sur l'impossibilité de ravitailler l'armée — et les éléments enlevés vont en Asie Mineure. Les transports sont possibles, lorsque la politique étrangère britannique est seule en jeu ; ils deviennent impossibles, quand il

s'agit de celle des Alliés. Froidement d'ailleurs, est envisagée à Londres la rentrée pure et simple dans le camp retranché ; comme au commencement de l'année, à Rome, la politique britannique désire des solutions négatives.

Et la Serbie? Et les efforts faits? Et la route de Santi-Quaranta aménagée? Et la Grèce d'Athènes, c'est-à-dire, l'alliée du Kaiser? Il n'y a donc pas à tenir compte de tous ces facteurs?

Comme amorcé de ce mouvement vers l'arrière, dès le 1er juin (compte rendu journalier), tous les éléments britanniques, sous prétexte de paludisme, abandonnent la rive gauche de la Struma.

***

Outre cette diminution d'effectifs sur le front, due au départ des Anglais, il faut tenir compte que je vais avoir besoin de disponibilités pour aller en Thessalie et à Athènes, que certains éléments alliés sont fatigués. Le front des unités en première ligne, doit en d'autres termes être étendu. Cette nécessité ne peut que soulever une foule de frictions.

J'invite les Italiens, que j'avais resserrés pour participer à l'attaque dans la boucle de la Cerna, à reprendre leur front primitif. Le général Petitti avait été rappelé en Italie, pour être mis à la tête d'un corps d'armée. Son successeur, le général Penella, qui sortait de l'entourage immédiat du général Cadorna, arrivait quarante-huit heures avant l'attaque, pour moissonner ce que Petitti avait semé, ou rejeter sur Petitti la carence d'un succès, que seul le commandement ancien et éclairé pouvait obtenir. Le général Penella refusait franchement de reprendre l'ancien front, et déclarait que la question serait soumise au général Cadorna.

Pendant les attaques, il y avait déjà eu des à-coups

entre lui et le général Grossetti. J'étais intervenu. J'avais été reçu courtoisement, mais je savais que le général Penella ne manquait pas une seule occasion de prouver, par ses paroles au moins, qu'il m'avait en piètre estime.

Je comprenais le général Petitti qui aurait voulu que je vantasse, un peu plus peut-être, les vertus guerrières des contingents italiens, qui sous ses ordres ont fait quelque chose.

Je ne pouvais que regretter d'avoir à travailler avec un officier général allié dont le rêve m'avait toujours semblé être celui de l'abstention de toute coopération militaire.

Il ne faisait heureusement que passer peu de temps, et était envoyé dès le 17 juin en Italie, où un rôle important allait lui être réservé ; son successeur, le général Monbelli, ancien attaché militaire à Athènes, sut au moins conserver les apparences, et donner même l'impression très nette qu'il était permis de compter sur son concours.

***

Les Serbes imitaient les Italiens : ils ne voulaient pas étendre leur front. Le gouvernement serbe qui était à Corfou, et avait été un des éléments d'arrêt dans l'offensive qu'ils n'avaient pas exécutée, jetait également son épée dans la balance, pour entraver tout envoi de contingent serbe vers la Grèce.

Il y avait là un changement complet d'orientation, le prince m'ayant personnellement offert autrefois une division, pour aller en Thessalie. Je comprenais d'ailleurs fort bien que les événements récents eussent pu modifier les plans primitifs : il y aura toujours une franc-maçonnerie de rois, et dans tout état monarchique, l'existence d'une dynastie véhémentement attaquée comme était celle de la

Serbie, doit incontestablement avoir son influence.

D'autre part, le retrait des troupes britanniques, que je communiquais au prince dès que j'en fus avisé, l'amenait à lancer à tous les Alliés des télégrammes éplorés.

Après avoir nettement dit aux Serbes que je ne pouvais admettre leur prétention de ne pas modifier leur front, sans en référer aux Alliés, je me contentai pour éviter tout froissement de leur enlever simplement la brigade russe Léontief qu'ils avaient à leur disposition, et je relevai également la brigade Dietrich qui s'était fort bien conduite dans la boucle de la Cerna.

Les Serbes venaient d'ailleurs bientôt offrir à nouveau d'attaquer; c'était vraisemblablement une attaque suggérée par la politique. J'en informais Paris par mon télégramme n° 2115/3 du 10 juin (voir aux annexes).

De longs pourparlers avec l'état-major serbe arrivaient à faire traîner la question en longueur. Elle ne pouvait aboutir.

A la même époque, par contre, finissait une douloureuse commotion serbe : le procès des affiliés à la main noire. Le 2 août, les débats avaient commencé : « *Un général, trois colonels, un lieutenant-colonel, un commandant inculpés. Général a commandé à Uskub, lors de son évacuation. Un colonel commandait récemment brigade dans division Morava, l'autre était sous-chef état-major armée Vassitch. Lieutenant-colonel est celui qui a assommé puis violé reine Draga, dont il promenait matrice au bout de son sabre* ». Deux nouveaux colonels, dont le sous-chef d'état-major de l'armée Michich et un moine s'ajoutaient à ces officiers. Un nouveau colonel inculpé était trouvé mort, après son repas, dans la prison. Finalement, le 6 juin je rendais compte : « *Dans procès main noire serbe et attentat contre prince régent, tous prévenus condamnés; neuf à*

mort, deux à quinze ans forteresse ». Peu de jours après (compte rendu du 10) je signalais le fait suivant : « *Colonel serbe condamné à mort dans récent procès s'est évadé et réfugié chez un ministre grec. Police grecque l'a arrêté et remis aux Serbes* ». Enfin le 29 juillet, trois des condamnés étaient fusillés. Ces exécutions n'eurent comme résultat réel que d'exaspérer l'opinion serbe contre les Grecs qui avaient livré un des leurs qui avait eu confiance en eux ; la main noire continuait d'ailleurs à vivre malgré les exécutions, peut-être à cause d'elles.

*
* *

Tandis que les Italiens qui étaient sous mes ordres avaient refusé d'étendre leur front, le général Ferrero, qui commandait en Albanie, me demandait de coopérer à une action qu'il montait pour le 1er juin. Malgré les difficultés que j'avais, et l'expédition en vieille Grèce, je n'hésitai pas un seul instant. Je lui promis une colonne légère. Au dernier moment, il renonça à toute opération. Je signalai le fait dans mon compte rendu du 31 mai : « *Général Ferrero me télégraphie qu'il n'attaque plus le 1er juin comme il me l'avait dit. Je fais rentrer colonne légère mixte qui devait coopérer à son action en attaquant de flanc* ». Avait-il voulu jamais attaquer, ou n'était-ce qu'un piège pour essuyer un refus de ma part ?

Au reste, pour jeter de nouveaux bâtons dans les roues, Rome ne chômait pas, témoin le télégramme suivant que je devais envoyer le 15 juin sous le n° 2158/4.

« *Général Penella m'envoie directives suivantes reçues général Cadorna : 35e division devra être ramenée Santi-Quaranta si une des deux hypothèses suivantes se réalise : 1° Repli de l'armée d'Orient découvrant route de Santi-Quaranta. 2° Retrait ultérieur d'une partie des*

Alliés du front macédonien, même dans le cas où ils seraient remplacés par Grecs, si cela compromettait à votre avis solidité du front. Général Penella me demande lui signaler à temps événements pour exécuter ordres ci-dessus.

J'ai répondu que je n'avais pas l'intention d'abandonner le front actuel et que je n'avais aucune raison de retirer des troupes du front ».

Peu après éclatait un grave incident à Preveza. Une poignée de Sénégalais appuyant les troupes grecques s'avançaient en Epire et occupaient notamment Preveza que les Italiens voulaient avoir. Je n'apprenais l'événement que par des dépêches interceptées ou par les réclamations de Paris qui voulait m'imputer le fait. Je remettais bientôt tout dans l'ordre, n'ayant aucun intérêt militaire à faire quoi que ce fût sur le littoral adriatique. Mais de Paris il m'avait été demandé de fixer une zone neutre entre Grecs et Italiens et parallèlement, la question était étudiée et tranchée par les Affaires étrangères de Paris et de Rome. Je profitai de la présence de M. Jonart à Athènes pour le mettre au courant de la situation et lui permettre de marcher s'il le désirait ou le voulait. Télégramme n° 5468/2 :

« *Le général Sarrail, commandant en chef les armées alliées en Orient à M. Jonnart, haut commissaire des Puissances protectrices.*

1° Attaché militaire italien à qui j'avais, comme je vous l'ai télégraphié, indiqué limite orientale entre Italiens et Grecs, m'informe que général Ferrero a déterminé zone occupation à suite accord qui aurait été fait entre gouvernement italien et français. Cette zone italienne s'étend jusqu'à Kipurgos et comprend territoire Koritza que nous occupons; toutefois général Ferrero dans cette zone influence italienne concède que dans territoire Koritza les Français peuvent aller jusqu'à points que nous occupons au sud d'accord avec eux,

c'est-à-dire ligne Vodica, Selnica, Kresova. Il a soin de ne rien fixer à l'Ouest de notre occupation pour permettre remettre question sur tapis. Je vous transmets ces renseignements à toutes fins utiles, ne m'étant occupé, comme je vous l'ai dit, de fixer une limite que sur ordre reçu de Paris.

2° Autorités italiennes ont fait enlever mitrailleuses françaises défendant Santi-Quaranta et arrêté travaux voie 60. Si les Italiens veulent défendre Santi-Quaranta éventuellement, je ne vois aucun inconvénient à cette mesure qui cependant aurait pu m'être demandée, puisque colonel François et mission Albanie sont sous mes ordres et non sous ceux général Ferrero.

3° Colonel François a reçu d'autre part ordre de faire évacuer par toutes ses troupes et services Liaskoviki où nous étions installés après accord avec Italiens et où nous avions fait véritables et coûteuses installations. Général Ferrero fixe en outre sans aucune entente ni avec colonel François ni avec moi Ersek à extrémité zone italienne pour recevoir mission expulsée de Liaskoviki. Il ajoute que 10 juillet, mouvement évacuation devra être terminé.

4° A autre point de vue, autorités italiennes ont défendu à colonel François tout ravitaillement dans région Pinde ou zone Janina et ont exigé un bail fictif entre eux et mission à substituer à bail fait par mission et autochtones.

5° J'estime inutile envenimer une question où Italiens ont cependant montré une attitude sûrement regrettable quand je la compare avec ce que je fais ici pour eux, et les facilités que je leur donne. Dans ces conditions, je donne ordre au colonel François d'évacuer Liaskoviki et de se porter avant 10 juillet non à Ersek, mais à Selnika dans la zone française pour ne plus voir renouveler ce qui vient de se passer. Il appartiendra quand ce mouvement aura été fait de voir dans quelles conditions continuera à fonctionner mission albanaise dont

unique mission serait à mon avis de faire construction route Selnica à Koritza, les Italiens faisant tout ce qu'ils voudraient, mais par leurs propres moyens, de Selnica à Santi-Quaranta.

6° J'avais intention d'aller à Santi-Quaranta pour voir route ; m'entendre avec Italiens pour action militaire, général Ferrero m'ayant demandé appui contre Autrichiens. Dans conditions présentes, crois devoir surseoir à ce projet. »

De son côté, à Salonique, le consul italien ne manquait pas une occasion pour envenimer les dissentiments entre Grecs et Italiens ; il renouvelait démarches sur démarches dès qu'un journal essayait de traiter une question se rapportant à l'Albanie, l'Epire ou le littoral de l'Adriatique ; les journaux helléniques se conformaient à mes directives : « *Silence sur ces questions brûlantes.* » Il n'en était pas toujours de même de l'organe italien. D'autre part, le Consul donnait des certificats de protection aux Albanais de Liaskoviki, Argyrocastro, Premeti, Ersek. Le 13 juillet, cette crise italo-grecque semblait cependant s'éteindre, à Salonique au moins. Mon compte rendu journalier s'exprimait ainsi in fine : « *Incidents parfois sanglants qui chaque jour depuis fin juin se multipliaient à Salonique entre Grecs et Italiens semblent se terminer. Italiens continuent simplement à préparer en dessous entraves à mobilisation éventuelle grecque en faisant réclamer nationalité italienne à Albanais, Epirotes, Juifs.* »

*
* *

Au milieu de ces événements et intrigues, seuls les Russes, malgré la révolution et les tristesses de leur patrie, ne me suscitaient pour ainsi dire pas d'ennuis. J'avais envoyé un contingent de cette nationalité à Athènes, non pour représenter les Alliés, — je n'ai jamais compris cette sorte de diplomatie, — mais

parce que je n'avais pour ainsi dire pas d'autres ressources sous la main. Pétrograd avait, paraît-il, protesté, et son représentant à Athènes, le prince Demidoff, farouche royaliste, n'avait pas manqué de faire entendre sa voix.

J'avais reçu des demandes d'explications. J'avais même été invité à rappeler les Russes.

Quand l'opération athénienne avait été terminée, j'avais concentré en réserve les deux brigades russes dont les deux généraux avaient été mandés en Russie. Je voyais partir avec peine le général Dietrich, qui mis à la tête du contingent russe avait souvent été pour moi un auxiliaire précieux à tous les points de vue. L'officier général qui lui succédait à la tête des Russes, était un brave officier, mais en face d'un état de choses nouveau, il n'avait pas secoué le vieil homme ; il avait en outre peu de commandement.

A Paris, la crainte des Russes existait. A Florina, au quartier général français, la même peur se faisait jour. Pour moi, je voulais qu'ils ne fussent pas énervés par des mesures inopportunes. Je télégraphiai en conséquence, le 21 juin dans mon compte rendu : « *Je demande envoie artillerie russe. Ordres et contre-ordres donnés aux Russes ont eu effet déplorable sur discipline, qui cependant jusqu'à présent tient.* » Il fallait à mon avis savoir de temps en temps fermer les yeux sur quelques incartades, fatales chez des gens inconscients encore aussi bien de leurs droits que de leurs devoirs, et les aiguiller uniquement, au moins pour un certain temps, du côté militaire.

Nombreux étaient ceux qui déclaraient que les Russes étaient finis et ne remonteraient plus aux tranchées. J'étais persuadé du contraire. J'allais les voir. Ils finirent, sans doute lentement, mais ils finirent par relever la 76e division, et prendre le secteur entre les lacs que je leur destinais. Il avait fallu sans

doute modifier quelques points de détail, rétrécir par exemple un peu le front d'une brigade, mais, l'essentiel était obtenu : la reprise du contact avec l'ennemi.

D'autre part, j'étais autorisé, par Paris, à laisser passer par les avant-postes russes des émissaires que le consul général de Russie voulait envoyer aux Bulgares par ordre de son gouvernement. Cette autorisation était arrivée, comme toujours, trop tard, lorsque les Russes avaient été relevés de leur secteur de la Cerna.

Des changements dans le personnel consulaire n'allaient pas permettre de poursuivre cette idée.

Par contre, je recevais l'ordre d'évacuer le Mont Athos.

Cette mesure était sûrement la résultante des démarches grecques, — Vénizelos me l'avait demandé lors de mon voyage à Athènes, — et peut-être d'une démarche venue de Rome, qui craignait d'être forcé de quitter Corfou.

Au point de vue militaire, il aurait été bon que nous restions là où nous étions allés, et pour empêcher les intrigues de tous, et pour entraver le ravitaillement des sous-marins. Je télégraphiai simplement à Paris : « *Suivant vos ordres, détachement franco-russe Mont Athos rentré. Reste quelques télégraphistes qui relèvent lignes, et vont également rentrer. Général Artamanoff et consul Russe venus pour protester contre cette évacuation affirmant que occupation jusqu'à fin hostilités avait été convenue entre gouvernements français et russe.* » (Compte rendu journalier du 15 juillet.)

*
* *

Mais le gros point d'interrogation se posait non chez nos alliés, mais dans l'armée française.

Depuis le commencement des opérations, avec les Français, j'avais pu tout parer. Malheureusement, le général Grossetti, qui les commandait, a maigri de plus de 20 kilos ; il a toujours de l'énergie, mais est prêt à sombrer sous les coups de la maladie. Une partie de son état-major marche tantôt contre lui, tantôt contre moi. D'autre part, le sous-chef, homme cependant des plus intelligents, met tous les services en dehors de la main ; c'est le type parfait de l'officier d'état-major, sachant sans doute, mais ne se rendant pas compte des contingences, de ce que sont les officiers et les soldats en Orient. Quant au chef d'état-major, ce n'est qu'un « jeune-turc » superficiel. Comment travailler avec de tels aides?

Le général Jacquemot, un des meilleurs, sinon le meilleur de mes divisionnaires, a peut-être, aux dernières attaques, trop demandé à sa division. Ajoutez qu'à Salonique on a fait descendre et retenu une foule de permissionnaires, que faute de bateaux il a fallu faire remonter au front. Des refus d'obéissance se sont produits, et je n'ai connu le fait que par le hasard. Il en est résulté un véritable état d'indiscipline à la 57e division. Renvoyés au front, les meneurs n'ont pas désarmé. Un bataillon du 242e, puis tout le 242e se sont mutinés. Il a fallu entrer en pourparlers : 300 hommes n'ont pas voulu finalement monter aux tranchées. Le 372e va suivre le mouvement, dit-on. En employant tantôt la méthode forte, tantôt la douce, Jacquemot, Grossetti et moi, finissons cependant par faire tout rentrer dans l'ordre, et « *les quatre-vingt-dix derniers mutins du 242e ont été cernés et désarmés sans effusion de sang.* » (Compte rendu journalier du 16 juillet.)

Il y avait eu incontestablement une série de fautes commises par le commandement dans le camp des permissionnaires à Salonique comme sur le front. Mais l'origine du mal était plus profonde.

Comme je l'indiquais dans mon télégramme du 15 juillet, n° 2329/3, « *La question permissions a véhémentement agité les esprits. Journaux et députés ont affirmé que tous les hommes de dix-huit mois de présence auraient droit à une permission. Or j'ai 20.000 hommes environ dans ce cas, et il y a encore les permissions à titre exceptionnel.* »

J'ajouterai que les officiers avaient sûrement été les promoteurs de cette effervescence, puis s'étaient terrés. Le 242e, qui avait refusé de monter aux tranchées avant que les permissions promises ne soient données, aurait sûrement été remis dans le devoir, si les officiers, aux aussi, n'avaient pas aspiré à cette permission.

Au 2e bis de zouaves, un fait identique s'était produit, contre le colonel, à l'instigation des officiers. On ne joue pas ainsi avec la discipline, en promettant ce qu'on ne peut pas tenir. Il y a eu par exemple des mois où au lieu des permissionnaires, les rapatriés pour diverses causes, et même les prisonniers de guerre ont presque entièrement pris toutes les places des transports. Quand j'ai demandé à relever par unités constituées, je n'ai récolté que des épigrammes.

Il y a cependant 3 régiments de chasseurs d'Afrique, dont presque tous les hommes ont plus de 18 mois d'Orient; comment les envoyer en permission, et comment en même temps soigner les chevaux? Je laisse de côté les questions opérations militaires proprement dites. Aussi je pouvais hardiment conclure dans mon télégramme précité du 15 juillet : « *En juillet je procéderai à des relèves car il y a des divisions sans repos depuis leur arrivée en Orient. Je veux bien tenir compte des desiderata des Alliés, qui se résument, d'ailleurs toujours, à compter sur les Français, mais je désire également sauvegarder les effectifs, la discipline et le moral de l'armée française. Nous ne sommes pas des bonnes à tout faire.* »

Les racontars sur les permissions continuaient d'ailleurs en France, comme avaient continué en 1916 pendant longtemps — et avec autant de duplicité — les racontars sur l'inaction de l'armée d'Orient.

*
* *

La chaleur amenait en outre une autre campagne ; le service de santé et le commandement ne veillaient pas, disaient certains, à la santé des troupes.

Un député, venu et resté à Salonique assez longtemps, se faisait l'écho de toutes les stupidités de spécialistes ou mal intentionnés, ou voulant jouer un rôle de direction au lieu de se contenter de leurs recherches au microscope. Le 29 juillet, à bout de patience, je mettais les points sur les i dans une longue dépêche au ministre. (Voir aux annexes n° 2077/1 du 29 juillet.) — L'état sanitaire était au reste aussi satisfaisant qu'il était permis de l'espérer. J'avais fait la chasse aux parasites des effets, et je n'avais pas eu de typhus. Je me débarrassai de ceux du corps médical, et j'éliminai ainsi les germes mêmes d'indiscipline qui pouvaient se propager sous couleur scientifique ; chez les médecins militaires, la valeur professionnelle ne compte que lorsque s'y joignent le bon sens, le sentiment des réalités, et la compréhension des opérations militaires.

CHAPITRE XXVII

Nouvelle diminution des forces britanniques. Pogradec.

(1er août 1917-1er octobre 1917.)

Dès la rentrée des troupes de Grèce, j'avais relevé les 57e et 156e divisions, et les avais mises au repos, tandis que je commençais à envoyer de nombreux permissionnaires.

L'arrivée de Sénégalais m'avait permis de porter chaque régiment colonial à 3 bataillons, dont 2 blancs et 1 noir. Je pensais pouvoir ainsi, sans à-coup, passer la saison chaude, quand le général Milne m'informa que son gouvernement, continuant sa même politique, lui enlevait une division à destination de Palestine. Il me demandait sans hésitation d'envoyer une des divisions françaises en réserve pour remplacer les troupes britanniques qui partaient.

— Qui commande ? Le général ou moi ? —

Le 15 août sous le n° 6232/2 (voir aux annexes), je rendais compte qu'il suffisait aux Anglais de rectifier leur dispositif pour tenir leur ancien front, et que je ne pouvais les soutenir qu'en mettant à leur portée une brigade de cavalerie.

Le 18, le ministre de la Guerre répondait (n° 5666 BS) :

« *Je n'ignore aucune des difficultés de votre lourde tâche, en particulier celles qui vous sont créées par les exigences de certains de nos alliés. Vous prie, tout en ménageant troupes françaises, donner satisfaction dans mesure du possible aux Anglais, Serbes, Italiens et Russes. A cet égard je m'en rapporte entièrement à vous qui, étant sur place, êtes mieux à même que quiconque de juger situation et je vous renouvelle expression de toute ma confiance.*

PAINLEVÉ.

Dès le 20 août, je télégraphiais (2498 bis 3) que je mettais vers Salonique, pour parer à toute éventualité, un bataillon de chasseurs et un régiment de zouaves. Je n'avais pas autre chose, et comme je le disais : « *Je ne puis de gaieté de cœur compromettre zone Monastir et lâcher Serbie, pour préparer défense contre une attaque problématique position britannique et terrain immédiatement en arrière qui n'a pas l'importance morale de Monastir.* » Les Anglais s'étendirent et ne furent pas attaqués.

Ils cherchaient à savoir mes effectifs d'artillerie, pour pouvoir combattre à une des nombreuses conférences interalliées de cette époque les divers plans d'opération que j'adresserais. Ils oubliaient que, lorsque, sur télégramme de Paris, je leur avais demandé des renseignements sommaires sur leurs effectifs, ils avaient refusé, et ils étaient cependant sous mes ordres.

Les Serbes par contre se reprenaient. Sans doute j'étais forcé de signaler, dans mes comptes rendus journaliers, une manifestation dirigée peut-être contre le prince (1er août), la continuation des coupes sombres chez les officiers affiliés à la main noire, (Relève du directeur du Service de Santé, 70 officiers,

6 août), mais au fond, je retrouvais dans les contingents serbes l'appui que j'avais escompté, et que j'avais été étonné de ne plus avoir pendant quelques jours, lors de l'offensive de mai 1917.

Les Russes également donnaient, dans leur secteur, toute satisfaction. En vain l'ennemi les tâtait presque journellement; ils montraient qu'ils savaient tenir leur promesse de fidèles alliés. Par contre, les Grecs semblaient vouloir s'occuper plutôt de leurs affaires et querelles intérieures que des opérations militaires.

J'avais essayé lors de mon séjour à Athènes (4 juillet) de faire sentir l'impossibilité de faire quoi que ce fût avec l'état-major d'Athènes, les organes qui s'enchevêtraient, les intrigues dans lesquelles on voulait jeter et l'attaché militaire et le général qui était à la tête de la mission militaire, pour finalement tout faire échouer dans un des nombreux bureaux où se trouvaient encore des officiers élèves de l'Académie de Berlin. Je désirais que l'attaché militaire, le général Braquet, qui connaissait à fond les Grecs et avait commandé la troupe sur le front français, fût à la fois attaché militaire et chef de la mission, ce qui éliminait le rouage parallèle du général Genin.

Ce dernier avait rendu des services à Salonique dans l'organisation des éléments vénizelistes; il ne pouvait arguer d'une hostilité quelconque de ma part; car sur le front français, au début de la guerre, je m'étais opposé à une demande de relève faite à son égard; mais l'intérêt général réclamait la disparition du rouage qu'il mettait en action. Je dirais plus : le général Braquet devait non seulement être le maître chez les Français en mission, mais également chez les Grecs au ministère, et je demandais à M. Vénizelos qu'il fût l'adjoint technique et écouté du ministre de la Guerre hellénique.

Ces modifications n'avaient pas été sans provoquer des heurts et les Grecs pouvaient lancer dans la circulation le projet d'une armée grecque autonome, pour aller seule, si c'était nécessaire, reprendre la Macédoine orientale.

Le préfet de Vodena de son côté ameutait les Grecs contre les Serbes, et allait, malgré ma défense, jusqu'à Monastir pour faire de la propagande dans la division hellénique de l'Archipel qui était de ce côté.

La question de la censure grecque en regard de la censure italienne (celle-ci était faite par les Italiens) faisait enfin l'objet d'une série de demandes. Ma dépêche du 9 août n° 6175/2 (voir annexe) résumait la question.

J'y faisais dans le paragraphe 3 allusion à la tactique de certaines personnalités grecques qui ont toujours joué plusieurs jeux et dont la principale était M. Politis, ancien professeur de droit dans une faculté française, qui, comme directeur aux Affaires étrangères, avait rédigé toutes les dépêches sensationnelles de Constantin, puis s'était rallié à Vénizelos. Il me faisait faire une foule de demandes par le représentant du gouvernement grec à Salonique ; je les accordais généralement, pour ne pas dire toujours ; mais M. Politis avait soin également d'envoyer à Paris le texte de ses demandes, pour créer autour de Salonique une atmosphère spéciale. J'avais toujours haussé les épaules devant les mille et une intrigues qui se déroulaient sans cesse. Il m'était profondément indifférent d'être attaqué par les journaux grecs, et même par l'*Hestia* que je savais à la solde de l'Angleterre ; j'avais été habitué en France à ce genre de polémique. Il m'était complètement égal qu'Italiens en mal d'Épire ou d'Albanie, qu'Anglais hypnotisés par la Palestine ou la Mésopotamie, publiassent *urbi et orbi* que je devais être rappelé en France puisque je faisais obstacle à leurs désirs particularistes : j'étais

en Orient non pour édifier l'après-guerre, mais pour arriver par la guerre à un résultat de guerre. Néanmoins, je tenais à faire savoir que je n'étais pas l'éternelle dupe, et, dans ma dépêche précitée du 9 août, je terminais ainsi :

« *J'ajoute que j'ai intercepté télégramme d'Athènes, signé Politis, prescrivant pour me faire changer avis de ne pas oublier que gouvernement grec pouvait appuyer la suggestion de me remplacer en Orient. Hier tous les journaux grecs ont en effet publié nomination général Gouraud et aujourd'hui plusieurs télégrammes de presse annoncent que gouvernement français voulant donner plus d'activité au front balkanique a choisi général précité vu sa jeunesse. Je n'ai pas à discuter ma personnalité, mais je n'aime pas le chantage.* »

Peu après je rendais compte que les Grecs voulaient avoir le blé de Thessalie dont nous nous occupions, qu'ils n'étaient pas susceptibles de l'avoir, étant incapables d'assurer les transports sur la ligne ferrée Larissa-Athènes, et que j'allais être obligé, pour assurer ma base d'Itéa, de faire cesser une exploitation ferroviaire hellène qui n'était que chaotique. Il était nécessaire qu'en France on ne fondât point sur les Grecs des espoirs sans lendemain.

Je recevais également, à la suite de l'incendie qui dévora le tiers de Salonique, le nouveau roi de Grèce. Je crus de mon devoir (compte rendu du 25) de déclarer « *Abstention de la population au départ, indifférence à l'arrivée* ». Je ne fis d'ailleurs aucune allusion à l'impression qu'il m'avait produite. Il sentait qu'à Salonique il était non chez lui, mais chez les Alliés, que je commandais.

Avec la duplicité levantine, l'amour immodéré de l'intrigue et des affaires qu'ont les Hellènes, pour que la Grèce marchât véritablement dans le conflit européen, elle devait être et rester en lisière ; hors de là, il n'y avait que péril pour nous.

***

Ces divers incidents ne retardaient d'ailleurs pas les opérations qui m'avaient été demandées.

Il s'agissait, comme en mai, de retenir tous les contingents ennemis de Macédoine pour dégager indirectement la Roumanie.

J'envoyais le 20 août sous le n° 2498/3 (voir aux annexes) le plan de ce qui pouvait être fait : des coups de poings ou des actions d'artillerie de tous côtés sur l'ensemble du front, une véritable action vers l'ouest, sur la région de Pogradec, au moyen d'une division formée par la fusion des 156e et 57e appauvries par les permissions. Il n'était possible de manœuvrer que sur les ailes et pour plus tard, il pouvait être espéré que nous atteindrions ainsi une région où l'ennemi n'avait pas encore établi de solides fortifications.

Au commencement d'août (3, 4, 18 et 19, j'avais déjà fait exécuter, par des détachements de Koritza, deux petites colonnes pour prendre l'air à l'ouest et au nord jusque vers le Dévoli. Le 27, les opérations prévues par mon télégramme du 20 commencent à se développer. Les Anglais manifestent surtout leur action par leur artillerie. Les Italiens et les Serbes font quelques attaques locales. L'ennemi réagit sur les Russes et du côté du Vardar en attaquant surtout sur les Grecs. Le 7 septembre, l'ennemi étant fixé à peu près sur tout le front par cette série d'engagements, le général Jacquemot, à la tête de la division provisoire, prononce l'offensive que je désire pousser jusqu'à Pogradec. Il réussit, et finit le 11 par un mouvement enveloppant qui le rend maître de cette ville.

Pour ne pas laisser Pogradec sous le feu de l'ennemi, dans la même situation que jadis Monastir, je donne ordre de pousser de l'avant.

Nos troupes avancent jusque non loin de Lin. Il n'était pas possible, faute de réserve, d'aller plus loin. C'était d'ailleurs un beau succès, dans lequel le général Grossetti avait été pour beaucoup en actionnant tout les premiers jours, et en dirigeant ensuite avec tact et bon sens ; et dans lequel le général Jacquemot, comme exécutant, avait montré de belles et de réelles qualités tactiques.

Dès le 11, j'avais télégraphié à Paris : « n° 2589/3. *Ai intention limiter mes offensives à dégagement Pogradec, attendu que, par le mouvement offensif dans cette région, j'ai appelé attention ennemie de ce côté et que je crois avoir relevé sur tout mon front tous les contingents ennemis devant moi, comme je le désirais d'après vos instructions, afin dégager front roumain.* »

Mon flanc était désormais nettement appuyé. Je pouvais songer pour plus tard à manœuvrer la droite bulgare ainsi que la gauche autrichienne et à m'interposer entre elles deux.

*
* *

J'avais pensé au moment où j'attaquais sur Pogradec, qu'il était bon que le général Ferrero, qui commandait en Albanie, connût mes intentions et pût éventuellement greffer sur mon opération une action quelconque pour stabiliser et renforcer la situation de ses propres troupes.

Le 7 septembre, sous le n° 562/3 je lui télégraphiais par suite : « *Commence demain opération ayant pour but aller plus au Nord que région Opari, et consistant à forcer Devoli. Serais heureux si pouviez attaquer simultanément. Opération durera vraisemblablement quatre à cinq jours.* » Je recevais avis que les troupes italiennes marcheraient.

Les bruits les plus tendancieux étaient même mis en circulation ; on parlait de 30.000 Italiens qui

allaient débouler. Au fond tout allait se résumer en une démonstration minuscule, qui dura vingt-quatre heures et fut faite par un détachement mixte où l'infanterie, si mes renseignements sont exacts, était représentée par un seul bataillon.

*
* *

Le 4 septembre, j'avais fait ramener les derniers Sénégalais qui se trouvaient en Epire. J'avais fait évacuer la zone neutre et laissé seulement un détachement dans deux villages (Vrbjacci et Dousico) que réclamaient les Grecs et les Italiens. En un mot, la Grèce avait réoccupé tout son territoire sauf l'Epire, et les Italiens ne voulaient pas abandonner ce qu'ils avaient occupé. (Voir à ce sujet télégramme n° 6441/2 du 29 août.) Comme d'autre part, il y avait eu de nombreuses frictions entre les Italiens et le colonel François, chef de la mission d'Epire, au sujet de la route de Santi-Quaranta, que cet officier supérieur, d'ailleurs, avait été rappelé à l'ordre pour montrer parfois une initiative déplacée dans des questions hors de sa compétence, puisqu'il était uniquement chargé de la route, et qu'il était sous mes ordres, je décidai d'aller jusqu'à Santi-Quaranta, afin de voir par moi-même la situation et de pousser jusqu'à Premeti pour avoir une entrevue avec le général Ferrero.

Je voulais également si possible solutionner une nouvelle question : transfert réclamé des Italiens de la Cerna aux lieu et place des Russes à mon extrême gauche, entre les lacs et Pogradec, ce qui aurait donné cette zone à l'Italie par une simple répartition des forces alliées et aurait permis de faire un tout des Italiens du général Ferrero et de ceux du général Mombelli. Pour ne pas heurter ce dernier, je lui avais déjà proposé une solution moyenne : le

transport de ses troupes du côté de Monastir, s'il le désirait.

Il y avait enfin à faire directement comprendre au général Ferrero que je savais que les Italiens dans un village, vers ou dans la zone neutre, avaient abattu les drapeaux grecs et français pour les remplacer par les drapeaux italiens, que les officiers du service de renseignements italiens se promenaient dans l'ex-zone neutre et faisaient de la propagande pour Rome, que les circonstances pouvaient me forcer à ne plus fermer les yeux sur de pareils agissements.

Notre entrevue (30 septembre) fut des plus courtoises. Je trouvai un général qui me parut être un chef, mais je fus forcé de constater — et je le télégraphiai à Paris, — que le succès des armes alliées était son dernier souci ; tout se résumait à faire au jour le jour de la politique pour l'après-guerre et à assurer à l'Italie, contre n'importe quel peuple, la possession incontestée — et si possible sans s'engager militairement — de toute l'Albanie et même de territoires plus vers le Sud.

Je résumai mes impressions dans le télégramme n° 6927 au ministre de la Guerre.

« *Comme je vous l'avais fait pressentir, général Mombelli a répondu par une fin absolue de non recevoir à ma suggestion de mettre Italiens aux lieu et place d'une division française au nord de Monastir et a ajouté que général Cadorna avait réclamé action énergique à général Foch et à gouvernement italien pour que contingent italien vienne simplement région des lacs et faire front uniquement de Vallona aux lacs.*

Général Ferrero que je viens de voir a été plus loin. Je lui ai parlé attaque en commun. Il m'a répondu : « *Pourquoi faire? Italie veut Albanie et vous attaquez avec Essad qui est contre nous. Il est donc inutile de conquérir.* » *Je lui ai parlé résultats à obtenir sur*

ennemis. Il m'a répondu uniquement par résultats à obtenir après guerre. Il a d'ailleurs été charmant et n'est qu'un instrument intelligent au service de Cadorna.

Sur sa demande, lui ai expliqué que Koritza avait été occupé pour sécurité mon flanc; a paru étonné que je n'ai pas poursuivi un but politique dans cette occupation.

Pour montrer mon unique préoccupation militaire, lui ai dit d'occuper les deux villages grecs en litige dans vallée Sarandoporos, comme vous m'aviez éventuellement autorisé, mais j'ai nettement conclu en lui disant que Italiens ne pouvaient aller à ma gauche quand je pouvais maintenir cette gauche avec des éléments d'étapes, quand les Italiens m'étaient nécessaires sur mon front, quand cette gauche était le seul point où éventuellement je pouvais manœuvrer et faire quelque chose, manœuvre que je puis seul poursuivre avec les Français qui écoutant mes ordres sont toujours prêts à faire face à toutes les nécessités, et ne sont pas hypnotisés par des buts politiques d'après guerre.

Il a, je crois, compris. »

CHAPITRE XXVIII

Le coup de poing du Skumbi. Dans l'attente d'une attaque.

(1er octobre 1917-21 décembre 1917.)

Le général Grossetti très malade était forcé de se faire remplacer (24 septembre), puis de partir en convalescence de trois mois. Je le voyais s'éloigner avec le plus vif regret. Le général Regnault prenait le commandement provisoire de l'armée d'Orient. Son passé militaire, ses services sur le front du Vardar, sa maitrise à Athènes, étaient les promesses certaines d'un commandement rationnel, ferme et fructueux.

***

La situation générale continuait à être agitée.

Les Anglais qui, au commencement de septembre, avaient fait demander une foule de renseignements en ergotant sur les effectifs, sur la densité au kilomètre, etc., etc. (voir aux annexes les deux télégrammes du 5/7, n° 2553/3 et 2549/3), ne pouvaient être que battus à ce sujet malgré la domestication aux intérêts britanniques de notre G. Q. G. et du

chef d'état-major de l'armée française, si l'on réfléchissait tant soit peu aux données du problème que j'avais exposé ainsi qu'il suit dans un dernier télégramme à la même date, n° 2552/3.

« *Réponse à 6534 Bs.*

Il ne peut vous avoir échappé :

1° que bataillons anglais, italiens, russes, grecs sont à quatre compagnies, les serbes et nôtres à trois compagnies. Ces unités ne sont pas comparables ;

2° que les Anglais n'ont pas, il est vrai, de fusils mitrailleurs, mais une proportion énorme de mitrailleuses ;

3° que les fronts italiens, grecs, russes ne sont pour ainsi dire appuyés que par les batteries que nous leur prêtons.

Comme je vous en ai rendu compte, les Grecs ont seulement en Macédoine 18 bataillons et non 27 ; les Russes 12 bataillons et non 16. J'ajoute, les Français 90 au lieu de 93.

Sur les 144 kilomètres tenus par les Anglais, il y a contact rapproché seulement sur 22 kilomètres et sur ces 22 kilomètres nous trouvons 20 bataillons britanniques. Le dispositif est rationnel. Or sur presque tout le front allié, le contact est rapproché et à un autre point de vue, il faut faire attention à mentalité actuelle russe, au peu instruction unités grecques, au refus de s'étendre opposé par les Italiens. Sans tenir compte de ces facteurs cependant primordiaux, car ils sont d'ordre moral, sans rappeler que Monastir est toujours la ville convoitée, que les Anglais n'ont jamais été attaqués dans leur zone, je trouve la densité suivante au kilomètre (au contact) :

Anglais : 3 compagnies et 15 mitrailleuses.

Autres alliés : 3 compagnies, 5 et 6 mitrailleuses.

D'autre part, si mes renseignements sont exacts, aujourd'hui en première et deuxième ligne, les Anglais

ont devant eux 78 bataillons bulgares, les autres alliés 145 bataillons dont 115 bulgares, 21 allemands, 3 turcs, 6 autrichiens.

Enfin, je n'ai jamais demandé à Serbes d'étendre front mais je désire ne pas le restreindre.

Il est nécessaire en un mot de comparer des quantités comparables, d'additionner des quantités de même nature, de ne pas voir seulement des unités mais de voir le matériel dont elles disposent, de ne pas tenir compte uniquement des hommes mais de leur instruction et de leur moral, enfin et surtout de la situation militaire dont le nœud n'est pas sur la Struma, mais sur la Cerna. »

Les Anglais essayaient une autre manœuvre. Ils me demandaient comment je comptais me replier dans la zone du Vardar (nous étions sur la rive droite, eux sur la gauche) afin de pouvoir préparer leur plan de recul. Je répondis verbalement que je n'avais aucune intention de me replier. Le général Milne m'écrivait d'autre part pour m'annoncer l'arrivée d'un général anglais qui ne dépendrait pas de moi, et irait directement auprès du prince de Serbie. Je rendis compte. N'était-ce d'ailleurs qu'un ballon d'essai?

*
* *

J'apprenais par contre une nouvelle beaucoup plus grave : la division russe de France s'était mutinée et par ce fait allait vraisemblablement être, au moins en partie, envoyée en Russie.

Cette mesure suscitait dans les rangs russes une violente émotion. La nostalgie l'emportait sur les sentiments politiques, quels qu'ils fussent. L'indiscipline amènerait-elle le retour à la patrie? Auprès des officiers comme des soldats, je faisais multiplier les démarches officieuses ou non. Un bataillon de marche à Verria, qui s'était signalé pour son manque

de discipline, était dissous. Je réclamais officiellement aux officiers un peu plus de tenue; je désirerais qu'ils donnassent l'exemple au point de vue boisson comme au point de vue présence dans les tranchées. Finalement tout semblait se raffermir.

Je laisserai de côté les stupidités mercantiles helléniques. Les Grecs émettaient en effet la prétention de ne plus recevoir le billet de banque français dans leurs caisses; ils défendaient l'exportation de Thessalie en Macédoine, ils réclamaient peu à peu la mise en liberté de tous les Grecs arrêtés, même de ceux que le gouvernement vénizeliste avait jadis fait incarcérer; ils continuaient par unique raison de politique intérieure à vouloir régenter les chemins de fer : un retard de dix à quinze heures constituait presque la marche normale; ils accusaient plus ou moins les Alliés de l'incendie de Salonique, etc.

Il n'y a, au fond, dans toute la Grèce, qu'un homme ayant des vues générales et ne se laissant pas submerger par les étroitesses d'un négociant roué, dont presque tous les autres Grecs portent les stigmates.

Je m'occupais par suite avec Vénizelos, au seul point de vue militaire, d'une question primordiale, et sans cesse renaissante: le sort de Koritza, que venait de ressusciter et de compliquer la prise de Pogradec. Les Italiens étaient furieux de notre succès de Pogradec. Les Serbes, qui avaient jadis occupé cette région, avec l'assentiment de l'Albanie, élevaient également des prétentions sur ce territoire. Patchich avait eu une longue entrevue avec moi à ce sujet. J'envoyais le 6 octobre sous le n° 2693/3 le résultat de cette conversation. « *Président du conseil serbe venu pour me demander envoyer troupes serbes dans zone Pogradec. Italiens ayant déjà voulu aller dans cette région, crois devoir vous signaler ce fait* ». Je n'ajoutais pas que Vénizelos et Patchich étaient également, à ce sujet et au sujet de Koritza, en pour-

parlers; il y avait là une question diplomatique hors de ma compétence. J'avais autrefois mis uniquement des Français à Koritza, et je mettais uniquement des Français à Pogradec, pour trancher ces tiraillements entre Grecs, Italiens, Serbes et il faut ajouter, Albanais, essadistes ou non.

Dans cette question en effet, Essad Pacha, qui depuis août 1916 était à Salonique, essayait encore de jouer un rôle. J'avais reçu ordre de le recevoir à son arrivée avec les honneurs dus à un commandant d'armée (voir annexes). Ses contingents se réduisaient à 5 ou 600 Albanais, mais il avait un ministre plénipotentiaire français, auprès de lui, M. de Fontenay, dont j'ai pu apprécier le rôle éminemment français et les hautes qualités de cœur. Essad avait en outre constitué une sorte de ministère. Les Italiens ne pouvaient voir Essad, qui avait déjà rempli un véritable rôle en Albanie, et voulait continuer à en jouer un. Dans l'Albanie du centre, ses partisans, nombreux, pouvaient faire échec à ceux de l'Italie ou de l'Autriche. Pour moi, fidèle à mes ordres, je traitai toujours Essad en général, et je n'ai eu qu'à me féliciter non seulement de mes rapports personnels avec lui, mais encore et surtout des services qu'il a toujours essayé de rendre à la cause des Alliés.

Je n'avais pas envoyé ses contingents en Albanie lors de notre avance sur Monastir; dès notre arrivée à Pogradec, je les fis serrer sur cette ville, puis les aiguillai à la gauche de nos troupes; ils paraissaient dans la vallée du Skumbi, et mon compte rendu du 22 septembre signalait leur avance, et un brillant engagement, où appuyés par un bataillon français ils avaient fait 156 prisonniers et s'étaient emparés de 2 mitrailleuses.

*
* *

Cependant, dès les premiers jours d'octobre, l'en-

nemi multiplie ses investigations, soit par ses patrouilles, soit par son artillerie.

Prépare-t-il quelque chose? Des rassemblements me sont signalés.

Je donne l'ordre de recommencer une action vers le lac d'Okrida, le seul point où peut être tentée une opération sans se heurter à la fortification. Lors même qu'il n'y aurait pas pour nous un réel succès, je serai toujours fixé sur le jeu ennemi. Je préviens le général Ferrero, bien que convaincu qu'il ne bougera pas, et j'avertis Paris par le télégramme suivant n° 2735/3 en date du 17 octobre : « *Des reconnaissances, observations et renseignements recueillis par postes écoute ou prisonniers il résulte :*

1° *Qu'un régiment ennemi front Monastir a été vu embarquant direction Nord.*

2° *Que Turcs zone lacs sont en train d'être relevés par Bulgares.*

3° *Qu'une nouvelle division bulgare tirée du front roumain arrive région lacs.*

Dans ces conditions, pour empêcher transport forces ennemies sur autre théâtre opération, comme directive m'a été donnée, pour savoir exactement ce qui se passe région lacs, il m'a paru indispensable, avant saison des pluies imminentes, de donner ordres suivants :

1° *Anglais continueront à s'établir solidement sur rive gauche Struma et refaire tête pont que sous crainte paludisme ils avaient évacuée et à faire série raids.*

2° *Dans boucle Cerna, divisions coloniales feront préparation artillerie faisant supposer attaque.*

3° *Les divisions françaises zone Monastir et division russe feront forte préparation artillerie poussée jusqu'à destruction fils de fer pour permettre, si possible, irruption dans tranchées.*

4° *Un fort détachement mixte nettoiera terrain vallée Shumbi et région Lin si possible* ».

L'action se déclanche le 20.

Le 21, je reçois un télégramme ministériel, me prescrivant d'arrêter toute opération dans la zone de Pogradec. L'Italie avait parlé.

Je précise, dans mon compte rendu journalier, où nous étions arrivés : à droite et au centre à 200 mètres de l'ennemi fortifié, près de la route de Lin cote 1704 et de Golik, à gauche, après un succès, vers Stranik.

J'allais masser tout sur ma gauche, pour envelopper l'ennemi. Conformément aux ordres reçus, je m'arrête, reporte toutes les troupes à leurs points de départ. Mais, cette simple esquisse d'un mouvement en avant avait porté ses fruits. Plus d'une division ennemie accourt dans la région; le front de Roumanie se dégarnit (deux régiments signalés dès le 22 dans mon compte rendu).

Je cherchais l'ennemi ; je voulais le battre. Hors de France, le terrain n'est rien, l'ennemi tout. Les Italiens inversaient le problème : le pays tout, l'ennemi rien.

Devant cet arrêt, vu l'hiver et l'altitude de la région, je donnais peu après, sauf aux contingents d'Essad, l'ordre d'abandonner la vallée du Skumbi.

Les Italiens ayant eu gain de cause, remettaient au reste en avant leur désir d'aller à Pogradec. J'envoyai, pour en finir, la dépêche suivante le 24 octobre n° 2760/3 (réponse à 9191 B s) :

« *Ai depuis longtemps envisagé moyen relever Italiens sachant qu'ils voulaient s'en aller.*

Leur attribuerai secteur qu'ils voudront, limites qu'ils voudront, désirant qu'ils résistent et maintiennent place qu'ils auront choisie. J'ai toujours opéré de cette sorte avec tous les Alliés, les troupes françaises servant depuis longtemps à tenir et faire ce que personne ne veut ».

Il ne me fut pas répondu. Les intérêts généraux des Alliés n'étaient pas sacrifiés.

L'ennemi, voyant mon arrêt, semblait vouloir passer à l'offensive. Partout il faisait tête. Partout il attaquait plus ou moins

En même temps les événements se précipitaient en Italie.

Pour rendre la situation encore plus difficile, le général Foch, à Paris, faisait multiplier ses demandes de renseignements, et l'éternelle question des permissionnaires était remise sur le tapis; mes effectifs fondaient, je ne voyais pas arriver d'hommes de remplacement : par télégramme 3989 du 3/11, j'essayai donc de mettre au point le problème « permissions ».

« *Réponse à 1461.*

« *J'estime qu'il est impossible diminuer temps séjour en Orient pour avoir permission. Il ne suffit pas de dire que permissions seront accordées, mais de voir possibilité d'accorder. A heure actuelle j'ai des militaires ayant plus de dix-huit mois et qui ne peuvent partir, attendu que je ne puis pas laisser par exemple dans régiment de cavalerie un cavalier pour 20 chevaux. Souvent d'ailleurs je n'ai pas moyens de transport nécessaires. J'ajoute que toute une division arrive simultanément à même séjour. Ne puis la liquider. J'ai pris précaution à ce sujet, commence à envoyer progressivement à seize mois et moins même dans certaines unités. J'envoie permissions à titre exceptionnel qui, jusqu'à présent, vu situation des gens de dix-huit mois, avaient été ajournées. J'ai pu sans effusion de sang remettre ordre dans unité que promesses permissions dans presse avaient désorientés. Vous prie ne pas faire circulaire qu'événements et circonstances pourraient rendre inexécutable et qui renouvellerait des actes indiscipline que peut-être je ne pourrais plus réprimer que par la force* ».

***

Sur le front même, je constituais des réserves partielles aussi nombreuses que possible, attendu que, ayant peu de routes et une seule voie ferrée, je ne pouvais pas, comme en France, attendre jusqu'au dernier moment pour appeler de quoi riposter ou tout au moins limiter un échec.

Derrière les Anglais, je permettais la formation d'une réserve britannique, en relevant le 9 novembre la brigade anglaise, qui tenait la rive gauche du Vardar. Je faisais ainsi ce que j'avais refusé de faire il y avait quelque temps; mais les circonstances avaient changé.

Sur l'autre rive, j'envoyais la division grecque de l'Archipel. Je mettais par cette relève un terme à la propagande hellène visant Monastir, ce qui redonnait un peu de liant aux rapports serbo-grecs.

Derrière les Italiens et Monastir, je réunissais les douze bataillons noirs en une sorte de division provisoire (10 novembre).

Les Russes étaient depuis quelque temps tâtés non seulement par des coups de main répétés, mais surtout par des tracts, ou par des avions lançant des proclamations et volant sous drapeaux blancs, par des appels de T. S. F. passant en clair toutes sortes de nouvelles de Russie. J'envoyais pour les étayer un régiment et un groupe français qui avaient été engagés vers Pogradec. Le reste des troupes de la 156e division devait servir de sorte de réserve générale au sud de Florina. Le 2e bis de zouaves et le 58e chasseurs travaillaient sur le Vardar et étaient à ma disposition pour faire face sur n'importe quelle zone.

Je rendais compte de ce dispositif, le 8 novembre (voir annexes). Je croyais ainsi avoir fait face à

tout, même si l'ennemi envoyait 6 à 8 divisions nouvelles.

Nos alliés au contraire étaient de plus en plus perplexes, et annonçaient journellement des transports de troupes ennemies. — Comment pouvaient-ils le savoir? — Personnellement, pour être renseigné, j'aurais pu essayer d'avoir quelques prisonniers. Mais l'application de la loi Mourier, combinée avec le départ de mes permissionnaires, me gênait de plus en plus. Je n'avais pas par exemple de boulangers des vieilles classes; il me fallait cependant du pain. Mes parcs d'aviation, d'automobiles ne pouvaient vivre qu'avec leurs ressources de jeunes classes. Je ne pouvais donc renvoyer du front tous les vieux soldats qui s'y trouvaient et auraient dû être à l'arrière et qui, malgré ce droit méconnu, se conduisaient très bien. Cette situation m'incitait à ne pas même tenter quelques raids, ne voulant pas avoir des pertes certaines pour des prisonniers problématiques. D'autre part, que savent souvent les prisonniers?

Cette situation générale d'attente durait donc. Elle peut se résumer ainsi pour les mois de novembre et décembre.

Les Anglais craignent pour la Struma, et envisagent un repli auquel je ne donne pas mon consentement. Sur l'ensemble de leur front, ils tirent souvent, beaucoup. Ont-ils un but? Ils ne se cachent pas pour douter de l'attitude serbe, si les événements accentuent la décomposition russe. Je ne partage pas cette manière de voir.

Je ne partage pas non plus l'avis du Prince régent sur la solidité des troupes grecques. Pour lui, le soldat grec n'a pas de réelle valeur; pour lui, je pourrais être enfoncé dans les secteurs hellènes; pour lui les réserves grecques seront inopérantes.

Je confie le secteur que tenait une brigade française à deux divisions helléniques, je mets en réserve

une troisième division qui m'arrive de Grèce. Elle a un régiment qui peut opérer sur les deux rives du Vardar, un autre sur la rive gauche, et, du côté des Anglais, un dernier, nouvellement formé, à l'instruction dans le camp retranché à Topcin — le régiment appartenant réellement à la division ayant été laissée en Grèce.

Ces trois divisions ont vu plus ou moins le feu ; il y a des volontaires dans leurs rangs ; les cadres n'ont qu'une faible proportion de germanophiles ; il peut donc être tablé sur ces unités.

D'accord avec le général Braquet, j'amorce l'envoi bataillon par bataillon d'une nouvelle division que je veux mettre à l'instruction et hors des menées politiques grecques, dans le camp retranché à Narech.

Il ne faut pas vouloir beaucoup plus. La mobilisation est carrément impopulaire. Je cite dans un de mes télégrammes le district de Soubutsko où 39 hommes sur 1.439 répondent à l'appel. Et en de nombreux pays grecs, il y a la propagande royaliste ancien régime qui entravera toute opération de mobilisation. J'ajoute qu'il n'y a pas de disponibilité de cadres, la plupart des officiers non employés dans les divisions déjà formées, ne cachant pas leurs sentiments anti-ententistes. Vouloir espérer trop de la Grèce, ne peut amener que désillusions. Il y a en elle un appoint ; mais elle ne peut se substituer à un quelconque des belligérants, comme d'aucuns cherchent à l'insinuer. D'ailleurs devant les événements russes, la politique de non-intervention se montre à nouveau. On sent qu'Athènes voudrait voir venir les événements, mobiliser sans mobiliser. Par contre le désir de pêcher en eau trouble reste toujours vivace.

Notre conseil de guerre à Salonique avait condamné à mort le propre préfet de police de Koritza, qui rêvait une grande Albanie dont il n'aurait pas

refusé d'être le Président, et avait toléré l'installation à Koritza même d'officiers autrichiens du service de renseignements. Cet événement avait agité le caza de Koritza. Les Grecs en profitaient pour élever à nouveau un débat sur leur souveraineté en ces régions.

Les diverses administrations hellènes continuaient d'ailleurs à vivre chacune de leur côté : aucune direction, aucune vue d'ensemble ; il n'y avait toujours que les intrigues d'une politique du IVe siècle avant Jésus-Christ, et le besoin de parler, de paraître était plus fort que jamais ; il aurait fallu mobiliser en secret, l'ennemi devant évidemment attaquer pour empêcher toute réelle mobilisation ; or un homme ne pouvait être convoqué ou remué, sans que toute la presse n'en parlât et ne vantât les héros qui avaient demandé à descendre dans la lice.

Les Serbes, que la désagrégation russe atterrait, m'avaient demandé, fin novembre, d'évacuer leurs malades, leurs blessés, leurs bouches inutiles ; je leur avais répondu qu'une question de cette nature ne pouvait se poser. Ils avaient mis en sursis une foule de jeunes gens, d'étudiants, qu'ils dirigeaient sur Paris ou Volo — pour conserver la race, disaient-ils.

Cette mesure suscitait évidemment de violentes controverses dans leurs troupes. Mais celles-ci, comme toujours, restaient insensibles à tous les tracts, à toutes les demandes de fraternisation que, dès le commencement de décembre, l'ennemi ne cessait de multiplier.

Les Russes, eux aussi, continuaient à vouloir ignorer tous les appels de l'ennemi. Il y avait évidemment quelques incidents. Deux compagnies avaient refusé le travail, mais l'avaient repris peu après. Des hommes avaient été dans un ravin où étaient arrivées deux compagnies allemandes. Certains officiers avaient rejeté sur nous leurs déboires et

l'indiscipline qui se manifestait parfois dans leurs troupes. Je les faisais simplement surveiller discrètement, et pour remettre tout le monde dans le droit chemin, j'étais secondé par le général Tarnovsky qui venait d'arriver, et m'avait assuré que l'armée russe était liée à l'armée française par un contrat bilatéral, qu'elle seule ne pouvait rompre et qu'elle ne romprait pas ; que le devoir militaire suffirait à tous ses subordonnés pour les astreindre à continuer à combattre à nos côtés.

Pour renforcer ce secteur, le 6 décembre, j'avais resserré le front russe en retirant le détachement du lac de Presba ; et si le 8 j'avais rendu compte que j'étudiais la possibilité, de relever la division russe, je dois dire que peu après tout s'était raffermi, comme je le télégraphiais le 17. Les Russes pouvaient et devaient tenir. Comme toujours il suffisait de vouloir, — de le leur dire — et de ne pas les traiter comme des révolutionnaires, que l'on croit être ou que l'on veut mettre au ban de la société.

Les événements d'Italie qui avaient, à un moment donné, effrayé si fort les contingents de cette puissance, tandis qu'ils étaient parfois l'objet de commentaires accompagnés de sourires moqueurs chez d'autres alliés, avaient bientôt été oubliés. Sur leur front les Italiens n'abandonnaient pas évidemment leurs tranchées — même bombardées — et ils repoussaient quelques attaques ; mais lorsque, vivement actionnés, ils auraient dû répondre à leur tour par une attaque, ils ne sortaient pas de leurs tranchées, l'ennemi, disaient-ils, ayant garni les siennes.

Au fond, ils ne désiraient que tâter l'adversaire, et, ce résultat acquis, ils clamaient victoire et pertes sensibles (60 hommes par exemple...)

Sur leur front albanais, ils arguaient de concentrations puissantes ; ils excipaient d'attaques répétées et tout se résumait à quelques engagements de pelo-

tons. Dans les Balkans, la guerre en dentelles était restée leur idéal.

Pour faire face à n'importe quel événement, j'avais toujours les Français que j'avais répartis en réserve derrière les divers fronts, et en réserve générale près Salonique, tandis que pour ranimer mes bataillons coloniaux anémiés, je remplaçais par des Malgaches les hommes de leurs trains régimentaires. A mon extrême gauche, je reconstituais enfin dans la zone de Pogradec la 57e division, dont un régiment, comme je l'ai déjà dit, pouvait éventuellement étayer les Russes. (Je ne voulais pas, pour ne pas les froisser inutilement, leur imposer des Français derrière leurs lignes.) Comme cavalerie je mettais les spahis marocains à Kajalar pour pouvoir les transporter là où les nécessités l'exigeraient. Je supprimais le 8e chasseurs d'Afrique faute de cavaliers, et les deux autres régiments de chasseurs d'Afrique, près du Vardar, pouvaient également être utilisés partout où cela serait nécessaire.

A Salonique même, le 58e chasseurs rejoignait le 2e bis de zouaves. C'était l'ultime réserve. Et pour le camp retranché où je n'avais qu'une pièce, la marine voulait bien m'en donner quatre nouvelles.

Tout le monde s'attendait à être attaqué, sauf peut-être le général commandant en chef. Comme il est aisé de s'en rendre compte par l'exposé ci-dessus, j'avais cependant pris toutes précautions, quand le 22 décembre, je quittais le commandement des armées alliées.

CONCLUSION

Quels résultats tangibles avaient donnés mes vingt-sept mois de commandement?

Il pourrait être répondu que le hibou trouve toujours très bien ses enfants.

Il pourrait être dit — et il a été dit — qu'évidemment il y avait eu des succès, mais que la possession des terres rédimées n'était pas assurée parce qu'il n'y avait pas une série de défenses de Monastir à Salonique pour parer à un revers éventuel, puisque Salonique seul avait été l'objet de toute l'attention et que Athènes n'avait pas été le sujet de la même sollicitude.

Qu'il me soit permis de faire remarquer que pour défendre des lignes successives, il faut de l'artillerie, et des réserves; j'avais dû jeter sur le front tout l'armement de Salonique, et je n'avais pas assez de chevaux ni de tracteurs pour être à peu près certain de pouvoir retirer mes canons lourds; et d'ailleurs avec des alliés comme les Italiens, qui ne songeaient qu'à quitter le front macédonien, pour aller vers Santi-Quaranta, comme les Serbes qui voulaient — et avec raison — fouler le sol d'une parcelle de leur patrie, un repli quelconque pouvait-il être envisagé? Une retraite stratégique était-elle possible

d'autre part, en laissant en l'air une aile, comme le fait se serait produit à la hauteur d'Ostrovo par exemple? Quant à Athènes, pour pouvoir la couvrir ou se replier dans sa direction, il aurait fallu avoir en Grèce des ravitaillements de toute sorte, et tout ce qui était envoyé suffisait à peine à Salonique; il était impossible de dédoubler les services de l'arrière.

Le front macédonien, tel qu'il avait été constitué, devait donc être défendu.

Il nous assurait en effet toute la Macédoine occidentale, une partie de la Serbie avec Monastir, le Casa de Koritza, l'avancée de Pogradec, ce qui permettait de réserver l'avenir, et de pouvoir causer sur l'Albanie.

Le maintien sur ce front garantissait, en outre, indirectement la sécurité d'Athènes, puisqu'il n'y avait aucune communication se dirigeant sur la vieille Grèce qui ne fût maitrisée. et, je le répète, parce que le flanc de notre dispositif général était gardé; l'ennemi ne pouvait, vu le terrain, faire une véritable manœuvre par le Skumbi ou l'Albanie, quoi qu'en aient dit les surstratèges de Chantilly, Provins ou Paris.

Faut-il ajouter que ce front avait déjà été conservé malgré les demandes italiennes et les suggestions britanniques? Faut-il rappeler qu'un amiral britannique s'étonnait devant moi que nos dépenses pour arriver à ce résultat fussent aussi peu élevées, que nos installations à Salonique (bien entendu lorsque j'y commandais) fussent aussi peu coûteuses? Est-il enfin nécessaire de mentionner que celui que les Grecs appelaient Rupel le XII[e] n'était plus sur le trône, et que le kaiser n'avait plus ainsi d'allié en Athènes?

Ces résultats ont existé, malgré les faibles ressources en personnel et en matériel envoyées à Salonique.

La raison en est simple. Depuis mon arrivée en Orient, je n'ai jamais varié dans ma ligne de conduite, et j'ai eu une orientation bonne ou mauvaise, — ce n'est pas à moi à le discuter — mais elle a existé.

Elle a produit, et devait fatalement produire ses fruits.

Elle est simple : ne pas être à la solde tantôt d'une puissance, tantôt d'une autre; faire une politique ententiste, uniquement ententiste et française, non pour l'après-guerre, mais pour la guerre même.

Au point de vue militaire, ne pas être l'esclave journalier des conférences qui se succèdent, où tout est agité, où rien n'est résolu, où tout le monde parle, et où personne ne commande.

J'ai essayé de commander, et je suis arrivé à quelque chose, malgré les Anglais qui voulaient laisser Constantin à Athènes et évacuer Salonique; malgré les Italiens qui ne sont venus que pour s'occuper de l'Albanie et avoir voix au chapitre au moment du traité de paix; malgré les Grecs qui ne voulaient souvent que le triomphe d'un parti et désiraient toujours le maximum de bénéfices avec le minimum de risques et d'efforts; malgré certains Français de France qui ne voulaient aucun succès en Orient, parce que je n'appartenais pas à la chapelle du G. Q. G., et qui ne pouvaient me pardonner de n'avoir jamais eu, en Occident pas plus qu'en Orient, je ne dis pas la moindre déroute, mais même une simple défaite, d'avoir cru, dit, télégraphié que du front oriental pouvait et devait venir l'événement final. (En 1796, l'armée du théâtre secondaire d'Italie n'a-t-elle pas imposé la paix au monde entier?)

Ce sont sûrement eux — mais peu m'importe — les auteurs ou les instigateurs du télégramme suivant que j'ai reçu le 10 décembre 1917 : « *J'ai l'honneur de vous faire connaître que le gouvernement se basant*

sur des considérations d'ordre général a décidé votre rappel en France. »

Je n'ai pas voulu répondre, en quittant la Macédoine, par un ordre du jour quelconque ; j'aurais pu, cependant, résumer l'œuvre des soldats de l'armée d'Orient sous mon commandement par les propres paroles de Bonaparte aux soldats de l'armée d'Egypte : « Vous n'avez jamais été battus ; vous ne mourrez pas sans être vainqueurs. »

6 avril 1918.

ANNEXES

ANNEXES

N° 1. — *Note au sujet de la situation militaire en Orient.*

Comme l'a demandé le général Joffre, dans sa lettre du 3 août, il semble indispensable de savoir « où on va en Orient ». Il est donc nécessaire d'examiner sommairement les diverses solutions possibles afin de pouvoir préciser les directions à suivre.

A). — Si les deux divisions actuellement dans la presqu'île de Gallipoli y restent, il n'y a pas d'illusion à avoir. Elles sont condamnées au combat frontal, à la lutte de tranchées: elles ne peuvent que progresser très lentement, devant la série de lignes de défenses turques: c'est vraisemblablement le *statu quo* pour longtemps, peut-être jusqu'à la fin de la campagne, avec les pertes journalières inutiles, avec toutes les difficultés déjà entrevues pour le ravitaillement, avec l'enchevêtrement perpétuel des forces anglaises et la perspective d'un conflit depuis longtemps à l'état latent. Cette solution est donc à rejeter.

B). — Pour rendre moins précaire la situation dans la presqu'île de Gallipoli, pour nous assurer la progression le long des Dardanelles, on peut se donner un but : la prise des batteries de la côte d'Asie jusqu'à In-Tepe et Erenkeui. Les Turcs n'auraient dans cette région que 7 à 8.000 hommes au plus, mais ils disposent d'une grosse artillerie et ont puissamment fait appel à la fortification jusque vers la baie de Besika. L'opération devrait donc être menée en partant de Ténédos, en utilisant la baie de Youheri, au sud de Besika. Elle consisterait, après s'être établi dans une solide tête de pont sur la côte face à Ténédos, à pousser sur les Dardanelles. Elle nécessiterait l'emploi de deux divisions au

moins. Par suite, les deux divisions actuellement dans la presqu'île de Gallipoli suffiraient au début. Si l'opération n'est pas immédiatement couronnée de succès, il faut s'attendre à être immobilisé dans cette zone, comme dans la presqu'île de Gallipoli mais même dans cette hypothèse, une partie des forces turques de Gallipoli serait passée en Asie, et, pour nous, en transportant notre base de ravitaillement de Lemnos à Metelin, nous pourrons vivre la mauvaise saison dans des conditions au moins analogues à celles que nous aurions à Sebd-ul-Bahr. En résumé, l'opération est faisable avec des effectifs assez restreints ; elle peut sans doute être arrêtée par l'ennemi, l'objectif étant à près de vingt kilomètres du point de débarquement, mais, même dans ce cas, elle agrandit le front du contact. Elle n'est donc pas inadmissible : mais, limitée à l'unique destination des forts d'Asie, elle n'aboutit qu'à un succès local, elle n'a pas de résultat immédiatement gros de conséquences. Ce n'est que le premier acte d'une pièce, et il ne peut être joué que jusqu'au 15 septembre.

C). — Il est indispensable de voir plus large : pour arriver à quelque chose, il faut mettre en ligne plus de monde. Or, d'après les termes de la lettre précitée, du 3 août, du général Joffre, les divisions retirées du front à destination de l'Orient ne pourraient embarquer que vers le 20 septembre. D'autre part, la marine n'a actuellement les bateaux nécessaires que pour le transport simultané d'une division ; il faudrait par suite faire une série de va et-vient entre Marseille, Toulon et l'Asie, et les divisions ne seraient à pied-d'œuvre qu'aux dates approximatives suivantes : 1re : 28 septembre ; 2e : 10 octobre, 3e : 22 octobre, 4e : 3 novembre. S'il était fait appel à une série existante de transports italiens pour émigrants, il pourrait être embarqué une division supplémentaire, ce qui réduirait les délais d'arrivée, deux divisions pouvant être à peu près simultanément transportées. Dans la première hypothèse, une opération militaire peut s'engager vers le 5 novembre dans la deuxième, vers le 15 octobre.

Vu ces dates, une question se pose immédiatement : il est admis que la mer est souvent démontée depuis fin septembre, dans les parages de Ténédos. La même situation n'existe pas dans le golfe d'Adramytte. La surveillance contre les sous-marins est sans doute malaisée, mais il y a de nombreuses plages utilisables. Les difficultés à entrevoir résulteraient, par suite, non de la mer, mais de l'éloignement de l'objectif à atteindre : la côte des Dardanelles.

La question de ravitaillement prendrait en effet un caractère de véritable acuité et il n'y a pas à se dissimuler que, pour couvrir les 80 à 90 kilomètres à parcourir dans un pays sans routes, il y aurait lieu de recourir aux arabas, aux équipages muletiers, de créer des dépôts avancés de vivres et de munitions, d'avoir

deux compagnies du train par étape au delà de la base et par division, de procéder lentement à l'organisation de l'arrière, de prendre probablement Mételin comme base de ravitaillement, ce qui nécessiterait un nouveau délai de dix à quinze jours pour ne rien laisser à l'aventure. L'opération militaire même peut par suite être reculée jusque vers le 1er novembre, si deux divisions sont transportées simultanément; s'il n'y a qu'une division simultanément embarquée, elle n'est exécutable que vers le 15 novembre.

Dans ces conditions, les Turcs auraient évidemment le temps de riposter, de fortifier. Il n'en est pas moins certain que Tchanak devant être l'objectif de l'opération, celle-ci prendrait une véritable importance et pourrait faire espérer le forcement des Dardanelles. La liberté de la mer de Marmara, ainsi donnée aux flottes alliées, pourrait hâter la chute de Constantinople, et entraîner certaines puissances balkaniques. D'autre part, il est également sûr que ladite opération est à une bien longue échéance, ce qui permet de dire que rationnellement, elle ne peut et doit être envisagée que si d'ici à cette époque rien ne devait être changé dans la situation actuelle des belligérants de la presqu'île de Gallipoli.

D). — S'il est permis d'escompter pour cette date une avance des Alliés dans la presqu'île de Gallipoli, il y aurait lieu de donner aux divisions de renfort un autre objectif que Tchanak. Du golfe d'Adramytte à Balikessir, il y a quatre étapes à couvrir et en ce point, se trouve la voie ferrée de Panderma. La question du ravitaillement prend, de ce chef, une autre tournure, et suivant la progression des Alliés, l'opération peut être dirigée sur Tchardak ou, si Panderma est ravitaillée par la flotte, avoir pour objectif Brousse.

En un mot, le débarquement à Adramytte effectué, puisqu'il est inexécutable vers Ténédos en octobre, il est possible suivant les circonstances d'opérer sur Tchanak, Tchardak ou Brousse, mais, quoi qu'il en soit, il y a toujours à monter une opération de longue haleine à rendement évidemment lointain, mais cependant appréciable.

E). — Vu les conditions spéciales de temps exposées ci-dessus, s'il paraît nécessaire de faire plus tôt quelque chose au lieu de chercher à menacer ou gagner Constantinople, il pourrait être tenté une opération plus restreinte, mais donnant toutefois des résultats tangibles : la prise de Smyrne. Ce serait une diversion, un nouveau théâtre d'opérations qui décongestionnerait Gallipoli. A l'heure actuelle, il ne semble pas qu'il y ait plus de 15.000 Turcs dans cette région, et sans beaucoup d'artillerie. En menant rapidement l'action, en débarquant entre Vourla et Smyrne, il serait possible de prendre et de tenir Smyrne avant que le réseau ferré

n'ait permis aux Turcs de ramener des renforts de Constantinople. Les deux divisions de la presqu'île de Gallipoli paraissent pouvoir suffire pour ce coup de main, mais il faut s'attendre à être contre-attaqué : l'envoi successif de divisions de renfort venues de France, permettrait de s'asseoir, de tenir, puis de s'élargir. Smyrne resterait en outre un gage entre nos mains.

F. — Mieux qu'à Smyrne, une action analogue pourrait être effectuée à Alexandrette. Il n'y a pas plus de 15.000 homme en Syrie. Dejmal Pacha, qui commande dans ces régions, est représenté comme devenu hostile aux Jeunes-Turcs. La main-mise sur Alexandrette permettrait d'isoler les éléments turcs et arabes : elle pourrait être la première étape d'une progression ultérieure sur Alep, la Syrie. En tout état de cause, elle nous donnerait une possession en Orient jusqu'au moment où il faudrait causer de la paix. L'opération militaire ne paraît pas devoir offrir de grosses difficultés. Au fond du golfe d'Alexandrette, il est aisé de débarquer ; à Alexandrette, il y a un port. Dans les environs, il y a un réseau ferré. Le premier objectif à atteindre est le nœud ferré de Toprak-kalé. De là, il est facile de rayonner jusqu'à Adana, et la chaîne du Taurus, comme celle qui encercle Alexandrette, fait de cette région une excellente place d'armes.

L'occupation de la région Alexandrette-Mersina, n'exigerait que deux divisions : deux divisions supplémentaires paraissent devoir suffire pour assurer l'occupation d'Alep, deux autres pour parer à toute éventualité ou progresser.

Il y a là, en un mot, une conquête qui se présente dans de bonnes conditions militaires et permet tout espoir.

Une expédition vers Alexandrette mérite d'être très sérieusement étudiée. Elle réserverait l'avenir, nous laisserait maîtres de la tête du Bagdada-Bahn, inciterait les Arabes à recouvrer leur autonomie, permettrait la progression des Anglais en Mésopotamie et des Russes dans la région du lac de Van, mais elle est moins susceptible que toute autre de battre le gros des forces turques, qui ne s'aventureront pas au delà du Taurus, et de dissocier les puissances balkaniques. — Sans doute, il s'agit actuellement d'obtenir en Orient une rupture d'équilibre du front général des armées alliées ; mais si cette rupture ne peut être immédiatement escomptée, faut-il négliger les facteurs, les réalisations qui permettraient, au traité de paix, de ne pas arriver en Orient les mains vides ?

G. — Pour arriver à un événement en Orient, au lieu d'une opération en Asie, il pourrait y avoir une intervention dans la Serbie, à la suite d'un débarquement à Salonique.

Il ne peut m'appartenir de discuter si la situation diplomatique permet de débarquer en ce point, d'accord avec le gouvernement grec. D'aucuns pensent cependant que devant le fait acquis d'un

débarquement, la Grèce pourrait bien ne protester que pour la forme. Quoi qu'il en soit, Salonique, base d'opérations, permet une véritable et profitable action militaire. N'est-il pas, en effet, possible d'arriver ainsi soit à un déclanchement en notre faveur des États balkaniques hésitants, soit, au moins au renforcement de l'armée serbe, qui pourrait ainsi, pour une action défensive comme pour un acte offensif, recevoir aide et appui ?

Au point de vue militaire, le débarquement s'opérerait dans les mêmes conditions de temps qu'en Turquie d'Asie, mais avec plus de facilité, Salonique étant un port. En outre, il y a une voie ferrée Salonique-Uskub-Nisch, qui permet le transport des troupes et des ravitaillements. Sans doute il y a loin de la zone de débarquement à la zone de concentration (Nisch), mais la distance semble à l'heure actuelle pouvoir être couverte en vingt-quatre ou trente-six heures au plus. Le matériel de la voie ferrée vient d'être augmenté et restera entre nos mains, à moins d'une alliance gréco-bulgare. Il est possible de compter sur dix trains dans chaque sens. En en réservant deux pour le trafic, huit seraient à utiliser pour les besoins militaires et assureraient au moins 2.000 tonnes de transport. L'appel aux automobiles augmenterait ce rendement, et le calcul semble pouvoir permettre d'affirmer qu'avec ces moyens de transport le ravitaillement de six divisions françaises, comme celui de l'armée serbe, ne péricliterait pas. Pour le transport même des troupes, en conservant une durée d'une semaine par division, et en réservant une semaine au moins pour le ravitaillement de précaution, on arrive à trouver que les six divisions françaises seraient prêtes à opérer vers le 20 novembre : mais, les divisions arrivant successivement, rien n'empêcherait de les utiliser les unes après les autres, si c'était nécessaire, à partir du 10 octobre.

Ces deux dates sont sûrement lointaines, mais une opération à large envergure n'est possible à Salonique, comme en Turquie d'Asie, que vers la même époque, et l'action partant de Salonique et aiguillée, suivant les circonstances, de Nisch vers le nord, l'est ou l'ouest, est, au point de vue général, susceptible de donner un véritable rendement.

II. — Il importe de prendre une décision pour l'une de ces opérations, ou tout autre analogue. Dès qu'elle aura été notifiée, les mesures de détail d'exécution devront être immédiatement étudiées, l'organisation générale de l'expédition immédiatement entreprise.

N° 2. — *Note n° 4/3 du 3 octobre 1915 au sujet de l'intervention française dans les Balkans.*

Dans l'entretien auquel vous m'avez fait l'honneur de me convoquer le 29 septembre, vous avez bien voulu me confirmer verbalement que le gouvernement avait décidé l'envoi immédiat à Salonique d'une division de la presqu'île de Gallipoli, à laquelle viendrait s'adjoindre une brigade mixte tirée de France.

Sur la demande que je formulais du rôle auquel seront destinées ces unités, vous m'avez fait connaître qu'il y aurait lieu tout d'abord de savoir comment j'envisagerai la question en me basant sur les directives suivantes :

1°) La Grèce laissera faire, mais ne marchera pas avec nous.

2°) La Serbie peut attaquer la Bulgarie;

3°) L'Angleterre enverra un contingent, mais l'effectif de ce contingent est encore inconnu;

4°) Rien n'a été décidé au sujet du commandement supérieur, pas plus que sur la subordination ou l'indépendance des forces françaises par rapport aux forces britanniques;

5°) Les forces françaises semblent pouvoir avoir pour première mission la maîtrise de la voie ferrée.

Me basant sur ces données j'ai l'honneur de vous exposer les différents rôles qui peuvent incomber : 1° aux trois brigades précitées; 2° à l'armée d'Orient, si elle était constituée à trois corps d'armée au moins, comme il avait été prévu et comme vous y avez vous-même fait allusion.

Tout d'abord se pose une question préalable :

Faut-il rester aux Dardanelles ou les abandonner ?

A mon avis, sans aucune hésitation, il ne peut être répondu que par la négative.

Au point de vue politique, l'abandon des Dardanelles créerait à la France comme à l'Angleterre une situation pénible, sinon dangereuse. Cette évacuation serait annoncée urbi et orbi par les Turcs et les Allemands, comme une grande victoire de l'Islam; elle serait considérée comme telle par les musulmans, qu'on le veuille ou non. Il en résulterait une agitation dans toute l'Afrique du nord, une source de dangers pour l'Egypte, la Tripolitaine, la Tunisie et même l'Algérie. Certains événements récents dans le Sud tunisien ne peuvent que confirmer cette assertion.

Au point de vue militaire, l'opération est impossible ou alors il faudrait se résoudre à abandonner tout ou partie du matériel et

à sacrifier ou laisser jeter à la mer les troupes chargées de couvrir les derniers rembarquements.

D'un autre côté, l'évacuation complète des Dardanelles aurait pour résultat immédiat de libérer toutes les importantes forces turques qui sont actuellement concentrées dans la presqu'île. Où iraient-elles? Sur quel théâtre d'opérations jetteraient-elles leurs épées dans la balance?

De toute nécessité il faut donc maintenir l'occupation de toutes les lignes actuellement tenues aux Dardanelles : devant Krithia comme à Gaba-Tépé ou Suvla ; il y a plus, abandonner un point quelconque, sous couleur de rectifier le front, serait une faute ; c'est un recul, c'est s'avouer impuissant ; c'est donc un échec.

Par qui et comment tenir ce que nous avons de la presqu'île ?

Une division française est déjà désignée pour être retirée ; il ne restera plus qu'une division composée pour moitié de troupes sénégalaises. Ces dernières devant être rappelées à l'hiver, il ne faut donc compter vers cette époque que sur six bataillons français. Cette force est évidemment insuffisante pour assurer la garde du front actuellement dévolue au corps expéditionnaire français.

Y a-t-il intérêt à laisser encore sur un front plus étroit ces témoins de nos luttes? La nécessité n'en apparaît pas évidente.

J'estime qu'il y a lieu de laisser aux seules troupes anglaises la garde entière des positions de la presqu'île de Gallipoli. Au surplus, c'est l'Angleterre qui a décidé, dirigé, commandé cette expédition : c'est à elle qu'incombe le devoir d'en maintenir les résultats.

ACTION ÉVENTUELLE DES TROIS BRIGADES DÉBARQUÉES A SALONIQUE

Si l'effectif des troupes françaises dirigées sur les Balkans ne comportait que les trois brigades actuellement désignées (la division Bailloud du C. E.O. et une brigade mixte de France), cet envoi ne pourrait pas avoir de véritable portée militaire.

Ces trois brigades n'ont pas en effet la force suffisante pour mener une action propre, même en liaison avec les troupes serbes.

Elles pourraient donc seulement :

1°) Soit être mises à la disposition de l'armée serbe auprès de laquelle elles joueraient le rôle de simples renforts (c'est là un rôle qui ne saurait convenir aux forces françaises).

2°) Soit assurer la garde d'une section de la voie ferrée Salonique-Nisch (c'est là une mission défensive et des plus modestes peu en rapport avec l'importance du concours que les Serbes attendent de nous).

L'envoi de trois brigades à Salonique ne peut donc être considéré que comme un geste. C'est le signal précurseur, le commandement d'avertissement avant de passer à l'exécution.

Serbes et Grecs comprendront que nous sommes nettement avec eux et qu'à l'action diplomatique va succéder l'action militaire — à moins que les Bulgares ne démobilisent complètement.

Mais même dans ce cas, il conviendrait d'être fixé au préalable sur la région où notre action s'exercera ultérieurement D'après votre télégramme adressé le 28 septembre sous le n° 14601 au général Bailloud, la zone sur laquelle doit être dirigée la division du C. E. O. envoyée dans les Balkans sera indiquée par l'attaché militaire en Serbie. Sera-ce au sud ou au nord d'Uskub? Il y a là un premier point à préciser, les conditions militaires du problème n'étant pas les mêmes dans l'un ou l'autre cas. J'estime personnellement qu'il ne saurait être question dans aucune circonstance, même si l'attaché peut avoir ce concept, de s'établir en cordon le long de la voie ferrée, attendant une agression qui percerait là où elle voudrait, si au lieu de comitadjis il y avait une force régulière ennemie suffisante.

A mon avis il apparaît au contraire comme indispensable de prévenir toute attaque de ce genre en se portant franchement à l'est de la voie ferrée avec le gros de nos forces. S'il s'agit, par exemple, de couvrir la section comprise entre la frontière et Gradsco (section particulièrement exposée en raison du saillant bulgare de Stroumitza) c'est vers la Stroumitza qu'il faudrait tout d'abord aller avec le maximum de forces; quelques détachements, si les Serbes ne l'ont pas fait, assureraient la garde de la voie ferrée elle-même contre les tentatives éventuelles des bandes insurrectionnelles de la Macédoine contestée.

Mais je le répète, il est de toute urgence de savoir le plus tôt possible où nos forces seront envoyées; la suite des opérations peut en dépendre.

Quant à moi j'estime que logiquement il faudrait acheminer vers la frontière serbo-bulgare successivement dès leur arrivée les forces débarquées, leur donner comme centre : pour la division Kumanovo, et pour la brigade mixte la zone où la voie ferrée est le plus proche de la Bulgarie (Mirovca, Kacharka); ne jamais patrouiller qu'à un kilomètre de la frontière bulgare et faire garder la voie ferrée même par un système analogue à nos gardes des voies de communication. Il y aurait tout avantage à ce que ce dernier service soit fourni par les Russes qui pourraient gagner la Serbie au nombre de 4.000 à 5.000, en remontant le Danube. De la sorte non seulement notre effectif de manœuvre ne serait pas affaibli mais encore la protection immédiate de notre ligne de communication serait garantie par des éléments envers lesquels les populations bulgares de la région auront toujours répugnance à faire acte d'hostilité. — Je ne parle pas de l'influence morale qu'aurait, en Bulgarie même, la nouvelle de l'apparition de troupes russes en Macédoine,

Quoi qu'il en soit, si les circonstances ne permettent pas l'envoi de nos troupes dans la zone ci-dessus ou si, en d'autres termes, les trois brigades remontaient franchement au nord d'Uskub, elles ne pourraient couvrir la voie ferrée : elles devraient être concentrées pour tenir défensivement une des grandes artères d'invasion soit vers Kumanovo, soit vers Leskovatz ou Pirot. Mais, quelle que soit l'hypothèse, tandis que nos troupes se concentreraient, les forces maritimes ne devraient pas rester inactives. A elles d'assurer l'inviolabilité du port de Salonique, à elles de bloquer toutes les côtes bulgares dans la mer Noire comme dans la mer Egée ; à elles enfin de croiser devant Dédéagatch et de faire, si c'était nécessaire, appel en ce point au canon.

OPÉRATIONS A ENVISAGER AVEC UNE ARMÉE

Soit que les Serbes marchent seuls, soit que les Grecs se joignent à eux et que la Roumanie sorte de son isolement pour nous et pour les Alliés, le but immédiat est de mettre la Bulgarie hors de cause.

Ce résultat atteint, alors seulement pourrait être envisagée une action combinée des Alliés soit sur Constantinople par les territoires bulgares, soit sur l'Autriche-Hongrie par la frontière serbo-roumaine.

Du sort de la Bulgarie dépendra en effet celui des Balkans.

La Bulgarie à terre, la Roumanie oubliera qu'elle a laissé passer des munitions pour les Turcs et ne se rappellera que le traité qui la lie à la Quadruple Entente ; la Bulgarie réduite, pour les Turcs plus de munitions, plus de cadres, plus de matériel allemand, et par suite les résultats recherchés et non encore atteints dans l'opération des Dardanelles, sont, sans nouveaux efforts de ce côté, automatiquement atteints.

Comment abattre la Bulgarie?

Je ne sais rien du plan serbe ; hier il semblait qu'ils voulaient attaquer, aujourd'hui se défendre ; j'ignore tout du plan grec ; en ont-ils un?

Il me paraît cependant logique de penser que les Grecs feront tout au moins respecter leurs frontières aux débouchés des vallées de la Strouma, de la Mesta et assureront l'inviolabilité de la voie ferrée Salonique à la frontière actuelle serbe.

De leur côté, les Serbes semblent vouloir laisser un minimum de forces devant les Austro-Allemands et avoir leur gros concentré dans la région de Nisch, Kniajevatz, Pirot, Leskovatz pour marcher sur Sofia. S'ils craignent un gros effort germain, ils renverseront les données du problème : gros de leurs forces vers le Danube contre l'Allemagne, minimum face à la Bulgarie, dans

la région susindiquée avec un rôle défensif jusqu'au moment de l'entrée en ligne des Français.

Quelle que soit l'hypothèse, l'action française semble donc devoir se produire sur le front Pirot-Uskub-Keuprulu-Mirovca.

Quelles que soient les circonstances il faut :

1°) envoyer au plus vite dans la zone choisie le maximum de forces au fur et à mesure des débarquements. Si l'offensive ne peut se faire qu'après la concentration, ces forces dès leur arrivée se retrancheront : elles garderont, elles assureront jusqu'au moment voulu l'immunité du territoire serbe.

2°) passer le plus rapidement à l'offensive : direction Sofia.

Pour atteindre ces résultats, la ligne ferrée Salonique-Nisch doit donner à plein et parallèlement les troupes devront être acheminées soit en auto soit même à pied.

En même temps, d'une part pour étayer les Grecs, de l'autre pour se lier à l'action sur Sofia, des forces suffisantes devraient remonter la vallée de la Strouma et par Djuma, Dubritza s'élever en se flanc-gardant vers Nevrekop.

Elles coopéreront ainsi à l'opération tout en couvrant indirectement Salonique et la ligne de communication de l'armée.

La nature du pays rendra sans doute la liaison assez délicate : il me paraît par suite rationnel de confier ce rôle à un corps expéditionnaire fourni par l'Angleterre, mais restant *subordonné* au commandant de l'armée française afin d'assurer la concordance des efforts. Il se concentrerait vers Demir-Hissar, aurait une ligne de transport indépendante (Salonique-Seres) ; 30.000 Anglais pourraient avoir cette tâche. Ce corps pour les opérations dans la Struma serait appuyé par les forces françaises en couverture à Mirovca qui prendraient pour objectif Stroumica. A droite, si les Grecs veulent marcher, ils progresseraient parallèlement aux Anglais en prenant pour direction de leur aile gauche Névrokop.

Reste à déterminer l'effectif des forces françaises.

Pour le détachement de Mirovca une brigade en couverture, puis une division semblent suffisantes.

Une autre division paraît nécessaire pour, de Keuprulu, Istib, tenir d'abord la plaine d'Ovitch puis progresser au nord des monts Plachkavitza.

Pour percer vers Kustendil, il faut au moins un corps d'armée à concentrer vers Kumanovo.

Pour faciliter cette percée d'abord, puis appuyer le corps précédent, un nouveau corps d'armée à réunir à mi-chemin entre Kumanovo et Leskovatz paraît également indispensable.

Si nous sommes appelés à opérer offensivement vers Pirot, il faut un corps d'armée supplémentaire.

Trois à quatre corps d'armée, tel doit donc être l'effectif mi-

nimum des forces françaises si nous voulons faire quelque chose de sérieux.

Dans le cas, où pour des raisons diplomatiques ou militaires il y aurait nécessité d'adopter une attitude défensive, l'armée par le système de couverture et de concentration précédemment exposé serait en mesure de couvrir la voie ferrée dont l'existence est une question vitale pour la Serbie et la Russie ; en même temps elle s'accrocherait au sol, comme le font actuellement les Autrichiens en face des Italiens ; mais même dans cette hypothèse il ne faut pas oublier que, vu l'étendue du terrain à couvrir et à défendre, trois corps d'armée sont au moins nécessaires.

Quant à l'organisation même de cette armée, elle devrait être celle prévue par le tableau annexé à ma lettre N° 1/3 du 21 septembre.

Toutefois, il y aurait lieu d'y ajouter pour le service de Santé : 2 sections automobiles par C. A.

Pour le génie : une compagnie de sapeurs de chemin de fer.

Pour les convois :

1°) par corps d'armée : une compagnie du train de 250 arabas et 4 sections de convoi automobile (un groupe).

2°) pour l'armée : 4 groupes de 4 sections de convoi automobile pour transport de matériel.

Pour le service des étapes, 2 bataillons pour les routes.

J'ajouterai que, vu le terrain montagneux, il y aurait lieu de ne pas oublier que les corps d'armée à désigner rendront des services plus efficaces s'ils sont composés avec des hommes habitués à la montagne.

Il ne peut enfin vous échapper que, quelle que soit la marche des opérations, il faut compter sur une campagne dure par le climat, les difficultés des communications, les qualités de l'ennemi ; il faut donc que les troupes désignées ne soient pas de qualité inférieure. Il est indispensable que l'effectif et l'organisation de l'armée tels que je les ai demandés ne subissent pas de réduction ; que le plus rapidement possible tout soit à pied d'œuvre. Il est de toute importance que les peuples balkaniques ne puissent être déçus dans leurs espérances comme dans la confiance qu'ils ont dans les troupes de la France.

N° 3. — *Télégramme 5732 — 9/11, 3 octobre 1915.*

Après entente avec le G. Q. G. serbe il a été décidé que les Français opérant en Serbie seraient concentrés à Nisch. En conséquence

prenez dispositions pour diriger par voie ferrée sur Nisch détachements au fur et à mesure débarquement Salonique. Etat major général serbe donne ordres dès maintenant pour préparation du transport. Il serait désirable que vous alliez prendre contact aussitôt que possible avec état-major.

N° 4. — *Télégramme 5856 — 9/11, 7 octobre.*

En attendant la brigade qui quitte France maintenez vos forces débarquées dans Salonique.

N° 5 — *Télégramme du 8 octobre.* (Reçu par T. S. F. sur la *Provence* qui transportait le Q. G. de l'armée d'Orient.)

Ordre a été donné au général Bailloud de maintenir troupes débarquées dans région Salonique jusqu'à votre arrivée. Toutefois si après liaison avec état-major serbe il conçoit appréhension pour sécurité voie ferrée dans région Stroumitza il prendra mesures indispensables pour l'assurer sans se considérer comme lié à la région immédiate de Salonique.

N° 6. — *Télégramme 5987 — 9/11, 10 octobre.*

Suivant décisions du gouvernement ne transportez aucune force en Serbie et ne franchissez pas la frontière serbe avant d'avoir reçu de nouvelles instructions de moi. *Signé :* Millerand.

N° 7. — *Télégramme 6039 — 9/11, 13 octobre.*

A la suite d'une décision du gouvernement, j'ai adressé le 12 octobre au général Bailloud les instructions suivantes : « Les cir-

constances diplomatiques s'étant modifiées, vous êtes autorisé à franchir la frontière serbe. Votre première occupation doit être de ne laisser couper en aucun cas vos communications avec Salonique. Sous cette réserve, vous couvrirez la voie de communication entre Salonique et Serbie contre toutes tentatives bulgares, d'accord avec G. Q. G. serbe » Vous aurez à vous conformer à ces directives dès votre prise de commandement de l'armée d'Orient.

N° 8. — *Réponse à télégramme 6354 du 23 octobre.*

Actuellement général 156e avec toute infanterie de sa division, un groupe d'artillerie 75, une batterie montagne, 2 escadrons assure protection secteur Guevguéli à Demir-Kapou. Depuis dernier combat, il occupe dernière localité face à frontière bulgare. Une batterie montagne non réorganisée et un groupe 75 non encore utilisé, le précédent ayant dû être mis en position par buffles, sont à Salonique.

114e brigade, 2 batteries montagne, une de 75 sont à Krivolak, Négotin. Un bataillon 113e brigade est à Demir-Kapou et va être rejoint par 3 autres bataillons et deux escadrons. Restent à Salonique 2 bataillons jusqu'à arrivée de 122e division, et 8 batteries artillerie 57e division, dont 6 non encore complètement débarquées et 2 qui vont être transportées.

Gros armée serbe me paraît actuellement près d'être encerclé ; marine ayant fait publier qu'elle mettait mines sur côte bulgare, forces bulgares de cette région comme celles face à la Roumanie renforceront vraisemblablement armée bulgare. Avec nos forces actuelles, je tiendrais toutefois zone actuellement occupée ; mais au point de vue serbe en général, cette occupation ne donnera aucun résultat militaire. Je ne puis m'éloigner encore davantage de Salonique, pour intervenir vers Velez et Uskub. Pour soulager Serbes puisqu'impossible aller vers Uskub, opération sur Strumica me paraît nécessaire. Par offensive, j'attirerai sur moi renforts de Dédéagatch, ou quelques forces engagées vers Uskub. Cette action ne peut toutefois se faire qu'après arrivée 122e division.

Opération à plus large envergure dépend d'effectifs forces anglaises, de leur arrivée, de la possibilité de s'engager que donnera gouvernement anglais. Elles pourraient s'engager d'abord derrière nous ou à côté, dans vallée Strumica puis menacer de remonter Struma. Cette action permettrait à forces françaises de pousser sur Vélez, Istib, et agir sur flanc des Bulgares qui se di-

rigeront vraisemblablement sous peu sur Uskub, Prilep ou Monastir.

Une action plus étendue sur les forces bulgares qui vers Krumanovo encerclent Serbes n'est possible que si je dispose d'une armée de 4 corps comme je l'ai demandé. J'ajouterai, toute perte de temps dans exécution plan opérations compromettrait résultats à espérer, et peut-être armée serbe dont situation est vraiment sérieuse et moral presque chancelant.

N° 9. — *Lettre du 22 octobre 1915 du ministre de la Marine.*

Mon cher Président,

Le conseil des ministres s'est séparé hier, sans avoir pris une décision ferme en ce qui concerne l'augmentation des effectifs à envoyer à Salonique. Je vous demande, instamment, qu'au conseil de demain samedi, la question soit nettement posée et nettement résolue. Il n'est pas possible que le gouvernement donne plus longtemps le spectacle de son impuissance dans l'exécution, de son hésitation de la décision. Nous avons entrepris une expédition dans les Balkans, nous devons la poursuivre dans des conditions permettant d'en assurer sinon le succès, mais tout au moins la sécurité pour les troupes qui y participent.

Aucune de ces conditions ne serait réalisée si les forces engagées n'étaient pas considérablement accrues. Le commandant en chef du corps expéditionnaire d'Orient réclame quatre corps d'armée : *il faut les lui donner*. La défaillance de l'Angleterre n'excuserait pas, aux yeux de la France, un désastre de nos troupes et la disparition de l'armée serbe. Je n'ai pas besoin de vous démontrer qu'une défaite serbo-française entraînerait la défection définitive de la Roumanie et de la Grèce, et ne leur permettrait pas d'attendre, pour se joindre à nous, le moment où le concours russe interviendra.

Le tout est donc de savoir si nous pouvons envoyer dans les Balkans les corps d'armée demandés par le général Sarrail.

Et alors se pose la question des responsabilités à prendre par nous, c'est-à-dire la question du rapport du gouvernement et du commandement militaire. Pour ma part, je n'hésite pas j'assume la responsabilité d'enlever des armées de France, les effectifs nécessaires aux Balkans, convaincu que notre défensive, en France, ne sera pas compromise par l'absence de 100 ou 120 000 hommes. Si d'ailleurs, n'opérant pas le prélèvement, nous laissons le champ libre à l'Allemagne vers Constantinople, *avant deux mois*, ce

seront 400.000 Anglais qui quitteront notre sol pour l'Égypte et la Syrie. Qu'aurons-nous gagné à ne pas avoir accepté, à temps, un sacrifice moindre?

Je vous demande donc que, demain, dès l'ouverture du conseil, la délibération soit ouverte sur ce sujet. Quelle qu'en soit la conclusion, je m'inclinerai : mais ma conviction est si forte que j'ai tenu à vous l'affirmer par écrit, ne voulant pas que le gouvernement auquel j'appartiens passe devant une affaire aussi grave sans que j'aie, par tous les moyens, insisté sur l'étendue des responsabilités que nous encourions en hésitant à accepter les responsabilités évidentes et nécessaires.

Avec mes meilleurs sentiments,

Signé : Victor Augagneur.

N° 10. — *Lettre n° 169/3 du 7 novembre 1915.*

Conformement aux instructions envoyées, j'ai l'honneur de profiter du départ pour Paris du colonel Bousquier pour vous mettre au courant, plus facilement que je ne pourrais le faire par télégramme, de la situation de l'armée d'Orient.

GRÈCE

Je ne puis que me louer de la courtoisie grecque, lorsque je suis en rapport direct avec les autorités civiles ou militaires. Mais comme j'en ai rendu compte à diverses reprises, il n'est pas de jour sans incidents et sournoisement, par une foule de détails secondaires, des entraves sont mises à notre action. Pour en donner un exemple, aujourd'hui je viens de recevoir une note de la municipalité de Salonique demandant l'envoi d'un officier pour fixer les impositions à payer en vertu des lois helléniques pour les locations faites à Salonique ou les baraques édifiées ou construites au camp français ; inutile de vous dire que je n'ai pas répondu ne voulant pas être en liaison avec une municipalité inopérante légalement vu l'état de siège ; le service du port avait demandé 80 wagons pour écouler les marchandises arrivées par les récents paquebots ; à la suite d'une série de pourparlers, la direction des chemins de fer a déclaré qu'elle ne pouvait en envoyer que 15 (et il y a 300 wagons qui ne font rien sous prétexte de concentration de l'armée grecque) — ce matin au lieu de 15 il en a été envoyé 5 — et les marchandises s'amoncellent encombrant les quais, ce qui rend les débarquements pénibles jusqu'au moment où ils

pourraient devenir impossibles. L'autorité militaire grecque a fait appeler les journalistes francophiles et sous menace de suspension leur a défendu de publier toute information visant les effectifs des Alliés: la vue de nos débarquements impressionnait en effet la population qui croyait que nous ne voulions rien tenter.

D'aucuns prétendent que ces vexations, ces coups d'épingle (je ne parle que de la question voies de communication qui est capitale), sont le fait non du gouvernement grec, mais de subordonnés qui veulent faire du zèle pour plaire au roi: le fait est peut-être exact. D'autres voient là une manœuvre, simple lever de rideau précédant l'entrée en ligne de la Grèce à côté de l'Allemagne. La chose n'est pas impossible après ce qui s'est passé avec la Bulgarie et malgré les assertions rationnellement étayées sur l'ambiance morale et matérielle de la Grèce qui semble lui interdire toute alliance avec l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, pour parer à toute éventualité, j'ai fait constituer à Guevgueli, Krivolak, Stroumica de sérieux dépôts de munitions; j'ai mis en Serbie une série de centres hospitaliers, j'ai prescrit la constitution d'une forte réserve de vivres dans les postes précités, et ces mesures donneraient le temps de parer aux difficultés de ravitaillement qui pourraient surgir. D'autre part, l'amiral de Robeck m'a fait connaître qu'il aurait toujours une division de cuirassés en rade, j'ai fait des dépôts intermédiaires, quelques troupes d'étapes, les Anglais ont l'intention de laisser au moins une brigade; tout mouvement xénophobe pourrait par suite avoir chance d'être étouffé. Il me semble d'ailleurs nécessaire, tout en continuant à ne pas éveiller la susceptibilité grecque, de ne plus hésiter à passer outre aux prétentions qu'ils ne formulent d'ailleurs jamais par écrit; dans cet ordre d'idée, j'ai fait avant-hier monter un poste de télégraphie sans fil au milieu du camp français et demain j'enverrai une compagnie du train par terre à Guevgueli; devant le fait acquis les Grecs ne diront vraisemblablement rien; car il faut l'avouer nous les mettons souvent en fâcheuse posture en demandant des permissions que leur virtuelle neutralité ne peut leur conseiller d'admettre. Par contre comme ils défendent le matériel des chemins de fer, comme ils sont maîtres de leurs lignes, — ils me l'ont encore prouvé il y a deux jours en lançant sur la ligne Salonique-Guevgueli un train qui devait emprunter la ligne Salonique-Doiran — je demande instamment que les chemins de fer grecs qui ont été étatisés par une loi depuis la mobilisation soient remis par l'État en nos mains, sous réserve de continuer à payer les tarifs actuels quelque exorbitants qu'ils soient. Il y va de l'existence même de notre ligne de communication.

Je terminerai cet aperçu sur nos rapports avec les Grecs en rappelant 1° que Salonique est une ville plutôt turque, franchement anti-vénizelliste et dans laquelle par suite toutes difficultés

peuvent être facilement créées, à moins qu'on ne paie cher, — 2° que l'armée grecque est uniquement commandée par des éléments qui nous sont hostiles et que tout ou presque tout le corps des officiers a une unité de doctrine : ne plus faire la guerre. Il ne peut m'appartenir de pousser plus loin dans le sens de la diplomatie en développant les avantages qu'il y aurait pour nous si même, au lieu d'une neutralité bienveillante, il y avait une démobilisation.

ANGLAIS

Comme j'en ai rendu compte, mes rapports avec les Anglais sont excellents. Ceux des Anglais avec les Grecs sont plutôt tendus. Je m'entends personnellement très bien avec le général Mahon. Je désirerais par suite que les renforts envoyés ne créent pas une nouvelle mise au point. Je voudrais surtout qu'il n'y eût pas enchevêtrement avec les troupes anglaises des Dardanelles. Il est déjà assez difficile de mettre ces troupes en mouvement, même lorsqu'elles désirent marcher, ce qui est actuellement le cas, pour que des complications de commandement ne viennent pas encore créer des points morts.

Les Anglais occupent actuellement notre extrême droite, ils sont en deuxième ligne : peu à peu il est entendu avec le général Mahon qu'ils passeront en première ligne et en tout état de cause qu'ils continueront à arriver sur le front où ils s'établiront tout d'abord en deuxième ligne. Les troupes débarquées n'ont pas encore toute la solidité désirable vu la qualité de leurs cadres qui malgré toute leur bonne volonté présentent encore de grosses lacunes dans leurs connaissances militaires.

Qu'il me soit enfin permis de faire remarquer à nouveau l'opportunité qu'il y aurait de pouvoir disposer de la ligne ferrée de Salonique-Doiran, ce qui donnerait aux Anglais tant qu'ils n'iraient pas au delà de Stroumitza-Station et Gradec, une ligne de communication indépendante, ce qui est un avantage indéniable pour toutes les avances et surtout pour l'armée anglaise dont les équipages, ravitaillements et transports ont un développement tout spécial.

SERBES

Mes rapports avec les Serbes se résumaient jusqu'à ces derniers jours en des copies de télégrammes serbes émanant du G. Q. G. serbe ou de tous les généraux commandant en Macédoine, que m'apportait le capitaine Marinkowitch. Deux lieutenants-colonels viennent successivement de m'être envoyés. L'un d'eux, officier de réserve, voulait aller voir ce qui se passait dans une de nos divisions : je n'ai pas voulu et l'ai envoyé en mission à Monastir pour me renseigner de visu sur la situation et les intentions du com-

mandement serbe de cette région ; l'autre m'a nettement demandé où, quand, comment, j'allais enfin agir, afin qu'il puisse prévenir le maréchal Putnik ; je le tiendrai au courant dans la mesure que journellement je jugerai utile, possible ou nécessaire. Il ne faut pas non plus oublier que la dissémination des efforts, la théorie des petits paquets, l'emploi des réserves suivant la nécessité d'un moment sont les bases mêmes des conceptions du haut commandement serbe. Je n'ai qu'à me rappeler les télégrammes diurnes et nocturnes demandant renforts, aide, protection ou secours tantôt à Nisch, tantôt à Uskub, Veles, Monastir, sans songer aux effectifs, aux espaces à couvrir, au temps nécessaire pour arriver. Je laisse de côté l'idée poursuivie à maintes reprises d'incorporer des bataillons ou batteries françaises dans les rangs serbes ; à l'heure actuelle, une idée analogue se fait jour : les Serbes ont des officiers sur le réseau Guevgueli, Krivolak qui dirigent l'exploitation de la voie ferrée faite par des employés civils ; bien que n'ayant plus à ravitailler leur armée, plus à transporter des Serbes, ils continuent à vouloir cette exploitation, qui ne donne nullement ce qu'elle pourrait donner, non par suite du mauvais vouloir mais à mon avis par suite d'inexpérience. Cet état de choses doit cesser ; il est d'autant plus urgent d'y pourvoir que nous n'avons que neuf locomotives serbes, peu de wagons, pas d'atelier de réparations et qu'il ne faut pas compromettre cet embryon de matériel par une exploitation irrationnelle.

Ce point particulier mis de côté, il n'est pas douteux que les Serbes se trouvent actuellement dans une situation des plus critiques, qui excuse leurs démarches incessantes. Que peut-il être fait pour eux ? Il est nécessaire pour le savoir de jeter un coup d'œil sur les forces dont je dispose, sur le temps qu'il faudra pour pouvoir les engager et de ne pas oublier que jusqu'au moment où nous serons à pied d'œuvre la situation des Serbes devra fatalement empirer.

FRANCE

Effectifs. — En arrivant le 12 octobre à Salonique, j'ai trouvé la division (156e) retour des Dardanelles. Il a fallu plus de dix jours après cette date pour pouvoir la porter complètement sur le front. La moitié des éléments avaient laissé, les uns leurs chevaux, les autres leur harnachement, d'autres leurs équipages à Mandros ou au cap Hellès ; certains avaient même en ces deux endroits le matériel ou le personnel qui leur manquaient. Un régiment avait plus de 500 hommes n'ayant que des pantalons de toile. Les artilleurs de montagne avaient été, sous le coup d'une nécessité, versés dans l'artillerie montée et aujourd'hui encore une demi-batterie de montagne et une demi-batterie de 155 court n'existent pas faute de personnel. Je laisse de côté le nombre de chevaux,

d'officiers ou du train inexistant. Je veux bien oublier que les officiers sont restés plusieurs jours sans tente, ni cantine, ce matériel ayant été laissé je ne sais où. Je dois néanmoins ajouter que si l'état général des hommes et des animaux était bas, le moral des officiers et de la troupe était bon; il n'en est pas moins vrai que la division Bailloud était inorganisée et fatiguée, qu'aujourd'hui elle est organisée, qu'elle a donné, mais qu'elle est encore très fatiguée.

La 57e division a été lancée en avant dès que je l'ai pu; il ne faut pas en effet perdre de vue que, étant donné le faible nombre de marches possible sur la voie ferrée, aucune de ces marches ne doit être inutilisée: pour cette raison, je n'ai pas craint de brusquer un peu notre expansion vers le nord et de pousser jusqu'à Krivolak dès que j'ai eu la 57e division, une partie de la 156e n'étant pas alors transportable.

La 122e division n'est pas encore complètement débarquée: j'ai fait pourtant transporter une brigade et un groupe voulant montrer aux Serbes que nous voulions faire quelque chose.

J'ai été averti qu'outre ces trois divisions je recevrai: un régiment de chasseurs d'Afrique, trois bataillons de zouaves, trois batteries à cheval.

J'ignore si ce sont là les ultimes renforts de l'armée d'Orient.

Opérations — Une récente dépêche m'a annoncé que les Anglais recevraient quatre nouvelles divisions (la 22e a commencé à débarquer: j'ai été avisé que la 28e division est en mer). Il était en outre dit que les Anglais devaient tenir de Guevgueli à Krivolak et que les forces françaises devaient opérer sur Veles.

A l'heure actuelle, la 156e division couvre de Guevgueli à Gradec, la 57e division de Gradec à l'embouchure de la Cerna; la 122e division opérera sur la rive gauche de cette rivière.

Il est certain que, même en se pressant, les Anglais mettront trente jours pour relever la 156e division (les divisions qui arrivent n'ont pas toutes leurs équipages); il est non moins certain que si on veut avoir une réelle sécurité dans cette zone, et c'est là une nécessité puisque Guevgueli est le point le plus rapproché de Salonique, puisque, le pont de Stroumitza rompu ou abîmé, les communications deviennent presque impossibles le Vardar torrentueux ayant deux cents mètres de large, il faut occuper très sérieusement le pays; deux divisions anglaises sont un minimum à désigner pour jouer ce rôle.

D'autre part, en raison du faible débit de la voie ferrée au delà de Guevgueli, il y a tout lieu de croire que la 156e division ne pourra opérer que vers le 15 décembre sur une nouvelle zone.

Jusqu'à cette époque je disposerai pour pousser de l'avant de la 122e division et dès que je le pourrai, si les transports m'amènent les chasseurs d'Afrique et les zouaves vers le 15 ou le 20, de

ces éléments, qui même dans cette hypothèse ne pourraient donner que vers le 25 au plus tôt.

Le problème à résoudre est par suite très simple : Que peut-on faire avec la 122e division, cette unité ne pouvant pas être soutenue avant le 25 au plus tôt par 600 sabres, 3 bataillons, 3 batteries?

Que peut-on faire avec cette division et les éléments précités jusqu'au 15 décembre?

Que pourrait-on faire enfin avec une division de plus le 15 décembre?

Pour répondre, il semble nécessaire de regarder l'ennemi. J'admets que la 156e division, puis les divisions anglaises conserveront l'intangibilité de Guevgueli, Stroumitza; je ne doute pas que la 57e division, malgré les attaques auxquelles elle est en butte, tiendra Krivolak et sa zone défensive; la 122e n'aura donc affaire au début qu'aux Bulgares arrêtés devant Prilep par le détachement serbe Dimitrievitch, soit une division, s'il est permis d'espérer que les Serbes tiendront suffisamment sur le front nord et est; dans ces conditions la 122e division peut dégager Prilep, soit en opérant sur le flanc adverse, soit en agissant sur ses derrières. Mais à mon avis s'il y a une division bulgare, soit 22 bataillons qui peuvent être concentrés de ce côté, il n'est pas possible d'escompter une marche sur Veles (soit 30 kilomètres), il faudra attendre l'arrivée des chasseurs et zouaves ne peut que compléter la protection actuellement précaire de la voie ferrée; le 15 décembre, quand la 156e division sera disponible, si le pont de Krivolak que je fais reconstruire est terminé, cette division pourra opérer sur la rive gauche du Vardar; un effort serait alors à tenter par les deux rives du Vardar sur Velès. A ce moment, les Serbes au Nord et à l'Est auront-ils assez tenu pour que les Bulgares ne puissent détacher de nouvelles forces vers Velès? — Personne ne peut l'affirmer. — Si, oui, Velès sera repris; sinon la lutte probablement de tranchées s'organisera de ce côté.

Pour arriver à un autre résultat, il n'y a qu'un moyen : envoyer de nouveaux renforts français et hâter leur envoi.

N° 11. — *Exposé 174/3.*

J'ai eu l'honneur de vous envoyer le 8/11 par l'intermédiaire du colonel Bousquier qui rentrait en France, une note sur la situation de l'armée d'Orient, et les possibilités d'action que j'envisageais.

Je me permets aujourd'hui de compléter ces derniers, conformément aux désirs exprimés dans le dernier paragraphe de votre télégramme en date du 6/11 n° 6840.

Je n'insisterai pas sur la question organisation. Il me paraît cependant indispensable que vous sachiez qu'une série de solutions ont vu le jour malgré moi ou indépendamment de tout accord avec l'état-major de l'armée. Je cite au hasard. J'avais demandé que les bataillons soient à 1.000 hommes, ou qu'il me soit envoyé une réserve d'infanterie ; j'ai reçu des bataillons à 700 ou 800 hommes.

J'avais été informé que l'armée devait recevoir une ou deux divisions de cavalerie, par suite d'une indiscrétion, et j'avais insisté auprès de M. Millerand, ministre de la Guerre, puis de M. Viviani, président du Conseil, pour ne pas recevoir cette masse de cavalerie, qui ne pouvait que me gêner dans la tournure future des opérations ; j'ai été avisé officiellement, que je recevrais une division de cavalerie, et ce n'est que sur mes nouvelles instances que cette division a été remplacée par un régiment d'infanterie et un de cavalerie.

J'avais plusieurs fois réclamé de l'artillerie de montagne : j'ai été informé que la 122e division viendrait uniquement avec des 75 et il m'a fallu télégraphier à nouveau pour avoir des pièces de montagne absolument indispensables ; d'où perte de temps, et il faudrait cependant agir ici au plus vite.

Je passe sous silence que la proportion d'artillerie de montagne que j'avais sollicitée n'a pas été accordée.

J'avais demandé au moins un équipage de pont d'un type spécial : je n'en ai pas encore, et le Vardar est infranchissable, et il a fallu que j'achète quelques canots pour couvrir au moins d'éléments légers les positions dominantes qui encerclent nos camps.

J'avais demandé des ambulances de colonnes mobiles ou coloniales ; j'ai reçu une série d'éléments simplement retirés du front français, et les évacuations ne peuvent encore, dans certains secteurs, se faire qu'à dos d'hommes ou par des moyens de fortune.

Je pourrais faire d'autres citations ; je me contenterai à un point de vue plus élevé de dire que l'organisation d'une armée est fonction du but à atteindre ; à l'heure actuelle, avec le recul serbe, pour pallier la situation, pour faire quelque chose, je ne puis que demander une fois de plus, que l'armée ne soit pas réduite à un rôle de garde-barrière sur la voie ferrée ; il est nécessaire qu'elle avance et comprenne quatre corps d'armée.

Vous avez bien voulu m'indiquer que dans l'avenir, j'étais appelé à dégager Velès, l'armée anglaise tenant de Guevgueli à Krivolak. Je vous ai rendu compte, par ma note précitée, des conditions de temps qui semblent nécessaires pour réaliser ce programme. Si

j'avais été questionné à ce sujet, j'aurais fait remarquer que j'accumule à Guevgueli des approvisionnements, des installations, et que, si les Anglais vont jusqu'à Krivolak, il sera peut-être difficile de ne pas leur céder la place ; d'autre part, la voie ferrée dans ce secteur, ne peut se garder uniquement par des fractions sur la voie ; il m'a fallu déjà prendre de l'air et m'élever à la suite d'engagements parfois sérieux, jusque vers la frontière bulgare : laisser les Anglais seuls tenir ainsi la porte de toutes nos communications est sûrement un concept réalisable, mais qui ne manque pas d'une certaine hardiesse ; j'aurais peut-être hésité à le proposer ; en tout cas, comme la ligne défensive à couvrir a plus de 25 kilomètres, si on veut la raccourcir, il faut franchement enlever le col de Kosturino, faire tête de pont sur la vallée de Stroumitza, en un mot, menacer les Bulgares chez eux, et non être menacés par eux chez nous ; il y a là une opération qui s'impose ; je la prépare ; aux Anglais de la faire ou de l'achever.

De Demir-Kapou à Krivolak, je n'ai que de faibles détachements ; la ligne n'est pas à l'abri d'une insulte, ni par le fusil, ni par le canon, en de nombreux points. Il faudrait que nous jetions du monde sur la rive gauche. Ce sera évidemment l'affaire des Anglais, au fur et à mesure de leur arrivée, mais il n'y a pas à se dissimuler qu'il s'écoulera des semaines avant que leurs troupes de renfort annoncées puissent arriver sur ce point et jusqu'à ce moment, si je n'ai pas de renforts frais, je suis forcé de vivre la vie actuelle si périlleuse pour mes ravitaillements.

A Krivolak, même, les Anglais devront avoir une division pour tenir réellement en avant ce point qui est journellement bombardé.

Je vous ai indiqué ce que je pouvais faire avec les forces actuelles de l'armée d'Orient, dans ma note susvisée. J'ajouterai que les renforts que j'ai demandés permettraient d'envisager les opérations sous le jour suivant :

Une 4e division serait nécessaire pour opérer au plus vite sur Velès par la rive gauche du Vardar et une 3e pour tenir le pays vers Istib, la division Baillond relevée par les Anglais irait alors vers Prilep, au lieu d'être destinée à la marche sur Velès, pour appuyer notre gauche.

Deux nouvelles divisions sont en résumé indispensables pour que la Macédoine jusqu'à Velès soit à nous.

Il nous en faudrait seulement deux de plus pour pousser jusqu'à Uskub, et avec une 8e, il serait possible de nous relier aux troupes que nous enverrions vers Istib.

Il n'y a là qu'un aperçu au point offensif, mais si les Serbes tenaient, ou si les circonstances venaient en aide, il serait à mon avis indispensable pour arriver à une solution, de pousser franchement à l'offensive, Français et Anglais : direction Sofia.

N° 12. — *Télégramme du 17/11 1915.*

Vu lord Kitchener. Résume entretien.

A) *Effectifs.* — M'a annoncé arrivée 23e et 26e divisions, 27e division problématiquement. Lui ai dit que ces effectifs étaient insuffisants et que j'avais toujours demandé 4 corps d'armée français. N'ai pu lui dire que Anglais n'étaient bons qu'en 2e ligne. Je n'ai pu encore arriver à en mettre en 1re, ne pouvant exprimer qu'un désir au lieu de donner un ordre.

B) *Salonique.* — Lui ai fait voir que cette ville était complètement aux Grecs, qu'ils nous y toleraient, que pour s'y installer et la défendre, il fallait avoir une armée de 300.000 hommes minimum.

C) *Situation en Serbie.* — Lui ai montré que faute de routes une évacuation du territoire occupé présenterait des difficultés très sérieuses et une durée longue, même sans être pressé par ennemi.

D) *Démonstration navale.*— Ai dit qu'il fallait arriver à une situation nette, exiger démobilisation ou au moins retrait de toutes les troupes grecques dans garnisons de paix. Ne me suis pas montré hostile à une évacuation zone voisine de Salonique par Grecs. Ai émis l'idée du renvoi du haut état-major grec entièrement germanophile et occupation Monastir par Grecs comme pomme de discorde pour l'avenir.

E) *Conclusion.* — *La Grèce ne nous sera plus hostile et nous ferons quelque chose si je dispose de 4 corps armée française et si Anglais ont forces sérieuses. La* rapidité *d'envoi des renforts est un facteur aussi important que celui de leur envoi.*

F) Lord Kitchener semble vouloir abandonner Dardanelles, a insisté sur Égypte menacée et avec elle Algérie et Tunisie, voudrait défendre Suez ou avant par main-mise sur Alexandrette, a trouvé de ce côté résistance de la part de la France qui oublie solidarité d'Algérie et d'Egypte et ne se rappelle pas qu'operation en Serbie est œuvre exclusivement française et qu'Angleterre s'y est associée.

G) En le quittant lui ai exprimé avis que si très rapidement il n'y avait pas ici 300.000 hommes au moins, la situation était complètement compromise.

N° 13. — *Télégramme sur le rôle futur de l'armée.*

Primo. — La retraite générale serbe, l'intangibilité annoncée des effectifs actuels de l'armée française, l'arrivée des forces anglaises qui ont pour unique directive de rester à Salonique et dont les moindres mouvements ne peuvent être exécutés qu'après assentiment venu de Lemnos soumettant généralement le cas soit à lord Kitchener soit à Londres, constituent une série d'éléments à considérer pour savoir ce qu'il est possible de faire en Orient.

Secundo. — En en tenant compte, en me rappelant les instructions souvent renouvelées de ne pas me laisser couper de Salonique et de ramener si possible à Salonique les trois divisions actuellement en Serbie, j'ai décidé de replier toutes les troupes françaises de Serbie en Grèce. L'opération a commencé. J'essaierai de la réaliser avec calme et méthode en repliant d'abord tout le matériel puis les troupes.

Tertio. — Mais ce résultat atteint, supposons le sans à-coup, sans accrochage sérieux avec l'ennemi, quel rôle va échoir à nos troupes? Vont-elles rester inactives autour de Salonique ou seront-elles uniquement occupées à y constituer une place du moment; devront-elles au contraire se préparer à une nouvelle action soit en Thrace soit en Bulgarie, soit sur tout autre point? Il est nécessaire d'être fixé à ce sujet pour disposer ces troupes d'une manière adéquate à leur futur emploi et à un autre point de vue, pour rendre inutilisables ou non les voies de terre et de fer de la Serbie.

Quarto. — Je vais donner l'ordre de détruire le tunnel de Demir-Kapou et le pont du kilomètre 113, estimant que jamais plus l'armée n'aura à utiliser cette partie de la voie ferrée, soit pour gagner Istip et Kustendil, soit pour aller vers Vélez et que par contre il y a un réel intérêt à interdire à l'ennemi d'amener rapidement du canon sur la frontière grecque ou à Salonique. Toutefois si dans l'avenir il fallait envisager une action contre la Bulgarie, direction Sofia, il serait irrationnel de procéder à ces destructions, il faudrait en tout cas conserver le pont de Stroumitza et la gare de Guevgueli pour permettre d'avancer par la Stroumica; je vais plus loin, il y aurait lieu de regretter d'avoir évacué la crête frontière vers Kosturino qui coûterait cher à reprendre.

Quinto. — Je n'envisagerai pas toutes les hypothèses qui pour-

raient se produire entre la frontière grecque et Salonique suivant l'attitude grecque, la poussée bulgare seule ou la pression germano-bulgare. Il y a trop d'inconnues pour pouvoir résoudre l'équation à poser. Mais en me tenant à l'unique donnée notifiée : « se réunir à Salonique et s'y fortifier » je crois nécessaire, même pour la défense seule de Salonique, de connaître les opérations ultérieures à engager. Si un mouvement offensif vers la Bulgarie est en effet probable, il ne suffit pas de fortifier solidement Salonique à toutes fins utiles ; il faut maintenir ou créer des avancées. Si Salonique seule est à conserver pour des raisons qu'il ne m'appartient pas de rechercher, il faut mettre la place à même non seulement de résister mais encore de durer longtemps.

Sexto. — En laissant de côté la question militaire qui est seule dans mes attributions, peut-être y a-t-il un intérêt politique ou diplomatique à demeurer à Salonique? Si cet intérêt n'existe pas, il serait préférable de rembarquer nos troupes dès leur retour à Salonique.

Il appartiendrait aux Grecs de défendre leur territoire et l'empereur d'Allemagne arriverait peut-être plus difficilement à résoudre le problème balkanique que si les Alliés restaient à Salonique soit comme spectateurs, soit même comme acteurs. Sans doute ce retrait amoindrirait notre prestige en Orient. Mais si notre activité se portait sur un autre point, il ne nous enlèverait pas l'espoir d'obtenir la décision poursuivie vainement jusqu'à présent sur le front occidental et qui serait peut-être possible de rechercher encore dans ces régions avec les effectifs voulus.

Quoi qu'il en soit, je crois qu'il faudrait non pas riposter à l'ennemi mais lui imposer l'initiative de la conception et surtout de l'exécution.

N° 14. — *Le général Moschopoulos, commandant le 3e corps d'armée, à monsieur le général Sarrail commandant l'armée d'Orient.*

J'ai l'honneur de vous informer que d'après les ordres que je viens de recevoir du gouvernement hellénique, j'ai donné les instructions nécessaires au colonel d'état-major Pallis, chargé de s'entendre avec votre état-major au sujet de différentes questions.

Je m'empresse donc de vous faire connaître que je n'assisterai pas aux réunions qui auront lieu dans ce but.

Veuillez croire, mon général, à ma profonde estime.

N° 15. — *Procès-verbal de la conférence tenue en décembre 1915 à Salonique au quartier général de l'armée d'Orient entre les représentants de l'état-major général de l'armée grecque et les autorités militaires françaises et anglaises.*

Première séance (9 décembre 1915).

Etaient présents : MM. le général Sarrail, le général Mahon, le colonel Pallis, le commandant Staicos, le colonel Fillonneau.

La séance est ouverte à 15 heures 15.

Le colonel Pallis déclare qu'il n'a pas pleins pouvoirs, et qu'il doit, en principe, soumettre à son gouvernement toutes les questions qui seront posées ou les propositions qui seront faites ; sur certains points, il a reçu pour instructions de ne pas entrer en discussion.

Le général Sarrail fait connaître qu'il se propose, en se plaçant à un point de vue purement militaire, de traiter successivement cinq points :

1° La question des batteries de côte ;

2° La question des chemins de fer ;

3° La question des fortifications ;

4° La question de la garnison de Salonique ;

5° La question de la zone actuellement occupée par l'armée grecque :

1° *Question des batteries de côte :*

Il s'agit, dit le général Sarrail, des batteries de Kara-Borum et du Vardar, qui commandent la rade. Il est certain qu'on y a beaucoup travaillé, qu'on continue à les renforcer. La continuation du programme — si programme il y a — qui s'exécute ainsi, ne paraît pas justifiée par la crainte d'une agression venue du dehors ; les flottes des empires du centre n'existent pas. Contre qui ces préparatifs sont-ils donc faits ? Pour écarter toute suspicion, il semble qu'il y aurait un procédé à trouver, qu'il conviendrait, par exemple, d'admettre une occupation mixte, des officiers anglais et français étant placés à côté des officiers grecs, ou de désarmer les batteries, ou encore de les évacuer. Le général Sarrail invite les représentants du gouvernement grec à faire connaître la solution qui leur agréerait le plus.

Le colonel Pallis déclare que sur cette question S. M. le Roi

s'est entretenue avec lui, lui a déclaré avoir donné sa parole que jamais ces batteries ne serviraient contre les navires anglais et français, et vouloir, en conséquence, que rien ne soit changé à l'etat de choses actuel. Le Roi lui a même interdit de discuter le fond de la question.

Le colonel Pallis ajoute, que si on fait encore des travaux, on peut les interrompre et propose de telegraphier à son gouvernement en vue de la cessation immédiate de toute espèce de travaux. Mais il répète que S. M. le Roi a donné les assurances les plus formelles et engagé sa parole, notamment dans son entretien avec lord Kitchener, au sujet de ces batteries, qui ne seront jamais employées contre les forces anglo-françaises. M. Eliott en a informé le gouvernement britannique.

Le général Sarrail prend acte des assurances ainsi données ; il estime que, dans ces conditions, il suffira que tous travaux soient interrompus, et que les batteries, sans être désarmées, ne conservent qu'un personnel réduit, composé de quelques sous-officiers et des hommes indispensables à leur garde.

Le colonel Pallis croit que sur ces bases l'entente est facile.

2° *Question des chemins de fer :*

Le général Sarrail déclare que l'exploitation est mauvaise et crée les plus grandes difficultés pour les transports militaires anglo-français. On reste parfois trois heures dans une station pour faire des manœuvres. La préparation d'un train pour les blessés exige souvent 24 heures. Il y a de graves défauts dans l'exploitation et la direction. Un changement radical s'impose. Il est indispensable tout au moins de placer des agents français, des commissaires militaires, à côté des chefs de gare. Le colonel Pallis demandant au général s'il croit que cette direction en commun donnera de meilleurs résultats, le général Sarrail répète que l'intervention de commissaires militaires français est nécessaire. Il ajoute que le nombre des wagons disponibles est tres insuffisant, que sur certains points il y a des wagons inutilises. En ce qui concerne la ligne de Doiran, son débit est à peu près nul. On ne peut presque jamais s'en servir, sous prétexte qu'elle est affectée au ravitaillement de l'armée grecque.

Le colonel Pallis fait observer qu'au debut la ligne de Guevgueli a seule été mise à la disposition des Alliés pour leur expédition en Serbie. La ligne de Doiran a été, en principe, réservée exclusivement pour l'usage du gouvernement grec, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'on a permis à certains trains d'y circuler pour les besoins des troupes anglo-françaises.

Le général Sarrail fait remarquer que c'est justement contre ce procédé qu'il s'élève. Il signale qu'on a fait passer certains wagons plus ou moins subrepticement sur la ligne de Monastir.

Le colonel Pallis déclare que le gouvernement grec n'a cessé

de vouloir agir avec la plus grande franchise, mais qu'il ne peut perdre de vue les besoins du ravitaillement de son armee

Le général Sarrail dit que l'on exagère à plaisir, vu qu'il sait très bien ce qu'exige un ravitaillement quotidien, et que sans méconnaître les besoins de l'armée grecque, il est indispensable d'arriver à un débit plus fort et plus régulier sur la ligne de Guevgueli et aussi sur celle de Doiran, dont la situation militaire actuelle exige une utilisation effective.

Le colonel Pallis promet de conférer avec M. Mossala pour résoudre sur place les questions qui se posent ; sinon, il demandera des instructions à Athenes. Pour préciser, il demande combien de trains seraient nécessaires a l'armée anglaise sur la ligne de Doiran.

Le général Mahon répond qu'il demande en moyenne deux trains par jour, dans chaque sens, pour le ravitaillement et l'évacuation, avec la possibilité d'avoir, à certains moments, six trains par jour, dans chaque sens.

Le colonel Pallis demande s'il est arrivé souvent que des demandes concernant les transports militaires sur la ligne de Guevguéli soient restées sans résultat.

Le général Sarrail répond affirmativement.

(La séance, suspendue à 15 heures 55, est reprise à 16 heures 05.)

3° *Question des fortifications* :

Le général Sarrail dit qu'on n'a jamais eu l'idée de faire de Salonique une place forte. Mais après l'achèvement du repli actuellement commencé et le retour des troupes anglo-françaises en territoire grec, il devient nécessaire d'envisager les conditions dans lesquelles on pourra se retrancher. On ne peut attendre que l'ennemi soit à 20 kilomètres de Salonique pour faire des tranchées. Si l'armée bulgare suit en territoire grec les forces françaises et anglaises, un point d'arrêt solide est nécessaire à celles-ci. D'ailleurs les moyens d'execution ne manquent pas ; la population civile, les réfugiés fourniront même une partie de la main-d'œuvre.

Le colonel Pallis croit devoir rappeler une déclaration récemment faite par S. M. le Roi, et qui a d'ailleurs un caractère à la fois diplomatique et militaire. Le Roi a declaré que, d'après lui, les operations des armées anglo-françaises ne pouvaient plus avoir le but qu'on s'était primitivement proposé de leur donner, et que, si ces armées se decidaient à se retirer en-deçà de la frontière grecque pour quitter la Macedoine et Salonique, il prenait la responsabilité de garantir que tout accès des troupes allemandes, autrichiennes et bulgares sur le territoire grec serait interdit, la frontière grecque dût-elle être défendue par les armes.

Le general Sarrail dit qu'il ne peut traiter qu'une question purement militaire, et que, ne sachant pas si l'ennemi franchira ou

ne franchira pas la frontière grecque, il doit se fortifier immédiatement sur le territoire où il se trouve. D'ailleurs il en a reçu deux fois l'ordre de son gouvernement.

Le colonel Pallis fait connaître que la déclaration émanant du roi a été faite au colonel Braquet, attaché militaire à Athènes.

Il dit que son gouvernement considère tout établissement d'une fortification sur le territoire grec comme une violation de la neutralité. Sans doute, le gouvernement grec ne tentera aucune action pour entraver celle des armées anglo-françaises, considérées comme les armées de puissances amies ; mais il élèvera une protestation énergique et prendra toutes les mesures nécessaires pour manifester son intention de conserver la neutralité. La démobilisation pourra être l'une de ces mesures.

Le général Sarrail répond qu'il ne peut renoncer à une mesure de sécurité essentielle. Il ne peut risquer d'être surpris par les événements.

Le colonel Pallis demande s'il peut faire savoir à son gouvernement que le général Sarrail est dans l'intention de commencer immédiatement des travaux de fortification.

Le général Sarrail répond : Oui.

Le général Mahon demande si le fait de mettre des troupes dans des positions de défense, sans retranchements, serait considéré par le gouvernement grec comme une violation de la neutralité.

Le colonel Pallis répond qu'il ne le pense pas, sous réserve toutefois que l'occupation de ces positions ne nuirait pas aux mouvements de l'armée grecque.

Le général Sarrail dit qu'il n'y a aucune idée préconçue de transformer Salonique en place forte, mais que si l'ennemi franchit la frontière, fortifier Salonique devient une nécessité.

Le colonel Pallis déclare que le gouvernement grec ne fera pas obstacle à l'entrée de l'ennemi en territoire grec. L'armée grecque recevra l'ordre d'évacuer la zone envahie et d'éviter de se trouver à proximité du terrain de lutte entre les belligérants.

Le général Sarrail déclare que dans ces conditions il va immédiatement commencer des fortifications et demande au général Mahon son concours.

Bien entendu il ne veut traiter la question qu'au point de vue purement militaire.

Le colonel Pallis déclare devoir répéter les déclarations qu'il vient de faire au nom de son gouvernement : si des fortifications sont commencées, le gouvernement grec verra dans cette entreprise une violation de la neutralité ; il protestera énergiquement et prendra toutes mesures propres à montrer son propre désir de respecter la neutralité.

Le général Sarrail dit que ce qu'il vient d'apprendre lui montre

la nécessité d'agir sans aucun retard : car ses troupes, dans leur mouvement de repli, ne sont pas loin de la frontière.

4° *Question de la garnison de Salonique.*

Le général Sarrail demande ce que fera l'armée grecque, si, dans un certain nombre de jours, l'armée bulgare s'approche des retranchements des Alliés.

Le colonel Pallis : la question est posée depuis longtemps et n'est pas aisée à résoudre, à cause des difficultés du ravitaillement. Salonique est le seul centre de ravitaillement. Cavalla n'est pas un bon port.

Le général Sarrail répète la question qu'il a déjà posée, en faisant observer que toute avance de l'armée bulgare l'obligera à faire sauter les ponts et les voies ferrées derrière ses troupes ramenées vers Salonique. Aussi avait-il cru depuis quelque temps déjà insister sur l'évacuation de Salonique par l'armée grecque.

Le colonel Pallis dit qu'une solution n'est pas encore arrêtée ; il déclare prendre note de la question posée par le général Sarrail et qui se formule ainsi : que fera l'armée grecque si avant le 19 décembre les Anglo-Français sont attaqués par les Bulgares devant Salonique, les Alliés étant forcés d'interrompre les communications par voies ferrées et routes.

(La séance, suspendue à seize heures cinquante, est reprise à dix-sept heures.)

5° *Question de la zone occupée par l'armée grecque.*

Le général Sarrail rappelle les emplacements occupés par les troupes grecques des 3e, 4e et 5e corps et par une partie des troupes des 1er et 2e corps. Un couloir reste ouvert, par où les Bulgares tenteront vraisemblablement de marcher sur Salonique. Il montre que les mouvements que la situation va imposer aux troupes anglo-françaises exigent l'éloignement des troupes grecques ; il ne demande d'ailleurs nullement le retour immédiat de ces troupes en Vieille-Grèce : mais il insiste sur les difficultés que va présenter l'évacuation soit à droite, soit à gauche de Salonique, lorsque les voies seront coupées.

Le colonel Pallis demande ce qu'il faut entendre exactement par le couloir auquel le général Sarrail a fait allusion.

Le général Sarrail répond qu'il s'agit de la route allant de Guevgueli et de Doiran vers Salonique.

Le colonel Pallis dit que s'il comprend bien la portée des observations du général Sarrail, son gouvernement doit prendre toutes mesures qu'il jugera utiles pour l'évacuation de ses troupes, en tenant compte de ce qu'il ne pourra plus être ravitaillé par Salonique.

Il demande si, en ce qui touche les divisions qui sont à Salonique même, le général Sarrail a une proposition précise à formuler.

Non, répond le général Sarrail, étant données les déclarations apportées ici au nom du gouvernement grec. Le général Sarrail dit ne pouvoir même envisager l'hypothèse d'un danger venant des troupes grecques pour les Anglo-Français, en cas d'arrivée des Bulgares. Il ne croit pas devoir demander que Salonique soit évacuée par l'armée grecque, mais il signale le péril du maintien des troupes grecques.

Insistant sur la nécessité où il va se trouver de couper les voies de communication, en cas de pénétration de l'ennemi sur territoire grec, il dit que si dans quarante-huit heures ses troupes sont à Doiran, il fera sauter le pont de Demir-Hissar.

Le général Sarrail demande s'il y a quelque autre point à traiter, avant de lever la séance.

Le général Mahon demande ce qui se passera en cas de repli des forces anglaises sur des positions voisines de Langaza, où des troupes grecques sont cantonnées.

Le colonel Pallis demandant des précisions, il est expliqué qu'il s'agit de troupes du 5e corps d'armée, cantonnées près de la ligne Aivali-Langaza et aussi sur la ligne de Seres.

Le commandant Staicos et le colonel Pallis déclarent que, si les Anglais veulent effectuer, trop vite et avant l'évacuation des troupes grecques, l'occupation des positions dont il s'agit, des frottements fâcheux sont à craindre.

Le général Sarrail répond qu'il faut agir vite et qu'il y a nécessité pour les Anglo-Français de s'établir sur leurs nouvelles positions de repli.

Le colonel Pallis déclare qu'il va signaler l'urgence d'une solution.

Il est convenu que la prochaine séance aura lieu demain 10 décembre, à quinze heures.

La séance est levée à dix-sept heures.

Deuxième séance (vendredi 10 décembre 1915).

Etaient présents : MM. le général Sarrail, le général Lindenbell, chef d'état-major du général Munro, le général Howell, chef d'état-major du général Mahon, le major de Putron, le colonel Pallis, le commandant Staicos

La séance est ouverte à quinze heures.

Le colonel Pallis fait connaître qu'il n'a pas encore reçu de réponse aux télégrammes par lui envoyés à Athènes.

Il est procédé à l'examen sur la carte des localités occupées dans la région de Langaza par les troupes grecques du 5e corps d'armée dont l'éloignement est projeté.

Le major de Putron lit et traduit le texte des instructions qui viennent d'être adressées au général Munro par le gouvernement

britannique et dans lesquelles il est notamment prescrit de faire le nécessaire pour que les batteries de Kara-Borum et du Vardar soient mises hors d'état de constituer un danger pour les navires des Alliés.

Le colonel Pallis demande si l'on exige que les batteries soient désarmées.

Le général Sarrail rappelle ce qui s'est passé à la séance précédente. Eu égard aux assurances formellement données, à l'engagement d'honneur pris personnellement par le roi, il n'a pas insisté pour obtenir le désarmement des batteries ou l'occupation des forts par des officiers anglais et français. Dans une pensée de courtoisie et conciliation, il s'est borné à demander que les travaux en cours fussent interrompus et que le personnel affecté aux batteries fût réduit au strict minimum.

Or, ce matin même, il a reçu du général Moschopoulos une lettre l'informant que désormais l'accès des forts sera interdit, des sentinelles étant placées pour la garde des batteries. Cette décision répond mal aux concessions que lui-même avait cru devoir faire. Dans ces conditions, il ne peut que laisser les autorités militaires grecques débattre la question avec les autorités militaires anglaises, qui viennent de faire connaître les exigences de leur gouvernement.

Le colonel Pallis dit que sa mission lui est directement confiée par le gouvernement grec et qu'il est étranger aux mesures prises par le général Moschopoulos en qualité de commandant la place de Salonique. Il n'a eu aucun entretien avec le général Moschopoulos.

Il demande que copie lui soit remise des instructions du gouvernement britannique dont lecture vient d'être faite, et que les mesures envisagées par ce gouvernement au sujet des forts de Kara-Borum et du Vardar soient précisées. Il télégraphiera aussitôt à Athènes. Il rappelle toutefois les paroles du roi à ce sujet, qu'il a déjà fait connaître à la séance précédente.

La prochaine séance est fixée à demain 11 décembre à quinze heures.

La séance est levée à quinze heures ving-cinq.

Troisième séance (samedi 11 décembre 1915).

Etaient présents : MM. le général Sarrail, le général Howell, le général Mahon, le colonel Fairlom, le colonel Pallis, le commandant Staicos.

La séance est ouverte à quinze heures cinq.

Le colonel Pallis dit avoir reçu les réponses à ses télégrammes. Hier, les quatre représentants des Puissances de l'Entente se sont présentés chez le président du Conseil, M. Skouloudis, et ont dis-

cuté les mêmes points que ceux qui ont été débattus ici à Salonique. Le chef de l'état-major général de l'armée grecque lui a fait connaître les résultats de cet entretien dans une dépêche qu'il résume et traduit dans les termes suivants :

1° Salonique ne sera pas évacuée ; l'armée grecque y restera.

2° En ce qui concerne les chemins de fer, il a été décidé qu'on augmenterait, en cas d'insuffisance, le personnel, afin d'obtenir un rendement meilleur. Mais les employés seront grecs, sans aucune immixtion d'employés étrangers.

A ce moment le général Sarrail fait remarquer que la nuit dernière on a évacué quarante wagons pleins et trente wagons vides sur la ligne de Salonique à Doiran et Seres. Or quand à Salonique on demande des wagons, on répond qu'il n'y en a pas de disponibles.

Le colonel Pallis demande au général Sarrail de lui signaler et de signaler à M. Messala tous les faits du même ordre qui lui paraîtront devoir donner lieu à réclamation.

Il continue le résumé et la traduction de la dépêche qu'il a reçue :

3° Aucun travail de fortification sur territoire grec, aucune prise de position fortifiée ne peut être acceptée par la Grèce. Sans se défendre par les armes, la Grèce protestera énergiquement. Sur une demande d'éclaircissements formulée par le général Sarrail, le colonel Pallis spécifie qu'il s'agira — puisque l'on n'aura pas recours aux armes contre les Puissances de l'Entente — d'une protestation énergique, et non d'une simple protestation de pure forme, contre des actes contraires à la volonté du gouvernement grec.

Il continue à résumer et à traduire la dépêche qu'il a reçue :

4° Au cas où les armées alliées attireraient, par leurs mouvements, leurs adversaires sur le territoire grec, les armées grecques recevront l'ordre de s'écarter et de laisser le champ libre aux belligerants.

5° En ce qui concerne les forts de Kara-Borum et du Vardar, le président du Conseil a dit que la volonté du roi a déjà été exprimée et que le roi désire que la question ne soit plus remise en discussion. Les ministres ont alors demandé si le gouvernement a décidé de son propre chef de ne pas continuer les travaux entrepris aux deux forts. Le président a répondu qu'il était très probable que le gouvernement déciderait l'arrêt de tous les travaux. Les ministres ont remercié le président de cette réponse.

Le colonel Pallis ajoute que M. Messala a déjà reçu l'ordre de suspendre les travaux, et qu'on a décidé de diminuer de moitié le nombre des hommes occupant les deux forts. Il ne restera qu'une très petite garnison. M. Messala demande seulement que le ravitaillement de cette petite garnison trois fois par semaine ne soit pas entravé.

Le colonel Pallis a été informé par une autre dépêche de l'état-major grec que le 5e corps occupant la région Aivali-Langaza a reçu l'ordre de se retirer vers Nigrita. Les ministres des puissances Alliées, spécialement ceux de France et d'Angleterre, ont chaleureusement remercié le gouvernement des mesures prises et de la promptitude avec laquelle a été donné l'ordre d'éloigner le 3e corps.

Le mouvement de ce corps, dit le colonel Pallis, commencera le plus tôt possible, peut-être demain. Mais il faut tenir compte de la nécessité d'assurer le ravitaillement d'environ 50.000 hommes.

Le général Sarrail signale que les employés du télégraphe grec s'opposent à la pose de fils du côté de Karasouli.

Le colonel Pallis l'engage à s'adresser à M. Messala.

Le général Howell et le colonel Fairlem demandent ce qui a été décidé pour l'éloignement des troupes du 3e corps.

Le colonel Pallis promet d'examiner la question ce soir même avec le chef d'état-major du 3e corps.

Le général Sarrail fait lire au colonel Pallis une lettre relative au désarmement de Serbes entrés en territoire grec.

Le colonel Pallis dit qu'ordre est donné de désarmer les Serbes, mais seulement lorsqu'ils se présentent isolément. Quand ils forment des troupes régulières ils ne sont pas désarmés.

La séance est levée à quinze heures quarante.

N° 16. — *Lettre n° 558/3 du 9/1 1916.*

Reponse à 3.472.

1° Vous ai rendu compte le 6 janvier de état avancement travaux défense. Viens de visiter secteurs ; organisation généralement solide mais manque effectifs est certain ; aucune réserve. Ne peux par suite qu'insister pour envoi immediat deux divisions.

Réseaux fils de fer ont presque partout 10 mètres soit en avant avancées soit devant ligne résistance. Abris commencent à se construire. Réseau téléphonique commandement existe. Ai donné ordre de l'enterrer. Un seul cloisonnement de sous-secteur encore fait. Observatoires et poste commandement en construction. Ouvrages soutien première ligne presque partout en bonne voie construction. Deuxième ligne au piquetée ou ébauchée.

2° Vous ai rendu compte que j'avais 6 batteries 105, une batterie 120 long, 2 pièces de 6 pouces en batterie. Aujourd'hui 4 batteries 120 long rejoignent leurs secteurs. En réserve 1 batterie 155 court. En cours debarquement 1 batterie 120 long, 1 batterie 120 tracteur, 1 batterie 155 court.

3° Colonel Alexandre a déjà pris état matériel génie. Je complète. Reçu actuellement : barres mine, 600 ; haches, 2.000 ; pelles, 28.000 ; pics, 800 ; pioches, 20.000 ; scies, 1.000 ; serpes, 1.300 ; boucliers, 1.100 ; éléments cintres tôle, 500 ; plans, 1.500 ; fil fer, 460 tonnes, fil barbelé, 542 tonnes ; piquets, 470.000 ; couronnes réseau brun, 30.000 ; sacs à terre, 900.000 ; chevrons, 27.000 ; madriers, 22.000 ; planches, 96.000 ; voliges, 33.000 ; tôle ondulée, 81.000 ; traverses chemins de fer, 24.000 ; ciment, 200 tonnes ; tentes coniques, 1.880 ; baraques Adrian, 42.

4° Pour défense bas Vardar reconnaissances marine ont montré, comme vous en ai rendu compte, que marine ne pouvait en état actuel y coopérer. Mais elle a demandé pour surveillance 12 bateaux tirant 60 centimètres. Ai donné ordre déboisement îles. Je fais rectifier travaux retranchement, trop en ligne droite. Forces serbes se réduisent à un bataillon, qui est venu chemin fer Monastir. Autre bataillon était du 3e Ban et gardes voie de communication ; il ne peut être employé première ligne vu âge, il y a soldats 60 ans ; 40 vont passer conseil de guerre pour refus travail. Quelques Autrichiens y ont été incorporés et demandent à être traités comme prisonniers de guerre. Reste Serbes a 18 ans et aucune instruction. 2e *bis* zouaves à deux bataillons sur bas Vardar ; le troisième est à Kukus, mission réservée. Région bas Vardar autour chemin de fer jusqu'à 8 kilomètres golfe est praticable à l'Ouest et peu à l'Est comme nouvelles reconnaissances l'ont prouvé et nécessiteront par suite nouveaux effectifs pour défense.

5° Travailleurs embauchés ont quitté travail sur ligne défense, train les transportant à heures invraisemblables, rentrés à Salonique dans la nuit. D'autre part manque autos ne permet pas transport, et seule route pour auto Salonique-Topcin est trop loin de front défensif. Je refais néanmoins pourparlers avec chemin fer pour transport sur ligne Doiran afin construire deuxième ligne.

6° Vous enverrai incessamment plan détaillé défense.

N° 17. — *Le général de Castelnau, chef d'état-major général des armées françaises, au général commandant l'armée d'Orient, à Salonique.*

Le commandant en chef m'ayant confié la mission de traiter dans leur ensemble les questions relatives à l'organisation de la

place de Salonique, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'approuve les dispositions générales que vous avez prises, de concert avec le commandement supérieur des forces britanniques.

Le choix des positions, la délimitation des différents secteurs et la répartition des grandes unités ne me paraissent donner lieu à aucune observation. Toutefois, je crois devoir appeler votre attention sur un certain nombre de points particuliers, afin que vous puissiez poursuivre la tâche qui vous a été assignée, conformément aux vues du commandant en chef, et suivant les directives qu'il m'a chargé de vous donner.

1° *Organisation des positions défensives.*

Sur le front nord de la Place, entre le Galiko et le Vardar, la première position est marquée par une croupe étroite (croupe 216 orientée de l'Est à l'Ouest; et d'où se détachent perpendiculairement vers le Nord des éperons sensiblement parallèles.

Cette disposition du terrain impose à la défense l'obligation :

a) de surveiller aussi que possible la plaine basse qui s'étend au pied de ces éperons;

b) d'interdire à l'ennemi toute infiltration dans les vallons qui les séparent ;

c) de tenir fortement la croupe dont il vient d'être question, et de se ménager en arrière des replis, pour parer à toute éventualité.

La première position comprendra par suite :

1° des *avancées* établies à l'extrémité septentrionale des éperons secondaires, et comprenant surtout des blockhaus de mitrailleuses flanquant un puissant obstacle passif, et de petits ouvrages protégeant ces blockhaus;

2° *une position principale* de résistance, sur la croupe 216 elle-même, constituée par des ouvrages fermés, s'appuyant mutuellement, et reliés par un boyau de commandement.

Le front de tête de ces ouvrages sera établi, autant que possible, en avant des crêtes, de manière à conserver des vues étendues dans la direction de l'ennemi ; leur gorge et les ouvrages de flanquement seront au contraire dissimulés sur les contrepentes.

Dans le but de conserver pour la manœuvre des effectifs importants, le nombre et la garnison des points d'appui seront déterminés avec soin, et l'on tendra dans leurs intervalles de larges défenses accessoires, en faisant usage des réseaux bas qui sont peu visibles de loin.

3° des *réduits fermés* en contre-pente, et des *places d'armes* aménagées pour les réserves locales ; celles-ci sont destinées à exécuter au moment opportun des contre-attaques prévues et préparées à l'avance, le succès de ces contre-attaques dépendant surtout de leur soudaineté et de leur violence.

Les hauteurs qui bordent le Vardar entre Dogandzi et Topcin

seront organisées d'après les mêmes principes : plus au Sud, le cours du Vardar sera surveillé en tout temps par des postes fortifiés établis au bord du fleuve, et l'articulation des réserves permettra, comme il sera indiqué ultérieurement, de parer de ce côté à tout coup de main de l'ennemi.

A l'est du Galiko, la nature du terrain, qui devient alors très accidenté, et la nécessité d'assurer la liaison avec les troupes britanniques, imposent des dispositions sensiblement différentes.

La position principale, toujours formée de points d'appui reliés par un boyau de commandement, sera, ici, établie au pied des pentes du massif montagneux dominant la rive gauche du Karudere (affluent du Galiko) ; plus en arrière, et sur le versant septentrional de ce massif, des positions de soutien créées à mi-pente, commanderont les multiples ravins qui découpent ce versant ; enfin les réduits seront reportés à la crête, et disposés de façon à avoir des vues sur la position principale et les éléments de résistance à contre-pente.

En particulier la vallée de Galiko sera barrée par un fort obstacle passif, établi dans une courtine du tracé général, et flanqué par des mitrailleuses en caponnière dissimulées aux vues de l'ennemi.

La deuxième position, actuellement prévue, sera étudiée dans le même ordre d'idées : les travaux en seront entrepris le plus tôt possible, en commençant par les points d'appui principaux, notamment celui de Topcin, qui doit appuyer la défense du Vardar, et barrer la route de Salonique à Monastir.

En ce qui concerne plus particulièrement la zone de la place occupée par les divisions britanniques, il a été entendu avec le commandement supérieur de ces unités que celles-ci organiseraient le plus tôt possible :

1° *Une position avancée* sur les hauteurs au nord-ouest de Dremi-Glava, se raccordant avec la position principale, à l'ouest, par la croupe qui relie ces hauteurs au massif de Pirna, et à l'est, par les villages de Dremiglava et d'Aivali.

Cette position permettra aux Alliés de conserver pendant un certain temps la possession d'un terrain offrant à l'ennemi des facilités particulières pour l'attaque (approche de l'infanterie, positions de batteries) et de flanquer dans de bonnes conditions la position principale, notamment en avant de Daudli.

1° *Une position de soutien*, à l'est de la place, entre le lac Langaza et la mer, et qui serait sensiblement jalonnée par le village de Parga, et les hauteurs qui bordent à l'ouest la dépression de Bujuk-Mah.

2° *Artillerie*.

La situation dominante de l'ensemble de la première position, et la profondeur du terrain découvert qui s'étend en avant d'elle

créent à l'artillerie de la défense une situation particulièrement favorable, dont il convient de profiter.

Dans chaque secteur, toute l'artillerie divisionnaire devra pouvoir intervenir au plus tôt : à cet effet, on aménagera d'abord un emplacement pour chaque batterie, avec un observatoire avancé dans les tranchées, et en arrière un second observatoire plus élevé.

Les batteries de la réserve d'armée, destinées à battre à grande distance des points de passage obligés sur les voies de communication, seront ensuite mises en place. Enfin l'on prendra les dispositions nécessaires (emplacement de batteries, voies d'accès, etc.), pour permettre l'emploi rapide des pièces courtes de gros calibre sur les parties du front où leur action paraît le plus indiquée.

La construction des emplacements de batteries sera du reste poursuivie jusqu'à ce que l'on dispose au minimum de deux emplacements par batterie.

On ne saurait admettre que des batteries soient prélevées sur les artilleries divisionnaires pour renforcer la réserve d'armée, mais en raison des variations que présente la nature du terrain dans les différents secteurs, des batteries de 75 et des batteries de montagne pourront être échangées entre deux divisions.

Les liaisons de l'artillerie et de l'infanterie entre elles et avec le commandement, seront établies avec le plus grand soin. Les lignes téléphoniques seront posées, soit sur des perches légères, soit dans des rigoles peu profondes, de façon à assurer leur conservation ; elles seront d'ailleurs doublées par des postes optiques, et par un service de relais et d'estafettes.

Tous les travaux relatifs à l'établissement des communications (lignes téléphoniques, routes, voies ferrées) feront l'objet d'un plan d'ensemble, arrêté par le commandant de l'armée, après avis des commandants de l'artillerie et du génie.

3° *Répartition des troupes.*

Selon l'entente intervenue avec le commandant supérieur des troupes britanniques, la place sera divisée en deux secteurs, respectivement affectés à l'armée d'Orient (Secteur O.) et à celle de nos Alliés (Secteur E.) et séparés par la ligne Uchantar, Gradobor, Daudli. (Ces localités aux troupes britanniques.)

Les troupes françaises et les troupes britanniques s'installeront respectivement de part et d'autre de cette ligne ; les camps existants seront, s'il y a lieu, déplacés, d'un commun accord entre les deux commandements.

Lorsque la position avancée de Dréniglava aura été occupée par nos alliés, et que des postes de surveillance auront été établis sur l'arête du Deve-Kran, il ne sera plus nécessaire de maintenir une avant-garde de toutes armes dans la région de Kukus.

La surveillance du haut Galiko ne sera plus alors assurée que par la cavalerie d'armée, ce qui permettra d'employer le 2e *bis* régiment de zouaves et le groupe de batteries à cheval à la garde, et, éventuellement, à la défense du Bas Vardar. Les troupes serbes retirées dans la place de Salonique et reconstituées le plus tôt possible concourront à ce service.

Les deux régiments au repos de la 156e division seront placés en réserve d'armée, et stationnés, l'un dans la région de Samli, l'autre aux abords de Salonique.

Les moyens de transports, soit par voie ferrée, soit par camions automobiles, seront prévus et préparés pour permettre l'intervention de cette réserve, soit sur le front nord de la place, soit sur celui du Vardar.

L'armée britannique, maintenant également une division en réserve aux abords de Salonique, la réserve générale de la place comprendra ainsi la valeur de quatre brigades (trois anglaises et une française), qui devront agir indifféremment dans le secteur d'attaque, quelle que soit l'attribution initiale de ce secteur ; il en sera de même pour les réserves d'artillerie des deux armées.

4° *Organisation de la défense. — Plan de défense.*

Il sera établi de concert entre le commandement de l'armée d'Orient, le commandant supérieur des forces britanniques et le vice-amiral commandant l'escadre des Dardanelles, un plan général de défense de la place déterminant :

1° Les conditions d'emploi et de transport de la réserve générale, soit pour renforcer certaines parties du front, soit pour exécuter à l'extérieur toute opération spéciale qui serait jugée utile ;

2° L'appui que l'escadre des Dardanelles pourra prêter aux forces de terre pour la défense même de la place (surveillance et flanquement de la ligne du Vardar, défense de la région d'Orfano), et éventuellement pour réprimer tout mouvement séditieux, qui viendrait à se produire à l'intérieur même de la ville.

Il sera également fait dans chaque secteur un plan de défense, réglant la conduite à tenir, en cas d'attaque, par les divers éléments (garnisons des avancées, garnison de la position principale, réserve de la division affectée à ce secteur.

Ce plan de défense sera communiqué aux intéressés (échelon subordonné) sous forme de consignes, qui devront être parfaitement connues, et ponctuellement observées.

Un plan directeur à 1/20.000 dressé par la brigade topographique de l'armée, à l'aide de levés faits sur le terrain et de la photographie aérienne, sera annexé à ces documents (plan général de la défense, plan de défense de chaque secteur.)

Ceux-ci devront parvenir le plus tôt possible au général commandant en chef, auquel chacun d'eux sera adressé, dès qu'il aura été établi.

5° *Commandement.*

Le général commandant l'armée française d'Orient, le commandant supérieur des forces britanniques et le vice-amiral commandant l'escadre des Dardanelles, entretiendront entre eux les rapports prévus par le règlement entre les commandants des deux grandes unités voisines (communication des ordres, renseignements, liaisons, etc.), afin d'assurer dans les meilleures conditions possibles la coordination de tous les efforts.

En outre, le commandant de l'armée d'Orient exercera à Salonique les fonctions de commandant d'armes. Il sera chargé, en cette qualité, des mesures d'ordre et de sécurité à l'intérieur de la place, et disposera, en tout temps, pour ce service spécial, d'un régiment français et d'une demi-brigade britannique de la réserve générale.

Le Q. G. de l'armée d'Orient sera d'ailleurs reporté à l'extérieur de la ville même, et les officiers qui en font partie logeront à proximité des bureaux dans une enceinte gardée en permanence.

6° *Etapes. Services.*

Les troupes d'étapes seront employées en principe sur la base de débarquement, conformément à leur affectation : les travaux de route étant, par contre, exécutés autant que possible par des ouvriers civils.

Les conditions d'embauchage seront réglées par une commission mixte franco-anglaise qui fixera les salaires et répartira les travailleurs entre les deux armées, suivant le degré d'avancement des travaux.

N° 18. — *Télégramme du 16/1 1916 n° 911/2.*

Général Mahon, ayant demandé une division de renfort pour permettre jeu relève de ses troupes qui sont jeunes et facilement fatiguées comme l'ont montré leurs opérations en Serbie, a reçu avis que cette demande devrait être faite par mes soins. Prière en conséquence de vouloir bien demander cette division au gouvernement britannique ; elle me semble absolument nécessaire pour étayer les forces actuelles britanniques et permettrait, en outre, avoir deux corps d'armée, normaux, homogènes, à trois divisions ce qui faciliterait organisation armée britannique et opérations.

Cette demande est indépendante de celle que j'ai faite de deux divisions françaises de renfort que j'estime absolument néces-

saires et dont je demande l'envoi, non dans un avenir plus ou moins lointain, mais immédiatement.

Si les forces de Salonique ne sont pas de suite portées à l'effectif que je sollicite, il n'y a pas à se dissimuler que les opérations de Salonique pourraient être les similaires de celles des Dardanelles.

N° 19. — *Télégramme du 17 janvier 1916.*

Le général Sarrail commandant en chef l'armée d'Orient à Jogal.

J'estime que deux divisions françaises de renfort sont indispensables pour défense actuelle et immédiate de Salonique. L'envoi d'éléments serbes qui ne sont pas reconstitués ne répond pas à cette nécessité. La division Brulard, dont une brigade noire est à remplacer, qui est à Mythilène et ne pourrait être envoyée que pour rétablir une situation compromise ne répond pas également à cette nécessité. Le passage à 250 hommes des compagnies infanterie renforcera évidemment la résistance de nos premières lignes, mais ne permettra pas d'élargir le front de ces compagnies qui est beaucoup trop large actuellement. L'envoi de 5.400 hommes supplémentaires ne permettra pas d'arriver à 250 hommes par compagnie puisque j'ai 156 compagnies, ce qui nécessiterait 7.800 hommes immédiatement et que mes dépôts intermédiaires sont à peu près vides. L'envoi de renforts quelconques subit toujours des retards tels qu'il semble impossible de pouvoir compter sur eux si nécessités militaires l'exigent. Je citerai comme exemple, artillerie lourde dont le transport devait être terminé le 31 décembre, puis le 5 janvier, et dont certains éléments sont encore à Marseille; le transport annoncé de batteries de 155, de Moudros, qui n'est pas encore fait. A autre point de vue, sous le n° 536 vous m'informez que je n'aie pas à compter sur envoi renforts accordés avant fin mars. Quand je serai attaqué soyez sûr que je défendrai Salonique jusqu'au bout, quoiqu'il puisse arriver, mais je tiens à vous dire, dès aujourd'hui, que si les demandes que j'avais faites, en octobre et novembre, avaient reçu satisfaction, j'aurais été facilement à Velès et Uskub et probablement l'armée serbe soutenue n'aurait pas reculé.

Je désire ardemment que des faits analogues ne se reproduisent pas a Salonique; c'est le seul motif pour lequel j'insiste encore pour avoir immédiatement deux nouvelles divisions françaises.

N° 20. — *Télégramme n° 696, M du 17/1.*

1° Je demande au ministre des Affaires étrangères de transmettre au gouvernement anglais la demande formulée par le général Mahon en vue d'obtenir l'envoi à Salonique d'une nouvelle division britannique.

2° Je vous ai fait connaître par télégramme du 8 janvier n° 4152 et du 15 janvier n° 400/01 les conditions dans lesquelles l'armée d'Orient peut être renforcée. Les mesures prises vont porter à 400.000 hommes environ l'effectif français à votre disposition dans la région de Salonique. J'estime que ces forces sont suffisantes pour accomplir la mission qui vous incombe et je vous prie de considérer cette décision comme *définitive*. Si modification ultérieure dans la situation vous paraît nécessiter envoi de renforts vous aurez à motiver expressément demande formulée.

3° Ministre de la Marine m'a communiqué un télégramme qui lui a été adressé le 14 janvier par amiral Gaucher. Se basant sur votre appréciation relative à l'insuffisance des effectifs du corps expéditionnaire, tenant compte d'autre part des préparatifs ordonnés par vous pour préparer une retraite en Chalcidique, l'amiral envisage la situation, sans confiance, parle à plusieurs reprises d'événements graves imminents et de préparation retraite.

4° J'appelle de la façon la plus pressante votre attention sur les inconvénients graves que peut présenter pour l'accomplissement de votre mission le développement d'un semblable état d'esprit.

5° Veuillez en conséquence porter votre attention sur les points importants suivants :

A) Le maintien intégral des positions dont la défense est confiée au corps expéditionnaire franco-anglais est une nécessité absolue, militaire et politique ;

B) S'il est nécessaire comme simple mesure de précaution de procéder à étude et de prendre les mesures préparatoires en vue d'une retraite sur la Chalcidique, il convient de présenter ces travaux comme constituant l'organisation de la zone arrière de votre armée ;

C) Vous ne devez pas laisser supposer qu'une évacuation de nos positions entre à un degré quelconque dans les prévisions du commandement ; une semblable appréciation pouvant être mise à profit par l'ennemi et déprimer le moral des troupes placées sous vos ordres ;

6° Je vous rappelle que vous ne devez correspondre avec le gouvernement que par mon intermédiaire.

N° 21. — *Télégramme du 7 mars 1916, n° 1444/2.*

Réponse à 1224.

Notre offensive doit se heurter à 300.000 Bulgares, 50.000 Allemands et peut-être 80.000 Autrichiens. D'autre part frontière généralement montagneuse, difficilement franchissable et fortifiée. D'où nécessité avoir forces suffisantes et outillées pour guerre de montagne, opportunité attaquer sur tout le front afin empêcher rocades de l'ennemi qui a construit chemins parallèles à la frontière et pour se rabattre sur ces chemins dès qu'un point sera forcé. Attaque générale sur les trois secteurs Monastir, Vardar, Struma, permettra enfin de ne laisser aucune troupe active à Salonique, notre marche en avant protégeant *ipso facto* cette place.

Serbes attaqueraient Monastir se gardant à gauche vers Biklista ou mieux marchant de Biklista sur Resna et attaquant à droite par Vodena sur Rodovo et Haute Cerna où Bulgares ont fait routes.

Anglais se développeraient entre Vardar et Doiran, étayés par fortes réserves pour repousser tout mouvement offensif adverse.

Français feraient principal effort en remontant Strouma mais attaqueraient simultanément au nord lac Doiran pour soulager et appuyer Anglais.

Contre agression venant de Xanthi, pour protéger droite dispositif, division anglaise serait laissée défensivement vers Serès.

Ce dispositif serait étendu jusqu'à Drama si les effectifs de renforts, anglais ou tous autres, grecs par exemple, permettaient action simultanée sur Névrokop; dans ce cas détachement Serès serait porté au sud de Drama.

Chaque groupement ci-dessus a une ligne de ravitaillement: Serbes voie ferrée Monastir; Anglais voie ferrée Guevgueli; Français routes terrestres; forces vers Serès ou Drama, port de Cavalla, route de Drama, voie ferrée Drama-Serès.

Ce plan général ne pourrait être exécutable que lorsque les Serbes seront arrivés, c'est-à-dire fin mai; lorsque les Anglais, actuellement à Salonique, auront tous les moyens de transports; lorsque de nouveaux effectifs, quelles que soient leurs nationalités, mais en tout cas adéquats à efforts à faire sur effectifs adverses, seront à pied d'œuvre.

Jusque-là pour un mouvement en avant par exemple en mars ou avril, Anglais ne peuvent donner en réunissant tous leurs moyens

de transports qu'une division apte à guerre mouvements et une division qui ne peut guère s'éloigner voie ferrée faute de transports suffisants. Les quatre divisions françaises peuvent marcher, mais la 17e coloniale n'a qu'une batterie montagne au lieu de trois, deux régiments ont des bataillons à 700 hommes, le 3e colonial a perdu cinq compagnies dans naufrage *Provence*; il manque cinq compagnies de mitrailleuses et le dépôt intermédiaire.

Une attaque réelle avec ces effectifs, cinq à six divisions, ne peut être donc envisagée; une série de démonstrations ou actions locales est seule possible, mais l'ennemi n'étant pas partout attaqué il faut se garder à Salonique. Par suite il faut abandonner idée aller à Monastir trop éloigné, dont la ligne communication prête le flanc, qui permettrait à ennemi de déboucher de Guevgueli-Doiran tandis que nous serions vers Monastir avec forte distance à couvrir, Vardar à traverser.

Une menace vers Struma est cependant à ne pas oublier malgré son excentricité, l'inconvénient de faire fortifier une zone actuellement peu fortifiée, parce qu'elle élargit zone action, fixe davantage adversaire et surtout s'attaque au territoire bulgare.

Par suite j'estime qu'il faut procéder à des bombardements par avions, par train blindé; faire une concentration générale en avant; procéder à quelques reconnaissances offensives avec forte proportion artillerie et peut-être à quelques coups de main sur un col frontière entre Doiran et Petric.

A cet effet la 122e division irait vers Smol, la division anglaise mobile vers Kilindir appuyée en arrière à Sarigol par l'autre division anglaise, la 57e division gagnerait Alexia relié à Kukus par route carrossable et pousserait vers frontière zouaves du Bas Vardar mis à sa disposition, la 17e coloniale avec la cavalerie se porterait vers la Struma et profiterait de ce mouvement pour aménager route Salonique, Serès nécessaire à offensive générale; la 156e division resterait réserve générale mais serait avancée jusqu'à hauteur de Kukus vers Hadjarli.

N° 22. — *Lettre n° 757/3 du 7 mars 1916.*

Par votre télégramme n° 4224 en date du 4 courant, vous avez bien voulu m'informer que vous aviez demandé à l'Italie comme à la Russie de procéder d'urgence à des travaux préparatoires d'offensive et que vous aviez également demandé au corps de Vallona de prendre une attitude offensive; vous ajoutiez que de son

côté l'armée d'Orient devait sortir de ses lignes pour agir sur les forces ennemies.

J'ai eu l'honneur de vous télégraphier, après avoir vu à ce sujet le général commandant les forces britanniques, comment j'envisageais cette question. Par la présente lettre je vous confirme l'exposé sommaire fait télégraphiquement :

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

A. *Forces adverses.* — Sur les douze divisions bulgares, dix sont actuellement concentrées non loin de la Grèce; il faut par suite compter sur une rencontre avec 300.000 Bulgares. Deux divisions allemandes bordent la frontière grecque; en y ajoutant une troisième qui se trouve dans les Balkans et les éléments indépendants, il n'est pas invraisemblable d'escompter avoir affaire à 50.000 Allemands; enfin actuellement, les Autrichiens ont dans les Balkans toute liberté de mouvements; rien ne les empêche de participer à la lutte et il n'est pas exagéré de croire qu'ils pourraient appuyer les Bulgares avec 80.000 hommes. Il y a donc à compter sur 400 à 430.000 ennemis.

B. *Le terrain.* — La frontière, sauf vers le Vardar, est montagneuse; la zone serbe ou bulgare avoisinante est également formée par des collines enchevêtrées et très dures; il y a sans doute une série de cols frontières, mais la perméabilité de la chaîne frontière n'est qu'apparente vu les difficultés du terrain et l'absence de routes. D'autre part, sauf peut-être vers la Struma, une série de fortifications passagères ont été élevées en face de tous les passages, dans tous les couloirs. Enfin, il y a trois zones distinctes ne communiquant entre elles que par les chemins ou pistes que viennent de construire les Bulgares : zone de Monastir, secteur entre Vardar et chaîne bordant le bassin de la Struma, zone de la Struma.

C. *Forme de l'offensive.* — D'après les données précédentes, l'attaque se développera en pays de montagne. Il y a donc lieu d'appliquer les principes de la guerre alpine. Attaquer partout pour empêcher les réserves adverses de passer d'un secteur à l'autre; dès qu'un point sera pris, se rabattre à droite ou à gauche pour faire successivement tomber par les derrières les parties adjacentes. Il est donc nécessaire d'avoir des troupes outillées pour la guerre de montagne, de disposer de canons de montagne : l'armée anglaise n'a que trois batteries de ce genre à Salonique. Il faut en outre avoir du canon lourd pour percer ou contre-battre les canons lourds adverses; chaque division devra donc avoir du 105, 120 et 155. Enfin si de Monastir à Petric notre offensive se déclanche, Salonique est couverte par cette simple marche en avant; il suffit de laisser le détachement anglais d'Or-

fano et de relier notre droite à cette zone par un détachement de toutes armes. Il y a plus : si les effectifs le permettent, il faut utiliser la dernière voie d'invasion : route de Drama à Nevrokop ; alors le détachement d'Orfano est inutile, il nous suffit de nous flanc-garder le long de la frontière orientale grecque.

D. *Les Grecs.* — Les 1er et 2e corps sont déjà plus ou moins en vieille Grèce, le 3e corps vis-à-vis le secteur de Monastir laissera faire et se repliera vraisemblablement vers Larissa ; les 4e et 5e corps en Macédoine orientale s'interposeront comme masque entre notre droite et la frontière orientale ou se replieront sans doute sur Cavalla pour être plus facilement ravitaillés et ne pas s'engager.

DISPOSITIF INITIAL.

Autant que possible, il me semble indispensable de laisser chaque armée opérer dans un secteur, quitte à diminuer le front même d'attaque. En partant de cette donnée, il y aura lieu d'adopter le dispositif suivant.

Sur Monastir, où se trouvent actuellement une division allemande, une division bulgare et où peuvent arriver des renforts autrichiens ; toutes les forces serbes. Monastir sera l'objectif assigné ; mais pour assurer l'attaque frontale contre toutes les agressions venant de l'Albanie, il sera indispensable de jeter une force suffisante au sud-ouest de Florina, vers Biklista, puis de porter cette force une division par exemple, sur les contingents venant de l'Albanie, de direction Resna d'où Monastir est d'ailleurs menacé face à l'ouest. En même temps pour empêcher les mouvements de rocade de l'ennemi vers Guevgueli, ou son irruption sur la ligne ferrée Monastir, et d'autre part pour entourer Monastir par l'est, il est indispensable de consacrer au moins une division qui de Vodena cherchera à franchir la frontière et à atteindre les pistes récemment construites dans la vallée de la haute Cerna.

Entre le Vardar et le lac Doiran le terrain est assez couvert et la frontière fortement fortifiée. Il est sans doute difficile d'enlever rapidement cette zone et d'autre part il est à craindre, vu l'agglomération des forces ennemies, une division allemande, quatre divisions bulgares, un mouvement offensif adverse. Par suite il faut engager l'action sur un front dense, avec des réserves puissantes en arrière qui, se fortifiant au besoin, feraient face à toute éventualité ; les voies ferrées à proximité faciliteraient les ravitaillements ; il semble donc rationnel d'attribuer cette zone aux Anglais, d'y consacrer au moins six divisions : quatre en première ligne, deux en seconde.

Entre le lac Doiran et le point où se réunissent les frontières des trois nations, il y a environ une division bulgare et peu de fortifications. C'est là un terrain d'attaque, de guerre de mouve-

ment Un détachement de deux ou trois divisions (une française en tout état de cause) aurait à fixer l'ennemi de Doiran à Guevgueli par ses attaques de flanc.

Toute la crete meridionale du bassin de la Strumitza et la vallee de la Struma serait reservée à l'action des forces françaises étayées en arrière par une réserve générale anglaise (2 divisions).

Enfin, pour appuyer le flanc droit du dispositif, une division anglaise serait portée à Sérès.

L'ensemble de ces forces représente six divisions serbes, quatre divisions françaises, cinq divisions anglaises, six divisions de renfort (anglaises, italiennes, russes).

S'il était possible d'avoir plus de forces (Grecs ou Anglais) un autre groupement serait porté sur Nevrokop (deux à trois divisions) et la division de Sérès serait disponible pour venir alors face à Xanthi.

Remarque générale. — Chaque groupement a sa ligne de ravitaillement : Serbes, ligne ferrée de Monastir ; Anglais, ligne de Guevgueli ; fraction au nord du lac Doiran, ligne de Kilindir ; Français et réserve, routes de terre ; groupement de Drama, Cavalla.

ÉPOQUE DE L'ATTAQUE.

Que les Serbes viennent par voie de terre ou par le chemin de fer Larissa-Salonique qui sera achevé dans 45 jours, ils ne seront disponibles que fin mai.

Quant aux Anglais, ils n'ont pour leurs cinq divisions actuelles que les moyens de transport correspondant à deux au maximum.

Les Grecs, même s'ils voulaient marcher, auraient besoin d'un mois pour se remettre en état : habillement, chevaux, etc.

Il ne m'appartient pas de savoir où et quand pourraient arriver les divisions nécessaires pour avoir au moins un effectif égal à celui qu'il faudrait attaquer.

OBJECTIFS FINAUX.

Monastir permettrait d'atteindre par Prilep la voie ferrée, de couper le ravitaillement de Krivolac à Guevgueli, de forcer peut-être l'évacuation de la Macedoine méridionale. Petric enlevé, rien n'empêcherait d'attaquer Stroumitza par l'est, de se rabattre ainsi sur la Macedoine méridionale attaquée de front de Doiran à Guevgueli. Le couloir de la Struma forcé il n'y a qu'un objectif, Sofia.

OFFENSIVE DÉMONSTRATIVE.

Si des renforts n'arrivent pas, si une attaque doit être faite pour

des considérations d'ordre général avant que les Serbes ne soient arrivés, en d'autres termes s'il est indispensable de faire quelque chose en mars, avril, commencement mai, que peut-il être préconisé ?

A. *Effectifs disponibles.* — Sur les cinq divisions anglaises, une seule peut être réellement apte à toutes les missions : elle recevrait les trois seules batteries de montagne de l'armée britannique et les moyens de transport suffisants par prélèvements sur les autres divisions. Une autre division pourrait également marcher, mais ses moyens de transport ne lui permettraient que difficilement de s'éloigner de la voie ferrée.

Nos quatre divisions sont disponibles. La 17e coloniale est toutefois incomplète : une seule batterie de montagne au lieu de trois, déficit de cinq compagnies, de mitrailleuses, bataillons de 700 hommes au lieu de 800 dans deux régiments, cinq compagnies de moins au 3e colonial depuis la perte de la *Provence*.

B. *Attaque partielle.* — Ces effectifs ne permettent pas l'attaque générale envisagée ci-dessus. Où faudrait-il attaquer ? Le secteur de Monastir (220 kilomètres de Salonique) est trop excentrique : il faudrait garder la voie ferrée pour ne pas être coupé ; si l'ennemi débouchait victorieusement de Guevgueli et s'il était nécessaire de revenir vers Salonique, l'ennemi serait plus près de la ligne de défense même de Salonique que nos forces aventurées vers Monastir. Il faut donc abandonner l'attaque dans ce secteur ; mais alors, il faut par contre laisser quelques forces dans le Bas-Vardar, en observation.

La zone de la Struma est également excentrique, éloignée. Il semble opportun de ne pas l'abandonner. Sans doute l'attention de l'ennemi sera appelée de ce côté ; il fortifiera davantage une zone actuellement moins fortifiée que les autres. Mais pour fixer l'adversaire, il ne suffit pas de l'attaquer aux points où il est le plus fort — dans le cas présent front Doiran-Guevgueli — il faut l'attirer au loin, le bluffer et à un autre point de vue il est bon de l'attaquer chez lui, en Bulgarie vraie et non en Serbie.

C. *Forme de l'attaque.* — Les avions peuvent bombarder toutes les fois que le temps le permettra, dans dix jours le train blindé peut ruiner la gare de Guevgueli, tirer sur Doiran et sur toutes les batteries qui garnissent la frontière entre ces deux localités. Tous les éléments disponibles (quatre divisions françaises, deux divisions anglaises) peuvent sortir des lignes et se concentrer en avant. Pendant cette concentration elles peuvent arranger les chemins qui serviront à une offensive générale ultérieure. Elles ont la possibilité d'envoyer des détachements des trois armes avec une forte proportion d'artillerie pour tâter un point de la frontière, ou même essayer la prise d'un col (entre Doiran et Petric).

D) *Dispositif à prendre.* — La concentration en avant doit permettre de reprendre le cas échéant nos lignes fortifiées tout en facilitant les démonstrations prescrites. Il est par suite admissible de s'arrêter au dispositif suivant : la 122e division montera droit au nord le long du Vardar de Dogandzi à Smol. Les deux divisions anglaises dont l'une est liée au chemin de fer s'échelonneront de Sartgol à Kilindir. La 57e division montera directement au nord de ses lignes, direction Alexsia ou il y a une piste charretable venant de Kukus et pourra jeter le régiment de zouaves du Bas-Vardar mis à sa disposition jusqu'aux postes grecs qui bordent la frontière. Pour étayer cet ensemble la 156e division restera comme réserve; mais poussera en avant de ses lignes jusqu'a Hajdarli. Enfin la 17e coloniale rappelée de la Chalcidique, où elle prépare la zone réservée aux Serbes, aura avec la brigade de cavalerie a s'élever vers la Struma.

N° 23. — *Lettre n° 849/3 du 7 avril 1916.*

Pour répondre aux ordres donnés, j'ai rendu compte le 7 mars comment j'envisageais les possibilités de ne pas rester sur la défensive. J'avais établi mes propositions sur les données que je possédais sur l'ennemi et sur la situation des Alliés à Salonique.

Je crois devoir aujourd'hui préciser certains points et en modifier d'autres, certaines données du problème s'étant profondément modifiées. (Ordre d'une attaque éventuelle sans tenir compte des forces de l'adversaire : entrée en ligne des seuls Serbes ; renseignements sur la coopération éventuelle de 200.000 Turcs avec les Bulgares, envoi de deux divisions bulgares sur le front roumain.)

1° *Offensive démonstrative.* — Si on veut faire seulement du bluff, et à mon avis avec les effectifs actuels français ou anglais disponibles il n'y a possibilité que d'agir ainsi, il n'y a pas à changer les grandes lignes que j'ai esquissées et qui ont reçu l'approbation du G. Q. G. (dépêche du 20 mars). Toutefois les Anglais n'ont encore reçu aucun ordre pour leur permettre d'avancer : ils sont prévenus qu'une offensive limitée pourrait être envisagée, et c'est tout ; il serait urgent de leur faire donner l'ordre immédiat de déclanchement.

Quant à la marche en avant, même pour bluffer, elle ne peut avoir pour résultat de retenir les Allemands sur notre front si elle ne s'exécute qu'au moment de l'offensive générale sur tous les fronts. Il y a une question de temps nécessaire pour faire la

navette du front balkanique vers un autre front. Il faut par suite, d'avance, que les Allemands se sentent sous la menace d'une attaque pour que dès à présent ils soient amenés à ne pas compter pouvoir utiliser ailleurs les forces du théâtre balkanique. En vertu de cette considération, j'ai depuis plusieurs jours jeté en avant toute la cavalerie et trois brigades mixtes. L'opération est donc amorcée ; je la continuerai au mieux des circonstances.

2° *Offensive réelle.* — Quant à une véritable offensive, aujourd'hui ou demain comme hier, il faut des forces suffisantes. Or, des derniers télégrammes il résulte que seuls les Serbes doivent arriver. Cet appoint sera nettement insuffisant. Avec quatre divisions françaises, avec même quatre des divisions anglaises de Salonique, avec six divisions serbes, c'est-à-dire avec 250.000 hommes, il n'est pas possible d'attaquer les 400 ou 450.000 Bulgares, Allemands, Autrichiens qui peuvent se réunir sur une frontière qui se hérisse de fortifications ; il n'est pas même possible d'attaquer 350.000 ennemis qui resteraient en admettant que quelques nouvelles divisions bulgares soient envoyées comme il est probable vers la Roumanie ; il est impossible de tenter quelque chose de rationnel si les Turcs se joignent à ces éléments, même si au lieu des 200.000 annoncés ils sont de beaucoup moins nombreux.

Il y a plus : les Serbes ne seront disponibles qu'en juin au plus tôt. Donc d'ici là, pas de véritable offensive. Il faut le savoir, le dire, l'avouer, baser là-dessus notre plan offensif.

En juin, juillet, août, la chaleur sévit ; serait-il par suite rationnel de commencer à cette époque une opération digne de ce nom?

Je crois toutefois devoir nettement affirmer que j'estime une offensive possible et désirable ; mais pour qu'elle puisse donner une décision, il faut dès à présent envisager franchement l'époque où elle sera faisable ; il faut dès à présent, d'avance, réunir les moyens indispensables pour l'effectuer : matériel et personnel.

Si cette offensive n'est pas immédiatement préparée et arrêtée pour une époque la plus prochaine possible afin de ne pas laisser l'ennemi se retrancher de plus en plus, l'armée d'Orient sera réduite à des actions de bluff et à conserver simplement Salonique. L'effort fourni est-il en rapport avec cet unique résultat? Il ne m'est pas permis de juger cette question d'ordre purement diplomatique.

Il ne peut également m'appartenir de montrer que la guerre de mouvements, l'offensive dans la force même du mot, est uniquement réalisable sur le théâtre balkanique. Je puis simplement affirmer qu'il me semble nécessaire, aujourd'hui comme au début de l'organisation de l'armée d'Orient, de savoir ce qui doit être fait, et j'estime que toute demi-mesure est à rejeter, que toute solution avec un « a » privatif est à écarter, qu'il n'y a pas à

compter sur le temps pour savoir comment le problème pourrait être envisagé ou résolu, qu'une offensive nettement voulue, préparée, commencée à temps, poursuivie avec les forces nécessaires entraînerait hésitants ou neutres et donnerait une solution qu'il ne serait même pas nécessaire d'aller chercher jusqu'à Sofia ou sur le chemin de Constantinople.

N° 24. — *Télégramme du 20 avril 1916.*

En réponse à votre lettre du 7 avril, 849/3 :

1° War-Office m'informe qu'instructions viennent d'être envoyées au général Mahon pour que, conformément à votre demande, détachements anglais puissent être envoyés vers frontière grecque en vue de poursuivre *opération démonstrative* entamée par troupes françaises.

2° En ce qui concerne *offensive réelle*, j'attire votre attention sur les points suivants :

A. Les commandants en chef des armées alliées réunis en conférence ont arrêté le plan général des opérations et décidé de prononcer effort concordant sur théâtres d'opérations principaux.

Ce plan ne peut plus être modifié et vous estimerez qu'il n'est pas possible de le discuter sans avoir en main tous les éléments d'information et d'appréciation qui ont servi de base à la décision.

B. Les commandants en chef n'ont pas jugé possible offensive à grande envergure dans les Balkans, car, s'il est exact que front fortifié bulgare, vraisemblablement discontinu, présente moins de solidité que les autres fronts et que pour cette raison le théâtre balkanique se prête plus que les autres à la guerre de mouvements, il ne faut pas oublier qu'après la bataille à la frontière grecque le mouvement en avant ne peut qu'avoir une extrême lenteur en raison de l'absence de voies ferrées, du nombre et du rendement limité des routes de ravitaillement.

Au surplus marines alliées entièrement absorbées jusqu'à la fin juin par les transports serbes, le ravitaillement de l'armée d'Orient, n'auraient pu apporter en temps utile le personnel et le matériel supplémentaires que vous jugiez nécessaires (six divisions au minimum).

C. Application du plan arrêté peut par contre entraîner pour l'armée d'Orient l'obligation de prononcer avec ses seules forces au moment des offensives d'ensemble l'attaque que je vous ai demande de préparer par lettre du 10 mars n° 6.524.

Dans ce cas, en immobilisant forces ennemies qui lui font face, votre armée aura une mission peut-être difficile, mais éminemment utile à la cause commune.

D) Offensive qui peut vous être demandée ne se présente d'ailleurs pas dans conditions aussi désavantageuses que vous l'indiquez :

Tout d'abord, en cas de concours roumain ou même grec, supériorité numérique considérable vous sera acquise et grands résultats peuvent être escomptés.

A défaut de ces deux concours vous disposerez de 300.000 combattants français, anglais et serbes environ contre 260.000 germano-bulgares qui vous font face actuellement et qui dans le cas le plus défavorable pourraient être renforcés par 120.000 Bulgares ramenés de frontière roumaine.

Troupes turques disponibles en Thrace s'élèvent à 70.000 hommes seulement : progression russe en Arménie rend leur intervention en Macédoine tout à fait improbable.

Forces ennemies sont actuellement et seront vraisemblablement au début des opérations réparties sur front de 150 kilomètres tandis que les vôtres seront concentrées.

F) Il n'est pas admissible de considérer température s'opposera à opérations à partir de juin. Deuxième guerre balkanique a débuté 28 juin et troupes européennes dans le passé et le présent ont entrepris en été expéditions coloniales sous climat plus meurtrier sans avoir moyens qui sont des maintenant à la disposition de l'armée d'Orient.

3° Je vous confirme en conséquence mes directives du 10 mars, et je vous invite à pousser préparation de votre attaque éventuelle.

De mon côté je prends dispositions pour activer organisation et transport des troupes serbes et j'interviens à nouveau auprès du War-Office pour que les troupes britanniques de Salonique soient équipées dans bref délai en troupes de montagne.

Général JOFFRE.

N° 25. — *Le ministre de France Athènes, à général commandant en chef l'armée d'Orient.* (*10 avril.*)

M. Briand me télégraphie ce qui suit sous la date d'hier 15 heures.

Je vous prie de faire parvenir au général Sarrail télégramme suivant :

« Je tiens à appeler votre attention, d'une manière toute spéciale, sur les deux points suivants :

1° Il m'est revenu que vous auriez écrit directement au prince régent de Serbie pour lui faire part de vos préférences personnelles tendant à l'utilisation de l'armée serbe par Santi-Quaranta vers Monastir au lieu de l'envoi à Salonique. Je suis très surpris de cette initiative qui était en contradiction avec les vues du gouvernement de la République, les plans des alliés et les instructions que vous avez reçues.

2° J'ai appris en outre de sources multiples qu'un certain nombre d'officiers de votre état-major et de votre entourage continue, malgré les instructions formelles du gouvernement, à préconiser une entente avec les Bulgares.

Je vous prie de veiller de la manière la plus stricte à ce que les officiers sous vos ordres ne s'occupent pas de questions diplomatiques et ne continuent pas à poursuivre une politique personnelle dont les inconvénients sont évidents : ce n'est pas au moment où nous poursuivons l'intervention de la Roumanie et la modification des dispositions de la Grèce qu'il importe, en se prêtant au mirage des intrigues bulgares, de réveiller des défiances balkaniques. »

N° 26. — *Télégramme n° 1840/2 du 11 avril 1916, à ministre France Athènes.*

Réponse à 158.

Vous prie de répondre à département :

1° Que je n'ai jamais écrit à prince régent Serbie pour utilisation quelconque d'armée serbe.

2° Que personne à ma connaissance dans mon état-major ne préconise une entente avec les Bulgares et qu'au contraire rien n'est oublié pour essayer de faire revenir à nous les Grecs.

N° 27. — *Télégramme à ministre France Athènes du 12/4.*

Comme suite à mon télégramme 1810/2 crois devoir vous donner copie de la seule lettre que j'ai écrite à prince Serbie

« Je profite du voyage du commandant Georgewitch pour vous

dire que les éléments de l'armée serbe qui sont actuellement à Salonique me donnent toute satisfaction.

Le bataillon de recrues travaille la manœuvre : les autres bataillons sont à côté des troupes françaises et construisent les ouvrages de défense de la place. J'espère que dans un avenir prochain nous pourrons encore plus intimement mener le combat contre notre ennemi commun.

Veuillez croire, etc....

N° 28. — *9137 M. Paris le 30 avril, 22 h. 15.*

Pour le général commandant en chef l'armée d'Orient et son chef d'état-major seuls. (Ne doit pas être communiqué au commandement anglais.)

Je reçois du ministre de la Guerre le télégramme suivant : Paris, le 29 avril 1916. — N° 2755 2/11.

1° « Je vous informe que le gouvernement est dans l'impossibilité d'envoyer à Salonique des effectifs autres que ceux des quatre divisions de l'armée d'Orient et de ses organes d'armée.

2° Le gouvernement français agit de même auprès du gouvernement britannique pour que les cinq divisions anglaises soient toutes dotées des moyens indispensables pour opérations actives.

Il prend d'autre part toutes mesures utiles pour que l'armée serbe soit également pourvue de tout le nécessaire aux mêmes opérations.

3° Dès que cette organisation sera terminée et sans compter sur aucune unité nouvelle, l'armée de Salonique devra se trouver en mesure de prendre au moment que vous jugerez opportun une offensive en rapport avec ses moyens.

4° Le général Sarrail devra vous soumettre dans le plus court délai possible le plan de cette offensive. »

En conséquence, l'armée d'Orient attaquera toutes forces réunies au moment que je jugerai opportun armées ennemies à frontière grecque et en cas de succès les poursuivra en direction générale de Sofia.

Prière d'envoyer d'urgence plan d'opérations basé sur cette directive.

Général JOFFRE.

N° 29. — *Télégramme du 2 mai 1916, n° 923/3 à 926/3.*

Réponse à 9137.

J'estime que pour offensive, il faut conserver les grandes lignes exposées antérieurement, savoir : action démonstrative avec Anglais au centre zone Guevgueli-Doiran où l'ennemi s'est considérablement fortifié, action de rupture aux deux ailes, à gauche par Serbes vers la Macédoine serbe, à droite par Français vers la Bulgarie. Flancs de ce dispositif devraient être couverts sur la gauche par les Serbes, sur la droite par les Anglais. Enfin pour parer à tout imprévu il serait nécessaire de jeter entre Serbes et Anglais une division française.

En conséquence : une armée serbe face à Monastir, attaque frontale avec une division, flanquement sur la gauche et mouvement enveloppant à l'ouest de Monastir avec une division. Une seconde armée serbe concentrée de Banica à Vodena sur voie ferrée : mission prendre avec ses deux divisions Haute-Cerna et par suite faciliter enveloppement Monastir ou descente Cerna. Troisième armée serbe partirait de base Subotsko-Gumendje pour attaquer toutes les passes jusqu'à Huma, mission se rabattre à droite et à gauche pour faciliter progression des forces qui l'encadreront.

Une division française à cheval sur le Vardar comme pivot des opérations serbes et anglaises. Deux divisions anglaises partant de voie ferrée Karasouli-Kilindir attaqueraient leur droite sur Doiran, soutenues par troisième division anglaise dans zone Gavalanci-Ienikoj-Vergetor. Une quatrième division anglaise, sorte de réserve générale, s'échelonnerait de Moravca à Kukus par Irikli.

Une division française de Surlovo et Popovo pousserait vers frontière entre lac Doiran et frontière bulgare. Une autre division française débouchant de Todorovo, Dova-Tépé attaquerait la chaîne frontière. Une dernière division française serait destinée à s'élever par Poroj et plus à l'Est. Enfin la cavalerie française avec un régiment de zouaves et l'artillerie à cheval sur la rive gauche Struma ferait diversion démonstrative vers pont Demir-Hissar.

La dernière division anglaise avec cavalerie anglaise aurait pour mission d'observer vers Sérès, tenir le pont de la Struma sur route Sérès-Salonique et les voies de communication qui convergent à Nigrita.

Ces dispositions ne visent que le début des opérations et la rupture du front adverse. Ultérieurement direction générale, Serbes Vélès, Istib, Anglais Radovista, Strumitza, Français Djumaia.

N° 30. — *Télégramme 946/3 du 7 mai 1916.*

Réponse à 9476.

J'estime que terrain, situation de Monastir, fortification de zone Guevgueli-Doiran, et nécessité d'atteindre Bulgarie dans son propre territoire forcent d'envisager action offensive sous le même jour qu'en mars.

Toutefois j'ai restreint front attaque. En effet j'ai précisé effectifs et objectifs serbes que j'ai diminués pour effort direct dans zone Monastir, en reportant attaque de deux de leurs divisions vers région Iluma, c'est-à-dire en deplaçant centre de gravité vers l'Est.

J'ai maintenu sur le centre adverse quatre divisions anglaises et une française au lieu de six que j'envisageais, estimant que la division française actuellement sur Vardar et la poussée vers l'Est d'une partie des Serbes permettait cette diminution.

Quant à l'attaque française au lieu de la lancer franchement pour remonter la Strouma, j'ai simplement envisagé de ce côté une diversion faite par un detachement des trois armes composé en majeure partie de cavalerie, en d'autres termes je restreins à la zone à l'ouest de la Strouma et du Butkova-Golu l'effort français. Je vais d'ailleurs aménager à cet effet une route longeant rive ouest de la Strouma.

D'autre part, j'ai supprimé réserve générale qui devait permettre d'exploiter le succès mais qui ne me paraissait pas devoir intervenir pour la rupture même du front adverse.

Les resultats à escompter sont évidemment moindres, mais j'ai essayé de trouver un dispositif permettant néanmoins un resultat. Il y a lieu en effet de remarquer que les Serbes ne peuvent être lancés sur le front fortifié Guevgueli-Doiran dès leur remise au feu, et que les Anglais sont rivés aux voies ferrées par suite de nécessités de leurs troupes pour lesquelles les questions de ravitaillement ont une importance énorme.

En restreignant le front d'attaque, l'effort demande à chacun est possible ; notre attaque couvre toujours Salonique ; la division française à l'extrême droite et la division anglaise derrière Strouma vers pont Serès et plus au sud, au lieu d'être à Serès,

doivent suffire à la sécurité de ce côté ; et si les Grecs veulent bien ne pas se déclarer contre nous, ce qui est vraisemblable, les bataillons étapes doivent permettre de faire face sur l'arrière à situation.

N° 31. — *Télégramme relatif à l'état de siège, du 4 mai 1916 au ministre Athènes.*

La proclamation état siège est la traduction en un mot de la possibilité de ne plus être à la merci des Grecs mais j'estime que si je puis pour sécurité armée Orient prendre mesures suivantes ou toutes autres analogues sous ma responsabilité je n'ai nullement besoin d'état siège.

1° Pour la presse, occupation d'imprimerie de tout organe publiant information tendancieuse, fausse ou hostile à l'entente qui pourrait nuire à armée.

2° Pour la poste, autorisation d'avoir une ou plusieurs personnes pouvant prélever dans les bureaux poste n'importe quelle correspondance.

3° Pour les téléphones, arrêt absolu de toutes communications.

4° Pour les télégraphes, prise immédiate sur l'armée grecque de la télégraphie sans fil qui est autrement dangereuse pour nous, ou tout au moins suppression immédiate de tout poste grec de T. S. F.

5° Pour les télégrammes, contrôle de tout télégramme arrivé ou partant ; défense d'employer un chiffre quelconque.

6° Renvoi immédiat sur ma demande hors de la zone des opérations de toute la gendarmerie grecque, qui ne fait que de l'espionnage.

7° Main-mise sur la police et la sûreté à Salonique ; par suite suppression du directeur de la sûreté et du commandant de la gendarmerie de Macédoine, postes à tenir par nous. Les gendarmes crétois ne demandent qu'à rester ou à prendre du service au titre français.

8° Exploitation par civils (personnel jonction constitué et dirigé par nous de la ligne Monastir et au besoin par bataillon sapeurs chemin de fer serbes qui vont arriver. Exploitation complète, par nos sapeurs et notre section chemins de fer qui sont présents, des deux autres lignes ferrées.

Je réponds aux deux points soulevés par le département :

1° Justice. J'avais estimé que justice grecque pouvait continuer à fonctionner avec tribunaux grecs ordinaires et que justice mili-

taire pourrait également continuer. Mais comme Grecs mobilisent pour la forme tout individu qui est contre nous pris en flagrant délit, il faudrait pour toute affaire espionnage que Grecs même militaires soient jugés par nous. Si Grecs ne voulaient pas se soumettre à cette exception unique, le retrait des troupes grecques de Salonique résoudrait la question.

2° Correspondances. J'ai examiné à dessein [en dernier] cette question. Comme dans sacs de poste on mêle exprès tout, comme dans sacs correspondance officielle, il y a correspondance privée, comme les pires ennemis des alliés sont militaires et profitent des facilités qu'ils ont par suite de leurs fonctions, il faut ou voir ce qu'ils écrivent ou les forcer à quitter zone Salonique où ils doivent actuellement rester pour savoir ce que nous faisons, et le dire a l'Allemagne.

N° 32. — *Télégramme du 1er juin 1916.*

Le ministre de France au général commandant en chef l'A. O.

N° 233. — Le département me charge de vous faire parvenir le télégramme suivant :

« Par suite de l'occupation de plusieurs points du territoire grec par les troupes bulgares sans résistance de la part des Grecs, je vous autorise à prendre toutes les mesures que vous jugerez propres à garantir la sécurité de l'armée d'Orient et à assurer le succès de vos opérations militaires ; si vous estimez que l'état de siège est indispensable pour maintenir à Salonique l'ordre et la sécurité, je vous laisse libre de le proclamer.

Vous aviserez, sauf en cas d'urgence absolue, le ministre de France des dispositions que vous vous proposerez de prendre de manière à lui laisser le temps de vous faire connaître son sentiment et d'aviser le gouvernement grec. »

BRIAND.

N° 33. — *Télégramme du 31 mai 1916.*

Le ministre de France Athènes
au général commandant en chef l'A. O.

N° 232. — *Secret. Pour le général seulement.*
Monsieur Venizelos vous prie de ne pas proclamer état de siège

ni provoquer l'éloignement de la 11e division avant d'avoir connaissance des nouvelles que l'intendant Bonnier vous apportera samedi matin. En dehors des nécessités militaires immédiates qu'il vous appartient d'apprécier et des précautions qui vous paraîtront indispensables, il y a intérêt à ne pas précipiter les choses avant que vous ayez été mis au courant des événements très graves qui se préparent et que l'intendant Bonnier vous exposera.

GUILLEMIN.

N° 34. — *Télégramme du 1er juin 1916.*

Secret. Pour le général Sarrail seulement.

Comme suite à mes télégrammes 232 et 233.

Mon télégramme n° 232 a été envoyé après une visite que l'intendant Bonnier avait faite à M. Venizelos et dont il venait de me rendre compte. Ayant vu moi-même ensuite l'ancien président du Conseil et ayant serré de plus près la question dont vous avez été entretenu par une lettre personnelle du colonel Braquet, j'ai l'impression qu'il y a déjà eu du temps perdu, que le succès est douteux et que surtout en présence du télégramme de Paris que je vous ai communiqué sous le numéro précédent vous entendez conserver toute liberté d'action pour les mesures que vous jugeriez d'une nécessité urgente.

Je vous remercie de votre intéressant télégramme et je crois devoir de mon côté, vous communiquer pour votre information personnelle les instructions suivantes qui me sont parvenues aujourd'hui :

« L'avance des Bulgares sur le territoire grec sans résistance de la part des troupes grecques est un fait nouveau de la plus grave importance qui marque le début d'une nouvelle campagne en Orient et contraint les armées alliées à prendre toutes les dispositions nécessaires et précautions pour assurer la sécurité de leurs troupes ; il y a là une nécessité d'ordre militaire qui s'impose à nous.

« Vous ferez auprès du gouvernement grec les démarches voulues pour prévenir que le général Sarrail se voit contraint par l'offensive bulgare à arrêter les mesures que comporte la situation militaire. Les facilités accordées aux troupes bulgares par l'occupation du fort de Rupel, clef de la vallée de la Strouma, sont en contradiction avec les assurances de neutralité bienveillante qui nous avaient été données à diverses reprises et justifient

les décisions que le général en chef de l'armée d'Orient va être amené à prendre. »

Il me sera particulièrement agréable de faire dès demain à M. Scouloudis avec toute la fermeté nécessaire la communication prescrite.

GUILLEMIN.

N° 35. — *Télégramme du 1er juin 1916 n° 2484/2 au ministre de France Athènes.*

Réponse à 232, 233, 234.

Samedi matin, j'enverrai à préfet et général Moschopoulos note suivante : « Vu les circonstances l'état de siège est proclamé dans toute la zone occupée par les armées alliées à dater d'aujourd'hui 3 juin. »

Néanmoins, provisoirement, je n'appliquerai à la dite date que les mesures suivantes.

1) Colonel commandant base française prendra direction et commandement gendarmerie et police grecque ; Troupakis commandant gendarmerie Macédoine et Nidriotis commandant police Salonique seront invités à quitter immédiatement la Macédoine, mais je demanderai à la gendarmerie grecque de rester.

2) Le Bureau de la Presse et les censeurs grecs seront licenciés et remplacés par un service identique ayant à sa tête un officier français (lieutenant Dunan) et un Anglais.

3) La poste et le télégraphe seront occupés par la gendarmerie française, anglaise, serbe. Un capitaine de gendarmerie prendra direction service. Toute communication téléphonique sera supprimée. Tout télégramme sera contrôlé et aucun télégramme chiffre ne passera même ceux des autorités civiles ou militaires grecques.

4) Le général Moschopoulos sera invité à nous livrer sans délai les postes de T. S. F. ou à les démonter.

5) L'exploitation de la ligne de Monastir sera, à dater du 3, assurée par nos soins. J'ai déjà dû envoyer une compagnie indochinoise à Plati pour empêcher exode du matériel chemins de fer sur vieille Grèce.

6) J'inviterai préfet à rester ; s'il refuse, le remplacerai en déléguant à préfecture, ancien préfet de Salonique Argyropoulos.

Ces mesures qui sont indispensables pour sécurité même de nos troupes ne peuvent entraver action éventuelle d'un mouvement quelconque contre gouvernement actuel grec auquel font allusion vos télégrammes précités, mouvement qu'il ne pourrait, d'ailleurs, m'appartenir d'envisager que si officiellement ou officieusement

des directives m'étaient envoyées, ou en d'autres termes si explicitement ou tacitement il m'était permis d'agir ou laisser faire.

N° 36. — *Télégramme du 3 juin n° 2506/2.*

Rien sur frontière.

Ce matin ai proclamé état de siège, pas d'incidents, mais vive agitation près postes et télégraphes, ou il a fallu successivement faire retirer, après pourparlers, poste permanent infanterie grecque, compagnie grecque appelée en renfort, gendarmes embusqués dans maison voisine.

Ville calme. Ai exécuté les diverses mesures dont je vous avais parlé. Préfet reste mais avec gendarmes français dans préfecture pour tenir un poste télégraphique et téléphonique. Commissaire français est à tête chemins de fer, sans difficulté. Censeur a remplacé grec dans bureau Presse. Télégraphe sans fil et télégraphe entre nos mains. Télégrammes autorités civiles et militaires grecques sont visés : ce modus vivendi accepté. Amiral a interdit tout appareil télégraphie sans fil sur rade. Ai donné 48 heures pour quitter ville à commandant gendarmerie et police. Général Moschopoulos veut conserver autorité sur gendarmerie. Le verrai demain mais arriverai, je crois, à accord. Installerai surveillance demain sur douane. Ai communiqué à presse, que toutes ces mesures étaient dictées par nécessités militaires et que rien n'était changé à vie normale hellénique y compris fêtes qui devaient avoir lieu aujourd'hui et que de sa propre autorité général Moschopoulos a supprimées. Opération a eu lieu avec coopération anglaise et serbe, gendarmes, auto-canons, bataillons en réserve. Général Moschopoulos a envoyé à général Milne son chef état-major pour savoir s'il était d'accord avec moi : ce dernier a répondu qu'étant sous mes ordres il n'avait qu'à exécuter. Un dictionnaire chiffré a été pris à télégraphie sans fil.

N° 37. — *Télégramme n° 1026/3 du 6 juin 1916.*

Général Milne vient de me notifier télégramme reçu de Londres : « La politique du gouvernement britannique est de ne pas engager d'opérations offensives dans les Balkans. Les troupes britanniques

doivent être considérées comme une armée indépendante n'opérant pas sous les ordres du général Sarrail, sauf en ce qui concerne la défense du camp retranché de Salonique. »

General Milne m'a demandé par suite à simplement former dispositif défensif vers Struma dans la zone où se trouve actuellement 17e division coloniale et m'a assuré de sa coopération complète sous les réserves formulées par son gouvernement.

Ce contre-temps, malgré ses graves inconvénients, ne m'empêchera pas d'attaquer avec les seules forces serbes et françaises de Poroj a Florina.

N° 38. — *2265/M et 2266/M. du 12 juin.*

Le G. Q. G. à général commandant en chef l'armée d'Orient

En réponse à vos télégrammes n° 1026/3 et 1043/3 des 6 et 8 juin :

1° Conversations se poursuivent entre gouvernements et hauts commandements français et anglais au sujet de la ligne de conduite à tenir à Salonique. Gouvernement anglais juge inopportun pour le moment offensive corps expeditionnaire et insiste pour ne pas y être entraîné avant qu'une entente entre les deux gouvernements en ait éventuellement fixé la date, si les circonstances deviennent favorables.

2° Je vous enverrai instructions précises dès qu'un accord sera établi, mais dès maintenant j'attire votre attention sur les points suivants :

A. — Votre mission reste toujours de priver autant que possible l'armée germano-bulgare de sa liberté de manœuvre par la menace que constituent votre concentration à proximité de la frontière grecque et vos travaux de communication.

B. — En attendant les instructions, évitez toutes dispositions qui seraient de nature à brusquer situation et entraîner les forces alliées dans des opérations offensives étrangères à la défense de Salonique.

N° 39.

Le ministre de France au général commandant en chef l'armée d'Orient. — N° 251, 14 juin.

Je reçois de M. Briand le télégramme suivant :

« Secret ».

J'adresse le télégramme suivant à Londres : je vous prie d'en donner connaissance très confidentiellement au général Sarrail auquel le ministre de la Guerre communique directement et en détail les instructions du gouvernement.

« Je vous autorise à accuser réception de la note anglaise, en marquant que nous acceptons le point de vue britannique qui consiste à différer l'offensive de Salonique pour des raisons techniques, mais sous la réserve expresse que nous prendrons acte de la double promesse faite par le gouvernement britannique :

1° D'examiner ultérieurement les conditions d'une offensive à Salonique dès que les circonstances et l'état des troupes et du matériel le permettront ;

2° De hâter dès maintenant l'équipement de l'armée anglaise d'Orient de manière à la mettre le plus tôt possible en état de participer à une action éventuelle, et de pouvoir dans cette hypothèse prêter sans aucun retard nouveau leur concours aux troupes françaises, que le gouvernement de la République équipe de son côté d'une manière complète, et qui seront entièrement pourvues dans le courant du mois de juillet.

Des instructions vont être envoyées par le gouvernement au général Sarrail pour lui communiquer les décisions arrêtées à la conférence de Londres et lui donner les directions conformes à l'accord intervenu entre les gouvernements français et anglais pour que l'offensive n'ait lieu que le jour où les circonstances, l'état des troupes et du matériel l'auront rendue possible et efficace. »

GUILLEMIN.

N° 40. — *3215 et 3216/M. du 25 juin.*

Pour général Sarrail et son chef d'état-major seuls.

1° Depuis mon télégramme n° 2835/m. du 20 juin qui vous donnait décisions prises à Conférence de Londres, gouvernement britannique a fait connaître que :

A). — Equipement des divisions anglaises ne sera pas terminé avant septembre et complément d'artillerie lourde ne sera pas probablement prêt avant novembre.

B). — Ces divisions ne sont sous vos ordres que pour les seules opérations que les Anglais envisagent actuellement, c'est-à-dire la défense de Salonique.

2° Cependant des événements peuvent se produire à brève

échéance dans les Balkans et nous obliger dans l'intérêt de la coalition à fixer le gros des forces bulgares sur la frontière grecque pour permettre à l'armée roumaine d'entrer en ligne contre l'Autriche sans avoir rien à craindre de la Bulgarie.

3° Dans le cas où malgré cet événement le gouvernement britannique ne croirait pas devoir participer à l'action nécessaire je vous prie de me faire connaître si vous estimez possible, avec les seules forces françaises et serbes, d'attaquer les forces bulgares sur la frontière grecque, avec objectif minimum de les empêcher d'agir sur d'autres fronts, et dans cette hypothèse quel serait votre projet d'opérations.

N° 41. — *Télégramme du 27 juin 1916, n° 1098/3.*

Réponse à 3215.

Il ne m'appartient pas de savoir si armée roumaine marchera, mes renseignements par voyageurs et consuls venant Roumanie affirmant que Roumanie a les mêmes sentiments que Grèce sur la nécessité de rester neutre.

Toutefois, si les Bulgares doivent être retenus sur frontière grecque, il est nécessaire de leur faire croire à une attaque véritable, et, pour les tromper, d'attaquer non pour percer direction ultima Sofia mais simplement pour prendre pied sur frontière et les immobiliser. Il faut donc avoir un front agressif aussi étendu que possible.

D'autre part, Serbes ont déjà envoyé vers frontières sur théâtre de leurs opérations futures, telles que je vous les avais exposées, reconnaissances sapeurs artilleurs état-major. J'estime par suite qu'ils devraient être engagés de Monastir à Ljumnica comme je l'avais exposé. Il serait d'ailleurs utile pour leur moral de ne pas les mettre au courant de l'abstention voulue et systématique des forces britanniques.

Sur le front français, de Ljumnica à Todorovo, il faudrait attaquer carrément rive droite Vardar; faire croire par des pointes, des coups de main, des engagements de nuit, entre Gueveguéli et Doïran que nous voulons avancer; pousser dans la plaine au sud des monts Belès avec la division qui tient Dova-Tepé, ce qui immobiliserait des Bulgares entre le lac et Poroj; monter une petite opération sur piste pénétrante de Poroj.

Anglais regarderaient faire en bordant Strouma, dans leurs positions actuelles de Lozista à Orljak.

En un mot, je crois qu'il est possible de retenir Bulgares en

agissant simplement comme je l'avais déjà proposé pour arriver à une solution, et en s'installant ensuite uniquement sur nouveau front conquis sur frontière. Si Anglais voulaient prendre partie front que nous occupons actuellement, du Vardar à Dova-Tepe exclus par exemple, j'attaquerais avec une division française sur rive droite Vardar, et avec les trois autres sur Rupel en gardant mon flanc droit; mais je ne puis leur demander de changer à nouveau leur front, puisqu'ils ont demandé front Strouma pour répondre au désir du gouvernement britannique de ne plus combattre qu'à Salonique.

N° 42. — *Télégramme du 15 juillet.*

Le G. Q. G. français au général commandant en chef l'armée d'Orient

N° 4977/M. — *Secret. — Pour le général Sarrail et son chef d'état-major seuls.*

1° Dans mon télégramme 3215-3216/M du 25 juin je vous avais fait connaître que dans le cas où la Roumanie interviendrait à nos côtés, troupes françaises et serbes, même sans concours troupes anglaises, prendraient l'offensive en vue d'accrocher sur frontière grecque gros des forces bulgares.

2° Depuis cette époque négociations avec Roumanie sont en cours et gouvernement britannique vient de prendre décision de principe qu'en cas d'intervention roumaine toutes les divisions anglaises prêtes à ce moment pour la guerre de montagne participeraient à l'attaque. Il fait.....

N° 4979/M. — Il fait en ce moment effort sérieux pour accélérer organisation des divisions et envoyer artillerie lourde.

D'autre part, je demande au gouvernement français d'insister auprès du gouvernement britannique pour que toutes les divisions anglaises participent à l'offensive quels que soient date fixée pour attaque et degré de préparation des divisions.

3° Je vous prie en conséquence de me soumettre projets d'opérations.

A. — Ayant pour but d' . . . . .

N° 4890/M. — *Personnel, pour général seul.*

. . . pour but d'accrocher l'armée bulgare à la frontière grecque et de la mettre hors d'état d'exécuter une action sérieuse contre la Roumanie.

B. — Portant emploi de toutes les forces alliées de Salonique et affectant à l'armée anglaise une zone où toutes ses divisions pour-

ront être utilisées pour bataille initiale même celles qui ne seraient pas encore organisées pour guerre de montagne.

C. — Tenant compte de l'avance des troupes bulgares dans la vallée de la Struma.

N° 43. — *Télégrammes du 17 juillet.*

Le G. Q. G. au général commandant en chef l'armée d'Orient

N° 5204/M. — *Très secret. — Pour général Sarrail et son chef d'état-major seuls.*

1° Projet convention militaire entre Roumanie et puissances quadruple entente est actuellement en élaboration. Après premier échange de vues, il semble que accord puisse intervenir sur base suivante:

A. — Armées alliées de Salonique prendraient offensive vers 1er août avec toutes leurs forces en vue de initialement couvrir opérations mobilisation et concentration armée roumaine ainsi que son action du côté Autriche-Hongrie contre une offensive ennemie sur front sud.

B. — De son côté Roumanie entamerait à partir du 8 août opérations actives contre forces ennemies au sud du Danube avec une armée de 200.000 hommes dont deux ou trois divisions russes.

N° 5205/M. — C. — Les forces alliées de Salonique et les forces russo-roumaines du Danube auraient pour objectif de détruire les forces ennemies et de réaliser leur jonction dans le plus bref délai possible.

2° Trois questions présentent caractère d'urgence. Ce sont:

A. — Evacuation de vos hôpitaux avant début offensive.

B. — Achat 4.000 mulets dont Serbes ont besoin pour entrer en campagne.

C — Recomplètement de vos dépôts intermédiaires.

N° 5207/U. — Question évacuation des hôpitaux — mesures sont prises d'urgence pour envoyer navires nécessaires à évacuation complète avant fin mois.

Question 4.000 mulets — gouvernement télégraphie à M. Guillemin prendre avec vous toutes mesures pour acheter en Grèce les 4.000 mulets nécessaires.

Question recomplètement dépôts intermédiaires — adressez télégraphiquement demandes pour recompléter ces dépôts à effectifs réglementaires.

Signé : General Joffre.

N° 44. — *Télégramme n° 1162/3 du 19 juillet 1916.*

Réponse à 4977 et 5204.

Reconnaissances faites ont montré qu'armée serbe pouvait s'engager sur rive droite du Vardar. Je mettrai son centre de gravité sur méridien Vodena, attaque principale étant sur Huma. Brigade russe et en tout cas une brigade française au minimum opérant également sur rive droite Vardar avec premier objectif Ljumnica puis positions bulgares plus au nord.

Je désirerais mettre Anglais sur front plutôt défensif ou démonstratif du Vardar, ou au moins de Causica à Ismaili à ouest de Sneveé. Général Milne fait reconnaître le terrain pour me donner réponse à ce sujet, mais il n'a encore aucun ordre et pour lui forces britanniques ne devraient pas pouvoir songer à offensive vu les instructions reçues; en tout cas, elles n'ont pas encore nécessaire pour guerre de montagne et même de mouvement. J'espère néanmoins qu'il s'engagera.

Avec les troupes françaises qui seront relevées par les Anglais et avec tous les éléments actuellement égrenés jusqu'à Florina, je ferai effort sur un point. Anglais ont fait connaître que paludisme causait lourdes pertes sur Struma. Je n'engagerai par suite que diversion dans direction Rupel et Poroj, conserverai un front défensif dans zone Dova-Tepe et avec toutes disponibilités opérerai soit dans zone du lac Doiran, soit directement vers Makukovo. Je poursuis dès à présent déploiement général permettant réalisation de ces deux hypothèses.

En agissant ainsi, j'estime pouvoir retenir maximum de forces bulgares, mon dispositif étant assez étendu; puis, par une offensive sur Huma, Makukovo ou région lac Doiran, obtenir un succès local qui m'orientera et vu l'articulation de mon dispositif je pourrai alors prendre toute voie me permettant de marcher vers armée roumaine.

N° 45. — *5655/M. à 5659/M. du 23 juillet.*

Secret. — Pour le général Sarrail et son chef d'état-major seuls.

Hauts commandements français et anglais après examen question de commandement à Salonique, mission des armées alliées et plan d'opérations ont pris d'un commun accord les décisions suivantes :

A) La question du commandement est réglée par la formule suivante : « les instructions relatives à l'offensive initiale ainsi que les directives générales nécessaires au développement ultérieur des opérations seront établies d'un commun accord entre hauts commandements français et britannique. »

Dans l'exécution de ces instructions le commandant des forces anglaises donnera au commandant des forces françaises l'appui et la coopération proportionnés à l'effectif et à l'équipement des troupes sous ses ordres. Il sera d'ailleurs responsable envers le gouvernement britannique de l'emploi de ces forces.

Le commandant des forces françaises prendra l'avis du commandant anglais pour l'emploi qu'il propose de faire des forces britanniques ; sous cette réserve, il aura comme commandant en chef la latitude de fixer les missions, les objectifs à atteindre, les zones d'action et les dates du début de chaque opération.

B) Mission des armées alliées :

Initialement la mission à remplir par armées alliées de Salonique est la suivante : Pour couvrir mobilisation et concentration de l'armée roumaine ainsi que son action du côté de l'Autriche et de la Hongrie contre une offensive ennemie sur son front sud, les armées alliées de Salonique entameront leurs opérations offensives à une date qui sera précisée ultérieurement (probablement 1er août) en vue d'accrocher le maximum de forces bulgares.

Ultérieurement, lorsque la Roumanie aura commencé ses opérations au sud du Danube, les armées alliées de Salonique combinant leur action avec armée russo-roumaine, s'efforceront de réaliser destruction des forces ennemies.

C) Plan d'opérations.

Le plan d'opérations que vous m'avez soumis par télégramme n° 11623 du 19 juillet et qui répond à mission initiale est approuvé dans ses grandes lignes :

1° Armée serbe attaquera à l'ouest du Vardar ;

2° Armée française attaquera dans la direction que vous jugerez préférable, soit dans vallée Vardar, soit dans région lac Doiran ;

3° Armée anglaise attaquera dans zone que vous lui réservez et ne se bornera pas à opérations défensives ou démonstratives qui ne sauraient obtenir résultats visés par mission initiale ;

4° Les armées alliées poursuivront développement ultérieur de la manœuvre en tenant compte des premiers résultats obtenus et de la

mission générale. Rendez-moi compte décision que vous aurez prise et faites-moi connaître vos intentions.

5° Général Milne reçoit instructions conformes du chef d'état-major impérial.

N° 46. — *Traduction du télégramme chiffré du général Robertson au général Milne.*

Je viens de terminer ici avec les représentants alliés et roumains projet de convention militaire touchant l'intervention roumaine. On envoie ce projet au premier ministre roumain pour être joint à la convention générale et pour être signé par les puissances alliées à Bucarest s'il est définitivement accepté. Je vous enverrai une copie de la convention militaire si, et quand, elle est acceptée. En ce qui vous concerne les points principaux sont: la Roumanie entrera définitivement en campagne le 7 août et les alliés à Salonique retiendront les Bulgares sur la frontière grecque de façon à couvrir la concentration roumaine. L'action par les alliés commencera le 1er août, mais si la Roumanie est plus tard que le 7 août l'action des alliés sera remise d'une façon correspondante. Après l'entrée en campagne de la Roumanie une partie des forces roumaines agira contre l'Autriche et une partie en conjonction avec les alliés à Salonique agissant contre la Bulgarie selon les circonstances. Afin qu'on puisse prendre les dispositions préliminaires nécessitées par la convention, le général Joffre a envoyé des instructions au général Sarrail, auxquelles je me rallie excepté que je dis que je ne pouvais pas émettre un avis touchant les détails du plan des opérations du général Sarrail et que je devrais vous laisser cette question. Je vous enverrai une copie des instructions à mon retour de Londres lundi soir. En attendant priez le général Sarrail de vous donner une copie. Remarquez que les instructions données au général Sarrail vous laissent toute latitude sur l'étendue de votre coopération, bien qu'elle doive être aussi grande que possible; que le premier but des alliés est simplement de retenir les Bulgares.

Il ne peut être question d'essayer de prendre les positions ennemies jusqu'à ce que vous soyez suffisamment fourni d'artillerie et que d'autres conditions permettent un espoir raisonnable de succès. Sous ces réserves vous pouvez immédiatement faire ce que demande le général Sarrail dans les limites de la possibilité tout en vous souvenant que le gouvernement de Sa Majesté Britannique n'approuve pas qu'on prenne l'offensive jus-

qu'à l'entrée en campagne définitive de la Roumanie. Je doute encore qu'elle entre en jeu et même, si elle entre en jeu, une offensive sérieuse ne paraîtrait ni nécessaire ni possible pour vous pendant les trois ou quatre semaines prochaines.

N° 47. — *Le G. Q. G. français au général commandant en chef l'armée d'Orient.*

29 juillet. — *Très secret. — Pour le général Sarrail et son chef d'état-major seuls.*

Discussion à Bucarest du projet de convention militaire qui vous a été communiqué le 25 juillet fait présager d'une façon presque certaine les deux modifications suivantes :

1° Date d'entrée en action de la Roumanie sera vraisemblablement le 14 août, au plus tard.

2° Elle demande qu'offensive Salonique précède de dix jours son intervention.

En conséquence tenez-vous prêt à entamer opérations offensives à partir du 4 août.

Je vous enverrai (*mot oublié*) dès que convention militaire sera signée.

N° 48. — *G. Q. G. à général commandant en chef l'armée d'Orient.*

3 août. — *Télégramme secret pour général Sarrail et son chef d'état-major seuls.*

1° Négociations avec Roumanie sont en bonne voie, accords ne sont pas encore signés, mais semblent devoir l'être prochainement.

Accord n'est pas encore réalisé sur question de l'offensive russo-roumaine au sud du Danube. Gouvernement roumain voudrait ne pas déclarer la guerre à la Bulgarie et conserver vis-à-vis d'elle une attitude défensive. Gouvernements alliés espèrent encore rallier Roumanie à leurs vues, mais cèderont sur ce point, s'il est nécessaire.

2° En tout état de cause, mission initiale de l'armée d'Orient restera d'attaquer forces bulgares à la frontière grecque en vue

d'enchaîner leur liberté d'action, mais date début des opérations ne peut être précisée. Je vous préviendrai sans délai de la signature de l'accord et date de votre entrée en opérations.

JOFFRE.

N° 49. — *G. Q. G. à commandant en chef l'armée d'Orient 6 août 1916.*

N° 6681/m. — *Secret. — Pour général Sarrail et son chef d'état-major seuls.*

Suite à mon télégramme 6459/m du 3 août.

1° La Roumanie réclame pour attaquer Bulgares un concours trop important pour que la Russie le lui accorde. Elle invoque d'autre part difficultés de modifier son plan de concentration qui prévoit défensive sur sa frontière méridionale et refuse par suite d'attaquer Bulgares au sud du Danube. Puissances alliées sont d'accord pour céder sur ce point afin de ne pas retarder l'entrée en ligne de l'armée roumaine contre l'Autriche, objectif capital dans la situation.

N° 6682/m. — 2° Bien que les événements puissent entraîner un jour la Roumanie contre la Bulgarie, il n'y a pas lieu de prévoir pour le moment action combinée de vos forces avec les forces russo-roumaines.

3° Rien de changé à votre mission telle qu'elle est définie au paragraphe 2° de mon télégramme du 3 août : harceler forces bulgares à la frontière grecque en vue d'enchaîner leur liberté d'action.

N° 50. — *Ordres donnés le 20 août 1916 à la conférence des généraux alliés par le général commandant en chef.*

Le général informe les généraux de l'accord intervenu entre l'Entente et la Roumanie et signé le 17 août.

Cet accord comporte un engagement pris par ce pays de déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie mais non à la Bulgarie.

Une dépêche adressée au général Sarrail lui envoie les instructions arrêtées en conseil de guerre des Alliés.

Il a pour mission d'attaquer l'armée bulgare le 20 août pour

laisser toute liberté d'action à l'armée roumaine du côté bulgare. Les objectifs des armées alliées d'Orient seront déterminés ultérieurement.

La conception générale des opérations peut se résumer ainsi : effort offensif vers la gauche, effort défensif vers la droite.

1° A l'extrême gauche du front des Alliés le corps italien de Vallona (ainsi qu'il résulte d'une dépêche reçue du G. Q. G. Français) commencera une action dans la direction de l'Est. Cette opération aura vraisemblablement pour premier effet de soulager l'action dirigée par les Bulgares contre les Serbes.

2° Essad Pacha doit débarquer à Salonique avec un millier d'Albanais qui seront intercalés entre le corps italien et la gauche serbe; aussitôt arrivé ce contingent aura pour mission de détruire les communications télégraphiques et téléphoniques entre Florina et Athènes. En attendant ce concours, le groupe des 600 Yougo-Slaves sera lancé dans la même direction vers la gauche serbe (commandant Rivet), si la discipline peut être rétablie.

Les volontaires de Popovitch (1500) et les volontaires de Koritza, vivant sur le pays, opéreront également sur le flanc serbe.

3° *Armée serbe.* — La division du Danube est au contact vers Banica, la division du Vardar est en soutien de cette division, la division de la Drina attaquera la hauteur de Kaimakalan. Les divisions Choumadia, Timok, Morava, prendront part à l'action dans des conditions fixées par un ordre spécial déjà donné par le général Boyovitch. Les Serbes subissent une offensive dont le dessein, tel qu'il apparaît aujourd'hui, est de tourner leur gauche. Pour donner confiance à l'armée serbe, l'appuyer et la maintenir dans le mouvement en avant, une brigade française (colonel Fillonneau, 1° R. M. A., 175e, un groupe de 75 et un groupe de 65) sera envoyée vers le lac Ostrovo pour, éventuellement, agir à l'ouest du lac et vers le nord en renforcement de l'aile gauche serbe.

4° Le long de la rive droite du Vardar la 8e brigade de la 122e division attaquera vers Lumnitza soutenue si nécessaire par deux régiments de la 156e; sur la rive gauche l'autre brigade de la 122e (la 243e brigade) se limitera à une menace par son artillerie.

Les 22e et 26e divisions anglaises progresseront vers le nord. La 17e division coloniale appuyée par l'artillerie anglaise (Dub, cote 535 à l'ouest du lac Doiran), attaquera le petit Couronne (en neutralisant par une violente action d'artillerie la ligne des P puis celui-ci enlevé l'artillerie française de cette division, aidée de l'artillerie anglaise, fera une préparation intense sur la ligne des P. La 57e division appuiera à droite cette opération par une marche sur le Belès qui est actuellement défendu par quatre régiments macédoniens.

5° Une brigade italienne ira immédiatement se placer en réserve derrière la 57e division (Q. G. à Sneyce), son entrée en action devant

autant que possible être évitée jusqu'à l'arrivée des munitions du parc d'artillerie italien qui n'est pas encore constitué à Salonique.

Ultérieurement et dès que possible, la division italienne remplacera la division Leblois et dirigera son offensive également sur le massif du Belès.

La 57e division sera alors portée vers la gauche serbe avec un régiment de cavalerie et le bataillon russe prêt à marcher, pour faire une opération vigoureuse dans le sens de la brigade Filonneau, laquelle doit agir aussitôt arrivée à pied d'œuvre.

Le colonel Filonneau partira de sa personne dès ce soir pour étudier ses emplacements et pour assurer immédiatement aux Serbes qu'il va les appuyer avec un contingent français.

6° Dans la région de la Strouma, la cavalerie anglaise gardera le contact, si possible, à l'est du pont de Kopriva.

La ligne de la Strouma sera tenue :

1° Entre la droite de la 57e division et le pont d'Orljak inclus par la 28e division anglaise;

2° En aval du pont d'Orljak jusqu'au lac Tahinos par le détachement du colonel Descoins (deux régiments de cavalerie, un régiment d'infanterie, un groupe à cheval). La rive ouest du lac sera surveillée par la cavalerie Descoins appuyée d'auto-mitrailleuses.

3° Entre le lac Tahinos et la mer par la 8e brigade d'infanterie anglaise (27e division).

En réserve sur la route de Salonique à Sérès, la 10e division anglaise et la 81e brigade appelée d'Hortackemy.

N° 51. — *Télégramme du 28 août 1916, n° 102/3.*

Réponse à 8620.

Vers embouchure Struma une brigade anglaise; le long rivière brigade cavalerie anglaise, détachement français Descoins, deux régiments chasseurs d'Afrique, une batterie à cheval, un bataillon annamite, deux divisions anglaises et une brigade échelonnée en profondeur, le tout sous ordres général anglais Briggs; une brigade anglaise vers Guvezne reserve.

Face à Belès division italienne va relever 57e division. Laisserai provisoirement entre Italiens et Anglais brigade française pour parer à toute éventualité; reste 57e division sera dirige vers Salonique. 17e division coloniale de Krusa Balkan à Dodjelli face à Doiran; deux divisions anglaises de Dodjelli à Vardar à partir de

demain 30. 122e division reconstituée sur rive droite Vardar et relevant aujourd'hui partie division Morava qui sera dirigée vers Ostrovo. Une brigade Timok, une division Choumadia seront massées entre Cerna et Moglenica. Division Drina vers Kaimakalan. Division Danube et une brigade Timok jusqu'à route Banica, Ostrovo. Division Vardar au sud route jusque vers partie sud lac Ostrovo. 175e infanterie et groupe 75 seront reservés ouest Ostrovo avec artillerie lourde française. Un régiment infanterie français, et trois batteries montagne, détachements volontaires serbes Florina et Koritza sont contact toujours Est lac. Division cavalerie serbe à pied et un régiment russe à Verria. Brigade mixte française embarquée.

Ai intention concentrer sous ordres Cordonnier, 156e division, artillerie lourde et à cheval, Russes, détachement volontaires serbes, division Morava, partie 57e division pour manœuvrer droite bulgare. Vu troupes nécessaires à relever et debit chemin de fer, ne puis préciser exactement jour attaque mais mouvement sera accéléré.

N° 52. — *Ordre général d'opérations n° 9 pour les journées des 27 et 28 septembre.*

1° Dans la journée d'hier l'armée a combattu sur tout son front, de la route Banica à Monastir jusqu'à celle de Kastoria-Pisoderi. Un détachement ennemi de force evaluée à 2.000 hommes environ (source Salonique) marchant de Biklista par Breznica, et poussant devant lui une compagnie placee en flanc-garde à Breznica a ete signale comme s'étant avance jusqu'à Konomlati. D'autre part une attaque ennemie s'est produite dans la soirée vers Armenohor et Petorak.

2° L'A. P. A. G. se fortifiant sur son front depuis la route de Banica à Monastir jusqu'au chemin de Florina a Klestina, continuera la marche de Florina vers le monastère de San Marko et d'Armensko sur la hauteur 1100 et dégagera son flanc gauche de l'ennemi venu de Biklista en manœuvrant cet ennemi de manière à lui faire de nombreux prisonniers.

3° En consequence, la 156e division (moins le 176e détaché à la 57e division) se contentera de maintenir l'ennemi sous la menace d'attaques et continuera avec son artillerie lourde à ruiner les fortes organisations defensives de Petorak et de la crête d'Armenohor à Petorak.

Le general commandant la 57e division, jusqu'au moment où le

général Diterichs pourra prendre possession du secteur qui lui est assigné, remplira une mission analogue en face d'Armenohor.

Avec le reste des troupes et l'aide des Russes, il continuera ses progrès au nord de la route Florina-Pisoderi.

Mais sa préoccupation principale sera de libérer l'aile gauche de l'armée, car aucune opération importante peut être tentée tant que l'armée aura son flanc gauche en l'air.

Général CORDONNIER.

N° 53. — *Le général Commandant l'A.F.O. à monsieur le général Sarrail, commandant en chef les armées alliées.*

(Extrait.)

Le 30 septembre, je n'aurai ni le 44e colonial, ni la brigade Fourcade, ni le groupe de 155 C. annoncés, ni la possibilité de détruire les organisations défensives ennemies.

Notre organisation de l'artillerie sera incomplète, notre flanc gauche non dégagé.

Toutes ces raisons rendent le succès peu probable et certainement très coûteux.

CORDONNIER.

N° 54. — *Le général Sarrail, commandant en chef les armées alliées, à monsieur le général Cordonnier, commandant l'armée française d'Orient.*

J'ai reçu les deux lettres que vous m'avez envoyées par le capitaine Grunfelder.

Je ne tiens pas à les discuter. Je veux bien toutefois essayer encore de laisser les forces dont vous disposez agir à la date que vous avez choisie, sans tenir compte des Serbes, de la Roumanie, des instructions que j'ai reçues et de celles que je vous avais données.

Je vous ordonne par suite d'attaquer avec votre infanterie le 3 octobre.

Si vous estimez ne pouvoir ou ne vouloir le faire, je vous prie de me le dire afin que je puisse donner mes instructions au général Leblois et que je vous remette à la disposition du ministre.

N° 55. — *Télégramme à Jogal, 495/3-16/10 1916.*

Réponse à 4511.

1° Ordre initial 6 septembre prescrivait attaquer violemment. Ai du intervenir presque journellement et parfois plusieurs fois par jour pour arriver à un résultat. Dès 13 général Cordonnier demandait à ne pas faire serrer une brigade, et a n'attaquer vers Cadzilar qu'après installation parc artillerie. Dès 12 suivant mes instructions, Serbes attaquent franchement, et j'étais forcé de pousser perpétuellement éléments français. A autre point de vue se produisait mélange d'unités qui nécessitait perte temps précieux pour tout reconstituer après prise Florina.

Dès le 19, nouvelle inertie pour ne pas s'engager. Manque artillerie lourde empêcherait toute progression d'après compte rendu. Or pendant trois jours un groupe 155 inutilisé à gare Ekcisou. D'ailleurs préoccupation constante était libérer extrême gauche et répondre par navettes à contre-attaque. Rappelé le 20, a montré activité, actionné le 21 pour faire attaque réelle, il répondait par simplement bombardement d'une localité. Enfin le 28 compte rendu de fortification ennemie qui devait nécessiter bombardement de trois jours à ne commencer que le 3. Vous ai rendu compte que j'étais intervenu et qu'attaque serbo-française était fixée 3. Dans nuit 2. Bulgares sous pression Serbes évacuent toutes positions. Nouvelle inertie. Deux groupes 155 laissés quarante-huit heures repos. Attaques en cordon depuis lac Presba. Je donne ordre choisir un point attaque et déterminer jour.

Vous ai rendu compte qu'il avait fallu encore que sur demande je recule date attaque. En un mot, jamais forces françaises n'ont été engagées pour arriver à un résultat ; il y a toujours eu temporisation.

Il est impossible que situation dure.

Général Cordonnier a bravoure sous-lieutenant, haute culture intellectuelle et militaire, mais ne peut sans être tenu en lisière commander une armée qui ne fait pas guerre de tranchée. J'estime qu'il doit être remis à tête corps d'armée.

2° Etant en opération et vu pluie et hiver, importe ne pas perdre temps. Vous prie par suite de me notifier télégraphiquement relève commandement du général Cordonnier. Commandement armée Orient sera exercée provisoirement par général Leblois. Vous demanderai de le titulariser dans emploi si je le juge apte.

N° 56. — *Ordre général d'opérations, n° 16.*

La journée du 16 est employée a l'amélioration des positions d'infanterie et d'artillerie, le tir des pièces étant fixé par les ordres donnés par le général commandant l'artillerie de l'armée.

Le 20 octobre, les batteries consommeront le même nombre de projectiles que la preparation du 14 en a exige de six heures et demie à midi. Toutefois on ne se servira plus d'obus spéciaux, mais d'obus explosifs et à balles.

Le tir de préparation commencera à neuf heures et demie, jusqu'à quatorze heures et demie.

A quatorze heures et demie le 75 allongera son tir de 500 mètres, mais le tir cessera à quatorze heures quarante-cinq sur la hausse allongée.

A quatorze heures et demie l'infanterie lancera de légères patrouilles dans le but unique de voir si l'ennemi est en mesure de les recevoir immédiatement sous son feu de mitrailleuses ou d'infanterie.

Le général commandant l'armée veut par cette expérience juger de l'état de préparation qu'on peut obtenir avec la quantité de batteries dont nous disposons et grâce aux déplacements de batteries qui ont été faits depuis le 14.

Comme l'artillerie ennemie pourra être incitée à riposter on se gardera bien d'augmenter l'effectif des fantassins dans les tranchées.

Il est en effet bien entendu qu'il s'agit *d'un combat d'étude et non d'une attaque.*

Général CORDONNIER.

N° 57. — *Télégramme du 1er Octobre 1916, n° 390/3.*

Réponse à 1931 et 1989.

Le 29, sous n° 538 vous ai déjà donné renseignements sur Italiens. La situation est la suivante : Front tenu par 57e division française et 17e division coloniale est actuellement tenu : 1.000 mètres environ par les Anglais, 35e division italienne renforcée artillerie française comme vous l'ai dit sous n° 1931 et une brigade

17e division coloniale. Ai mis d'abord en réserve une brigade division coloniale pour voir venir, ai autorisé Italiens à évacuer tous villages pied Bélès, dans lequel il y avait 12 compagnies italiennes. puis ai enlevé brigade coloniale réserve pour envoyer en Macédoine occidentale : général italien a été prévenu par lieutenant-colonel italien attaché a mon quartier général. Il m'a dit qu'il avait écrit à Rome pour signaler qu'il était en l'air lorsque j'ai été le voir à son quartier général où j'ai eu l'entretien le plus amical et où je l'ai mis au courant de l'ensemble des opérations ; je lui ai répondu d'autre part, par écrit, en lui signalant que l'ennemi avait diminué devant lui, et j'ai ajouté, de ma main, que j'étais convaincu que sa belle division serait toujours à hauteur des circonstances. En résumé : 1° général Petitti a su mouvement enlevement brigade coloniale ; 2° son front est étendu, mais c'est une nécessité ; 3° j'ai dû mettre Italiens sur front défensif espérant qu'ils attaqueraient Bélès, mais ils craignent se lancer faute artillerie lourde que je ne puis distraire autres zones. Je n'ai pu les mettre autre part, car en Macédoine occidentale Serbes y sont, et je crains conflit avec eux ; suis intervenu déjà discrètement et n'ai pas voulu notamment épiloguer sur refus musique serbe de jouer hymne italien un jour de débarquement. Le rôle défensif est ingrat, mais le rôle offensif a ses difficultés également, et les Italiens ont été surpris par le pays et surtout la malaria qui a fait et fait encore de profonds ravages chez eux, malgré qu'ils soient en montagne. Enfin, j'ai toujours exalté armée italienne devant journalistes, et lors de l'incident de Poroj où une de leurs compagnies a disparu, j'ai insisté devant eux sur leur belle attitude, et ai relevé vertement un journaliste grec qui avait donné faux renseignement. D'autre part, comme Grecs et Italiens sont mal ensemble, j'ai prévenu journaux grecs et italiens d'avoir à s'abstenir de toute discussion sur Epire, Albanie, Dalmatie, sous peine suspension. En un mot, j'ai traité la question réserves au point de vue militaire ; il faut que je mette tout mon monde sur Monastir, et mes relations sont empreintes de la plus grande cordialité. Je vais d'ailleurs aller avec prince régent voir général Petitti et lui dirai que j'ai été accusé d'avoir avec lui une tension de rapports. Vous verrez quelle sera sa réponse. Tout se résume à ceci : un chef est désireux de sentir derrière lui des réserves et je ne peux les donner. Elles seraient sans doute utiles ; elles ne seront pas indispensables.

N° 58. — *Le ministre de la Guerre à monsieur le général Sarrail, commandant en chef les forces alliées à Salonique.*

Le ministre de la Guerre prie M. le général Sarrail de vouloir bien lui envoyer les réponses aux questions posées ci-dessous :

1° Comment avez-vous organisé votre état-major et utilisé les officiers brevetés qui vous ont été envoyés?

2° Est-il exact qu'un jour déterminé vous n'aviez aucun officier du 3e bureau présent à Salonique?

3° Est-il exact que le 23 septembre, vous ayez prescrit sur la demande du chef d'état-major serbe une attaque franco-russe pour le 24 sans attendre le retour de votre chef d'état-major que vous aviez envoyé pour se renseigner sur la situation?

4° Est-ce l'exécution de cette attaque, sans préparation suffisante, qui aurait motivé la réclamation du général Diterich commandant la brigade russe?

5° Les commandants de chacune des armées alliées ont-ils toujours été tenus au courant de la situation générale? Ont-ils reçu communication des ordres donnés et des opérations exécutées dans les secteurs voisins?

6° Est-il exact qu'à la date du 4 septembre le général Milne n'avait pas encore été avisé du projet de contre-offensive à l'aile gauche?

7° Quels sont les motifs qui vous ont déterminé à répartir les forces françaises telles qu'elles l'étaient dans les premiers jours d'août?

8° Lorsque vous avez constitué l'armée française d'Orient sous les ordres du général Cordonnier, quelles sont les raisons pour lesquelles vous n'avez doté organiquement cette armée d'artillerie lourde dont le chef, le colonel Mercier, était cependant désigné?

9° Pour quelles raisons en donnant au prince régent des renseignements secrets sur les effectifs vous êtes-vous borné à lui donner le nombre des fusils qui ne donne qu'une idée incomplète du nombre des combattants?

10° Après avoir reçu l'ordre de participer aux offensives d'ensemble de la coalition quelles dispositions avez-vous prescrites?

a) pour préparer cette offensive?

b) pour la réparation ou la création des voies de communication?

c) pour l'organisation des ravitaillements?

d) sous quelles formes avez-vous communiqué vos intentions aux commandants des armées alliées pour les mettre en mesure de remplir la tâche qui leur était assignée ?

11° Pour quelles raisons l'offensive que vous aviez préparée dans la région de Iluma ?

12° Quand vous avez pris la décision de contre-attaquer l'aile droite bulgare en direction de Monastir, quelles dispositions avez-vous prescrites :

a) pour préparer cette offensive ?

b) pour la réparation ou la création des voies d'accès ?

c) pour l'organisation des ravitaillements (1) ?

13° Comment s'est manifestée votre intervention personnelle dans la conduite des opérations ?

14° Quelles sont les dispositions que vous avez prévues pour le cas où un changement dans la situation générale rendrait possible une offensive ennemie ?

Organisation en front.

Premières lignes.

Lignes successives de repli.

15° Quels sont les motifs qui vous ont déterminé :

A relever en pleine action le général Frotié de son commandement ;

Puis à lui accorder une citation ;

Puis à le rétablir dans son commandement ?

Signé : Roques.

Nota. — Le ministre voudrait être en possession de ces réponses le vendredi 10 novembre au plus tard.

N° 59. — *Le général Sarrail, commandant en chef les armées alliées, à M. le ministre de la Guerre.*

J'ai l'honneur de vous donner ci-dessous les réponses aux questions qui font l'objet de votre lettre du 7 novembre 1916.

1° L'état-major a été organisé conformément aux principes posés dans mon télégramme 9265/1 H. du 8 août 1916 adressé à Jogal et qui n'a soulevé aucune objection.

(1) Il y aura lieu de joindre à l'appui de cette question un compte rendu établi par le général commandant la brigade russe et par chacun des chefs de corps qui ont été engagés dans la région de Monastir, sur les conditions dans lesquelles s'est fait le ravitaillement de leur unité dans la période du 1er septembre au 1er novembre. En particulier, les jours où le ravitaillement n'est pas arrivé seront indiqués avec précision.

Trois officiers brevetés m'ont été envoyés depuis lors :
Lieutenant-colonel Georges, adjoint au chef d'état-major ;
Chef d'escadrons Mac Carthy, affecté au 3e Bureau ;
Chef de bataillon Bossaut, affecté au 1er bureau.
Ci-joint la liste des officiers qui composent actuellement mon état-major.

2° Je n'ai aucun souvenir de ce fait et les officiers sous mes ordres sont dans le même cas. Je puis toutefois affirmer que je vais journellement au 3e bureau et que j'y ai toujours trouvé un officier.

3° Mon chef d'état-major n'a pas été envoyé pour me permettre de prendre une décision. Je n'ai pas attaqué parce que les Serbes le demandaient. Je l'ai fait parce que je le croyais indispensable. Les carnets trouvés sur les Bulgares me donnent raison. Il y avait à ce moment une désorganisation complète chez l'ennemi.

D'ailleurs le 22 septembre, le général Cordonnier dans une conversation qu'il a eue avec moi au Hughes m'a dit : « La préparation d'attaque par artillerie lourde sur Petorak est commencée. »

Le 23 septembre, à la réception de mon ordre d'attaque pour le 24, il m'a fait télégraphier par le capitaine Quegneaux, officier de liaison : « Sommes prêts, agirons en liaison avec les Serbes. »

4° Le général Diterichs n'a jamais fait de réclamation. Il a exposé une fois dans une lettre les difficultés réelles qu'il trouvait devant lui et c'est tout.

Au reste s'il y a eu préparation insuffisante, c'est là une question qui n'a rien à voir avec l'ordre général d'attaque proprement dit. Celui-ci était plus que justifié puisque le commandant de l'armée avait déclaré le 23 septembre qu'il était prêt et que la situation générale l'exigeait, comme je l'ai dit ci-dessus.

L'engagement tactique de la brigade russe a pu laisser à désirer : c'est là un fait qui échappe complètement à toute prévision, à toute action de ma part.

5° Les commandants des armées alliées ont été constamment tenus au courant de la situation générale. Pas une opération n'a été faite sans que l'exécutant n'ait été consulté au préalable. Je vais personnellement les voir soit à Salonique, soit à leurs quartiers-généraux pour échanger des vues sur les opérations. J'ai un service d'officiers de liaison dont je me sers pour les questions secondaires, comme pour me tenir et les tenir au courant :

Armée britannique : lieutenant-colonel anglais Strutt ; lieutenant français de Mouchy.

Armée serbe : colonel serbe Miloievitch ; colonel français Douchy.

Armée italienne : lieutenant-colonel italien Gilbert de Winckels ; capitaine français Canudo.

Armée russe : colonel russe Goudine ; chef de bataillon français Poirot, capitaine français Langeron.

Je suis en communication constante par le téléphone et le télégraphe Hughes avec l'état-major de l'armée d'Orient et il n'y a pas un jour, où un officier de liaison de mon troisième bureau ne cause au Hughes avec moi.

Les commandants des armées alliées ont donc toujours été au courant des opérations exécutées dans les secteurs voisins, de ce que je désirais, de ce que je demandais; les officiers de liaison ont eu entre les mains les ordres donnés. D'ailleurs, les opérations d'un secteur ont été souvent appuyées par le secteur voisin. (Anglais sur la Strouma et Italiens, Anglais devant Machukovo et 122e division française, etc....)

6° La contre-offensive d'aile gauche a été déclanchée le 12 septembre. J'en ai avisé personnellement le général Milne et dans les premiers jours du mois, bien que l'armée britannique n'ait pas eu un rôle à jouer. Je me rappelle très bien le fait. Les autres armées ont eu un ordre écrit.

7° Dans le but d'agir sur le front Huma-Guevgueli une masse d'attaque française (122e D. I. et 156e D. I.) qui devait être appuyée par la 1re armée serbe avait été constituée sur la rive droite du Vardar.

La 17e division coloniale et la 57e division étaient restées dans leurs secteurs normaux :

1° Parce qu'il n'avait pas été possible de les faire relever.

2° Parce que la 17e division coloniale allait engager une action offensive pour répondre aux intentions du G. Q. G.

Un détachement (cavalerie, 2e *bis* de zouaves, groupe à cheval) faisait diversion sur la rive gauche de la Struma.

Ce dispositif était d'autre part conforme aux projets que j'avais soumis au G. Q. G. pour répondre aux directives données et je n'avais pas été averti qu'il ait soulevé d'objections.

8° Les Italiens n'ont pas d'artillerie lourde, les Anglais n'en avaient pas beaucoup au courant d'août, les Russes n'en ont pas du tout; les Serbes en réclament toujours. Il fallait donc scinder l'artillerie lourde.

L'A. F. O. disposait par suite (1) de 2 groupes de 105 : 3 batteries et d'un groupe monté de 155 C. retirés du front de la 17e division coloniale sur lequel l'action était toujours très vive et qu'on ne pouvait dégarnir brusquement. D'autre part, pour étayer les Serbes, il leur avait été donné : 2 batteries de 155 L., 4 batteries de 120 L. et 2 batteries de 155 C.

Le colonel Mercier avait été conservé pour l'envoyer où les circonstances l'exigeraient et pour centraliser les questions ressortissant à ces divers détachements.

9° J'ai refusé de donner des renseignements sur les effectifs au

(1) Non compris un groupe de 120 par division.

général Boyovitch, aux Russes, aux Anglais, aux Italiens. Le prince régent de Serbie m'a alors demandé si les renseignements qu'il avait étaient exacts ; il ne m'a parlé que des baïonnettes ; je lui ai déclaré qu'il ne se trompait pas.

10° Les raisons qui avaient fait choisir la région de Huma comme zone d'attaque principale ont été exposées dans un rapport précédent.

Cette action devait être exécutée par :

la 122e division déjà sur place ;

la 156e division retirée à cet effet du front et rassemblée au sud de Gumendze ;

une brigade russe qui était en voie de rassemblement à Salonique ;

la 3e armée serbe qui avait une division (Morava) en place entre la ligne Cerna-Peka-Ljumnica et la crête Golemo-Osin. L'autre division (Vardar) de cette armée était rassemblée en arrière pour l'appuyer.

A gauche la 2e armée serbe devait faire une action démonstrative dans la direction du Kaimakalan. Une de ses divisions était au début en réserve dans la région de Vertekop.

A droite la 17e division coloniale devait faire une diversion.

A l'extrême droite un détachement mixte composé de trois régiments de cavalerie, d'un groupe à cheval et du 2e régiment *bis* de zouaves était sur la rive gauche de la Strouma et devait opérer vers Demir-Hissar et Krusevo.

L'armée anglaise restait sur la défensive, une de ses divisions en réserve dans la région de Kukus.

Ce plan, afin de rester secret, n'a été communiqué qu'au général Boyovitch et, en ce qui concernait l'action sur Huma, au général commandant la 122e division ainsi qu'au général commandant l'artillerie.

b) Les travaux de route ont été exécutés par :

1° La 122e division renforcée de deux compagnies du génie serbes et d'un bataillon serbe. La division a fait les pistes :

a) *Bohemica-Dreveno-Mayadag ;*

b) *Bohemica-Izvor-Mont Maurel-Cretes-Violettes-Ljumnica ;*

c) *Bohemica-Izvor-Mont Maurel-Mont Lanfranchi-Kupa-Izvor-La-Bergerie ;*

d) *Bohemica-Dreveno-Kara Sinanci.*

2° La division Morava a employé un régiment à faire la route *Gumendje-Barovica-Livadi*, Batteries.

Malgré les difficultés de terrain, une concentration d'artillerie a été tentée. C'était sur l'artillerie lourde que je comptais, l'adversaire n'en ayant pas dans la région si mes renseignements étaient exacts.

Au commencement d'août étaient en batteries :

2 groupes de 155 long;
2 pièces d'un autre groupe qui se trouvait à Gumendze:
1 groupe de 120 long à tracteurs;
4 pièces de 100 de Marine;
1 pièce de 16 c/m de Marine.
Il devait encore être transporté :
l'A. D. 156 y compris son groupe de 120 long;
2 groupes de 105;
2 groupes de 155 court.

c) Ci-joint deux résumés sur le ravitaillement en vivres et en munitions.

d) Je suis allé sur le terrain avec le général Regnault, commandant la 122e division, puis avec le général Boyovitch. Nous avons discuté sur place. Nous étions d'accord.

L'offensive bulgare a rendu impossibles l'opération et les ordres à donner à cet effet.

11° Par télégrammes n° 6555 et 6559 du 23 juillet 1916 le G. Q. G. m'a donné comme mission initiale « d'accrocher le maximum de forces bulgares et de me tenir prêt à entamer les opérations offensives à une date qui sera fixée ultérieurement. (Probablement le 1er août.)

Par télégramme n° 6121 du 29 juillet le G. Q. G. m'a donné l'ordre de me tenir prêt à entamer les opérations offensives à partir du 4 août.

J'ai dû monter une action sur Doiran pour maintenir l'adversaire. J'en ai rendu compte.

J'ai fait poursuivre cependant la préparation de l'action sur Huma.

J'ai dû finalement renoncer à cette opération le 20 août parce que le recul de la 3e armée serbe devenait dangereux et que, pour l'enrayer, j'ai été amené à étayer cette armée avec une partie de l'artillerie lourde destinée à l'action sur Huma et une partie de la 156e division; la 1re armée serbe a dû suivre peu après; tout le centre de gravité de mon dispositif a été changé. L'attaque sur Huma n'était donc plus à faire.

12° *a)* L'armée d'aile gauche sous les ordres du général Cordonnier a été constituée initialement avec les troupes suivantes :

156e division qui était précédemment en réserve sur la rive droite du Vardar;

57e division dont la relève par la 35e division italienne a commencé le 28 août;

3e régiment passé disponible à Salonique;

2e *bis* régiment de zouaves, 1er régiment de chasseurs d'Afrique, du détachement de la Struma;

5 batteries de 105 et 2 batteries de 155 court.

Sa préparation a été gênée par :

1° La constitution d'une brigade mixte qui a été embarquée pendant plusieurs jours. C'est sur un ordre du G. Q. G. en date du 26 août que cette brigade a été constituée.

2° La demande du général Milne de laisser provisoirement une brigade et un groupe de montagne de la 57e division en réserve derrière la gauche du 16e corps anglais.

3° La demande du général commandant la 35e division italienne de conserver un groupe de 75 et une batterie de 105.

b) Le 28 août j'ai demandé au G. Q. G. serbe de faire commencer la réfection de la route Verria-Kozani par la division de cavalerie serbe et de faire aménager d'urgence la piste Ostrovo-Katranica-Udzara pour permettre le passage de l'artillerie de campagne.

Le 31 août, le 18e bataillon territorial de zouaves a été transporté à Verria par voie ferrée avec mission de remettre en état la route Verria-Kozani.

L'ennemi se trouvait non loin d'Ostrovo. Les forces françaises s'avançaient par Verria-Kozani direction Excisou. Il n'y avait rien comme route. Il fallait cependant attaquer. L'axe de la marche était tout d'abord seul aménagé. Aucun travail n'avait été fait de ce côté, notre offensive ne devant pas prendre une direction si excentrique avant l'offensive bulgare vu les difficultés de communication et les effectifs.

c) Ci-joint notes au sujet du ravitaillement.

13° Pour la conduite des opérations j'ai, en ce qui concerne les Serbes, été en communication constante avec le prince régent et ensuite le général Boyovitch; le jour de l'attaque je suis allé en outre sur le terrain.

En ce qui concerne les forces françaises, la copie des télégrammes par Morse ou Hughes que j'ai envoyés pour montrer l'inertie du général Cordonnier établit trop que j'ai dû me mêler plus qu'il ne fallait de pousser, de rectifier et d'actionner. Ces faits se sont renouvelés jusqu'au moment où cet officier général a été relevé. Je citerai notamment les observations que j'ai dû faire à la cote 649 face à Kenali, qui avait été attaqué sans l'être.

14° Ma note n° 196/3 du 8 septembre aux 122e et 17e divisions et ma lettre n° 197/3 du 8 septembre au général commandant la 35e division italienne (voir dossier relatif à l'organisation de l'attaque de l'armée franco-russe) spécifient que ces unités doivent entreprendre des actions offensives à partir du 10 septembre sous réserve que ces actions ne compromettront pas la solidité du front.

J'ai demandé de vive voix au général Milne une coopération semblable de l'armée anglaise sous les mêmes réserves.

J'ai insisté à différentes reprises sur la nécessité de créer des

organisations défensives solides sur le front passif. Voir notamment au dossier A. F. O. n° 216/3 du 10 septembre aux 17e et 122e divisions, et lettre n° 220/3 du 11 septembre au général commandant les forces britanniques.

En ce qui concerne le front actif, il est de règle que toute position conquise est immédiatement organisée. Je ne l'ai pas rappelé pas plus que je n'ai rappelé qu'il fallait se garder par des avant-postes. La marche en avant avec ces organisations successivement ébauchées donnait tout naturellement une série de lignes à réoccuper successivement si un repli devenait nécessaire.

Je me suis par suite nettement élevé contre un ordre de poursuite qui prescrivait de se fortifier dans chaque village atteint, ce qui a permis à l'ennemi de s'échapper; quand j'ai remis l'ordre d'attaquer et que j'ai vu que mes ordres se traduisaient uniquement par le commencement d'une organisation défensive, j'ai fait connaître nettement qu'il fallait presser l'ennemi et non lui permettre de se ressaisir. Les événements m'ont donné raison.

15° Le général Frotié m'avait rendu compte depuis longtemps qu'il était malade. Je l'ai fait venir pour juger personnellement de son état et voir s'il pouvait continuer à commander sur la Struma. Il était réellement sérieusement malade. Je lui ai donné une convalescence. Voilà les faits. Quant à la citation, les services qu'il avait rendus depuis son arrivée en Orient et la maladie qui le terrassait et contre laquelle il avait lutté pour rester à la tête de ses troupes, m'ont paru des titres suffisants et indiscutables à cette distinction.

N° 60. — *Le ministre de la Guerre, à monsieur le général Sarrail, commandant en chef les armées alliées à Salonique.*

Depuis que l'état de siège a été proclamé à Salonique, un certain nombre d'événements se sont produits dans la place qui ont été de nature à faire soupçonner notre attitude en ce qui concerne la neutralité que nous devons observer dans les questions touchant la politique intérieure de la Grèce. Ces événements qui ont d'ailleurs donné lieu à des demandes d'explications des gouvernements alliés sont rappelés ci-dessous :

1° Attaque des insurgés contre la caserne occupée par les troupes royales à Salonique.

2° Motifs qui ont déterminé le commandant en chef des troupes alliées à permettre :

a. La constitution d'un camp des insurgés à Salonique.

b) L'institution d'un comité de salut public.

c) Le fonctionnement de tribunaux relevant de ce comité qui ont fait arrêter et juger des sujets grecs.

3° Conditions dans lesquelles s'est produite l'occupation d'Ekaterini par les troupes vénizélistes.

Le général Sarrail est prié de vouloir bien établir pour le ministre de la Guerre un exposé de ces questions en indiquant quelle a été son attitude et les raisons qui la lui ont dictée.

Pour l'avenir toutes les questions de cette espèce et notamment les demandes de monsieur Vénizelos autres que celles relatives au recrutement et à l'organisation des troupes grecquest destinées à combattre les Bulgares devront, avant toute solution, être soumises par le général Sarrail a la décision du ministre de France a Athènes.

Signé : ROQUES.

N° 61. — *Le général Sarrail commandant en chef les armées alliées à M. le ministre de la Guerre.*

J'ai l'honneur de répondre ci-dessous aux questions relatives à divers événements qui se sont produits à Salonique depuis la proclamation de l'état de siège.

J'ai continué avant comme apres à vouloir ignorer complètement ce qui se passait comme politique intérieure grecque.

J'ai laissé le maire, le préfet, les autorités militaires, discuter entre eux et prendre toutes mesures qu'ils croyaient utiles ou nécessaires pour assurer leurs fonctions en se conformant aux ordres envoyés d'Athènes.

Je ne suis intervenu que lorsque l'ordre pouvait être troublé ; en d'autres termes, j'ai voulu que l'ordre règne à Salonique.

Cette considération m'a amené à intervenir le 31 août. Jusqu'à ce jour tout s'était passé tranquillement entre les deux partis. Aucune collision. Aucun trouble dans la rue. A 1 h. 1/2 j'ai entendu une fusillade. Les adversaires, qui jusqu'alors avaient plus ou moins fraternisé et cherché, paraît-il, une formule qui aurait mis tout le monde d'accord, en sont venus aux mains. J'ai exigé que tout rentre dans l'ordre. Comme j'en ai rendu compte, les troupes grecques, sous les ordres du colonel Tricoupis, qui craignaient une poussée, ont préféré venir à nous plutôt que de continuer a causer avec les Grecs.

Il n'y a jamais eu un camp d'insurgés a Salonique. La gendarmerie (800 hommes environ) a fait un mouvement, et s'est ran-

gée à côté de l'Entente pour marcher contre les Bulgares et c'est tout.

Elle a continué à assurer son service et autour d'elle se sont réunis une serie de gens ayant les mêmes tendances.

La création d'un comité du salut public a été faite comme celle d'autres comités ; c'était une question de politique intérieure grecque : il ne m'appartenait pas de m'en mêler.

Quant aux tribunaux, ils ont continué à juger comme auparavant. Si certains membres ont été remplacés, je ne m'en suis pas occupé, pas plus que je ne suis intervenu lorsque les magistrats favorables à l'entente ont été plus ou moins molestés. J'ai estimé d'ailleurs que les tribunaux hellènes devaient connaître des crimes et délits, et non les tribunaux militaires français. Il m'avait été fait d'ailleurs à ce sujet des objections graves quand j'avais demandé à proclamer l'état de siège et j'avais répondu que je maintiendrais les tribunaux grecs.

Quant à l'occupation d'Ekaterini, elle a été faite par un bataillon formé à Verria, et j'ai appris l'expédition parce qu'il a été demandé d'envoyer des renforts par mer, ce qui a été refusé. Ce bataillon avait été formé parce que les déserteurs vénizélistes avaient comme point de rendez-vous Ekaterini.

Le ministre de France sera saisi de toutes questions soulevées par M. Venizelos, ce que j'ai d'ailleurs toujours fait, ne désirant en aucune façon m'occuper de questions, que, à tous les points de vue, je préfère voir traiter par d'autres que moi.

N° 62. — *Télégramme du 3 novembre 1916 n° 596/3.*

(Réponse à 6307. G. Q. G.)

1° Arrivée une division anglaise, une division française et constitution nouvelle division avec brigade coloniale et zouaves ne peuvent permettre réunion contingent alliés par nationalités.

Ce résultat est déjà obtenu pour Serbes.

Pour Anglais, général Milne a intention mettre division supplémentaire sur Strouma, ou estime cette unité nécessaire. Ne pourrait relever Italiens que si deux nouvelles divisions venaient lui permettre de relever Petitti et éléments français laissés en réserve dans cette zone.

Contingent italien et russe n'a ni artillerie de campagne ni artillerie lourde et ne peut par suite, jusqu'à nouvelle organisation, qu'être mélangé avec forces françaises.

J'ajouterai que Italiens ne peuvent être mis à côté Serbes, vu

animosité et ne peuvent aller extrême gauche pour ne pas être d tournes vers El-Basan et Epire aux lieu et place de Bulgarie.

D'autre part Russes ont fait connaître que guerre en montagne les étonnait et ne peuvent donc aller à extrême aile gauche.

2° J'estime que, en Macedoine orientale, Anglais doivent pouvoir tenir sur lignes actuelles, bien que général Milne m'ait demandé deux nouvelles divisions pour rendre intangible le front du lac de Doiran au Vardar.

Division française intercalée entre Vardar et Nonte a un front tel qu'il peut y avoir un à-coup et il n'y a pas de réserve en arrière, pas plus que pour défendre Salonique.

Armee serbe a effectifs sensiblement diminués mais, vu moral, doit pouvoir tenir quoiqu'il arrive. Elle ne peut progresser qu'avec concours toute artillerie française disponible et de réserves étrangères mises à sa disposition.

Elements russo-français peuvent essayer percée première ligne vers Velusina-Lazec, mais n'ont plus artillerie lourde qui est sur front serbe.

Ai, par suite, intention continuer action agressive dans boucle Cerna et essayer atteindre Monastir. Même après arrivée renforts, ne crois pas pouvoir aller plus loin, vu époque de l'année. Si cet objectif est atteint, je regrouperai forces : Serbes à Monastir, Français, Italiens, Russes par Cerna direction par Demir-Kapou et autres pistes sur Vardar pour faire tomber par manœuvre lignes bulgares de Huma à Guevgueli.

3° J'estime que Salonique, base unique, est suffisante avec installation actuelle. Toutefois il devrait être entendu que tout pays hellenique arrière, qui serait nécessaire éventuellement, pourrait être occupé pour mouvements de troupes, convalescents, malades, etc.

Quant à armée vénizeliste, elle n'est pas encore sortie des limbes. Recrutement forcé ne donnera pas à mon avis bon résultat : Grecs, et surtout officiers, desirant uniquement ne pas se battre.

D'accord avec Milne, tout contingent grec serait envoyé vers moyenne Strouma, avec pour objectif Serès et plus tard marche en longeant le littoral.

N° 63. — *Télégramme 598/3 du 16 novembre 1916.*

Réponse à 7831.

Si empereur Russie désire que ses troupes soient sous ordres

Serbes, il n'y aura plus à cette mesure opposition tacite ou verbale chez Russes Salonique. Mais au point de vue militaire, il ne peut y avoir mélange unités. Forces russes doivent opérer à part. Serbes ont trop tendances à mélanger toutes leurs unités suivant nécessité du moment. D'autre part, Russes n'ont pas artillerie, pas de services. Il faut donc que nous leur en donnions. Pour ces raisons Russes pourraient être employés à côté Serbes dont je rétrécirais front quand mouvement en avant permettra cette juxtaposition et commandement serbe pouvant ainsi les actionner.

N° 64. — *Traduction de la lettre du 30 novembre 1916.*

Le général Milne, commandant en chef l'armée britannique à monsieur le général Sarrail, commandant en chef les armées alliées.

J'ai l'honneur de vous informer que conformément aux représentations pressantes exprimées dans votre lettre du 26 novembre, n° 808/3, les troupes sous mon commandement ont occupé le front tenu par la 35e division italienne. Par suite de ce mouvement, l'armée britannique s'étend sur un front de 110 kilomètres, couvrant trois sur quatre des issues de Salonique. Tout le long de ce front, l'ennemi occupe des positions retranchées dont l'attaque nécessitera une concentration d'hommes et de canons, ce qui exige du temps.

Je présume que votre demande de relever le front italien modifie les instructions exprimées dans votre lettre n° 751/3 du 29 novembre 1916; la division qui aurait été utilisée comme renfort du 12e corps n'étant plus, de ce fait, disponible.

Dans ces conditions, et, conformément à l'accord intervenu entre le haut commandement en juillet, je vous demanderai de vouloir bien m'informer en temps utile, du but que, dans les conditions actuelles, vous désirez voir atteindre par l'armée britannique, à l'effet de me mettre en mesure d'effectuer une attaque, même locale, dans une zone quelconque, j'aurais à considérer le retrait de troupes d'autres parties du front.

De plus, afin de me permettre de préparer l'avenir, je vous demanderai, lorsque vous aurez pris une décision, de vouloir bien me donner des indications précises sur les plans que vous avez en vue pour la campagne de printemps, car suivant que l'armée britannique en entier devra être concentrée, soit sur le front du

Vardar, soit sur celui de la Struma, il sera nécessaire d'établir des communications en conséquence; et, le gouvernement britannique ne sera pas disposé à sanctionner la construction de voies ferrées en arrière du front que s'il a l'assurance que la zone en question sera choisie comme théâtre d'opérations pour l'armée Britannique.

Je vous prierai, afin d'éviter toute possibilité de malentendu, de bien vouloir me fournir, par écrit, votre réponse à ces deux questions.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : G. F. Milne.

N° 65. — *Le général Sarrail, commandant en chef les armées alliées, à monsieur le général commandant l'armée britannique.*

J'ai l'honneur de répondre aux deux questions que vous m'avez posées au sujet de l'emploi de l'armée britannique à l'heure actuelle puis au printemps.

L'arrivée d'une 6e division britannique et le retrait d'une division italienne entre mer et Vardar ne peut changer le rôle à la fois défensif et agressif qui avait été dévolu le 20 novembre dans mon instruction aux troupes de la 35e division italienne et du 16e corps. Le passage à l'offensive vers le Nord du 12e corps ne peut sans doute pas être envisagé puisque dans ce but vous aviez songé à l'entrée en ligne de la 6e division, néanmoins il m'est peut-être permis d'escompter l'arrivée d'une 7e division britannique, si mes derniers renseignements sont exacts, et dans ces conditions les opérations vers Doiran et le Petit Couronne me semblent devoir être reprises.

J'ajouterai même, à un autre point de vue, que, d'après mon service de renseignements, il y a devant le front britannique du Vardar à Doiran 20 bataillons ennemis dont 3 allemands; de Doiran à la Struma 18 bataillons, sur la Struma 36 bataillons dont 6 turcs, soit un total de 74 bataillons dont 6 de qualité spéciale contre plus de 72 bataillons britanniques et 3 bataillons grecs bientôt portés à 6, si vous le voulez bien. Même dans ces conditions, rien n'empêcherait par une concentration de forces de prendre Demir-Hissar et par cette offensive même sans lendemain de menacer Rupel et retenir l'ennemi. Je vous indique cette opération, mais comme je vous l'ai dit plusieurs fois, je me remets complètement à votre initiative pour décider le point où vous

pourriez attaquer localement, l'opération étant plus ou moins facile d'après les cantonnements, les organisations défensives ou les facilités de ravitaillement. L'essentiel à mon avis se résume à ceci : par une opération sérieuse empêcher tout nouveau retrait de troupes du front Vardar à la mer.

Quant à l'offensive du printemps, sans préjuger des événements qui peuvent survenir d'ici cette époque, quels que soient les effectifs britanniques du moment, quelle que puisse être l'importance des forces grecques alors réellement armées, il me paraît incontestable qu'une attaque sur le front Vardar-Doiran se heurterait à des positions depuis longtemps organisées, que pour la faire il faudrait pouvoir l'entretenir avec de gros effectifs ; dans ces conditions je vous confirme par écrit ce que j'ai eu l'honneur de vous dire verbalement : l'attaque britannique devrait prendre pour objectif initial Serès puis Rupel.

N° 66. — *Télégramme G. Q. G. à général Sarrail (11-12-1916).*

En réponse à 926/3 du 8 décembre.

1° J'approuve dans son ensemble la conception que vous vous faites de la situation.

2° Dans les circonstances créées par défaite des armées roumaines la mission précédemment assignée aux forces alliées de Salonique consistant à attirer sur elles la majeure partie des forces bulgares et à agir offensivement en combinaison avec forces russo-roumaines est momentanément suspendue.

3° J'estime d'autre part, avec commandant en chef des troupes russes, qu'aussitôt situation stabilisée en Roumanie et armées roumaines reconstituées, les forces russo-roumaines devront de nouveau passer à l'offensive. Armée d'Orient reprendra à cette époque, qu'il est impossible de fixer, la mission qui lui a été assignée à la conférence Chantilly. (Télégramme 8500 à 8502 m du 22 novembre.)

4° Jusque-là conduite à tenir, armée d'Orient, devra être fixée par vous sur les bases suivantes :

A) S'établir dans une situation solide permettant résister à toutes les attaques que l'ennemi pourra diriger contre elle, et pouvant servir base pour une reprise ultérieure de l'offensive.

B) Ne pas abandonner sans nécessité militaire les gages territoriaux qu'elle détient.

C) Se réserver la possibilité d'agir rapidement en cas de besoin contre la Grèce.

Accord indispensable entre Alliés pas encore réalisé sur action commune.

5° Le comité de guerre anglais et le commandant en chef des armées italiennes ont fait connaître qu'ils ne pouvaient envoyer à Salonique aucune force nouvelle. Quel que soit résultat des efforts que gouvernement français puisse entreprendre auprès d'eux vous ne pouvez compter avec certitude que sur forces françaises qui vous sont annoncées.

6° L'effort maximum va être tenté pour accelérer transport des divisions nouvelles ainsi que celui des renforts. Prévisions de transport nouvelles qui seront établies vous seront adressées aussitôt que possible.

7° En ce qui concerne Grèce, j'appuie auprès du gouvernement toute solution tendant à liquider question grecque, dans le plus court délai possible, par les moyens de pression maritime dont nous disposons de manière à obtenir garanties réelles de neutralité et à vous permettre recuperer tout ou partie des forces que situation actuelle vous oblige à immobiliser face au sud.

8° Il vous appartient de régler d'après ces directives la conduite que vous avez à suivre.

Me tenir au courant des dispositions que vous prendrez en conformité des instructions générales ci-dessus.

N° 67. — *Télégramme du 2 janvier, 51/D. S.*

Ministère de la Guerre à général Sarrail.

1° Gouvernement britannique demande formellement qu'aucune opération en direction de Larissa ne soit entreprise dans situation actuelle ;

2° Il a été en effet convenu dans conférence du 27 décembre a Londres qu'aucune operation ne serait entreprise contre la Grèce sans le consentement préalable du gouvernement anglais ;

3° Il doit donc être bien entendu, ainsi que le gouvernement français l'a fait connaître à Londres, que concentration à Kozani n'est qu'une mesure de précaution nécessaire pour parer à toute éventualité sans préjuger d'une opération quelconque contre la Grèce que vous ne devez pas entreprendre sans autorisation des deux gouvernements.

N° 68. — *Télégramme du 18/1 1917, n° 1218/3.*

Réponse à 86/DS.

Je donne ordre pour contrôle, malgré avis venu de Salamine, que légation britannique a ordre contraire.

Pour Eubée, j'estime toujours que occupation totale ou partielle pourra amener à action militaire. Général Bairas, qui y commande, est celui qui était à Serès et voulait empêcher par la force destruction pont Demir-Hissar. Il a reçu récemment troupes renforts sur continent vis-à-vis île. Si île est évacuée par troupes régulières, il suffirait envoyer un millier hommes Sénégalais ou territoriaux que je prélèverais ici et qui suffiraient pour garder mines et Chalcis. Débarquement se ferait sous protection flotte, amiral Thursby, qui a ce secteur, serait actionné par mes soins. Si troupes régulières y sont, il serait nécessaire, pour n'avoir pas échec, envoyer 4 à 5.000 hommes avec artillerie. Je prélèverais ces forces sur 30e division, par exemple, quand elle arrivera.

N° 69. — *Télégrammme du 18/1 1917, n° 1219/3.*

Réponse à 87/DS.

Difficultés communication, état physique troupes première ligne, nécessité de longtemps prévoir à l'avance, et de pas laisser réserve inoccupée quand elle pourrait faire relève, situation spéciale armée serbe m'avaient forcé à vous faire exposé 2359/2.

Ceci posé, je ne puis que vous confirmer que occupation Larissa, Volo donnerait réelle sécurité à nos troupes, élargirait ma base de Salonique, générait mouvements ultérieurs troupes Athènes, faciliterait toute opération ultérieure de notre part, aurait une influence morale certaine.

J'ai pour cette opération, une brigade anglaise à Ekaterini, la 16e D. I. C. à Sorovitch, une division serbe à Ekeisou, deux régiments chasseurs d'Afrique à Kozani.

J'estime qu'il faudrait, au moins provisoirement, se contenter d'aller jusqu'à Volo, Larissa, se fortifier en ce point, y laisser troupes couverture, et avec majeure partie forces revenir sur Bal-

gares. Mais il me semble urgent prendre décision; car 10e D. I. C. me serait utile pour tenter quelque chose sur Staravina, par exemple, afin, par offensive, savoir ce qui se passe et peut être fait en Serbie.

N° 70. — *Télégramme du 26 janvier 1917.*

Guerre au général Sarrail.

N° 165 D S en communication à M. Guillemin, ministre de France Athènes et commandant en chef armée navale Salamine.

Gouvernement estime que le choix des Sénégalais pour servir garde aux officiers contrôleurs est absolument contre-indiqué.

D'une part, connaissant moi-même cette troupe, je sais qu'elle est la moins apte à assurer consigne avec discernement et tolérance.

D'autre part, commandant en chef armée navale signale impression regrettable déjà produite par leur arrivée qui peut être interprétée non seulement par Grecs mais également par Alliés comme une provocation gratuite et comme une cause difficultes et incidents supplémentaires et inutile expectative; gouvernements alliés s'en montrent également émus.

Or il importe avant tout que nous donnions impression de loyauté parfaite et que nous ne fournissions aux Grecs aucun prétexte valable pour se dérober aux obligations que nous leur imposons et que nous restions sur le terrain le plus solide pour en exiger exécution.

Il importe non moins que les neutres dont appui moral nous est essentiel ne puissent avoir aucun doute sur nos intentions sincères pour aplanir difficultés et non les provoquer; que les Allemands n'invoquent pas eux cet argument contre nous; enfin que nos alliés, dont vous connaissez aussi bien que nous les différentes appréciations à égard de la politique à suivre en Grèce, continuent marcher entièrement avec nous.

En conséquence je vous prie de remplacer dans le plus bref délai les Sénégalais par des contingents européens et notamment en ce qui concerne l'arsenal Salamine, sur demande du commandant en chef armée navale, par zouaves de Corfou.

N° 71. — *Télégramme du 27/1 1917*

N° 2618/2. — Ai envoyé à Athènes dix Sénégalais dont deux caporaux pour servir de plantons et ordonnances aux officiers partant pour Athènes. Ces militaires ne sont donc pas la garde des légations. Journaux athéniens le font remarquer aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, je les relève. Quand amiral me demandera garde pour Salamine, enverrai zouaves Corfou.

D'autre part, général Corfou me télégraphie arrivée dans île général Ferrero et ordre donné à mission italienne de chercher casernement pour troupes italiennes qui vont y arriver. Général Baumann ajoute que Serbes sont très émus de cette nouvelle. Je lui télégraphie de s'occuper de son commandement et de ne pas se mêler du gouvernement serbe.

N° 72. — *Télégramme du 27/1 1917.*

N° 277 C. II. — Je reçois avis que deux compagnies 17e Sénégalais ont été envoyées par votre ordre (Direction des troupes coloniales) sur Salamine. La présence dans région Athènes de contingents noirs, avec inconvénients que vous m'avez signalés sous le n° 5, incombe donc à Direction precitee et non à moi. Je fais relever ces troupes par zouaves de Corfou.

N° 73. — *Général Sarrail à amiral « Vérité », 9 avril.*

Si emeute se produit Athènes, si canal Corinthe est franchi par artillerie grecque ou troupe évaluee a un bataillon, si général Braquet vous le demande en mon nom, je vous invite à exécuter instructions pour le cas de guerre avec Grèce paragraphe 1, 2, 3, 5, 7, et en même temps je vous prie bombarder palais du roi ce qui sera fait sans evacuation population et sans avis prealable. Quand vous estimerez bombardement suffisant, vous dirige-

rez feu sur casernes grecques. Feu ne sera interrompu que lorsque roi et gouvernement se seront rendus à votre disposition, à Salamine.

N° 74. — *Ordre du 4/4 au général Braquet.*

Dans le cas soit d'une émeute éclatant à Athènes soit de tout autre circonstance nécessitant une intervention immédiate, le général Braquet est autorisé, sous la reserve de m'en rendre télégraphiquement compte, à prendre toutes dispositions nécessaires et notamment à inviter, en mon nom et sous ma responsabilité, l'amiral commandant l'escadre de Salamine à ouvrir le feu sur le palais du roi ou tout autre point utile.

Dans le cas où les troupes royales sortiraient du Péloponèse et franchiraient le canal de Corinthe, il inviterait également l'amiral en mon nom à arrêter immédiatement et par le feu si nécessaire tout exode. Cette intervention n'empêcherait pas, le cas échéant, de bombarder le palais du roi.

N° 75. — *Télégramme n° 1731/3 du 16/4 1917.*

Réponse à 1057. Je maintiens mes ordres relatifs à bombardement. Vous savez mieux que moi qu'escadre n'a aucune force réelle. Par suite si on n'agit pas par surprise, il n'y a rien à espérer. Je vous prie de garder pour vous et amiral Gaucher les ordres que je vous ai donnés, qui sont exclusivement militaires.

N° 76. — *Télégramme n° 1957/3 du 24 mai 1917.*

Amiral Gaucher me télégraphie pour occuper Eubée. Je lui propose 13e bataillon territorial, 58e chasseurs et 2 compagnies de Mytilène, quitte à prendre les deux compagnies venues de Mytilène ultérieurement pour surveiller isthme de Corinthe et les chasseurs pour Athènes.

J'ajoute que cette opération devrait suivre de quarante-huit heures notre entrée en Thessalie et notre occupation se restreindre d'abord à Chalcis et environs.

N° 77. — *Télégramme n° 1682/3 du 9 avril 1917.*

Réponse à 975 B. S. Je ne peux disposer que du 61e infanterie à Ekcisou, du 40e infanterie à Topcin, de 3 batteries de 75 à Kosani, de 3 batteries de 65 à Topcin, de 2 régiments de cavalerie dans zone neutre. Je ne puis par suite aller simultanément à Larissa et à Athènes.

Je vais concentrer ces forces à Kosani, avec avancée à Servia. Ordres d'exécution sont donnés. Objectif : Larissa.

Ne pouvant aller à Athènes avec ces forces, j'estime que transport de Crète au Pirée de division vénizéliste pourrait solutionner question. Joindrai 3 batteries de 75 et force de cavalerie que j'ai en réserve à Topcin. Général Mas pourrait prendre commandement.

Si cette suggestion non approuvée, prière m'indiquer si objectif Athènes est forcé et rappellerai alors à Salonique tous éléments destinés à Kosani puis Larissa.

N° 78. — *Télégramme n° 1684/3 du 9 avril 1917.*

Vu amiral Salaün, lui ai communiqué télégramme sur opérations Larissa-Athènes, que vous ai envoyé n° 1682/3. Aucun bateau sur rade pour transport. Dans huit jours il pourrait y en avoir. D'ailleurs opérations ne peuvent être immédiates. 61e infanterie ne sera à Kozani que 11 avril; 40e infanterie que 15 avril.

Si permettez aller Larissa, occuperai trois jours après votre télégramme Kalabaka avec deux escadrons cavalerie, Elassona avec trois escadrons et une batterie.

61e infanterie pourrait être 16 avril à Elassona et marche sur Larissa entreprise 17.

S'il faut aller à Athènes, 40e infanterie, rappelé à Salonique, n'y sera pas avant 8 à 10 jours, 61e également. Dans ce cas il ne faut pas avoir un échec : suis avis augmenter forces pour opération. Par suite 15e division coloniale devrait également être retirée

du front et dirigée sur Athènes. Cette mesure entraînerait suspension projet offensive proposée pour 25 avril sur ensemble front des armées alliées. Crois devoir vous signaler fait pour que puissiez prendre décision en toute connaissance de cause.

N° 79. — *Télégramme n° 1790/3 du 28/4 1917.*

Réponse à 1257 B.S. Ai demandé à diverses reprises opérations vers Larissa et avais concentré partie 30e division à cet effet. Sur ordres reçus, télégrammes n° 413, 1079 BS du 14 avril, j'ai dirigé ces forces sur front bulgare. Si temps se remet, action générale offensive pourra commencer 2 mai. Vers 10 mai serai fixé et pourrai vers 15 mai, si 30e division n'est pas engagée, ou vers 20 si elle est engagée, avoir à Servia concentration pour occuper Thessalie. D'ici là pourrai occuper région Elassona avec 2 ou 3 régiments cavalerie, 3 batteries, et 2 ou 3 bataillons d'étapes.

Opération sur Athènes n'est possible qu'après offensive permettant de connaître disponibilités, 2 divisions minimum devant être nécessaires pour ne pas courir à un échec. Jusque-là escadre seule pourrait agir. Mais comme sa force débarquement est pour ainsi dire nulle, comme un bombardement avec avertissement préalable, qui a été exigé par amiral, est seul possible et aura pour unique résultat d'envoyer quelques obus sur le Palais Royal et les casernes évacuées, il est permis de conclure que roi de Grèce pourra faire jusqu'à ce moment tout ce qu'il voudra, même m'attaquer par derrière, s'il sort du Péloponèse troupes, sortie que marine ne pourra qu'enregistrer, mais non empêcher.

N° 80. — *Général Sarrail à amiral Gaucher.*

Réponse à 5408. Je puis au maximum vous fournir un bataillon territorial de zouaves, un bataillon chasseurs à pied, deux compagnies Sénégalais venant de Mytilène. Prière m'indiquer si ces troupes seront, à votre avis, suffisantes. Il est entendu, d'autre part, que occupation doit se limiter tout d'abord à Chalcis et environs et que opération doit avoir lieu quarante-huit heures après notre entrée en Thessalie.

Je donne ces divers renseignements à ministre Guerre.

N° 81. — *Télégramme n° 1762 du 22 mai 1917.*

Ministre Guerre à général Sarrail.

1° Je vous demande d'envisager dès maintenant des opérations en Grèce qui seraient exécutées éventuellement après l'arrêt de votre offensive contre le front gréco-bulgare.

2° Opérations en Thessalie seules envisagées jusqu'ici ne donneraient que solution incomplète de question grecque.

Elles n'assurent pas de façon définitive sécurité derrières de votre armée, ne permettent pas utilisation lignes de communication terrestres grecques et par suite n'apportent aucune amélioration à crise transports maritimes.

Elles constituent charge nouvelle par suite de l'extension du front : enfin elles restent susceptibles d'entraîner à plus ou moins longue échéance complications avec Grèce au moment où Anglais ont décidé procéder au retrait forces prévu pour premier juin et manifester leurs intentions de poursuivre la réduction de leur corps expéditionnaire.

3° En conséquence, pour liquider la question grecque d'un seul coup, il y aura lieu, si nos alliés nous laissent les mains libres en Grèce, de combiner opérations en Thessalie avec débarquement région Athènes.

4° Si, au contraire, Alliés ne nous accordent pas immédiatement cette faculté, opération déjà prévue sur Thessalie serait seule effectuée tout d'abord dans conditions indiquées par télégrammes du 7 mai n° 1158 BS. et du 14 mai n° 1470 BS. Toutefois opération sur Athènes sera parallèlement organisée dans tous ses détails de manière à pouvoir être entreprise sur-le-champ, si occupation de Thessalie provoquait incident avec gouvernement Grèce.

5° Pour ces deux éventualités, vous devrez établir sans retard deux projets d'opérations visant à occuper la Thessalie et Athènes soit simultanément, comme il est prévu au paragraphe 3, soit successivement et à très bref intervalle, comme il est prévu au paragraphe 4.

Ces projets comporteront pour chacune de ces opérations un plan d'action détaillé fixant but et moyens, tactique, constitution corps opérations, organisations des ravitaillements et des évacuations, et en particulier pour le débarquement dans la région d'Athènes, la combinaison des actions de terre et de mer et l'étude détaillée des moyens et des conditions de transport, etc.

Vous indiquerez également la durée de préparation de chacune

de ces opérations, à compter du jour où vous aurez reçu l'ordre d'exécution.

6° Dans ces projets, vous déterminerez après accord avec M. Venizelos les appuis que sa propagande et ses forces pourront apporter à ces opérations dans les conditions de mes télégrammes des 7 et 14 mai courant et sans conditions dans le cas du paragraphe 3.

7° Avec ces projets à adresser sans retard et à garder absolument secrets, vous me ferez connaître votre opinion sur l'ensemble de notre situation en Orient, c'est-à-dire sur les moyens qui vous apparaissent les meilleurs pour consolider maintien des forces alliées en Orient malgre difficultés croissantes des transports que conduiront à plus ou moins brève échéance à une diminution progressive des forces sous vos ordres.

Signé : PAINLEVÉ.

N° 82. — *Télégramme du 24 mai 1917 n° 1948/3.*

Réponse à 1762 BS.

N'ai pu rendre compte plus tôt des dispositions que j'envisage contre Grèce vu difficulté trouver troupes disponibles devant obstructions italienne et serbe qui ont fait objet mon télégramme hier. A heure actuelle concentration suivante se fait : spahis marocains sont à Servia Grevena ; 4e chasseurs d'Afrique, 3 batteries à cheval seront Servia le 26, 8e chasseurs d'Afrique arrivera Servia le 27 ; 1er chasseurs d'Afrique arrivera Servia le 28 ; 157e infanterie et 2e *bis* de zouaves seront Servia le 30. A Ekaterini se trouve 43e bataillon territorial zouaves.

Arriveront à Ekaterini le 28 un groupe montagne ; le 29, 61e infanterie ; le 30, 41e infanterie ; le 1er juin, 58e infanterie ; le 2 juin, un escadron et 58e bataillon chasseurs ; le 3 juin 6 batteries, le 7 juin, 6 batteries ; vraisemblablement le 6 juin, la 2e brigade russe.

Je puis suivant circonstances varianter pour embarquer à Salonique destination Athenes partie des troupes destinées à Ekaterini.

A Salonique enfin commence à arriver division hellénique Crète.

J'estime ne pouvoir pas disposer de plus de troupes, à moins de prendre 2 compagnies indo-chinoises à Mytilène et 2 à Corfou, plus les 500 Anglais que vous m'avez promis.

Ceci posé, 1° pour occupation Thessalie seule. Avec les quatre régiments cavalerie, les cinq régiments infanterie et les deux ba-

taillons français, marcher sur Elassona, puis Larissa, poussée jusqu'à l'ancienne frontière grecque de 1881. J'ai des approvisionnements à Kosani et Ekaterini ; j'ai le chemin de fer d'Ekaterini. Ravitaillement, occupation doivent se faire facilement. Dès que nous sommes à frontière sud Thessalie, proclame déchéance roi et division hellénique vient occuper pays. J'estime d'ailleurs qu'il faudrait brusquer mouvement, que l'échelonnement de mes forces me permet de faire face à toute éventualité et que dès le 31 mai et même avant si le désirez, je puis franchir limite sud zone neutre.

2° Pour aller simultanément en Thessalie et à Athènes, moyens dont dispose marine ne permettent pas transport, si on ne sait assez à l'avance date pour arrêter bateaux venant de Marseille et Tarente, flottille grecque qui transporte troupes vénizelistes étant insuffisante. Autre part, il est indispensable avoir suffisamment monde pour enlever Athènes et s'y installer. Suis avis faire arriver simultanément les trois régiments infanterie et deux groupes artillerie 30e division. Embarquement à Salonique le 3 est possible, si retenue navires peut commencer le 26. Bateaux reviendraient de suite charger 58e chasseurs, brigade russe, deux autres groupes.

Avec ces renforts, on attaquerait Grecs s'ils se retiraient au nord Athènes, comme état-major le prévoit. Flotte devrait empêcher passage Corinthe et disposerait Indo-Chinois de Mytilène et Sénégalais de Corfou. Un bateau transporterait d'ailleurs ravitaillement journalier. Simultanément avec reste forces, Thessalie serait occupée jusqu'à Larissa et division hellénique Crète arriverait en soutien à Larissa, ce qui permettrait ensuite bond jusqu'à frontière de 1881.

Quant à mon opinion sur ensemble situation Orient, elle est simple : mettre hors de cause roi de Grèce et sa dynastie ; à ce prix seulement aurons liberté action pour regarder vers Bulgarie, ne pas s'inquiéter de ce qu'ont dit, disent ou diront Angleterre et Italie, les mettre en présence du fait accompli en me laissant diriger opération sans m'occuper légations alliées.

Ceci fait, toute Grèce étant à nous avec ou sans Vénizelos, nous pouvons recevoir plus facilement hommes ou matériel venant par Italie. Grecs peuvent nous donner divisions nouvelles, si mobilisation générale est décrétée, ou au moins nous aider en fournissant volontaires et tout matériel, surtout celui artillerie.

N° 83. — *Ordre général n° 35.*

Le général commandant en chef les armées alliées en Orient a reçu du ministre de la Guerre, le télégramme suivant :

« Je suis heureux de vous adresser les chaleureuses félicitations du gouvernement pour la clairvoyance et la décision dont vous avez fait preuve et pour les mesures que vous avez prises de concert avec le haut-commissaire M. Jonnart, et qui, sans violence, malgré les manœuvres de nos ennemis, vont restituer à la Grèce son unité et sa liberté.

« C'est pour moi une occasion de rendre hommage aux longs et vaillants efforts qu'ont déployés sous votre commandement les troupes alliées.

« Vous voudrez bien transmettre par la voie de l'ordre, l'expression de notre vive gratitude à cette armée d'Orient qui, sous un climat meurtrier, aux prises avec les pires difficultés, loin de la mère Patrie, a servi glorieusement la cause de l'humanité. »

SARRAIL.

N° 84. — *Télégramme du 8/2 n° 1326/3.*

Réponse à G (1) 24 janvier.

Nécessité de mettre au repos armée serbe, pour réorganisation et par suite fatigue et désertion, m'a contraint à mettre sur front, outre les quatre anciennes divisions françaises, la 11e division coloniale.

La descente autrichienne dans région lac Presba et au sud, mouvement que je craignais et que je voulais prévenir, la nécessité ouvrir ligne communication Koritza, Santi-Quaranta et liaison avec Italiens, m'ont amené à diriger depuis 20 janvier, sur Koritza, 76e division.

16e division coloniale est échelonnée de Sorovitch à Kozani, prête à intervenir contre Grèce. Je n'ai pu l'employer à relever ancienne division attendu que, face à Grèce, pendant quelque temps, je n'avais personne et que je ne puis avoir de ce côté un échec. 30e division débarque. Elle est très incomplète. Elle est mon unique réserve. Je pourrai ultérieurement lui faire relever 122e division.

mais celle-ci couvre énorme front et a quatre régiments, la 30e en a trois seulement. L'appoint reel reçu recemment ne permet donc point relève des anciennes divisions.

Aujourd'hui, 8 fevrier, la soumission grecque est loin d'être acquise; gouvernement d'Athènes a lui-même demandé pour 18 février seulement livraison des fusils qu'il a distribués aux reservistes. Menace grecque existe donc toujours et il semble indispensable de régler cette question avant que le temps me permette des operations sur le front bulgare.

Dès que situation sera éclaircie de ce côté, offensive s'impose. Attaque principale aura pour but de permettre jonction sur versant nord crête frontière d'armée serbe encore en Grèce vers Vetrenik avec contingents alliés opérant sur Staravina, puis poussée vers Vardar, pour prendre sur leurs derrières ennemis fortifiés face à Lumnitza, Mayadag, et leur faire évacuer zone jusqu'à Demir-Kapou. Artillerie lourde assez mobile semble indispensable à cet effet.

En même temps, si je n'ai pu avant, division de Koritza, laissant un rideau si nécessaire essaiera forcer passage sur rive ouest lac de Presba, puis prendre pour objectif Resna, afin dégager Monastir et couvrir ma gauche.

Des offensives locales, surtout dans boucle Cerna, pour essayer pousser direction Topolcani, seront faites simultanement et necessiteront emploi nombreuse artillerie lourde pour percer front, après avoir pris supériorité indiscutable par feu artillerie.

Je demande enfin aux Anglais de retenir ennemi non pas seulement par des raids mais par leur artillerie de Guevgueli à Krusa-Balkan, de le menacer vers Poroj avec infanterie, et de faire une véritable attaque sur Serès.

N° 85. — *Télégramme du 9/2 1917 n° 1329/3 à ministre Guerre.*

Réponse à 282 BS.

Vous ai envoyé hier grandes lignes projet offensive. N'ai pas visé opérations allant plus loin que Vardar, ne voulant pas faire roman, mais, si développement action le permet, objectif final serait Sofia. Anglais s'élèveront de Serès sur est Rupel, puis remonteront Struma, autres contingents se rabattant par Istip et Kumanovo.

Quant à date ne crois possible d'opérer avant fin mars ou commencement avril, vu question grecque à élucider d'abord et

le plus tôt possible : vu renforcement de mon artillerie lourde, qui est indispensable ; vu saison qui ne permet pas avant cette époque de traverser plaines inondées, ou opérer sur montagnes sans pistes et couvertes de neiges.

N° 86. — *Télégramme du 19/2 1917 à ministre Guerre.*

Réponse à 322 BS.

Si je ne reçois pas artillerie lourde supplémentaire, j'attaquerai avec celle que j'ai, mais résultats à escompter seront évidemment diminués. Je retiendrai toujours adversaire puisque, comme vous me le rappelez, mon rôle est uniquement de faciliter succès sur autres fronts. Vous prie me dire si vous avez intention de m'envoyer et pour quelle date quelques batteries lourdes et je me permets d'insister pour que, dans ce cas, elles soient à tir rapide, l'armée n'en ayant aucune de ce modèle, afin que je puisse prendre dispositions attaque en conséquence. D'ailleurs projet offensif restera le même, sauf sur front britannique où action principale sera vers petit et grand Couronné, zone lac de Doiran, où général Milne escompte pouvoir faire quelque chose et action secondaire vers Serès.

N° 87. — *Télégramme du 22/2 1917 n° 1421/3 à ministre Guerre.*

Réponse à 436 BS.

Anglais voulant uniquement rester sur défensive et général Milne cherchant à continuer à mener opérations suivant cette tendance, et m'écrivant : General Milne C. B. (compagnon Bain) à général Sarrail G. C. M. G. (Grand'Croix Saint-Michel et Saint-George) sans mentionner titre pour bien montrer son indépendance ; d'autre part bandes s'organisant de plus en plus contre nous pour violer zone neutre, j'ai donné ordre écrit de porter brigade anglaise d Ekaterini sur défilé de Petra. J'ai fait, par courtoisie, prévenir de ce mouvement général Milne par officier de liaison.

Avant de recevoir ordre écrit, il m'a demandé par lettre d'envoyer brigade Ekaterini sur front Doiran. J'ai maintenu ordre. Il

a été exécuté, mais il a été demandé à War Office d'intervenir, comme montre lettre Lord Derby. Au fond les Anglais voudraient être indépendants, ne pas agir contre Grecs et ne rien faire sur le front bulgare, comme ils l'ont déjà fait lors de notre dernière offensive, ce qui a permis à plus de 25 bataillons d'aller de leur zone vers Monastir.

J'arriverai quand même à les faire marcher, mais je serai forcé de revenir à mon ancienne méthode, puisqu'ils considèrent qu'ils sont uniquement liés aux ordres du War Office.

L'occupation de Petra était nécessaire, puisque aujourd'hui même, il est signalé que patrouille douze Sénégalais a été massacrée au nord zone neutre vers Slatina, et que bandes nouvelles, formées avec réservistes libérés, à Kipurgos, doivent marcher vers le nord. Si rien n'est passé par est zone neutre c'est grâce à notre occupation.

J'ajoute que général Milne est toujours mis au courant de mes plans, puisque je lui demande toujours ce qu'il peut faire, même pour les affaires grecques.

N° 88. — *Télégramme du 4/3 1917 n° 1463/3.*

Général Milne est venu me trouver, après avoir reçu télégramme Londres, pour me demander si après la conférence de Calais j'avais reçu ordre pour ne plus attaquer.

Lui ai répondu que rien n'était changé dans mes intentions et ai mis à sa disposition brigade anglaise d'Ekaterini pour renforcer ses troupes et attaquer dans zone Doiran, en même temps que nous attaquerons vers Cerna.

Général Milne m'a alors parlé, d'après télégramme précité de Londres, du paludisme qui régnerait sur Strouma en été et des difficultés ravitaillement dans cette région. Lui ai répondu que situation pouvait avoir changé à cette époque, si notre offensive avait réussi.

Sur demande amiral Gaucher, ai envoyé compagnie 42e bataillon Sénégalais de Corfou à Milo, où il craint troubles. Amiral Salaun a envoyé dans même crainte torpilleur à Volo.

Je vais faire raid sur Kipurgos, au sud zone neutre, pour me débarrasser des bandes qui me harcèlent à ouest de Grevena par des incursions dans zone neutre.

N° 89. — *Paris 9 mars, 13 h. 35, ministre Guerre à général Sarrail.*

En réponse à télégramme 170 du 4 mars.

1° Procès-verbal de conférence anglo-française tenue à Calais 27 février définit ainsi rôle armée d'Orient :

« Comme la coopération des forces russo-roumaines contre la Bulgarie n'est pas possible en ce moment, la conférence est d'accord pour confirmer la décision de la conférence de Rome et elle décide que, pour le moment, la défaite décisive de l'armée bulgare n'est pas un objectif pratique et que la mission des forces alliées à Salonique est de maintenir devant elles les forces ennemies qui s'y trouvent et de prendre l'avantage en attaquant l'ennemi si cela apparaît opportun. »

2° D'autre part votre plan d'opérations présenté au comité de Guerre britannique a reçu approbation. Il en résulte que vous gardez toute liberté pour prendre initiative opérations dès que vous jugerez occasion favorable.

3° D'autre part, général de Castelnau rentré de Russie fait connaître haut commandement russe a intention exécuter attaque en Dobroudja dès que possible mais que cette attaque est subordonnée à conditions climatériques et à achèvement, pour date encore indéterminée, des travaux communication indispensables.

4° Dans ces conditions, si concordance de votre action avec attaque russe ne peut être établie d'une manière précise, il n'y en a pas moins avantage à ce que armées alliées d'Orient attaquent au moment de l'offensive d'ensemble et retiennent au profit de ces offensives les forces qui leur sont opposées en recherchant toute occasion favorable d'infliger à l'ennemi un échec sérieux.

5° Tenez-vous donc prêt à déclancher votre offensive vers le 15 avril, en restant d'ailleurs juge des modalités résultant des conditions locales que vous pouvez seul apprécier.

N° 90. — *Télégramme du 20/3 1917 n° 1599/3. Le général Sarrail à ministre Guerre.*

Ai reçu lettre disant que Serbes ne participeraient à action offensive que sous trois conditions :

1° Offensive ne serait engagée qu'après offensives engagées sur autres fronts.

2° Tous les alliés (allusion certaine aux Anglais) contribueraient avec toutes leurs ressources à l'offensive.

3° Armée serbe recevrait artillerie lourde.

Je vais répondre que je vous soumets question, armée serbe ayant jusqu'ici été placée sous mes ordres sans conditions.

Malgré tout je ne désespère pas que les Serbes me laissent choisir le moment d'attaque. Je leur donnerai quelques batteries lourdes, affaiblissant mon front si c'est nécessaire. Mais le point noir est coopération anglaise sur laquelle tous les Serbes sont braqués. J'ai invité verbalement général Milne à préparer plusieurs attaques et ai discuté déjà avec lui leurs modalités. Si c'est indispensable, je lui donnerai des ordres écrits.

N° 91. — *Télégramme n° 1807/3 à ministre Guerre.*

1° Je sais de source certaine que général Milne a reçu de Londres vifs reproches pour avoir perdu 3.000 hommes dans offensive en partie avortée, il faut l'avouer, par suite de mauvaises dispositions prises, attendu qu'on n'attaque pas de nuit avec deux divisions sans s'exposer à avoir des confusions et à voir artillerie tirer sur ses propres troupes.

2° Général Milne est venu me demander des éléments de réponse à un télégramme de Londres. Celui-ci demandait précisions : 1° sur dates des offensives des diverses armées alliées en Orient ; 2° sur points extrêmes à atteindre par ces offensives ; 3° sur dates où opérations seraient terminées.

J'ai répondu en donnant à nouveau dates nouvelles nécessitées par neige qui n'a pas encore fondu, et j'ai ensuite donné par écrit ces dates bien que toujours je discute avec intéressés d'avance plan général à suivre ; j'espère ainsi obtenir synchronisme dans les attaques, chaque armée ayant procédés différents pour arriver assaut. J'ai donné à nouveau directive générale à chacun, mais ai déclaré ne pouvoir donner point terminus pour ne pas faire croire à un échec si ce point n'est pas atteint. J'ai indiqué qu'opérations, à mon avis, devaient être terminées avant fortes chaleurs de juin.

Pour la première fois depuis 18 mois, armée britannique s'engage au lieu de laisser les autres tirer les marrons du feu. Il faut qu'elle continue. Général Milne a d'ailleurs paru satisfait et il m'a promis de continuer à exercer pression sur ennemi jusqu'à déclanchement attaque.

3° Armée serbe marchera également. Pour elle, à cause température et neige, j'ai dû changer et retarder trois fois ordre donné pour date attaque. Ce retard est indispensable, car c'est sur armée serbe que je compte pour réellement percer et il faut tenir compte de ses desiderata qui changent souvent.

4° Général Petitti m'a averti que général Cadorna le nommait commandant corps d'armée en Italie et qu'il allait être remplacé, ce que je regrette.

5° Brigade russe Léontieff est travaillée. Général très dur. Engagements locaux de la brigade ont plutôt été malheureux. Au moment serment fidélité nouveau gouvernement, général aurait rendu hommage au Tsar. Je crains, non une révolte, mais un attentat sur général. J'espère toutefois qu'une fois attaque commencée, tout rentrera dans le calme.

6° Venizelos est venu m'offrir envoyer en Thessalie division Archipel, qui commence à débarquer ici. Lui ai répondu que jusqu'à nouvel ordre, je ne pourrais autoriser troupes vénizélistes à traverser zone neutre. Lui ai dit qu'en tout état de cause, général français devrait commander expédition descente en Thessalie, dans laquelle pourrait entrer, si j'y suis autorisé, contingent vénizéliste et notamment division de l'Archipel.

J'estime en effet que dès maintenant Elassona et Kalabaka pourraient être occupés avec deux régiments de cavalerie, trois batteries, un bataillon de zouaves territoriaux, déjà concentrés à limite sud zone neutre. Dès que division Archipel serait prête (15 jours au maximum) un bond sur Larissa pourrait être envisagé avec les éléments français ci-dessus comme avant-garde, la division de l'Archipel suivant, moins un régiment qui débarquerait à Volo, pour marcher sur Larissa.

N° 92. — *Ministre de la Guerre à général Sarrail.*
(*1616 B. S. — 15 mai.*)

Reçu télégramme 1812/3 du 11 mai et comptes rendus télégraphiques des 9, 10, 11, 12, et 13 mai, relatifs aux dernières opérations.

1° En raison de situation générale actuelle et situation particulière Grèce, opérations offensives contre Germano-Bulgares ne doivent pas être poursuivies au prix de sacrifices hors de proportion avec but à atteindre.

Il vous appartient de juger, en conséquence, le moment où ces opérations devront être arrêtées.

2° Vous aurez alors à reconstituer vos troupes, à renforcer vos organisations défensives et à vous créer des disponibilités aussi importantes que possible, particulièrement en troupes françaises, en vue de répondre à toute éventualité ultérieure soit du côté germano-bulgare, soit du côté Grèce.

3° En ce qui concerne marche sur Larissa, instructions télégramme 1518 B S sont intégralement maintenues; vous devrez, en tout cas, attendre des ordres du gouvernement avant de dépasser la zone neutre et, d'ici là, réunir tous les moyens nécessaires pour exécuter le mouvement d'un seul bloc.

4° En outre, je vous renouvelle prescriptions relatives à troupes vénizelistes dont intervention reste strictement subordonnée à éventualité mouvement spontané en faveur de M. Vénizelos, subséquent à occupation Thessalie et dont objet, dans ce cas, sera maintenir ordre et appuyer autorités vénizelistes.

5° Prière de faire connaître disponibilités sur lesquelles pourrez compter, aussitôt opération contre Germano-Bulgares arrêtée.

Signé : PAINLEVÉ.

N° 93. — *Télégramme n° 19333 du 23 mai 1917 à ministre Guerre.*

Serbes après avoir commencé offensive par artillerie 8 mai ont été gênés par temps, difficultés terrain et finalement n'ont attaqué qu'avec deux divisions sur six et vu leurs pertes (15000 hommes, disent-ils, moins à mon avis), m'ont demandé à cesser attaque. Depuis huit jours, j'essaie vainement par tous moyens de les pousser. Je crois que cet arrêt inexplicable est dû à désertions armée serbe, nouvelles pessimistes russes, espoir qu'ils avaient que nos attaques sur Cerna et Doiran donneraient plus qu'elles n'ont réalisé.

Ai donné le 21 ordre à Anglais, Français, Italiens cesser attaque, aujourd'hui même ordre à Serbes. Dès 21 ai également donné ordre pour diriger vers zone neutre troupes à affecter à opérations Thessalie. Pour arriver, il m'a fallu étendre front des unités première ligne. Italiens ont refusé et ont soumis question à Cadorna. Serbes ont refusé et ont déclaré en outre que gouvernement serbe ne pouvait autoriser prélèvement quelconque pour opérations en Thessalie. Russes ont demandé, vu pertes, à être relevés front.

Si je retire une brigade russe, je l'enverrai vers zone neutre. Je demanderai à Serbes de remettre question à étude.

J'envoie division grecque Archipel en réserve générale derrière Cerna.

Quant à Italiens, je ne puis comprendre que général Penella ne puisse sur défensive tenir terrain que tenait général Petitti. Général Ferrero a Vallona me demande de son côté coopération pour une action qu'il monte. Je lui écris que je ferai colonne légère quand il attaquera.

Anglais ont retiré deux brigades cavalerie front pour les embarquer. Ils n'ont aucun ordre pour me fournir 500 hommes contre Grecs.

Ai donné ordre à toutes armées alliées de se fortifier sur place pour arrêter net toute attaque ennemie.

N° 94. — *Télégramme n° 2115 du 10 juin 1917.*

Viens de recevoir télégramme de Corfou par lequel prince Serbie me demande de ne pas rester sur défensive et d'attaquer, l'action décisive devant être menée par la 2e armée serbe renforcée par les Russes, la division anglaise qui doit partir ou toute autre division britannique et toute l'artillerie lourde française et anglaise disponible.

J'estime que cette demande insolite est motivée :

1° Pour essayer faire avorter opération en cours sur Athènes car général Boyovitch m'a demandé ce matin ce que faisaient les troupes embarquées ;

2° Peut-être pour avoir un refus, ce qui permettrait de causer avec Autriche ;

3° Sûrement d'après conversation récente avec ministre de Serbie à Athènes actuellement ici, pour empêcher démission cabinet Patchich.

Dans ces conditions, après avoir répondu verbalement que le but des embarquements effectués pouvait être demandé aux gouvernements alliés par le gouvernement serbe et n'ayant pas caché mon étonnement sur pareille demande après la fausse offensive serbe du mois passé, j'ai répondu par écrit que la cessation du retrait d'une division britannique était une question échappant à ma compétence, que les Anglais diminués de cette division ne pouvaient en distraire une autre pour combattre côte à côte avec Serbes, mais que je pourrais éventuellement avoir d'autres troupes disponibles et que je désirais savoir par suite exactement les effectifs minima qui semblaient nécessaires tant en hommes qu'en matériel ainsi qu'une date approximative pour pouvoir solutionner la question posée.

N° 95. — *Télégramme du 15 juillet 1917, n° 2329/3.*

Réponse à 4050 B S.

Je ne ferai bouger Russes que 25 juillet au plus tôt. Je crois qu'ils marcheront. Je leur donnerai un secteur plutôt calme. J'irai les voir avant. Général Artamanoff est tenu au courant de mes projets et j'ai tenu et tiendrai compte, dans la mesure du possible, de ses desiderata.

Il est en effet nécessaire de se rappeler que contingents anglais vont probablement être diminués encore, que je n'ai que deux divisions grecques, la troisième étant donnée à Vénizelos, que de longtemps encore Grecs ne pourront donner une nouvelle division, que, si mes renseignements sont exacts, pourparlers seraient engagés entre gouvernements grec et serbe pour permettre substitution complète dans l'avenir de Grecs à Serbes.

D'autre part, malgré mes démarches, Italiens n'ont pas encore élargi leur front. Je ne désespère pas d'y arriver d'ailleurs.

Dans ces conditions, c'est comme toujours les forces françaises qui doivent parer à tout. Or, si paludisme n'a pas encore fait de ravages, la question permissions a véhémentement agité les esprits. Journaux et députés ont affirmé que tous hommes de 18 mois auraient droit à une permission. Or j'ai 24.000 hommes environ dans ce cas, comme je vous en ai rendu compte et il y a encore les permissions à titre exceptionnel. Dans ces conditions effervescence a eu lieu 57e division. Un bataillon du 242e a refusé de monter aux tranchées avant que permissions promises ne soient données. Mouvement s'est propagé à tout régiment. 175e semblait vouloir suivre. Tout actuellement est rentré dans ordre, sauf un noyau mutins isolés.

N'ai pas cru devoir vous rendre compte plus tôt de cette situation pénible mais qui me paraît actuellement solutionnée. Dès que troupes rappelées d'Athènes arriveront, soit fin juillet, je procéderai à des relèves, car il y a des divisions sans repos depuis leur arrivée en Orient.

Je veux bien tenir compte des desiderata des Alliés, qui se résument d'ailleurs à toujours compter sur les Français, mais je désire également sauvegarder les effectifs, la discipline et le moral de l'armée française. Nous ne sommes pas des bonnes à tout faire.

N° 96. — *A ministre Guerre Paris (29 juillet).*

Au moment où chaleur sévit et augmente morbidité ce qui permet attaques à détracteurs service santé armée Orient, je crois devoir préciser certains points :

1° Ai déjà dit nettement mon avis sur impossibilité de placer formations sanitaires envisagées uniquement par leaders bactéréologues (transmission 14 mai n° 9880/1). Mon opinion persiste.

2° Bactereologistes ont été déplacés non pour avoir donné renseignements d'ailleurs bâtis sur du sable mais pour leurs intrigues et mégalomanie, comme vous en ai rendu compte.

3° Lutte contre paludisme continue. Mission antipaludique rend service. J'en suis content. Je viens donner 30 jours arrêts à médecin 58e infanterie qui ne voulait pas se conformer à ordre sur dosage quinine et 8 jours à colonel 58e qui a toléré diminution quinine journalière.

4° Question hygiène me préoccupe mais je ne puis empêcher ennemi de se mettre dans région à moustiques et, comme je dois soit lui résister soit l'attaquer, je suis forcé également d'avoir éléments dans zone à anopheles. Evacuer partie du terrain que nous avons chèrement acquis serait un crime, car s'il fallait jamais le reprendre il faudrait faire des sacrifices énormes vies humaines : recul de 1914 en France avec toutes ses conséquences me permet affirmer vérité de mon assertion.

5° Vu nouveau régime bateaux hôpitaux, j'ai fait établir camp convalescents de 300 à 3.000 hommes suivant cas sur hauteur à proximité arrière des troupes Kladerop, Lafranchi, nord Ekcisou, nord Verria, hauteur dominant lac Langaza.

6° Médecin inspecteur se multiplie pour organiser installations et évacuations et pour voir par lui-même nécessités hôpitaux et ambulances. Il tient corps médical bon dans ensemble, mais dont trop de membres ne rêvent que permissions avec rentrée en France et dont quelques-uns ont mentalité professionnelle spéciale qui les amène soit à attaquer même à faux certains collègues (voir rapport député Guadeloupe), soit à critiquer chef supérieur santé parce qu'il fait personnellement et avec succès opérations chirurgicales avec infirmière Narischkine à qui ils attribuent influence inexistante.

7° Depuis notre arrivée en Orient jusqu'au 1er juillet 1917 : entrées aux hôpitaux des Français, Serbes et Russes : 283.785 dont évacués 100.144, décédés 5.925, rentrés à leur corps ou restant aux hôpitaux : 177.716.

8° Existant dans formations sanitaires : 1er juillet 1916 : 715 paludiques 1re invasion ; 1er juillet 1917, paludiques 1re invasion : 117, 2e invasion 1.675.

9° Entrées dans hôpitaux du 1er au 10 juillet année 1916 : 657 paludisme 1re invasion ; 1917 ; paludiques 1re invasion : 79 ; 2e invasion : 641, dysenteriques 261 en 1916 ; 159 en 1917.

10° Morbidité spéciale des troupes françaises 6,50 p. 100, malades en juillet 1916, 5,06 p. 100 en 1917 et, sans les récidivistes de paludisme, 3 p. 100.

N° 97. — *Télégramme du 15 août 1917 n° 6252/2 à ministre Guerre.*

Réponse à 5538 BS.

Comme vous en ai rendu compte, Anglais ont demandé à diminuer leur front en faisant remplacer la division destinée Palestine par une division française. Ai répondu que front britannique devait être conservé et que modifications à dispositif actuel britannique devaient permettre cette relève immédiate.

J'attends réponse général Milne. Il est impossible faire autrement.

Comme vous en ai rendu compte, Serbes demandent aussi à se retirer. J'ai 20.000 permissionnaires partis récemment et 15.000 qui ont de 28 à 18 mois d'Orient.

Les Russes sont fortement touchés par maladies et ont besoin d'être étayés pour n'avoir pas un incident.

Italiens continuent à ne pas vouloir augmenter leur front.

Français ne peuvent se substituer à tous les Alliés.

Je porte une brigade cavalerie derrière 122e division pour pouvoir soutenir éventuellement Anglais.

Je ne puis plus pour le moment.

N° 98. — *Télégramme n° 2498 bis/3 du 20 août 1917.*

Réponse à n° 5814 BS.

Ne puis que vous confirmer inexistence de forces disponibles pour relever forces britanniques.

Le 22, j'aurai 8 régiments de cavalerie que je puis mettre à leur disposition.

Parmi les troupes relevées sur le front Monastir, j'ai déjà donné ordre à un régiment à effectif d'ailleurs restreint de venir à Salonique à ma disposition.

J'ai également un bataillon de chasseurs que j'ai prélevé sur front Vardar, mais ces troupes ne peuvent prendre un secteur ; je n'ai pas d'artillerie. Elles peuvent seulement faciliter repli Anglais, si ceux-ci lâchent pied, ce qui à mon avis ne peut être envisagé, ennemi ne paraissant pas devoir attaquer.

Je ne puis de gaieté de cœur compromettre zone Monastir et lâcher Serbie pour préparer défense contre une attaque problématique positions britanniques et terrain immédiatement en arrière qui n'a pas l'importance morale de zone Monastir.

J'ajoute, que si mes renseignements sont exacts, 10e division britannique actuellement sur Struma commence à être relevée le 22 et aura dès le 27 éléments à Salonique prêts à être embarqués ; que son front actuel sera pris par extension des 27e et 28e divisions l'une vers la droite, l'autre vers la gauche et par l'envoi d'une brigade de vieux soldats, actuellement en arrière.

N° 99. — *Télégramme n° 6175/2 du 9 août 1917.*
Général Sarrail à ministre Guerre.

Réponse à 5254 BS.

1° Ai répondu à demande gouvernement hellénique que journaux grecs s'adressant à la population grecque ne peuvent être sur même pied que autres feuilles italiennes, russes, anglaises, serbes qui ne s'adressent qu'à des soldats et sont d'ailleurs depuis longtemps ou rédigées sous direction état-major respectif comme anglais et russe ou censurées par état-major comme serbe. J'ai ajouté qu'état de siège existait en Macédoine, que population grecque devait de ce fait être soumise à régime spécial et que j'étais responsable d'ordre et de sécurité de tous.

2° Officiers grecs ne peuvent censurer journaux grecs pour raisons ci-dessus et j'ajoute parce que j'ai dû intervenir nombre de fois pour faire cesser rixes, disputes et assassinats. Dernièrement sergent grec a tiré sur trois Italiens qu'il a descendus. Des officiers en sont presque venus aux mains. Des patrouilles des deux nations ont tiré des coups de feu. Les journaux grecs émettent sur Albanie, Epire, Côte asiatique des avis qui font bondir Italiens. Depuis que censure existe, censeurs ont dû faire disparaître séries d'allusions ou de discussions de ce genre, y compris article contre Vénizelos taxé d'éternel impuissant.

3° J'estime par suite que cette question qui vous a été soumise, après avoir été agitée longtemps ici officieusement puis officiellement, ne peut avoir solution. J'ai besoin état de siège pour maintenir population, attendu que depuis que j'ai évacué zone neutre 18 bandes de brigands ont immédiatement vu le jour ; que sans état de siège je ne pourrais d'autre part tenir égale la balance entre divers contingents alliés, enfin que susceptibilités grecques ne pourront jamais s'accommoder de voir état de siège avec ses conséquences.

4° J'ajoute que j'ai intercepté télégramme d'Athènes signé Politis prescrivant pour me faire changer avis de ne pas oublier que gouvernement grec pouvait appuyer la suggestion de me remplacer en Orient. Hier tous les journaux grecs ont en effet publié nomination général Gouraud et aujourd'hui plusieurs télégrammes de presse annoncent que gouvernement français voulant donner plus d'activité au front balkanique a choisi général premier vu sa jeunesse. Je n'ai pas à discuter ma personnalité, mais je n'aime pas le chantage.

N° 100. — *Télégramme n° 2498/3 du 20 août 1917.*

Réponse à 5458 BS.

Anglais pourront exécuter quelques raids de deux compagnies précédés de préparation artillerie pour retenir l'ennemi.

Serbes ont fini par promettre concours dès qu'ils auront renfort artillerie française qui sera à leur disposition vers le 25, leur action devant avoir lieu dans zone Moglenica.

Dans boucle Cerna, vu organisations ennemies, artillerie actuellement en position procédera à bombardements.

Ferai au nord Monastir préparation artillerie suivie d'attaque par un bataillon colonial sur front 11e division et deux jours plus tard, après nouvelle préparation d'artillerie, attaque un bataillon vers Bratindol.

Je ne demande rien aux Russes qui ont besoin s'asseoir sur positions et derrière lesquels pour parer à tout incident, j'ai un régiment français et un régiment spahis marocains.

Dans premiers jours septembre, tenterai avec troupes qui viennent d'être relevées par 76e et 30e divisions et que je rafraîchis, une opération tendant à s'élever vers Pogradec. Vu permissionnaires et effectifs qui ne permettent pas de servir plus d'une ou deux pièces par batterie, je ne puis faire plus.

D'autre part, cette opération me permettra étayer les Russes, restreindre peut-être leur front et pour plus tard avoir un débou-

ché dans zone où ennemi n'a pas hérissé sa ligne de fortifications.

En attendant, j'ai commencé depuis quarante-huit heures opérations par aviation en concentrant escadrilles de toutes nationalités.

N° 101. — *Télégramme n° 6441/2 du 29 août 1917. Général Sarrail à général Ferrero.*

Il ne m'appartient pas de donner mon avis sur évacuation qui fait objet de votre télégramme 1 847. En effet, depuis plus de 20 jours j'ai évacué Thessalie; la compagnie qui était à Preveza et dans région Arta a reçu ordre de s'embarquer et son mouvement doit être fait. Sainte-Maure n'est plus occupée par nos troupes.

Pisodjani et Isvor que j'occupais ont été évacués et je n'ai pas qualité pour faire évacuer Grecs de ces localités qui se trouvent au sud de la limite de la zone de l'armée.

Vrbjani et Densico sont dans la zone de l'armée mais en territoire hellenique et non Albanais. Je n'ai pas voulu y envoyer une fraction des troupes grecques sous mes ordres et ai préféré les faire occuper par des Français pour laisser intacte la question.

N° 102. — *Télégramme du 5 septembre 1917 n° 2553/3.*

Réponse à 6494 BS.

1° Serbes tiennent 20 kilomètres avec 1re armée et non 15, comme ils le disent d'après votre télégramme 6658 et 35 kilomètres avec 2e armée. Mais ce front est composé série mouvements de terrain où il n'y a personne : Bulgares n'ont jamais été mordants de ce côté.

2° Sur ce front en première ligne et en soutien 39 bataillons : en réserve, 15 bataillons. Les divisions sont accolées et généralement dans les divisions les régiments sont accolés.

3° Il y a 25.917 fusiliers, fusiliers-mitrailleurs et mitrailleurs, dont 20.000 fusiliers environ. Les hommes appartenant au troisième ban et à la dernière défense qui sont en avant ne sont pas compris dans ces chiffres.

4° Les Bulgares ont 62 bataillons devant les Serbes, dont 47 devant la Ire armée et 15 devant la IIe.

N° 103. — *Télégramme du 5/9 1917 n° 2543/3.*

Réponse à 6706 B. S.

12 bataillons russes, 18 bataillons grecs.

Les Russes ont en plus bataillons dépôt à l'arrière.

Neuf bataillons grecs primitivement sur front ont été mis à disposition Vénizelos pour assurer sécurité Athènes et gouvernement actuel.

Renseignements britanniques donnés à ce sujet par votre télégramme 6 534 B. S. sont donc inexacts.

N° 104. — *Télégramme n° 15504 de Paris le 24 août 1916. Marine Paris à amiral « Eros ».*

« D'Estrées » a quitté Toulon le 22 pour Salonique ayant à bord Essad-Pacha qui doit être reçu avec les honneurs général en chef, mais sans saluts. Entendez-vous avec général Sarrail à cet égard.

N° 105. — *Télégramme n° 2836/3 du 8 novembre 1917 à ministre Guerre.*

Réponse à 10308 B.S.3

Vu le temps aviation n'a pu donner renseignements sur mouvements ennemis. Postes écoutes parlent relève prochaine Turcs près lac Presba. Italiens signalent mouvement ennemi descendant de Bérat à fort effectif. N'ai pu contrôler.

Anglais commencent à être relevés par troupes françaises sur rive gauche Vardar, ce qui facilitera défense tranchée Guevgueli et permettra à Anglais d'avoir une nouvelle réserve d'une brigade infanterie, 24 pièces campagnes, 8 obusiers.

Camp retranché étant sans garnison ni armement et réserve du front Monastir ne pouvant, vu distance, routes et roulement chemin de fer, être transportée de l'ouest vers l'est, j'ai retiré division

Archipel de Monastir et l'ai employée à renforcer front Vardar, régiments de la 122e division étant squelettiques par suite permissions et non renforcement et ayant été réduits à trois.

Ai de plus mis ma réserve générale, soit quatre bataillons 2e *bis* zouaves et 58e chasseurs, sur position qu'ils organisent derrière front français Vardar.

Serbes continuent à voir leurs effectifs décroître. Deux divisions coloniales dans boucle Cerna n'ont plus que 5 bataillons à 300 hommes environ, les Sénégalais ayant été retirés.

Les Italiens ont eu beaucoup de paludisme et ne veulent pas s'étendre. Vu événements Italie, je ne les presse plus et ai mis Sénégalais derrière pour les étayer. Division coloniale à ouest Cerna est à huit bataillons comme les deux ci-dessus et est fortement bombardée depuis quelque temps.

17e et 30e divisions tiennent devant Monastir et ont derrière elles quatre bataillons sénégalais, au repos, réserve avancée.

Russes ont effectif très faible, beaucoup de malades et sont continuellement tâtés par détachements ennemis. Je constituerai leur artillerie dès que j'aurai reçu matériel. Conformément aux ordres reçus, j'ai arrêté offensive zone nord Pogradec et ai donné ordre de reculer sur ligne défense à organiser. Mouvement en cours. Un régiment et un groupe doivent aller derrière Russes pour parer à toute éventualité.

Permissions ont désorganisé deux régiments et trois groupes qui sont au repos comme mes trois régiments de cavalerie qui ont moitié effectif en permission, ont encore des hommes ayant de 20 à 28 mois de séjour en Orient et ne peuvent que soigner des chevaux.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉLIMINAIRES

LA GENÈSE D'UNE ARMÉE

PREMIÈRE PARTIE

CAMPAGNE DE SERBIE

CHAPITRE I. — En avant (4 octobre 1915-23 novembre 1915). 17

CHAPITRE II. — Le repli de Serbie (24 novembre 1915-15 décembre 1915) 48

CHAPITRE III. — Intrigues et politique grecques en l'an 1915 55

DEUXIÈME PARTIE

LA DÉFENSE DE SALONIQUE

CHAPITRE IV. — Le camp retranché de Salonique (20 décembre 1915-10 mars 1916). 69

CHAPITRE V. — La sortie du camp retranché (10 mars 1916-10 juin 1916). 82

CHAPITRE VI. — La Grèce de Constantin (20 décembre 1915-13 juin 1916). 93

CHAPITRE VII. — Une comédie aténienne au XX^e^ siècle (13 au 22 juin 1916). 113

TROISIÈME PARTIE

LES OPÉRATIONS EN MACÉDOINE

CHAPITRE VIII. — Le commandement des armées alliées (16 juillet 1916) 131
CHAPITRE IX. — Pour le déclanchement de la Roumanie (11 juin 1916-16 août 1916) 136
CHAPITRE X. — L'attaque bulgare (17 août 1916-20 août 1916. 143
CHAPITRE XI — La contre-offensive alliée (20 août 1916-10 septembre 1916) 148
CHAPITRE XII. — Le coup d'état grec de Saloniqu (30 août 1916). 151

QUATRIÈME PARTIE

L'OFFENSIVE JUSQU'A MONASTIR

CHAPITRE XIII. — L'offensive alliée. — La percée serbe à Gornicevo (10 septembre 1916-14 septembre 1916). 155
CHAPITRE XIV. — Florina et la ligne du Prod (15 septembre 1916-3 octobre 1916). 161
CHAPITRE XV. — Devant Kenali et la Cerna (4 octobre 1916-19 octobre 1916). 166
CHAPITRE XVI. — La boucle de la Cerna (20 octobre 1916-15 novembre 1916) 170
CHAPITRE XVII. — Le voyage du ministre de la Guerre (novembre 1916) 173
CHAPITRE XVIII. — Monastir (19 novembre 1916). 180
CHAPITRE XIX. — Le gouvernement provisoire grec de Salonique, et la zone neutre (septembre à décembre 1916). 183

CINQUIÈME PARTIE

LE FRONT DE MACÉDOINE

CHAPITRE XX. — La stabilisation du front de Macédoine (20 novembre 1916-janvier 1917). . . . 187
CHAPITRE XXI. — Une tragédie en grec moderne (décembre 1916). 193

CHAPITRE XXII. — La conférence de Rome (janvier 1917). 212
CHAPITRE XXIII. — Koritza. — Mont Athos. — Albanie (janvier-février-mars 1917) 218
CHAPITRE XXIV. — La fin d'un règne (décembre 1916-juillet 1917). 230
CHAPITRE XXV. — L'offensive contre le front bulgare (avril 1917-24 mai 1917). 245
CHAPITRE XXVI. — Les fronts alliés. — Permissions et paludisme (25 mai 1917-1er août 1917). . 254
CHAPITRE XXVII. — Nouvelle diminution des forces britanniques. Pogradec (1er août-1er octobre 1917) 267
CHAPITRE XXVIII. — Le coup de poing du Skumbi. — Dans l'attente d'une attaque (1er octobre 1917-21 décembre 1917) 277
CONCLUSION 291

ANNEXES

1. — Note n° 1 au sujet de la situation militaire en Orient, août 1915 297
2. — Note n° 4/3 du 3 octobre 1915 au sujet de l'intervention française dans les Balkans 302
3. — Télégramme ministériel 5732 9/11 du 3 octobre 1915 307
4. — Télégramme ministériel 5856 9/11 du 7 octobre 1915. 308
5. — Télégramme ministériel du 8 octobre (sans fil). . 308
6. — Télégramme ministériel 5987 9/11 du 10 octobre. 308
7. — Télégramme ministériel 6039 9/11 du 13 octobre. 308
8. — Réponse à télégramme 654 du 23 octobre. . . . 309
9. — Lettre du 22 octobre 1915 du ministre de la Marine. 310
10. — Lettre n° 169/3 du 7 novembre 1915. Situation générale. 311
11. — Exposé 174/3. 316
12. — Télégramme du 17 novembre 1915. Entrevue avec Kitchener 319

13. — Télégramme sur le rôle futur de l'armée. 320
14. — Lettre du général Moschopoulos. 321
15. — Procès-verbal de la conférence entre les représentants de l'état-major général grec et les autorités militaires françaises et anglaises. 322
16. — Lettre n° 558/3 du 9 janvier 1916. Organisation du camp retranché. 330
17. — Lettre du général de Castelnau du 23 décembre 1915. 331
18. — Télégramme du 16 1 1916 n° 911/2 336
19. — Télégramme du 17/1 1916. 337
20. — Télégramme du G. Q. G. n° 696/M du 17/1 1916 . 338
21. — Télégramme du 7 mars 1916 n° 1444/2 339
22. — Télégramme n° 757/3 du 7 mars 1916. 340
23. — Lettre n° 849/3 du 7 avril 1916 345
24. — Télégramme du G. Q. G. du 20 avril 1916 347
25. — Télégramme du ministre de France à Athènes du 10 avril 1916 348
26. — Télégramme 1840/2 du 11 avril 1916. 349
27. — Télégramme du 12 avril au ministre de France à Athènes 349
28. — Télégramme du G. Q. G. du 30 avril 916 (9137 M). 350
29. — Télégramme du 2 mai 1916 (923/3) 351
30. — Télégramme du 7 mai 1916 n° 946/2 352
31. — Télégramme du 4 mai 1916 au ministre de France à Athènes. 353
32. — Télégramme du 1er juin 1916 du ministre de France, (n° 233) 354
33. — Télégramme du 31 mai 1916 du ministre de France (n° 232) 354
34. — Télégramme du 1er juin 1916 du ministre de France. 355
35. — Télégramme du 1er juin 1916 n° 2184/2 au ministre de France à Athènes. 356
36. — Télégramme du 3 juin n° 2506/2 au ministre de France. 357
37. — Télégramme n° 1026/3 du 6 juin 1916. 357
38. — Télégramme du G. Q. G. du 12 juin (2265 M) . . .
39. — Télégramme du 14 juin du ministre de France à Athènes. 358
40. — Télégramme du G. Q. G. du 23 juin 3215 M). . . . 359
41. — Télégramme du 27 juin 1916 n° 1098/3. 360
42. — Télégramme du G. Q. G. du 15 juillet n° 4977/M . 361
43. — Télégramme du G. Q. G. du 17 juillet 1916 n° 5204 M. 362
44. — Télégramme n° 962/3 du 19 juillet 1916 363
45. — Télégramme du G. Q. G. du 23 juillet n° 5655 M. 363
46. — Télégramme du général Robertson 365
47. — Télégramme du G. Q. G. du 29 juillet 365

48. — Télégramme du G. Q. G. du 3 août. 366
49. — Télégramme du G. Q. G. du 6 août n° 6681 M. . 367
50. — Ordres donnés le 20 août 1916. 367
51. — Télégramme du 28 août 1916 n° 102/3. 369
52. — Ordre d'opérations du 27 septembre du général Cordonnier 370
53. — Extrait de la lettre du 22 septembre du général Cordonnier 371
54. — Lettre n° 378/3 du 28 septembre 1916. 371
55. — Télégramme 493/3 du 16 octobre 1916. 372
56. — Ordres d'opérations du 16 octobre du général Cordonnier 373
57. — Télégramme du 1er octobre n° 390/3. 373
58. — Lettre du ministre de la Guerre du 7 novembre. . 375
59. — Réponse à la lettre du 7 novembre. 376
60. — Lettre du ministre de la Guerre du 8 novembre. . 382
61. — Réponse à la lettre du 8 novembre 383
62. — Télégramme du 3 novembre 1916 n° 596/3. . . . 384
63. — Télégramme 598/3 du 16 novembre 1916 385
64. — Lettre du général Milne du 30 novembre 1916 . . 386
65. — Lettre du 2 décembre au général Milne. 387
66. — Télégramme du G. Q. G. du 11/12 1916 388
67. — Télégramme du ministre de la Guerre du 2 janvier 1917 389
68. — Télégramme du 18/1 1917 n° 1218/3. 390
69. — Télégramme du 18/1 n° 1219/3 390
70. — Télégramme ministériel du 26/1 1917. 391
71. — Télégramme du 27/1 n° 2618/2. 392
72. — Télégramme ministériel du 27/1 1917. 392
73. — Télégramme du 9 avril 1917 à l'amiral commandant sur « la Vérité » 392
74. — Ordre du 4 avril 1917 au général Braquet 393
75. — Télégramme n° 1731/3 du 16 avril à amiral « Vérité ». 393
76. — Télégramme n° 1957/3 du 24 mai 1917 393
77. — Télégramme n° 1682/3 du 9 avril 1917 394
78. — Télégramme n° 1684/3 du 9 avril 1917 394
79. — Télégramme n° 1790/3 du 28 avril 1917 395
80. — Télégramme n° 1955/3 à l'amiral Gaucher 395
81. — Télégramme ministériel n° 1762 du 22 mai 1917. . . 396
82. — Télégramme du 24 mai 1917 n° 1948/3. 397
83. — Ordre général n° 35. 399
84. — Télégramme du 8 février 1917 n° 1326/3. 399
85. — Télégramme du 9 février 1917 n° 1329/3 400
86. — Télégramme du 19 février 1917 n° 1401/3 401
87. — Télégramme du 22 février 1917 n° 1421/3. 401
88. — Télégramme du 4 mars n° 1463/3. 402

89. — Télégramme ministériel du 9 mars n° 238 403
90. — Télégramme du 20 mars 1917 n° 1599/3. 403
91. — Télégramme du 2 mai n° 1807/3 404
92. — Télégramme ministériel du 15 mai n° 1616 BS . . 405
93. — Télégramme n° 1933/3 du 23 mai 1917. 406
94. — Télégramme n° 2115/3 du 10 juin 1917 407
95. — Télégramme n° 2329/3 du 15 juillet 1917 408
96. — Télégramme n° 2077/1 du 29 juillet 409
97. — Télégramme n° 6252/2 du 15 août 1917. 410
98. — Télégramme n° 2498 bis/3 du 20 août. 410
99. — Télégramme n° 6175/2 du 9 août 1917. 411
100. — Télégramme n° 2498/3 du 20 août 1917 412
101. — Télégramme n° 6441/2 du 29 août 1917 413
102. — Télégramme n° 2553/3 du 5 septembre 1917 . . . 413
103 — Télégramme n° 2549/3 du 5 septembre 1917 414
104. — Télégramme du ministre de la Marine du 24 août 1916. 414
105. — Télégramme n° 2836/3 du 8 novembre 1917. . . . 414

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

EXTRAIT DU CATALOGUE

DE LA

LIBRAIRIE ERNEST FLAMMARION

26, rue Racine, PARIS (6e)

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Format in-18 Jésus.

ACKER (Paul). **L'Oiseau vainqueur**, roman (12e mille).. 5 »
— **Les deux Amours**, roman (3e mille)..... 5 »
AICARD (Jean), *de l'Académie française*. **Gaspard de Besse**, roman (6e mille)..... 6 75
— **Le fameux chevalier Gaspard de Besse**, roman (6e mille)..... 6 75
— **Arlette des Mayons**, roman (4e mille)..... 5 »
AJALBERT (Jean), *de l'Académie Goncourt*. **Sao Van Di**, mœurs du Laos, roman (5e mille)..... 5 »
— **Dix années à Malmaison** (1907-1917) (3e mille).... 6 50
ALANIC (Mathilde). **Nicole mariée**, roman (4e mille)... 6 75
— **L'Essor des colombes**, roman (5e mille)..... 5 »
ANTHOLOGIE DES AUTEURS GAIS CONTEMPORAINS. **Leurs meilleures histoires** (5e mille)..... 5 »
BACHELIN (Henri). **Le Petit**, roman (3e mille)..... 5 »
— **Le Village**, roman (3e mille)..... 5 »
— **Le Serviteur**, roman (*Prix Femina-Vie Heureuse*) (5e mille)..... 5 »
BARBUSSE (Henri). **Clarté**, roman (90e mille)..... 5 75
— **Le Feu**, *Journal d'une escouade*, roman (*Prix Goncourt*) (300e mille)..... 5 75
— **Nous autres...**, *Contes* (23e mille)..... 5 75
— **Paroles d'un Combattant** (20e mille)..... 6 75
BATIFFOL (Louis). **L'Alsace est Française, par ses origines, sa race, son passé** (7e mille)..... 5 »
BINET-VALMER. **Le Plaisir**, roman (12e mille)..... 5 75
— **Le Mendiant magnifique** (3e mille)..... 5 »
BIRABEAU (André). **Annette et son Américain**..... 5 »
BORDEAUX (Henry), *de l'Académie française*. **La nouvelle Croisade des enfants**, roman (23e mille)..... 5 »

BOURGIER (Emmanuel). **Jeanne**, roman (3e mille)..... 5 »
BOUTET (Frédéric). **Lucie, Jean et Jo**, roman (4e mille). 5 »
CHÉRAU (Gaston). **Champi-Tortu**, roman, 2 volumes (13e mille)..... L'un. 3 75
— **Le Monstre** (3e mille)..... 5 »
COLETTE (Colette Willy). **L'Entrave**, roman (25e mille) 5 »
CORDAY (Michel). **Les Révélées**, roman (21e mille).... 5 75
— **Les Embrasés**, roman contemporain (13e mille) ... 5 75
— **Les Mains propres**, essai d'éducation sans dogme (3e mille)..... 5 »
COURTELINE (Georges). **Théâtre** (2 volumes)..... L'un. 5 »
CROISSET (Francis de). **Théâtre** (2 volumes)..... — 5 »
CYRIL-BERGER. **Pendant qu'il se bat**, roman. Préface de M. Henri Barbusse (3e mille)..... 5 »
DARIN (Maurice). **La Bête et l'Ange**, roman (3e mille). 5 75
— **L'Affaire Salvator**, roman (3e mille)..... 5 »
DAUDET (Léon), *de l'Académie Goncourt*. **Dans la lumière**, roman (15e mille)..... 5 »
— **Le Cœur et l'Absence**, roman (25e mille)..... 5 »
DAUTRIX (Elie). **L'Absent**, roman (10e mille)..... 5 »
DONNAY (Maurice), *de l'Académie française*. **Dialogues d'hier** (1e mille)..... 6 75
DUVERNOIS (Henri). **Edgar**, roman (5e mille)..... 5 »
ESPARBÈS (Georges d'). **Ceux de l'an 14!** (3e mille)..... 5 »
FABRE (Emile). **Théâtre**. Tome Ier (3e mille)..... 6 75
FABRI (Georges). **La vilaine Bête**..... 5 »
FARRÈRE (Claude). **La dernière Déesse**, roman (30e mille) 6 75
— **La Maison des Hommes vivants**, roman (25e mille). 5 »
— **Fumée d'opium**. Nouvelle édition, illustrée par Louis Morin..... 5 »
— **Quatorze histoires de soldats** (27e mille)..... 5 »
— **L'Homme qui assassina**, roman. Nouvelle édition illustrée par Ch. Atamian..... 5 »
FERRÉ (Jacques). **Les Galères dans la Rade** (Corfou)... 5 »
FISCHER (Max et Alex). **Pour les amants, pour les époux, pour tout le monde**. Illustrations de L. Métivet (11e mille)..... 6 75
— **L'Amant de la Petite Dubois**, roman (23e mille... 5 »
FLAMMARION (Camille). **La Mort et son Mystère**. — I. **Avant la Mort** (10e mille)..... 6 70
FOLEY (Charles). **Fleur d'Ombre**, roman (9e mille)..... 5 »
— **Sylvette et son blessé**, roman (14e mille). *Couronné par l'Académie française*..... 5 »
FONCK (René). **Mes Combats**. Préface du Maréchal Foch (10e mille)..... 5 75

FORTUNAT (André). Les Grimaces de la Gloire (4e mille). 5 75
*** Cahiers d'une femme de la zone (10e mille)..... 5 »
FRAPIÉ (Léon). Nouveaux Contes de la Maternelle (5e mille)..... 5 »
— Bonnes gens (3e mille)..... 5 »
FRAPIÉ (Jean-Jos). L'Idée, roman (4e mille)..... 5 »
— A Sebastopol, sous l'œil des Dieux! roman (37e mille). 5 75
GARNIER (Paul). Le Don de ma Mère, poèmes. Préface de Henri Barbusse..... 6 75
GENAVOIX (Maurice). Jeannes Robelin, roman (4e mille). 5 75
GÉNIAUX (Charles). Mes Voisins de campagne (3e mille). 5 75
— La Famille Messal, roman (1e mille)..... 5 »
HERMANT (Abel). La Vie à Paris (dernière année de la guerre : 1918) (3e mille)..... 5 »
— Histoire amoureuse de Fanfan, roman (7e mille).... 5 »
HUGUES (Charles-Henry). La Chèvre aux pieds d'or, roman (1e mille)..... 6 75
— Le Craquement, roman (4e mille)..... 5 »
— « Petit » Louis, boxeur, roman (5e mille)..... 5 »
— Le Cœur de Poupette, roman (6e mille)..... 5 »
LABARRÈRE (Marie). La Fête est finie! roman (5e mille). 5 »
LATZKO (Andréas). Les Hommes en guerre, traduit de l'allemand par Magdeleine Marx (5e mille)..... 6 75
LEFÈVRE (Raymond). Le sacrifice d'Abraham, roman (3e mille)..... 5 75
LEFÈVRE et VAILLANT-COUTURIER. La Guerre des Soldats (3e mille)..... 5 »
LEVEL (Maurice). Le manteau d'Arlequin, roman (4e m.). 5 75
— Mado ou la Guerre à Paris (5e mille.)..... 6 75
LOTI (Pierre), *de l'Académie française*. Quelques aspects du vertige mondial (17e mille)..... 5 »
MACHARD (Alfred). Les Cent gosses (4e mille.)..... 6 75
— Poucette ou le plus jeune Détective du monde, roman d'aventures (4e mille)..... 5 »
MACHARD (Raymond). Tu Enfanteras, roman d'une maternité (5e mille). *Couronné par l'Académie française*. 5 »
MARGUERITTE (Paul), *de l'Académie Goncourt*. Gens qui passent (8e mille)..... 5 75
— Adam, Ève et Brid'oison (5e mille)..... 5 »
— Jouir, roman (6e mille. 2 vol..... L'un 6 75
MARGUERITTE (Victor). Au Bord du gouffre (août-septembre 1914). (35e mille)..... 7 »
MARX (Magdeleine). Femme (10e mille)..... 6 75
MIRBEAU (Octave). Chez l'illustre écrivain (10e mille)... 5 »
— La Pipe de cidre (13e mille)..... 5 »
— La Vache tachetée (15e mille)..... 5 »

MONTFORT (Eugène). **Un Cœur vierge**, roman (6e mille). 6 75
— **Les Cœurs malades**, roman (5e mille)..... 5 75
NION (François de). **Jacqueline et Colette**, roman (4e mille)..... 5 »
— **Son sang pour l'Alsace...**, roman (3e mille)..... 5 »
ORLIAC (Jehanne d'). **Madeleine de Glapion, demoiselle de Saint-Cyr**, roman (3e mille)..... 5 »
PRÉVOST (Marcel), *de l'Académie française*. **D'un poste de commandement** (12e mille)..... 5 »
REBOUX (Paul). **Romulus Couccu**, roman nègre (8e mille). 6 75
— **Josette**, roman (7e mille)..... 5 »
— **Blancs et Noirs** (Illustré) (5e mille)..... 5 »
RÉVAL (G.). **L'Infante à la rose**, roman (5e mille)..... 6 75
RICHEPIN (Jean), *de l'Académie française*. **L'Ame américaine** (4e mille)..... 6 75
— **Théâtre en vers**, tome Ier (3e mille)..... 5 »
— **Poèmes durant la guerre** (4e mille)..... 5 »
— **Proses de guerre** (4e mille)..... 5 »
ROBERT (Louis de). **Le Roman d'une Comédienne** (4e mille)..... 5 »
ROSNY Aîné (J.-H.), *de l'Académie Goncourt*. **L'Appel du Bonheur**, roman (6e mille)..... 5 »
— **Confidences sur l'Amitié des tranchées** (3e mille).. 5 »
— **Et l'Amour ensuite**, roman (10e mille)..... 5 »
SARRAIL (Général). **Mon commandement en Orient (1916-1918)** (10e mille)..... 7 75
SAVIGNON (André). **Une Femme dans chaque port** (scènes anglaises) (3e mille)..... 5 »
SÉE (Edmond). **Confidences** (3e mille).. ..... 5 »
TIMMORY (Gabriel). **Monsieur Pédicure**..... 6 75
— **La Colonelle Von Schnick**, roman (3e mille)..... 5 »
VAILLANT-COUTURIER. **Une Permission de Détente**, roman (3e mille)..... 5 »
VALDAGNE (Pierre). **Ce que craignait Victor Fournette**, roman (5e mille)..... 5 »
VANDÉREM (Fernand). **Le Miroir des lettres** (3e mille).. 5 »
VEBER (Pierre). **Mademoiselle Fanny** (3e mille) ..... 5 »
VIGNES-ROUGES (Jean des). **Sous le Brassard d'Etat-Major**, roman (3e mille) ..... 5 »
— **André Rieu, officier de France**, roman (7e mille)... 5 »
VIVIANI (René). **La Mission française en Amérique**..... 5 »
ZAMACOÏS (Miguel). **Les Rêves d'Angélique** (4e mille)... 5 »

Pour la Bibliothèque de PHILOSOPHIE SCIENTIFIQUE, demander le Catalogue spécial.

158618 FMod
Author Sarrail, Maurice Paul Emmanuel S247m
Title Mon commandement en Orient.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU